

## 1 / Le quai de la Fosse et ses activités portuaires

«*Tout à la fois quai, promenade, façade de ville et quartier, le quai de la Fosse évoque la grande aventure maritime d'une ville s'identifiant à son port*», écrit André Péron dans le «*Dictionnaire de Nantes*». L'histoire de ce quai s'inscrit en effet dans celle du port qui n'a cessé de dériver d'amont en aval sous les effets conjoints de l'ensablement du fleuve, de l'accroissement du trafic et de l'augmentation du tonnage des navires.



Le quai de la Fosse en 1997

La partie qui sera évoquée ici concerne celle comprise entre la rue Charles-Brunellière et la rue Meuris c'est-à-dire la portion qui correspond au rassemblement de plusieurs quais et cales développés à partir du 18<sup>e</sup> siècle au moment où l'activité portuaire se déplace vers l'ouest de la ville sur la rive droite de la Loire, pour former le quai d'Estrée.

### Le projet de lotissement de la Chézine

La construction d'un quai en 1516 sur le domaine de la Fosse en aval du Port-au-Vin stimule l'expansion urbaine vers l'ouest. La croissance du trafic nécessite son prolongement progressif : jusqu'au Sanitat à la fin du 17<sup>e</sup> siècle puis au débouché de la Chézine en 1726. La Chézine et le marécage qu'elle traverse avant de se jeter dans la Loire forment alors la limite ouest du faubourg de la Fosse.

Au début du 18<sup>e</sup> siècle, à la faveur de la paix conclue en 1713 par le traité d'Utrecht, le trafic portuaire nantais prend son essor. Le commerce antillais et la traite négrière fondée sur le commerce triangulaire avec l'Afrique de l'ouest et les îles des Caraïbes, Saint-Domingue en particulier, en font le premier port de France.



Plan de l'Hermitage et de la maison de Launay - 1711



Plan des onze emplacements de maisons à Chézine appartenant à la Ville - 1741

C'est sur l'impulsion de Gérard Mellier, promoteur du programme d'urbanisation de l'île Feydeau, que le projet de lotissement de la Chézine est lancé. Maire de Nantes entre 1720 et 1729, ce dernier porte une attention particulière à l'amélioration des structures portuaires et à l'embellissement de la ville. Dans ce but, il impose une réglementation pour la construction des immeubles sur le quai de la Fosse. En 1724, il soulignait «*la difformité qui se retrouve dans l'alignement de plusieurs maisons qui se trouvent plus ou moins avancées sur les quais de la Loire le long de la Fosse*». Ces propos font écho au traité de voirie qu'il a rédigé en 1709 dans lequel il indiquait que «*l'embellissement des villes consiste dans la construction des bâtiments en ligne droite (...) de manière qu'une rue entière ne paraisse qu'une maison*». Ce que Mellier nomme embellissement se traduit dans les faits par la suppression des «*saillies*», par le maintien des façades de maisons au même «*alignement*» et enfin par la construction «*dans un même ordre d'architecture*».

Loin de la ville, à l'ouest du Sanitat (encore appelé hôpital général), l'emplacement envisagé semble incongru d'autant que le site choisi est projeté sur l'insalubre marais des rives de la Chézine : le pré Lévesque. Ce site est cependant le plus propice au déchargement des navires, les eaux de la Loire y étant plus profondes qu'ailleurs sur la Fosse. Le principal propriétaire des terrains convoités, le sieur Salomon Bonnier de la Chapelle Coquerie (également détenteur du domaine de Launay), estime dans son mémoire que l'espace choisi «*étant situé dans le plus bel endroit de Nantes pour la charge et la décharge des navires (...) doit être estimé de la même manière que si l'on voulait bâtir au-devant des maisons de la Fosse (...)*». L'embouchure de la Chézine est donc particulièrement adaptée à la création d'un nouveau quai et de maisons.



« Dessin pour les façades des maisons et magasins de Chézine » - 1725



Quai de la Fosse, l'hôtel Durbé - fin du 19<sup>e</sup> siècle

L'idée est lancée en 1723. L'ingénieur Delafond dresse les plans et élévations des quais et de quatorze maisons qui doivent y être construites. Les travaux débutent le 2 août 1726. Dix ans plus tard, seul le quai d'Estrée, long de 170 mètres environ, et deux rangées d'arbres ont abouti. Les immeubles quant à eux ne seront jamais construits. Le prolongement de la ligne des quais semble avoir été le principal intérêt du projet. Les chantiers navals situés à la Fosse depuis le 17<sup>e</sup> siècle y sont transférés en 1738 et le quai prend alors le nom de quai des Constructions (futur quai Ernest-Renaud). Mais le manque de place entraîne l'abandon du nouveau site dès 1780. L'activité du quai est alors consacrée au trafic portuaire.

La construction de cette ligne de quai favorise le commerce et attire une population de marchands qui succèdent aux pêcheurs partis plus en aval et à Trentemoult. Cette présence consacre dès lors la vocation commerciale du quartier. Les espaces remblayés accueillent maisons et magasins dont ceux de la compagnie des Indes entre 1709 et 1733. Aussi Pierre Lelièvre indique que « *tout ce quartier neuf, centre de la vie maritime et commerciale, s'était couvert de constructions. À côté des entrepôts élevés soit par des particuliers soit par la Compagnie des Indes soit par l'administration des fermes, on bâtit également de nombreux immeubles servant à la fois au commerce et à l'habitation. Fait curieux, ni la ville, ni l'intendant, ni les architectes ne semblent s'être jamais préoccupés de prévoir l'aménagement cohérent et harmonieux de ce quartier. On se contenta d'un rideau de maisons de belle apparence auxquelles seule la servitude d'alignement fut imposée.* »

### L'hôtel Durbé

La plupart des maisons du quai de la Fosse ont été construites entre 1735 et 1755. L'impulsion donnée par l'essor du commerce nantais, l'accumulation progressive de capitaux par les négociants, la campagne d'alignement entreprise par Mellier et le désir de manifester une réussite sociale mènent à la construction de nouveaux bâtiments. La majorité des propriétaires à l'origine de leur construction sont des négociants enrichis par la

traite négrière. Parmi les immeubles construits, celui édifié en 1756 au 86, quai de la Fosse par Claude Durbé et Jacques Collin demeure le plus grand et le plus remarquable (la façade est inscrite au titre des Monuments historiques depuis 1926).

L'édifice bâti a la particularité d'avoir été construit en commun par deux propriétaires sur une large parcelle du Pré Lévêque dont la superficie rompt avec celles du reste du quai. Les deux négociants peuvent alors édifier un bâtiment dont la largeur est encore inédite sur le quai et établir en arrière, sur plus de la moitié de la surface du terrain, « *cinq magasins et dix greniers avec leurs cours* » pour entreposer les marchandises.

En s'adressant à l'architecte Pierre Rousseau, connu depuis ses travaux sur l'Île Feydeau, l'édifice témoigne de l'image que son propriétaire souhaite transmettre de lui-même. Derrière la façade à mascarons et ferronneries ouvragées qui affichent sa réussite sociale s'organise une distribution verticale des usages, locatifs ou réservés aux propriétaires : entrepôts, boutiques et remises au rez-de-chaussée, bureaux à l'entresol et vastes appartements aux étages supérieurs, le dernier offrant des logements exigus au petit peuple du quartier.

Au 19<sup>e</sup> siècle, la domination des manufacturiers supplante progressivement celle des négociants. La classe dominante des commerçants, jusqu'alors tournée vers la mer, est remplacée par une nouvelle couche de dirigeants : les industriels. L'acquisition de l'hôtel Durbé par l'industriel mécanicien Mathurin Brissonneau confirme symboliquement ce passage.

### Un port de négoce et industriel

Aussi à partir du 19<sup>e</sup> siècle, Nantes est un port de négoce et industriel. La colonisation stimule les échanges à partir de 1870 tandis que les activités portuaires sont corrélées aux besoins des industries : raffineries de sucre, biscuiteries, industries métallurgiques et mécaniques, industries chimiques, etc. particulièrement présentes à l'arrière du quai de la Fosse, dans le quartier de l'Entrepôt et de part et d'autres des rues de la Brasserie et Babonneau (*lire par ailleurs*).



Le port vers Sainte-Anne au début du 20<sup>e</sup> siècle (années 20)

Afin d'accompagner cette mutation et de stimuler son trafic, le quai de la Fosse dans sa partie située entre le bureau du port (construit en 1842) et la gare maritime (ouverte en 1853) est l'objet de plusieurs aménagements.

En 1847, Ferdinand Favre, maire de Nantes, affirme devant sa municipalité que « *le quai de l'Entrepôt est, de tous les quais du port, celui qui, par sa forme et la profondeur du fleuve à ses abords, et par la quantité des usines et des magasins qui le bordent, est appelé à la plus grande activité commerciale.* » C'est pourquoi, il encourage la multiplication de « *précieux entrepôts du commerce actif dont les nouveaux quais, les seuls accessibles aux grands navires, seront le siège inévitable. (...). Le besoin du commerce est que ces magasins se rapprochent des lieux de déchargement autant que le permettent les besoins de la circulation.* »

C'est à la même période que débutent les travaux d'établissement de la voie ferrée sur le quai de la Fosse (*lire par ailleurs*) mettant à mal la promenade arborée préférée des Nantais. Quartier actif, le quai de la Fosse était aussi un lieu de flânerie. Les magnifiques arbres qui en faisaient le charme sont sacrifiés pour le passage du train. A partir de 1876, c'est au tour du tramway de longer le quai avec l'ouverture de la ligne entre le boulevard Sébastopol (actuel boulevard Stalingrad) et la Grenouillère dans le bas de Chantenay.

C'est également dans le dernier tiers du 19<sup>e</sup> siècle que les cales et les quais inclinés, périodiquement immergés, sont soumis à d'importants travaux de reconstruction : 700 mètres de quais verticaux édifiés entre 1873 et 1881 les remplacent. La construction d'estacades en béton armé entre 1908 et 1912 consolidera l'ensemble.

À partir de 1880, l'ensemble de l'outillage du port est confié à la Chambre de commerce (créée en 1802 par Christophe-Clair de Kervégan, président du conseil général, avec l'aide des armateurs, négociants, commerçants, entrepreneurs et notables nantais) installée dans le palais de la Bourse. On lui doit la construction entre 1911 et 1912 des huit hangars en brique répartis entre le quai de la Fosse et le quai Ernest-Renaud.

À la veille de la Première Guerre mondiale, Nantes est le sixième port de France avec un trafic totalisant 2,1 millions de tonnes de marchandises (charbon, phosphates, nitrates, bois du nord, sucre principalement) et 3 870 mouvements de navires enregistrés en 1913.

À l'issue du conflit, une plaquette promotionnelle de la Chambre de commerce datant de 1921 annonce que « *les ouvrages entièrement terminés mis à la disposition des navires sont, sur la rive droite, les quais de la Fosse, Ernest-Renaud, d'Aiguillon et de Saint-Louis formant une longueur ininterrompue de 1 780 mètres. Ils sont constitués soit par des estacades en béton armé, soit par des murs en maçonnerie. (...). Le quai de la Fosse est affecté en totalité aux lignes régulières de cabotage. Les quais de Ernest-Renaud, d'Aiguillon, sont utilisés notamment par les navires apportant des cargaisons de denrées coloniales aux entrepôts de la Chambre de commerce (...). La Compagnie Générale Transatlantique occupe le quartier Saint-Louis.* »

L'extrémité du quai de la Fosse, entre la place du Sanitat et la rue Meuris, concentre une grande partie des activités liées au trafic portuaire : entrepôts, chais, magasins, docks, fournisseurs pour les navires, courtiers, compagnies d'armement (dont les sièges se trouvent pour la plupart d'entre elles sur la place du Sanitat).

### Les transformations du quai à partir des années 50

Relativement épargné par les bombardements de 1943, le paysage portuaire du quartier se transforme à partir des années 50. En 1955, la ligne ferroviaire vers Saint-Nazaire, détournée, est chassée du quai laissant la place à une double voie qui permet l'intensification du trafic automobile. En 1958, le pont transbordeur et la ligne de tramway sont démontés.



Le quai de la Fosse à partir du n°84 vers Sainte-Anne - fin du 19<sup>e</sup> siècle



Promenade de la Fosse devant l'embarcadere des Abeilles - début du 20<sup>e</sup> siècle



Le quai de la Fosse, au niveau du hangar n°4, après l'enlèvement des rails de la ligne Nantes - Saint-Nazaire - 1957



Le quai de la Fosse, au niveau de l'actuelle place du Commandant-l'Herminier, après le doublement de la voie de circulation - 1960



Extrémité du quai de la Fosse après la démolition des immeubles des numéros 102 et 103 et vue de l'emplacement des futures Dorides et place Jacksonville - 1982



Le boulevard Salvador-Allende avant la construction de la ligne de tramway - 1982



Le programme immobilier Les Dorides devant l'arrêt Gare maritime de la ligne 1 du tramway - 1988

Le trafic sur le quai perdure jusqu'aux années 80 mais avec une intensité moindre. L'essentiel de celui-ci s'étant déplacé très en aval vers Roche-Maurice et sur la rive gauche à Cheviré. À partir des années 70, le quai ne connaît plus guère d'affluence qu'au moment des lancements des bateaux construits par les chantiers Dubigeon jusqu'à leur fermeture en 1987.

Au cours des années 80, la physionomie de l'extrémité du quai est transformée par la percée de la pénétrante reliant la Croix-Bonneau à la Gare maritime et le programme immobilier «*La cour des Dorides*». Les deux immeubles du 18<sup>e</sup> siècle situés aux numéros 102 et 103 sont sacrifiés pour permettre leurs réalisations.

Ces deux bâtisses qui fermaient la perspective du quai au-delà de la rue Meuris constituèrent longtemps un obstacle pour la Ville à la réalisation de la large voie reliant la Croix-Bonneau aux quais de la Loire. Donnant sur une cour intérieure, cet ensemble de bâtiments connu sous le nom de «*Cour des Dorides*» - du nom de son propriétaire Charles Alphonse de la Ville de Férolles (1801-1886), marquis des Dorides - avait été acquis en 1853 par la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans pour y installer «*une succursale de la gare de marchandise au port de Nantes*». La cour des Dorides passa ensuite sous la coupe de la SNCF. Dotée d'un quai haut, cette dépendance de la gare maritime était un nœud d'embranchements industriels reliés au réseau par une «*voie mère*» et tout un jeu de plaques tournantes.

Jusque dans les années 60, la situation semble inextricable. La Chambre de commerce, qui vient de reconstruire ses entrepôts des Salorges, ne peut concevoir qu'ils ne soient pas desservis directement par la voie ferrée. Les services commerciaux de la SNCF s'accrochent à ces embranchements - sept au total - qui leur conservent d'importants clients. Les industriels «*embranchés*» appuient eux-aussi la SNCF. La négociation n'aboutit qu'en 1974. La SNCF cède à la Ville la parcelle tant convoitée de 1920 m<sup>2</sup> à l'angle du quai et de la rue Meuris. Le goulot d'étranglement va pouvoir sauter.

Les deux immeubles sont abattus le 7 mai 1980, au grand dam des défenseurs du patrimoine. Bien qu'ils ne présentassent pas un grand intérêt architectural, l'un d'eux abritait toutefois une belle rampe d'escalier en fer forgé à motif central de feuillage stylisé. Cette dernière ainsi que les ferronneries des balcons ont été démontées et mises en dépôt au Château des ducs de Bretagne.

En 1987, Loire-Atlantique habitations fait construire un ensemble de logements, de bureaux et de commerces de part et d'autre de la rue Meuris. Dans cette opération, seuls les anciens docks maritimes de la famille Vincent ont été préservés et réhabilités.

Quant à la voie rapide, son ouverture en 1980 coupe en deux la ligne de quais que formaient ceux de la Fosse et Ernest-Renaud. Passé de mode, le système de pénétrante laisse la place à un autre mode de circulation : le tramway, remis au goût du jour par la municipalité d'Alain Chénard et dont la première ligne, mise en service le 7 janvier 1985, emprunte l'axe Gare maritime - Croix-Bonneau.

Lieu de vie, le quai de la Fosse et son terre-plein encombré de grues, de hangars, de magasins, sa population de marins, de dockers, d'ouvriers de chantiers navals, de prostituées a longtemps alimenté l'ambiance portuaire nantaise, source d'inspiration pour les artistes. Aujourd'hui, la rive nord sert de vitrine à des activités maritimes : poste d'amarrage du Belem, du Maillé-Brézé, implantation du Centre atlantique de commerce international et du siège de l'autorité portuaire tandis que les administrations de tutelle qui encadrent les activités portuaires restent concentrées dans le quartier Mellinet.

### La mémoire sensible du port

► «*Je photographie les bateaux du port de Nantes depuis l'enfance. J'ai commencé vers 1967, 1968. Je voulais garder le souvenir des bateaux que j'aimais bien. Quand j'en voyais un avec un pavillon étranger, j'étais fasciné.*

*Cet intérêt vient sans doute de mon histoire familiale. Mon grand-père était ingénieur aux Chantiers navals. Et mon père, Edmond Bertheux, est né à Trentemoult et il a toujours adoré les bateaux. Il était peintre et il en peignait beaucoup. Comme il était connu dans le milieu du port, on connaissait des dockers, des contremaîtres, des gens des compagnies maritimes. On se voyait sur les quais. À l'époque, on ne parlait pas trop de sécurité, on pouvait aller sur les quais assez facilement. C'était un espace de découverte extraordinaire pour un enfant. Un port, ça fait rêver, ça fait gamberger... On a tous lu Tintin et on revoit les images de bateaux, de ports...*



Représentation du premier Liberty Ship dans le port de Nantes, symbolisant la reprise du trafic portuaire après la Seconde Guerre mondiale, réalisée par A. Benet - 1967



Deux navires en escale sur le quai de la Fosse : le pinardier panaméen Joran et l'avisio portugais Commandante Roberto Ivens (construit à Nantes en 1976) - juin 1980

Nous habitons le quartier Dobrée où j'ai vécu jusqu'à mes 17 ou 18 ans. Depuis le parvis de Notre-Dame-du-Bon-Port, on voyait des grues, des mâts, des bateaux. Quand on était rue Lamoricière, rue de la Verrerie ou rue Mazagran, c'était pareil. Par toutes ces échappées, on sentait vraiment l'interpénétration de la ville et du port. Tout vivait en même temps. C'est ce que l'on retrouve encore à Saint-Nazaire ou à Saint-Malo, cette mixité entre la ville et le port. À Nantes, on ne retrouve plus cette ambiance puisque Cheviré est quand même assez loin du centre-ville. » **Edmond**

« Depuis la rue de Gigant, quand on ouvrait les fenêtres l'été, on entendait parfaitement la vie du port. À ce moment-là, il y avait encore le quai aux tourteaux qui se trouvait au niveau de la Chambre de commerce. C'était très actif à cet endroit. Il y avait toujours des bateaux à quai qui trimballaient du tourteau de soja. On entendait les grues, les poulies grincer jusque tard dans la nuit parce que les bateaux ne restaient pas longtemps à quai. Nous n'habitons pas à côté mais dans le silence de la nuit, nous étions bercés par ces bruits. » **Jean-Claude H**



## LES MÉTIERS DU PORT

« Tout ce qui concernait la marine était dans le quartier : la capitainerie, les agences, les courtiers maritimes et tous les consignataires. » **René-Jean**

### La Compagnie nantaise des chargeurs de l'Ouest

« J'ai fait toute ma carrière professionnelle à la Compagnie nantaise des chargeurs de l'Ouest. Cette compagnie d'armement est née en 1938 de la fusion de la Compagnie nantaise de navigation à vapeur (la CNNV) avec les Voiliers nantais et les Chargeurs de l'Ouest. Le siège a été construit la même année au 4 bis, place du Sanitat.

Les premières sociétés maritimes datent de 1882. À cette date, des armateurs nantais, comme les Pergeline notamment, ont créé avec le capitaine au long cours Jean-Baptiste Lebeau, les Voiliers nantais, la Compagnie nantaise de navigation à vapeur et les Chargeurs de l'Ouest. Ces trois sociétés ont travaillé de plus en plus ensemble.

Les Chargeurs de l'Ouest avaient une filiale, les Messageries de l'Ouest, pour le transport de passagers entre Nantes et Saint-Nazaire et sur Belle-Île. La CNNV armait au long cours. Elle allait chercher du charbon en Indochine et avait obtenu les contrats avec l'État pour le transport des forçats sur la Nouvelle-Calédonie et sur la Guyane par la suite.

J'ai intégré cette compagnie en 1953 à ma sortie de l'Hydro de Nantes puis j'ai obtenu mon brevet de capitaine au long cours. Après la guerre, c'était la reconstruction complète de la flotte et les compagnies manquaient de monde. Les pauvres malheureux d'aujourd'hui pleurent pour trouver de l'embarquement alors que nous, on venait nous chercher.

J'ai navigué sur toutes sortes de bateaux : le pinardier, les gaziers et des bateaux de transport de vrac. Pour le transport du gaz liquide, j'allais au Japon, en Amérique du Sud. On partait pendant six mois et quand c'étaient six mois, on



Vue du port depuis le quai Ernest-Renaud vers le quai de la Fosse - 1957

était contents parce qu'au début, c'étaient dix. Pour les nouvelles générations, ça leur paraît impossible et pour les épouses aussi. J'ai navigué de 1953 à 1972. Ensuite, je suis passé au siège comme capitaine d'armement d'abord puis comme directeur et directeur général.

Nous étions cent vingt personnes au siège et huit cents officiers marins. La compagnie avait une flotte de vingt-cinq bateaux. On avait des long-courriers, des bateaux de transport de voitures, des pinardiers.

Quelques-uns de nos navires étaient amarrés sur le quai de la Fosse au niveau du pont transbordeur. La ligne de Londres et celle du Maroc partaient de là. On avait un départ par semaine avec le Pen-Hir qui chargeait devant le café de Londres.



Le cargo Penvern, construit à Nantes par les ACL en 1953 pour le compte de la C<sup>e</sup> nantaise des Chargeurs de l'Ouest



Entrepôts portuaires de la Chambre de commerce et de la C<sup>ie</sup> nantaise des Chargeurs de l'Ouest, boulevard Bougainville - 1951



Annonce des services de Worms et C<sup>ie</sup> - 1927

La ligne de Londres commençait à Tonnav-Charente où l'on chargeait du cognac. Ensuite, à Nantes, on chargeait des produits finis. On revenait de Londres par Boulogne où l'on prenait du ciment, ce qui n'était pas un produit très noble.

Avec nos pinardiers, nous faisons le transport du vin pour les chais de Nantes surtout et un petit peu pour ceux de Lorient et de Brest. Ils amenaient le vin d'Algérie par gros lots de quarante mille hectos. Ce vin partait ensuite dans le vignoble pour l'assemblage. La compagnie était propriétaire du chais Saint-Louis qu'elle avait fait construire à la fin des années 30. Il y avait deux chais à Nantes : le nôtre sur le quai Saint-Louis et celui de la rue Meuris qui appartenait à la Transat. Il était en copropriété avec les docks Vincent.

Le siège de la compagnie était à Nantes mais nous travaillions peu avec les industries nantaises sauf avec Basse-Indre qui était actionnaire et à qui on apportait des rouleaux d'acier. À l'origine, les créateurs de la compagnie

travaillaient pour les industries nantaises notamment pour le transport du charbon et pour les industries de noir animal.

On a eu une époque florissante. Après la guerre, il y a eu la période de la reconstruction, le redémarrage, un maximum d'activités entre les années 60 et les années 80 et puis une descente terrible. J'ai vu l'effondrement puisque j'étais au siège des responsables. On a dû licencier des centaines de personnes.

En prenant l'exemple du transport du phosphate, le processus a été le suivant. Avant, on prenait du phosphate pour le ramener à Nantes afin qu'il soit transformé et réexpédié. Ensuite, les pays dits émergents ont décidé de transformer ce phosphate sur place. C'était moins coûteux pour eux mais cela a fait moins de place pour le pavillon. Ensuite, ces pays émergents ont construit leur flotte et il y a eu une forte concurrence puisqu'ils avaient des coûts de revient dix fois moins élevés.

L'évolution de la marine marchande nantaise est aussi liée aux mouvements de capitaux. À l'origine, ce sont des petits armateurs du Croisic ou de Saint-Malo qui n'avaient plus de capitaux pour construire. Ils sont donc venus sur Nantes et se sont alliés aux Nantais. Les Nantais ont tenu le marché et à leur tour, ils ont manqué de capitaux. Les Parisiens sont alors arrivés et aujourd'hui, ce sont les Européens qui investissent.

En 1938, la Compagnie nantaise des chargeurs de l'Ouest n'avait que des capitaux nantais et en 1968, Worms est devenu majoritaire. Dans les années 90, début 2000, la compagnie navale Worms s'est effondrée à son tour.

Quand nous sommes devenus complètement Worms en 68, les constructions de navires ont pu repartir, il y a eu un boom d'activité dans les années 70 et 80. Nos navires furent construits au Japon, en Suède, en Norvège. Les chantiers nantais avaient précédemment à cette période construits le Penvern, le Penthièvre et le Penavel qui sont encore dans nos mémoires. » **René-Jean**

## Une carrière de marin

« Mes arrière-grands-parents, toute ma famille d'un côté comme de l'autre, étaient de Belle-Île. Mon père est né à Sauzon et il est parti. Il avait l'idée de faire des études pour ne pas être simplement pêcheur et il a choisi la marine. Il a donc fait les études qu'il fallait. Il a navigué de bonne heure. Il travaillait dans la marine marchande pour la Compagnie morbihannaise de navigation qui était place du Sanitat. Il allait dans des pays assez lointains : l'Afrique, Conakry, Dakar. Son dernier voyage, il l'a fait à Dakar en 1935 car il est mort de maladie là-bas. On n'a pas su trop de quoi, sauf des années après, on nous a dit que c'était à cause de l'eau.

Quand mon père naviguait, ma mère partait des fois le retrouver dans les différents ports. À ce moment-là, elle ne travaillait pas et ma grand-mère vivait avec nous à Canclaux. Ça rendait service à maman parce que quand mon père naviguait, ma grand-mère était toujours prête à lui dire : « Va le rejoindre ! » Alors elle partait pendant quelques jours. Elle s'en allait souvent à Bordeaux mais aussi à Dunkerque ou à Saint-Malo. Un jour, elle est même allée le retrouver aux Canaries. Elle aimait bien les voyages. » **Monique**

« Mon père était marin. Il est d'abord parti comme petit mousse sur un cap-hornier puis il a navigué comme matelot. Ensuite, il a fait la Première Guerre comme dragueur de mine. Quand il est revenu, il a fait du cabotage entre la France et l'Angleterre. Il partait de Saint-Nazaire. Ma mère me racontait que grâce à ces voyages, mon père avait pu guérir ses rhumatismes car il pouvait acheter un médicament que l'on ne trouvait qu'en Angleterre à l'époque. C'était l'équivalent du Doliprane.

Quand les Allemands sont arrivés, tout s'est arrêté. Il est rentré aux chantiers Dubigeon car il n'y avait plus de navigation possible. Après la guerre, il a navigué sur la Loire. Il faisait du trafic entre Nantes et Saint-Nazaire. Il transportait la marchandise des bateaux qui arrivaient du Havre et qui était rechargée sur des péniches à Saint-Nazaire pour être

acheminée à Nantes. Il naviguait aussi le dimanche pour emmener des gens faire des excursions au Pellerin. » **Simone**

## La compagnie Allaire

« Les frères Allaire, Charlie et Marcel, étaient armateurs et affréteurs. Ils étaient très très connus sur la place de Nantes. Ce sont les derniers patrons portuaires de Nantes. Ils ravitaillaient les îles du Morbihan et l'île d'Yeu. Ils occupaient un des entrepôts en briques rouges sur le quai de la Fosse où leurs petits cargos étaient amarrés. Ils s'en sont servis jusqu'au début des années 80 pour stocker leur matériel et les marchandises qu'ils embarquaient pour les îles. Ils avaient des petits caboteurs de vingt-cinq mètres. Quand j'étais gamin, je voyais leur chargement. Ils chargeaient de tout : des packs d'eau, du parpaing, des oranges, des bouteilles de gaz, etc. J'ai même vu un cercueil ! C'était assez typique. Ils embauchaient pas mal de dockers parce que mine de rien, ces petits chargements demandaient pas mal de main d'œuvre.

Ensuite, la compagnie est partie charger sur les Sables d'Olonne pour l'île d'Yeu et sur Vannes pour Belle-Île ce qui était plus simple. » **Edmond**



Ancien hangar portuaire n°7 de l'Agence maritime Charles Allaire, quai de la Fosse - 1996

► «La compagnie Allaire faisait du tout petit cabotage vers l'île d'Yeu et Belle-Île mais ils faisaient surtout de la consignation et du transit c'est-à-dire l'entrée et la sortie en douane. La consignation de navire, c'est prendre soin du navire dans le port. En anglais, le mot navire est féminin et le consignataire, c'est le husband, le mari. Le consignataire devient le mari du navire et il s'occupe du navire femme dans le port. Les chargements et déchargements de bateaux étaient faits par le consignataire-manutentionnaire qui avait lui-même embauché ses équipes de dockers.» **René-Jean**

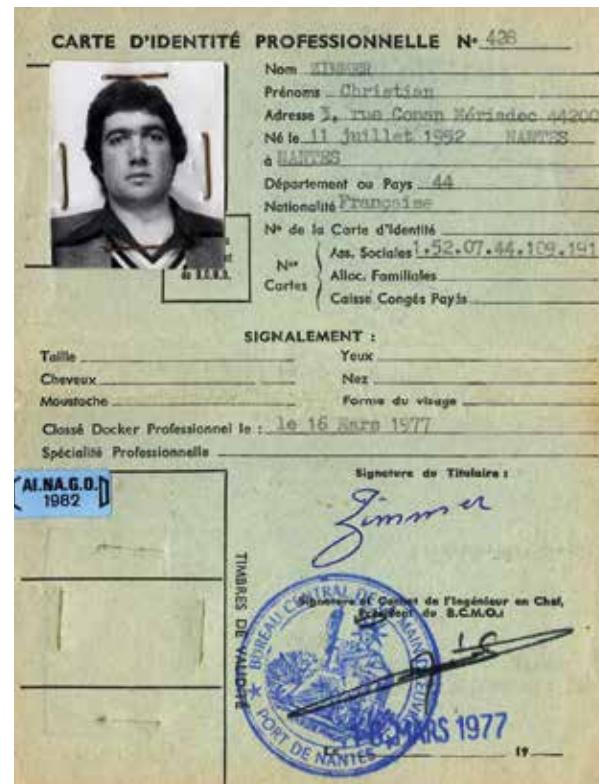
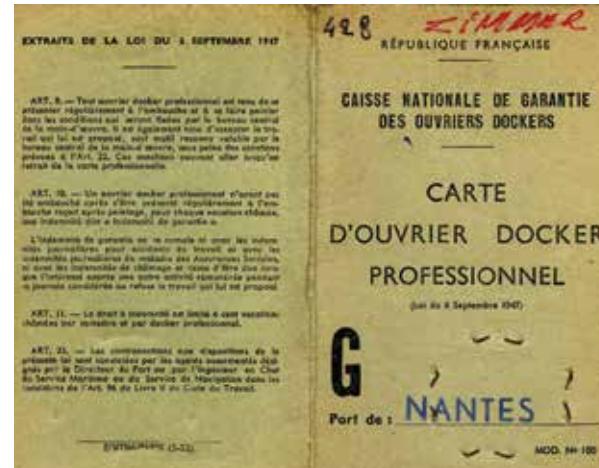
► «Allaire, c'étaient des portuaires, ils connaissaient les dockers. Le patron s'appelait Charles Allaire mais tout le monde l'appelait Charlie. Quand il y avait un conflit, le secrétaire syndical allait directement lui demander une augmentation. C'était lui qui disait oui ou non. Bon, quand c'était non, on faisait un peu plus de bruit... Maintenant, ce ne sont que des actionnaires, des gestionnaires qui n'y connaissent rien. Alors que Allaire, il connaissait !» **Christian Z**

## Les dockers

### Devenir docker

► «Je suis né en 1952 à Nantes dans le quartier des Ponts. Mes parents habitaient au 8, quai Hoche dans «la cour des Miracles». Beaucoup de dockers habitaient cette cour parce qu'ils étaient près de leur travail.

Je suis originaire d'une famille de dockers. Mon grand-père maternel, mon frère et mon oncle étaient dockers. Avant de faire ce métier, j'ai été miroitier de 1967 à 1977 chez Marly, route de Clisson. Mais j'ai commencé à aller sur les quais en occasionnel à partir de 1970. Mon oncle m'avait fait venir dans son équipe. Et je suis devenu docker professionnel le



1<sup>er</sup> mars 1977. Le chemin était tracé ! À l'époque, c'était un métier qui se transmettait de père en fils. C'était le cas pour beaucoup de dockers.» **Christian Z**

► «J'ai été docker de 1970 à 2003. Je suis venu à Nantes en 1970 avec ma famille pour changer de cap. Avant, j'étais maçon dans l'Allier. Je n'ai pas trouvé tout de suite d'emploi sur les quais parce qu'on ne rentrait pas comme ça. Il y avait des conditions d'accès, c'est-à-dire qu'il fallait passer par le syndicat. Et pour les dockers, le passage obligatoire, c'était la CGT puisque le port, c'était la CGT. Les contacts se faisaient comme ça.» **Daniel**

► «Pour être docker, on passait devant une commission du BCMO, le Bureau central de la main d'œuvre du port de Nantes, qui était aux Salorges. Cette commission était composée de représentants du syndicat dont le secrétaire, de deux chefs de panneau, d'employeurs et de l'ingénieur du port. Il y avait aussi un médecin et c'est lui qui avait le dernier mot. C'était quand même un travail physique alors il fallait être en bonne santé.

Les gars du syndicat qui nous avaient vus travailler comme occasionnels disaient si on faisait l'affaire. Pour être occasionnel, on était plus ou moins recommandés par un membre de la famille. On passait donc devant cette commission et en général, c'était tout le temps bon. Il fallait vraiment avoir un poil dans la main pour ne pas être pris. Après, on recevait une lettre qui nous permettait d'aller chercher notre carte de docker professionnel. Et une fois que l'on avait la carte, on était embauchés.» **Christian Z**

## L'embauche

► «À Nantes, quatre boîtes embauchaient les dockers comme Allaire ou le consortium Loire Stevedore. Chacune avait ses spécificités. Certaines étaient spécialisées dans les engrais, d'autres dans les primeurs avec les agrumes, dans le bois, etc.

En 1970, on était jusqu'à six cents dockers. Le matin, on arrivait autour de 6 heures et demi devant le BCMO et à 7 heures, un donneur d'ordre, c'est-à-dire un représentant des patrons, arrivait. Il avait ordre de faire travailler tant de dockers sur tel ou tel bateau. Ça pouvait aller de quinze à quarante personnes selon les déchargements.

Le donneur d'ordre allait voir le chef de panneau, c'est-à-dire le chef d'équipe, pour lui dire le nombre de gars qu'il lui fallait par bateau. Et c'est le chef de panneau qui constituait une équipe. L'équipe avait toujours une base composée d'une dizaine de dockers. Et après, en fonction du nombre de dockers qu'il fallait, chacun allait lui demander s'il pouvait être embauché.



Les dockers devant le BCMO à l'heure de l'embauche - années 50

Chaque équipe avait un nom et chacun savait qui était dans quelle équipe. Les dockers aussi avaient tous plus ou moins des surnoms. On ne connaissait pas forcément le nom de famille des gens, on les connaissait par leur surnom. On appelait ça des blases. Moi, c'était «Dudul». » **Daniel**

► « Comme surnoms, il y avait «Patte d'anguille», «Le délicat», «Nez de prince», «Tête d'argent», etc. Moi, c'était «Zizi» ou «Le p'tit zim» parce que mon frère aussi était docker. Des fois, les surnoms étaient moins sympas ! » **Christian Z**

« Les embauches se passaient dans les cafés autour des Salorges. Chaque chef de panneau avait son propre café. Les «Bretons» allaient aux Salorges, les primeurs allaient au Maritime et des gars allaient à La Loire.

► En 1977, on était quatre cent trente professionnels le matin pour l'embauche sans compter les occasionnels. Ça faisait un bruit ! On parlait, on s'interpellait... On était chez nous. Y en a qui ont dû nous maudire ! Le BCMO était sur l'actuelle place Jacksonville. Il existe encore mais c'est devenu une boîte de nuit et notre garage à vélos, c'est le Théâtre de Jeanne. Il y avait des immeubles en face et quand un appartement était en vente, les visites avaient lieu le samedi parce que ce jour-là, il n'y avait plus de dockers et donc plus un bruit ! » **Christian Z**

« Il y avait deux embauches dans la journée, une le matin et une l'après-midi. En fonction de ce qu'il y avait à faire, il fallait être présent. Quand on était appelés à l'embauche, on donnait nos cartes au chef de panneau afin qu'il les remette au contrôleur d'embauche du BCMO.

► On avait des numéros, nous étions des numéros, et les contrôleurs d'embauche nous répertoriaient sur une feuille d'embauche pour la légalité du travail, pour les assurances... On était donc déclarés comme ça. Et c'est en fonction de ces feuilles d'embauche que notre salaire était calculé. On travaillait au rendement, aux pièces. Le prix

était fixé au tonnage, c'était tant de la tonne. Par individu, on arrivait à porter presque cent tonnes par jour ! Vous voyez ce que ça peut faire. » **Daniel**

« Le contremaître d'entreprise nous donnait le travail à faire et après, on le gérait par équipe. Il y avait une hiérarchie dans l'équipe. En premier, il y avait le chef de panneau. C'était souvent le signaleur. Le signaleur, c'est le gars en haut de la cale qui dirige le grutier parce qu'il ne peut pas voir le fond.

► Derrière le chef de panneau, il y avait son second. C'était souvent le délégué syndical de l'équipe. Après, il y avait le troisième docker, le quatrième, le cinquième, etc. Chacun avait sa place. Cette position correspondait à la hiérarchie d'embauche, ce n'était pas lié au poste de travail. Quand je suis rentré dans l'équipe des «Bretons», j'étais dix-septième et en 1992, j'étais onzième ce qui voulait dire que j'avais plus de chance d'être embauché. Quand il fallait dix personnes dans une équipe, moi en étant onzième, je n'étais pas pris. Dans ces cas-là, on allait faire une petite tournée pour voir si on pouvait travailler avec une autre équipe.



Équipe de dockers, le croc à la main, posant avec un contremaître - début des années 60

On changeait de position en fonction des départs ou, malheureusement, des décès. C'était un principe qui était accepté. Tout le monde connaissait la règle du jeu avant de venir sur les quais. À la fin de ma carrière, j'étais contremaître à Roche-Maurice. » **Christian Z**

► « On n'avait pas le choix entre la cale et le travail à terre. On allait là où on nous disait. Le travail en cale était donné aux dockers qui avaient la meilleure position dans l'équipe. Et dans la cale, chacun avait sa place. Et il n'était pas question de prendre une place déjà attribuée ! Quand on était jeune et qu'on venait d'arriver, il fallait bien regarder qui faisait quoi. Et il fallait faire ses preuves parce que les anciens ne faisaient pas de cadeaux. Ils faisaient la loi. Eux aussi avaient commencé comme ça. Moi, j'ai fini ma carrière comme pointeur et contremaître à Cheviré. » **Daniel**

### Une journée de travail

► « On fonctionnait à la demi-journée. Le matin, c'était 5 heures – 13 heures et l'après-midi, c'était 13 heures – 21 heures. Quand on faisait une pause à 9 heures ou à 17 heures, on disait qu'on allait à la pipe ! Je ne sais pas d'où vient l'expression. Peut-être parce que des gars allaient fumer. Nous, on apportait notre casse-croûte et on mangeait sur place. On avait un foyer pour poser nos affaires et pour faire la pause. Mais comme des fois on était soixante, on préférait aller au rade. C'était le café. Et ça ne manquait pas dans le coin ! Aux Salorges, il devait y avoir sept cafés.

Le travail dépendait de l'arrivée et du type de bateaux. On pouvait travailler trois jours dans la semaine comme quinze jours d'affilée. Des fois, on travaillait toute la semaine même le dimanche. Et puis la semaine d'après, on pouvait ne faire que deux jours. » **Daniel**



Navire bananier le Kolente sur le quai Saint-Louis - 1935

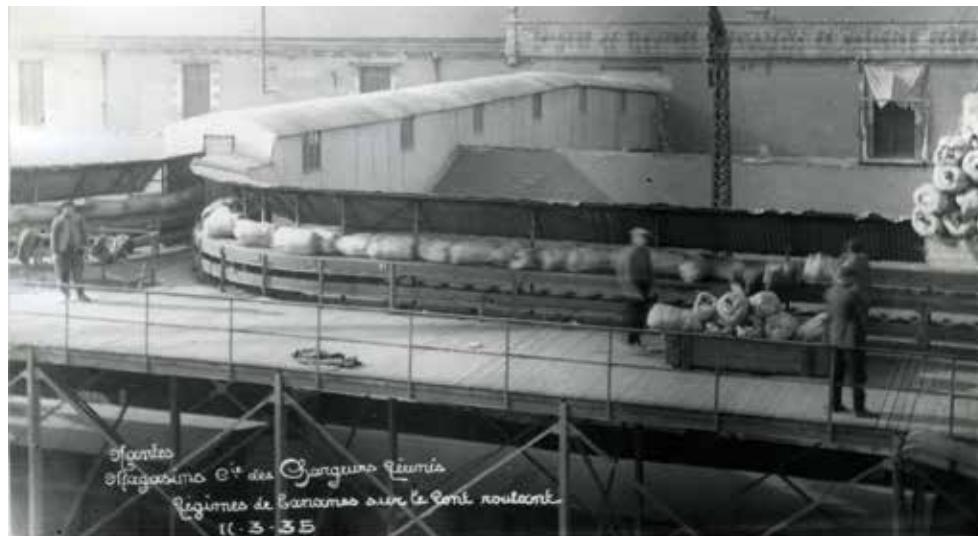
### Décharger et charger

► « Nous, on était manutentionnaires. On s'occupait de la marchandise du bateau à l'expédition. On faisait l'inverse aussi, on déchargeait des camions pour charger le bateau. J'ai fait la liste de tout ce qu'on a pu manutentionner et il y en a plus de trois pages. Forcément, tout l'import et l'export, ça fait partie de l'économie de toute une région. » **Daniel**

« Sur le quai de la Fosse, on travaillait entre le Maillé-Brézé actuel et la capitainerie. Il y avait les hangars en briques rouges qui appartenaient au port. Ils servaient de magasins et de bureaux. On déchargeait de la farine de poisson dedans. C'était une horreur ! Si vous vouliez de la place dans un bus, c'était impeccable ! C'était conditionné dans des sacs en papier et des fois, les sacs crevaient quand on les prenait... Alors là, je ne vous raconte pas l'odeur ! On pouvait se laver dix fois dans la journée, ça sentait toujours. On préférait quand c'était la vanille ou le poivre... On faisait aussi les fûts de boyaux pour la charcuterie. C'était stocké en fûts de bois de cent litres et ça sentait très très mauvais ! On faisait les sardines congelées, le beurre, l'aliment pour bétail qui était conditionné en pellet. C'était de l'herbe compactée comme les croquettes pour chiens.



Dockers dans la cale du navire bananier le Kolente - 1935



Navire le Kolente, déchargement de régimes de bananes sur le pont roulant - 1935



Déchargement de sacs de sucre devant un entrepôt de la rue Bias - début des années 60

► Sur le quai de la Fosse, on faisait souvent les chargements le samedi matin. On a beaucoup travaillé pour l'approvisionnement de l'Afrique. On chargeait des bateaux pour la Côte d'Ivoire, pour l'Algérie. On recevait le cacao d'Afrique en sacs qui était réexpédié une fois raffiné. On expédiait le fromage, le beurre, les gâteaux de chez LU. On chargeait beaucoup de beurre pour les pays de l'Est. C'étaient des mottes de beurre congelées de vingt-cinq kilos qu'il fallait manutentionner dans les cales froides. » **Christian Z**

« Le plus difficile dans un déchargement, c'est de faire le trou. Dans la cale, il fallait faire un trou à hauteur d'homme afin d'être à l'aise pour travailler. Et au fur et à mesure, on agrandissait le cercle. Une fois que le trou était fait, il y avait une équipe à chaque coin de la cale pour faire les palanquées. La palanquée, c'est soit un cordage double qui est étendu par terre et sur lequel on pose les sacs soit c'est une nappe avec deux sangles de chaque côté étalée par terre. Une fois que les sacs étaient posés, la grue prenait la palanquée pour la sortir de la cale et la poser à terre sur un ber c'est-à-dire un genre de banc. Et après, une autre équipe de dockers prenait les sacs sur la palanquée pour les mettre dans les wagons de soixante tonnes ! C'était long à

charger. On amenait les sacs de cinquante kilos en courant et on revenait en prendre en courant ! Ce n'est pas qu'on portait le sac longtemps mais on en portait pendant huit heures de rang ! Sur les quais, il y avait des rails partout parce que les wagons venaient au bord du bateau. On chargeait les wagons et après ça repartait un peu partout, jusqu'à l'étranger même.

Quand la marchandise arrivait en vrac, comme le sucre par exemple, les gars étaient dans les cales avec des pelles. Il n'y avait pas d'engins à l'époque, tout était fait à la pelle. Une fois la marchandise déchargée, il y avait le crapeau qui permettait de la mettre dans une trémie. La marchandise coulait dans un gros sac en jute de cent kilos. Après, il y avait un gars, le lieur, qui mettait un lien mécanique avec un crochet. Le sac était ensuite mis sur le dos d'un porteur qui le déposait dans un camion soit par tapis roulant soit par une rampe en bois.

Une fois déchargée, soit la marchandise repartait directement, soit elle était entreposée dans les magasins du port. Tout était bien structuré dans les entrepôts pour que chaque commanditaire retrouve sa marchandise. Tout était pointé par un pointeur docker et un autre de la société pour

laquelle on travaillait de façon à ce que ce soit réglo des deux côtés. C'était aussi la façon d'être sûr d'être payé puisque c'est ce qui permettait de justifier le tonnage. » **Daniel**

► « Quand on faisait des chargements de pommes pour le Venezuela et pour l'Irak, c'étaient des bateaux entiers remplis de pommes ! On déchargeait le camion carton par carton et on les mettait sur des palettes. La grue prenait la palette et la déposait dans la cale. Une fois dans la cale, on poussait la palette sur des rouleaux en fer et rebelote, on déchargeait les cartons dans la cale. Il fallait tout refaire à la main. » **Christian Z**

► « Quand on chargeait un bateau de pommes, on devait en manutentionner trois cent cinquante tonnes par jour et par équipe. Il devait y avoir six gars dans le camion et trois équipes dans la cale. Il y avait trois accès à la cale et chaque équipe avait sa partie à faire. L'arrivée des palettes et des transpalettes, avec les primeurs notamment, dans les années 90 a fait baisser le nombre de dockers. Au lieu d'être douze, on était sept. Notre rôle, c'était de préparer le retrait de la palette. » **Daniel**

► « Pour charger ou décharger, chaque docker avait un croc. À une époque, tout le monde avait son croc personnel pour travailler. On se le faisait faire par un forgeron. On faisait tout avec. Ça nous permettait de prendre le sac, de le soulever. Quand on avait le sac sur le dos, on mettait le croc dessus pour le stabiliser. » **Christian Z**

► « Le croc, c'était fait pour les sacs de jute. Il y avait une façon de le prendre pour ne pas le déchirer. Après, avec les sacs de nylon tressé ou les sacs en papier, on ne pouvait plus s'en servir. Ça se déchirait. On les prenait donc à mains nues. » **Daniel**

► « Quand on déchargeait, les gens du bateau étaient en repos. Le marin, c'est le marin et le docker, c'est le docker. Par contre, ça aurait bien plu au patron que le marin nous aide ! Sur un bateau, souvent, le commandant était Grec et le second Allemand. Le mécano et le chef-mécano, pareil. Après c'étaient les Philippins et encore après, c'étaient les Africains. Eux, ils avaient les pires conditions. Ils avaient les pieds dans la peinture avec des espèces de tatanes. Ils n'avaient vraiment rien pour travailler dans de bonnes conditions. On leur refilait nos gants et des chaussures. » **Christian Z**

## Le salaire

► « On était payés à la tâche. Comme on travaillait aux pièces, on débitait ! Il y avait la carotte au bout puisque plus on allait vite, mieux on gagnait notre vie et plus ça arrangeait les patrons parce qu'un bateau à quai, ça coûte cher. On avait donc des salaires corrects. On avait aussi un salaire de garantie c'est-à-dire que les jours où l'on n'avait pas de travail, on avait une certaine somme. » **Daniel**

► « Pour avoir le salaire de garantie, il fallait quand même pointer le matin et l'après-midi. S'il n'y avait pas de bateaux, on repartait et on avait droit à cette indemnité. Et puis, le port de Nantes était connu comme étant un des plus rapides pour le déchargement. Les bateaux restaient donc moins longtemps ce qui faisait moins de boulot. » **Christian Z**

► « Pour les payes, c'était comme pour l'embauche, on était payés au café. On avait un acompte en liquide chaque jour en fin de journée. Ça s'est passé comme ça jusqu'au braquage du GUMO. Le Gumo, c'était le Groupement des utilisateurs de main d'œuvre qui était place René-Bouhier. Le hold-up a eu lieu le jour de la caisse des congés payés, il y avait donc beaucoup d'argent liquide à ce moment-là. Le gars est venu déguisé en femme avec deux pistolets et il s'est débrouillé pour entrer avec une employée. Il a réussi à atteindre les bureaux et comme les gens se sont rebellés, il a paniqué et il a tiré. Il a tué le directeur et le comptable. Notre délégué syndical était sur place ce jour-là parce que comme il savait que tout le monde allait passer au GUMO, c'était l'occasion de mettre à jour les cartes et les cotisations syndicales avant de partir en vacances ! Quand le braqueur a tiré, la balle lui a coupé les cheveux ! Le gars est sorti mais comme il y avait des dockers en attente pour toucher leurs congés payés, ils ont réussi à le choper. Je pense qu'il a dû s'en rappeler ! Et puis après, les policiers sont venus. » **Daniel**

► « Après le braquage, les patrons ont décidé que l'on serait payés en chèque. Pour certains, ça a changé les habitudes ! Par contre, l'acompte, on l'a toujours eu en liquide jusqu'en 1992. C'est l'année où on a changé de régime. D'intermittents, on est passés à mensuels et à partir de là, on était payés à la fin du mois comme tout le monde. On était au régime général et il n'y a plus eu ces acomptes. » **Christian Z**

## La CGT, les luttes et les revendications

► « Tous les dockers étaient syndiqués à la CGT Port et docks. On ne pouvait pas faire autrement. C'était la CGT et c'est tout. C'est pareil dans d'autres secteurs avec d'autres syndicats.

J'ai été docker pendant trente ans et ça a été trente ans de lutte ! On se bagarrait pour améliorer les conditions de travail, le salaire, etc. On n'a jamais pu être tranquille. Il y avait toujours de la provocation comme, par exemple, le patron qui voulait mettre un gars en moins dans une équipe pour voir la réaction. En général, elle ne tardait jamais ! » **Christian Z**

► « Au début dans les cales, on était six pour transporter les produits. Et puis, les bateaux devenant de plus en plus grands, il fallait bien du personnel supplémentaire pour avoir le même rendement. Il fallait donc se battre pour obtenir un ou deux gars de plus. Ça, c'est un exemple mais il y a eu des luttes pour plein de choses. » **Daniel**

► « Si le contremaître refusait de nous mettre des gars en plus, soit on travaillait au ralenti ou soit on arrêtait le travail ! À une certaine époque, on n'avait pas besoin de prévenir 48 heures avant. Si le problème n'était pas réglé rapidement, on stoppait tout le monde. Et quand il y avait

un stop quelque part, c'était le coup de sifflet sur tous les quais ! Ça veut dire quatre cents bonhommes qui arrêtaient de travailler ! Alors, il valait mieux que ce soit réglé rapidement. Mais à l'époque, le responsable d'entreprise était sur place et il pouvait décider tout de suite. On avait affaire au patron directement. Il se déplaçait sur les quais pour négocier avec le représentant syndical. Il disait oui ou non en direct. Une fois que le patron avait signé le procès-verbal, tout le monde reprenait le travail et c'était fini ! Alors que maintenant, il y a toute une hiérarchie. » **Christian Z**

## La réforme de 1992

► « En 1992, il y a eu la réforme de notre statut et on est passés au régime général. Avant que cette loi passe, on a fait cent jours de grève entre 1990 et 1992. C'était dur parce que c'étaient cent jours sans salaire.

La première année, on a eu plein de boulot mais après c'était plus fluctuant. Il y a eu beaucoup de licenciements parce que les effectifs ont été ajustés. À Nantes, en 1992 on était cent quatre-vingt-douze dockers et après la loi on n'était plus que cinquante. Sur les cent quarante-deux gars qui ont dû partir, il y en a soixante-dix qui ont bénéficié d'une mesure d'âge et les autres ont pris la valise c'est-à-dire qu'ils ont pris l'indemnisation. Sur ceux-là, il n'y en a que cinq qui ont réussi à s'en sortir, les autres...

Cette loi n'a pas été bien pensée et les conséquences n'ont pas été bien évaluées. Il aurait fallu des aménagements pour chaque port parce que chacun a sa spécificité. Dans tous les ports, l'unité syndicale a été mise à genou. Avant 1992, on était géré plus par les syndicats que par les patrons et après, ça a été l'inverse. » **Christian Z**

## La réputation des dockers

► « La réputation du docker, c'était le coureur de jupons, le joueur, le buveur, etc. Tout ça, c'est une image. L'embauche qui se passait dans les cafés plutôt qu'au BCMO gênait pas mal de monde, ce qui a entretenu cette mauvaise réputation. Le docker « grosse brute sans tête », c'est une image d'Épinal ! Aujourd'hui, tous les jeunes dockers ont le bac. Avant, c'était une profession où on ne demandait pas aux gens d'où ils venaient. On leur donnait une carte pour travailler, ils faisaient leur journée de boulot et ils avaient leur paye le soir. Il y a des gars que l'on voyait un jour et le lendemain, ils avaient disparu. C'étaient des gens qui avaient besoin d'argent à ce moment-là. » **Christian Z**

► « C'est un travail où l'on avait une grande liberté de parole. Alors les gars gardaient cette habitude partout. Chez eux, au café, etc. Beaucoup de veuves de dockers ont découvert à la mort de leur mari qu'il y avait un acompte tous les jours... L'argent était, pour certains, dépensé le soir même. Nous, on était des générations qui ne buvaient pas. » **Daniel**

► « Mais ça n'empêchait pas de faire la fête de temps en temps. Quand vous avez un boulot dur, où vous risquez votre vie... Eh bien le vendredi soir, on touchait notre acompte, on se prenait une chopine et à 10 – 11 heures, on était chez nous. On était encore avec les copains de l'équipe, on avait besoin de parler après le travail. Pour les générations avant nous, ça devait être différent parce que le travail était encore plus dur. L'alcool aidait à tenir le coup. » **Christian Z**

## Les magasins généraux Joseph Vincent

► « Mon père dirigeait les Docks maritimes de Nantes Vincent et compagnie. Son père les lui avait achetés au moment de son mariage. C'était un entrepôt magasin général situé au 6, rue Meuris. Nous avions une entrée au 101, quai de la Fosse avec un très grand porche qui donnait sur une cour et des maisons. Mes camions de cinq ou dix tonnes pouvaient rentrer par là. Le bâtiment était très grand. Il faisait 6 000 m<sup>2</sup> répartis sur deux ensembles dont un de quatre étages.

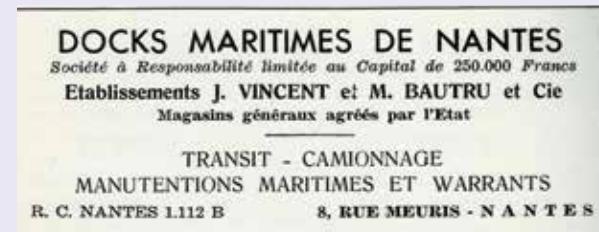
Il y avait plusieurs entrepôts sur les quais comme celui de la Chambre de commerce et celui de la Commerciale. Les produits étaient répartis entre ces différents sites suivant les clients.

J'ai commencé à travailler dans l'entreprise en 1948. À ce moment-là, mon père avait un associé et l'entreprise s'appelait Vincent et Bautru. Quand cet associé est mort, c'est moi qui l'ai remplacé. Et en 1964, j'ai repris l'affaire après le décès de mon père. Jusqu'à sa mort, à 80 ans, il est venu tous les jours à son travail.

Au départ, j'avais vingt-cinq employés et j'ai fini avec deux. Chacun avait son rôle. Il y avait ceux qui récupéraient la marchandise sur le port, ceux qui déchargeaient les camions et ceux qui préparaient les commandes. J'avais deux contremaîtres. De temps en temps, je prenais des dockers quand il y avait de grosses entrées.

Les fabricants nous envoyaient leurs produits, les commerçants passaient les commandes et nous, on livrait. À l'époque, il y avait beaucoup de petits commerces. Des représentants passaient dans les petites épiceries pour prendre les commandes. Ils nous transmettaient les bons et nous, on envoyait la marchandise. On expédiait dans toute la région et en Bretagne. Je faisais travailler des transporteurs extérieurs pour les livraisons. On recevait beaucoup de choses, soit par bateau soit par camion, soit par le train. On avait une grande diversité de produits. Beaucoup arrivaient

de France. On stockait des produits industriels, des produits chimiques. On a eu le lait Gloria pendant très longtemps, on a eu la Maïzena, les biscuits la Trinitaine. Ceux qui nous envoyaient des marchandises nous payaient en fonction de ce que nous stockions pour eux. C'était tant de la tonne.



Quand on recevait de la marchandise par le port, c'étaient surtout des bateaux qui venaient d'Afrique, de Madagascar. Ça marchait bien, on recevait un bateau au moins une fois par semaine. Beaucoup de choses arrivaient par le port mais c'était surtout le café. On en recevait un peu plus de vingt tonnes tous les mois. On recevait aussi du sucre en sacs pour Say. Ils en stockaient chez nous car ils n'avaient pas assez de place.

Les bateaux étaient déchargés par les dockers et nous, on allait chercher la marchandise avec nos camions soit sur le quai Ernest-Renaud, en face de la Chambre de commerce, soit sur le quai des Antilles. Nos ouvriers déchargeaient ensuite les camions pour mettre la marchandise dans l'entrepôt. À partir des années 1975-80, il y a eu une coupure. Les bateaux arrivaient à Saint-Nazaire. La marchandise était entreposée sur place et repartait directement de là.

On recevait aussi pas mal de marchandises par le train. Le déchargement se faisait dans la gare maritime où il y avait une plaque tournante. On envoyait nos camions pour les prendre et les amener dans l'entrepôt.



Bâtiments des Docks maritimes de Nantes Joseph Vincent et Cie, rue Meuris - 1980



Rue Meuris, bâtiments des Docks maritimes de Nantes réhabilités dans le cadre du programme immobilier Les Dorides - 1988

On faisait aussi du warrantage, surtout pour les conserveurs. Ce sont les magasins généraux qui avaient fondé ça. Les conserveurs faisaient leurs conserves entre juillet et novembre. Mais ce n'était pas vendu et il fallait bien qu'ils paient leurs matières premières aux agriculteurs. Alors pour les aider, on garantissait auprès de la banque que leurs marchandises étaient bien dans leurs entrepôts. Ils ne passaient pas par nos entrepôts pour ne pas avoir de frais supplémentaires mais nous étions responsables de leurs stocks. À ce moment-là, on travaillait pour Amieux, Cassegrain et Philippe et Canaud. J'avais un surveillant qui passait toutes les semaines pour vérifier que les conserves

étaient bien là et toutes les trois semaines, j'allais en Bretagne, à Concarneau, pour surveiller les marchandises qui sortaient des conserveries du littoral.

À partir de 1974, le commerce a beaucoup évolué. Entre 1964 et 1974, j'avais tout fait réparer et moderniser dans l'entrepôt. J'avais acheté trois chariots élévateurs. Du temps de mon père, on avait des poulies et des tapis roulants pour monter les marchandises. Mais pour les décharger, il fallait les prendre caisse par caisse. Avec les chariots élévateurs, on les mettait directement sur les palettes et on montait la palette complète. Ça allait donc beaucoup plus vite. J'avais donc transformé tout ça, ça commençait à bien marcher et vlan, voilà Leclerc qui arrive, suivi de Carrefour et de tout le reste. J'ai modernisé au moment où le commerce basculait vers les grandes surfaces. Au début, on les livrait un peu mais assez vite, ils ont organisé leur approvisionnement et ils nous ont sabotés. Les marchandises des grossistes ou des entreprises arrivaient directement chez eux. Et puis petit à petit, les petits commerçants ont fermé le rideau parce qu'ils ne pouvaient plus gagner leur vie. Les grandes surfaces prenaient de grosses quantités. Et plus on prend, plus on a de ristournes. Et plus on a de ristournes, plus on peut faire de marges. Des fois, on livrait le même produit à différents destinataires mais en fonction de la quantité demandée, le prix n'était pas le même. Le petit commerçant qui paie plus cher est bien obligé de vendre plus cher. Et puis, le transport a un coût et au kilo, c'est plus cher de transporter une tonne que dix tonnes parce que le trajet reste le même.

Nous avons un autre petit entrepôt de 500 m<sup>2</sup> dans la rue Babonneau. Alors pour finir ma carrière et avoir ma retraite, je suis allée dans cet entrepôt avec une employée pendant trois ans et j'ai pris ma retraite en 1987 à 65 ans. L'entrepôt de la rue Meuris a été vendu. Le bâtiment existe encore et aujourd'hui, il y a des entreprises dedans. » **Marie-Josèphe**



Le port et le pont Anne de Bretagne - Vue du dock flottant pour la réparation des navires - 1975



Activité portuaire des quais de la Fosse et Ernest-Renaud : en arrière-plan, vue de deux caboteurs de l'armement Allaire et au premier-plan, vue d'un caboteur soviétique et de l'imposant chimiquier norvégien Stolt Excellence, construit en 1979 par les Chantiers Dubigeon - novembre 1979



Vue du quai de la Fosse et du Maillé-Brézé depuis le quai des Antilles - 1996



Le Maillé-Brézé vu depuis l'ancien hangar portuaire n°7, transformé en quincaillerie du port - 1996



Le Maillé-Brézé et le quai de la Fosse après démolition des hangars portuaires - 1997

## La fin de l'activité portuaire

► « Depuis 1975, le pont Anne-de-Bretagne délimite la partie maritime de la partie fluviale puisque qu'un navire de mer ne peut pas passer au-delà. Auparavant, on pouvait voir des cargos sur le quai où se trouve le mémorial aujourd'hui. On voit encore les bollards d'amarrage. » **Edmond**

► « Jusqu'aux années 80, il y a eu encore un peu d'activité sur le quai de la Fosse. On a dû arrêter avec les pommes pour l'Irak. À l'époque, on faisait beaucoup de farines pour l'aide humanitaire aussi. L'activité s'est arrêtée quand le quai devant la Chambre de commerce s'est effondré. On déchargeait du sucre en sac à ce moment-là parce que la Chambre de commerce stockait du sucre pour les vigneron.

Le dernier bateau à partir c'était le bateau dans lequel ils avaient aménagé une rue de Nantes avec Royal de Luxe. On avait fait une manif devant parce qu'on se demandait pourquoi ils mettaient tant d'argent là-dedans alors qu'ils ne refaisaient pas le quai à côté. » **Christian Z**

► « J'étais électronicien à la Compagnie radio maritime. J'ai commencé à travailler à 17 ans dans cette société et j'y ai fait toute ma carrière, de 1965 à 2003. Notre siège était à Paris et il y avait des agences dans tous les ports français. L'agence de Nantes était installée au 2, boulevard de Launay dans l'immeuble assez stylé où se trouve le « Café

de l'Industrie ». Nous étions au deuxième étage. Nos labos d'électronique étaient dans la cour à l'arrière. On y accédait par un grand porche.

On faisait tout ce qui était installation électronique dans les bateaux c'est-à-dire les radars, les émetteurs de secours, les stations radio, etc. On était installateurs et dépanneurs. On intervenait autant pour les installations neuves dans les chantiers navals que pour des dépannages sur tous les navires qui passaient. Nous étions les fournisseurs uniques et privilégiés des Chargeurs réunis et des Chargeurs de l'Ouest qui étaient place du Sanitat. Quand un navire arrivait dans le port, il faisait appel à nous s'il avait une panne de radio ou de radar. Quand j'ai commencé, la société avait une 4 L mais au début, les gars avaient des charrettes à bras pour transporter les batteries sur les lieux d'intervention !

En 1965, il y avait encore des navires sur le quai de la Fosse. Le trafic s'est progressivement déplacé vers Saint-Nazaire. Il y en a eu encore un peu sur le quai de l'Aiguillon. Cheviré s'est bien développé et Wilson est resté en activité plus longtemps avec le charbon, le phosphate et les sucriers qui venaient ravitailler la raffinerie Beghin-Say. La ferraille est venue bien après. Aujourd'hui, on sait ce qu'il reste : plus rien ! Tout s'est déplacé à Cheviré avec le bois et à Saint-Nazaire.

Quand le trafic a commencé à se déplacer sur Saint-Nazaire, nous avons déménagé dans un petit local de la rue Cuvier. Ensuite, avec la fermeture des chantiers, on a eu moins d'activités sur Nantes puisque nous étions leur fournisseur. C'était une grosse activité pour nous en dehors des dépannages. En 1987, nous avons donc encore changé de local et on s'est installés dans une ancienne épicerie, rue Linné. On n'était plus que deux techniciens. Et puis un jour, on nous a dit que l'agence de Nantes fermait. Mais nous n'avons pas été licenciés, nous avons été mutés à Saint-Nazaire où j'ai travaillé jusqu'en 2003. » **Alain P**

« Les derniers cargos qui sont venus avec du fret maritime sur le quai de la Fosse en face du Maillé Brezé, ce sont les pinardiers au début des années 80. Les winetankers, les transporteurs de vin, livraient le vin aux chais Meuris, rue Meuris. Il y avait un pipeline sous le quai.

Il y avait trois entrepôts en brique rouge sur le quai. Ces entrepôts étaient beaux et en bon état. Ils ont servi pour des activités portuaires jusqu'à la fin des années 80 et ils ont ensuite été vendus. Il y en a un qui a été occupé par des fabricants de vérandas et un autre par une quincaillerie de marine. Le gérant de cette quincaillerie avait aussi commencé à faire des salles d'expo pour des sculpteurs à côté de son commerce...

Le centenaire du Belem en 1996 a mis fin à leur utilisation. Et après, ils ont été rasés, comme ça, sans tambour ni trompette. Le collectif d'associations de défense du patrimoine maritime avait protesté mais ces hangars ont été démolis pendant l'été et le collectif a été mis devant le fait accompli. Il n'y a pas eu vraiment d'argumentaire pour justifier leur démolition. Apparemment, « ces horribles entrepôts » n'avaient rien à voir et à faire avec les belles façades du quai de la Fosse... Il n'y a rien eu d'autre à la place puisque l'espace libéré est resté vide. Résultat, c'est un parking hideux d'un côté et un espace vide de l'autre. Les grues qui se trouvaient sur le quai ont également été ferrailées.

Aujourd'hui, le quai de la Fosse ne signifie plus grand-chose au niveau portuaire. Il y a toujours de l'activité portuaire à Nantes mais ce sont de très gros navires qui accostent à Roche-Maurice. L'activité a muté également, ce ne sont plus les mêmes produits qui arrivent. Par exemple, il n'y a plus de sucre puisque Beghin-Say n'en fait plus venir. L'usine de Nantes est encore en activité mais le sucre arrive en Espagne et le fret maritime revient par camion ou par chemin de fer. Le dernier sucrier sur le quai Wilson est venu en juillet 2005 et le dernier à Cheviré en 2010. Ce qui a mis fin à un trafic qui remontait au 17<sup>e</sup> siècle ! » **Edmond**



Le quai de la Fosse au niveau de la rue Flandres-Dunkerque - début des années 50



Le quai de la Fosse entre la rue Mathurin-Brissonneau et la rue Meuris - 1957



Le café de Londres et le porche du passage Sanitat, quai de la Fosse - fin du 19<sup>e</sup> siècle



Le quai de la Fosse vu à travers les piliers du pont transbordeur - milieu des années 50



Le quai de la Fosse et la Loire en amont du pont transbordeur - entre-deux guerres

## Un quotidien rythmé par le port

► « Pour le quartier, la vie maritime était importante. Je pourrais citer une dizaine de magasins maritimes sur le quai de la Fosse comme par exemple le magasin « Au Pilotin » qui se situait un peu avant la rue du Maréchal-de-Latre-de-Tassigny. C'était un magasin où l'on trouvait tout ce qu'il fallait pour embarquer. Il y avait un autre magasin qui ne faisait que les bleus et les bottes ainsi que la quincaillerie maritime Salmon où l'on trouvait les compas et les montres pour la marine.

Rue Jules-Vallès, il y avait un shiphandler qui vendait tout le matériel pour les bateaux comme du cordage, des chaînes, des clous, etc. Il y avait le ravitailleur qui s'occupait des vivres pour l'équipage. Au coin de la rue Mazagran, un boulanger ne faisait que des biscuits de mer. Il y avait toute une économie maritime foisonnante qui a aujourd'hui disparu. Sans parler des bistrotts dont le nom était lié au port comme Le Caboteur, Le café du Port, Le café de Londres, Le café de la Capitainerie, etc. » **René-Jean**

► « Sur le quai de la Fosse, il y avait plein de commerces et de cafés à suivre. Il y avait une épicerie tenue par un Espagnol qui ravitaillait les bateaux. Il achetait tous les légumes pour les bateaux de Dekyspotter qui faisaient le va-et-vient pour le ravitaillement des marins. » **Anne-Marie**

## Les cafés

► « En 1952 et 1953, j'ai tenu un café avec mon mari sur le quai de la Fosse. C'était Le café de Nice. On était juste en face du pont transbordeur, là où se trouve la place du Commandant l'Herminier. On faisait café et réparation de vélos. À l'origine, ce n'était qu'un café mais comme il y avait deux salles, mon mari a pu en prendre une pour faire la réparation des vélos. Il s'occupait des vélos et moi, j'avais pris une année sans solde pour tenir le café. Je travaillais à la Société générale et je ne voulais pas laisser ma place.

Mon mari avait pris ce commerce avec son cousin, Pierre Barbotin, qui faisait le Tour de France. Ce n'était pas tellement le café qui l'intéressait, c'étaient d'abord les vélos. Le dimanche, pour nous, c'était pique-nique et vélo car mon mari était aussi coureur et il faisait des courses le dimanche. Après la guerre, les vélos, ça marchait bien ! Quand il y avait le Tour de France, beaucoup de gens venaient écouter la radio dans le café !

Tous les chantiers marchaient à ce moment-là alors on avait beaucoup d'ouvriers du port comme clients. Comme on était juste en face du pont transbordeur, on avait les ouvriers qui débauchaient des chantiers. Il y en avait du monde à travailler sur le port ! Entre Dubigeon, les Chantiers de Bretagne, les Chantiers de la Loire, ça faisait des milliers de travailleurs ! Comme clients, on avait aussi tous ceux qui s'occupaient des « Abeilles ». Il y avait beaucoup d'animation. » **Jacqueline**

► « Les cafés portuaires, c'était quelque chose. Dans les années 60, il y avait peu de télévisions et les gens du coin ou les dockers allaient regarder la télé dans les bistrotts. Il y avait une vie assez incroyable. Jusque dans les années 70, l'embauche et la paye des dockers se faisaient le matin et le soir dans les cafés. Le café de Londres et celui des Caboteurs avec P'tit Louis et sa femme peu aimable, étaient au niveau de la capitainerie. Ils s'appelaient comme ça parce que les petits caboteurs de la ligne de Londres partaient d'ici. Le bureau des Abeilles était juste à côté du Café des Caboteurs et la capitainerie était en face. C'était donc un point d'attractivité portuaire où l'on rencontrait plein de gens notamment les patrons de la maison Allaire. On les retrouvait au café avec les dockers, avec les chefs d'équipe. » **Edmond**

## Des maisons closes aux bars de nuit

► « Mon père jouait du basse-baryton. Il faisait partie de la musique municipale, de la Philhar, de la Gutenberg et de la Concorde. Il jouait tous les soirs après son travail car il allait aux répétitions et il faisait beaucoup de concerts. C'était un passionné. Alors, je peux vous dire que j'ai toujours été bercée là-dedans parce que je le suivais partout. C'est comme ça que j'ai connu les petites maisons closes du quai de la Fosse parce que j'avais le droit d'y aller à la mi-carême ! Mon père jouait ces soirs-là. Il faisait tout un circuit et comme je l'accompagnais, il me laissait une fois sur les deux jours à La patte de chat qui était une maison close. J'attendais mon père là le temps qu'il fasse

son circuit. On rentrait comme dans un café et on ne voyait rien de ce qui se passait. J'avais fait honte à ma mère un jour parce que l'on était avec une baladeuse sur le quai de la Fosse et je lui avais dit : « Oh, regarde ! Voilà la patronne de La patte de chat ! » **Solange**

► « Mes parents habitaient rue de la Ville-en-Bois où je suis née en 1922. On était dans une sorte de cave. Ils ont ensuite loué un appartement au 54, quai de la Fosse jusqu'en 1931. C'était un bel immeuble avec un grand escalier en pierre. Il y avait un porche qui donnait sur une cour. Nous étions les seuls à avoir un appartement pour des « gens normaux », si je puis dire, parce que tout le reste, c'étaient des maisons closes ! La fenêtre de notre cuisine donnait sur les petites rues derrière le quai de la Fosse. C'est là qu'étaient les prostituées. On voyait les allées et venues entre la cour et notre immeuble.

De notre chambre, on pouvait voir l'activité d'un marchand de vin qui était sur le quai. Enfants, on aimait bien regarder ses allées et venues avec ses barriques. Au bout de l'appartement, c'était la cuisine d'où on voyait le cours Cambronne et son kiosque à musique. Alors d'un côté, on voyait les prostituées et de l'autre, le kiosque à musique du cours Cambronne ! » **Simone**

► « Sur le quai de la Fosse, il y avait plein de cafés et bars de nuit entre la médiathèque et la gare maritime. Il y avait le Las Vegas en face du Sanitat ! Les marins qui débarquaient allaient là. Aujourd'hui, il y en a encore mais beaucoup moins.

Je suis allé jouer dans ces endroits avant de partir à l'armée vers 1960 ou 1961. C'était l'époque où, pour avoir de la musique, il fallait avoir des orchestres. Les patrons de la boîte faisaient appel au groupe. Il y avait parfois la mafia derrière mais on ne les connaissait pas.

J'ai commencé à jouer avec Paul Terrien. J'étais à la batterie. On jouait un soir de la semaine de 22 heures à 4 heures du matin. On ne jouait pas en continu, c'était pour accompagner les morceaux de strip-tease. Parfois, on pouvait même dormir en bas s'il n'y avait pas de clients. Et, tout d'un coup, vers 2 heures du matin, le patron venait nous voir et nous disait « Les gars, v'là quelqu'un qui vient ! »

**Jean-Paul**

### Les clochards

« Le quai de la Fosse, c'était un endroit où il y avait beaucoup de clochards. Comme beaucoup de bateaux venaient décharger, il y avait toujours des choses à récupérer. C'est pour ça qu'ils venaient là. Ils couchaient dans les bennes. Ils vivaient là quoi. » **Jean -Claude R**

« Il y avait pas mal de clochards sur le quai. C'étaient des gars sympas qui avaient des histoires assez chargées. Il y avait des anciens militaires, des anciens portuaires... mais des vrais poivrots ! Je les connaissais tous. On discutait le matin de préférence parce que le soir, ce n'était plus la peine ! » **Edmond**

### Un lieu de promenade

« Pour beaucoup de Nantais, le port faisait partie des balades familiales. Mon père nous y emmenait et on montait en haut du pont transbordeur par l'escalier. Et des fois, on passait de l'autre côté, sur le quai à charbon ou sur celui des bananiers. Sur le quai de la Fosse, il y avait le chemin de fer et le tramway. Les cyclistes faisaient la course avec le train qui passait très lentement à cet endroit. » **Jean Claude H**



Le pont transbordeur vu depuis le quai de la Fosse et le tramway électrique en circulation - début des années 50

« Quand on était gamins, avec les copains, on jouait soit dans les caves du cours Cambronne, soit sur les quais entre les grues et les bateaux. On allait faire du vélo. J'aimais bien aller voir les bateaux. Il y avait le déplacement des grues sur le quai de la Fosse, ça grinçait. Les dockers ne nous disaient rien. » **Nicolas**

### Les lancements de bateaux

« Quand il y avait des lancements de bateaux, c'était spectaculaire. Il y avait énormément de monde. Il y avait toujours un risque que le bateau rentre dans le quai d'en face parce que ce n'était pas trop large. Après quand j'ai travaillé aux ACB, j'étais au cœur du lancement. On suivait ça de très près ! » **Pierre**

« Quand Dubigeon lançait un nouveau bateau, le quai était noir de monde. C'était un vrai spectacle, c'était le Royal de Luxe de l'époque ! » **Edmond**

Lancement du Protée - 1955



## 2 / La rue Lamoricière

### La création du quartier de l'Entrepôt

Au 18<sup>e</sup> siècle, Nantes s'étend vers l'ouest en même temps que les activités portuaires et commerciales continuent de glisser vers l'aval. L'exemple de la réussite de Graslin dans l'aménagement d'un quartier neuf autour du théâtre qui porte son nom va pousser des promoteurs à se lancer dans des opérations similaires avec plus ou moins de réussite.

Le quartier de Gigant occupe une place particulière dans le développement de la ville. Jusque dans les années 1780, il n'y a là que des champs et un vaste marécage, mais la proximité du port ne peut qu'encourager des spéculateurs à les urbaniser.



La rue Lamoricière entre la rue Bayard et la place Beaumanoir - 2015

### Les continuateurs de Graslin

En 1779, un premier projet porté par l'avocat au parlement Guellard du Mesnil, commissaire des poudres et salpêtres de la province de Bretagne est fraîchement éconduit par la municipalité. Le sieur du Mesnil cède alors ses droits trois années plus tard à Jean François Duparq, commissaire aux vivres de la Marine, associé au négociant François Mellinet.

Homme d'affaires, François Mellinet (1741-1793) est un spécialiste de la minoterie. Il est l'inventeur d'un procédé de conservation de la farine par étuvage. Favorable à la Révolution, puis à la République, il fera partie des huit élus de Loire-Inférieure à la Convention où il se positionne parmi les modérés proches des Girondins. Il est le père du général Anne François Mellinet et le grand-père de l'éditeur Camille Mellinet et du général Émile Mellinet.

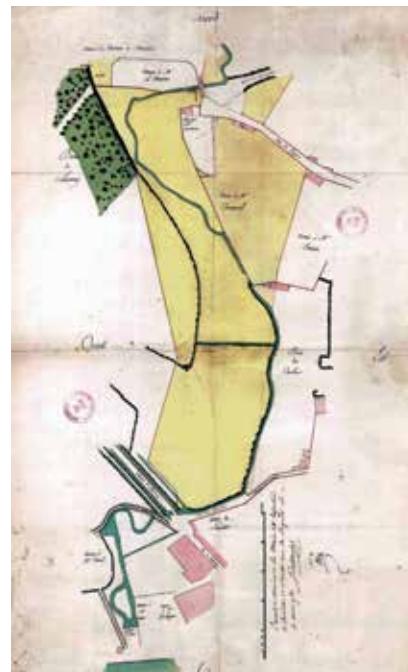
## Un plan signé Crucy

Les nouveaux aménageurs confient à l'architecte Mathurin Crucy le soin de dessiner le plan du nouveau quartier, organisé autour d'un axe central, une large avenue plantée d'arbres, partant d'une place située en arrière des quais et desservant un lotissement en damier. L'avenue aboutit à une large place circulaire (l'actuelle place Beaumanoir), reliée directement à la rue de Gigant, ainsi qu'au quartier Graslin par une nouvelle voie dont la Ville envisage le percement (qui ne sera jamais réalisée) et au parc de Launay, alors propriété privée mais dont on peut déjà prévoir l'aménagement comme une extension logique.

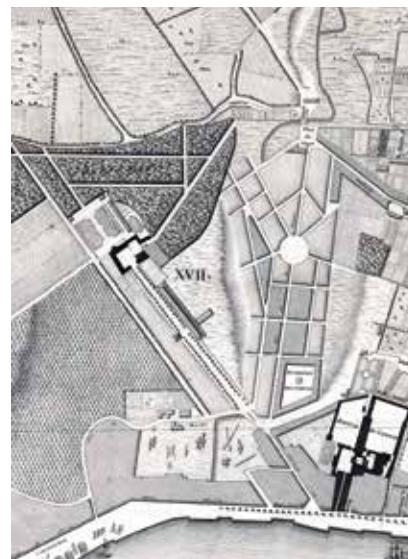
L'opération promet d'être extrêmement coûteuse : il va falloir drainer et remblayer les terrains marécageux pour les rendre constructibles et y tracer les rues qui doivent desservir les lots. Ce qui explique l'extrême réticence de la municipalité. Elle accepte cependant le 16 septembre 1786 d'inclure le plan de ce nouveau quartier au plan général de la ville, mais à la condition expresse qu'elle ne sera chargée d'aucune dépense, le terrain des rues et des places, leurs remblais et pavés, les chaussées, ponts, aqueducs étant à la charge exclusive des lotisseurs.

## Un entrepôt pour les cafés

Pour marquer le démarrage de l'opération par un signal fort, Duparq, Mellinet et Crucy décident dès 1784 d'édifier un grand entrepôt des cafés, denrée coloniale dont le trafic est alors en plein essor sur le port de Nantes. Cet emblématique entrepôt, qui va donner son nom à l'avenue centrale du lotissement (chaussée puis rue de l'Entrepôt avant d'être nommée rue Lamoricière en 1874) et à l'ensemble du nouveau quartier, ne va pourtant garder que peu de temps sa fonction première. Happé par la tourmente révolutionnaire, il est réquisitionné et converti en hôpital pour prisonniers convalescents en septembre 1793, puis en prison le mois suivant. Une antichambre de la mort (*lire par ailleurs*). Transformé en caserne de lanciers sous la Restauration, l'ancien entrepôt des cafés est détruit par un incendie en 1839. De ce vaste bâtiment de trois étages plus un grenier ne subsiste que le porche de la conciergerie, au 2, rue Lamoricière.



« Plan des terrains situés sur les rives droite et gauche de la Chézine » - 1781



Extrait du plan de la ville de Nantes par l'architecte Coulon représentant le nouveau quartier de l'Entrepôt - 1795



Représentation de l'ancien entrepôt des cafés par Perrin - début 20<sup>e</sup> siècle



Porche de la conciergerie de l'ancien entrepôt des cafés - 2015



La rue Lamoricière vue depuis le n°37 vers la place Beaumanoir - fin des années 40

Lorsqu'éclate la Révolution de 1789, qui vient considérablement ralentir les quelques travaux déjà entrepris, le lotissement est encore à l'état embryonnaire. Mis à part, au sud-est, l'entrepôt que nous venons d'évoquer, on n'y compte que quelques édifices le long des rues Chevert et Fabert et au début de la future rue Lamoricière. Il faudra tout le 19<sup>e</sup> siècle pour que l'urbanisation de l'ensemble du quartier se fasse.

## Le vieux projet prend forme

Pour les associés, l'affaire s'avère financièrement désastreuse. Au décès de Mellinet en 1793, Duparq obtient ses parts de l'entrepôt et l'entière propriété des terrains destinés au lotissement. En 1828, les héritiers Duparq vendent à leur tour leurs parts au raffineur Alcide Lemercier. En 1839, est approuvé un nouveau plan d'ensemble de la ville de Nantes, qui apporte, pour le quartier de l'Entrepôt, des modifications au plan de 1786 : quelques rues sont supprimées, d'autres déplacées ou réduites en largeur. Le cours de la Chézine lui-même est détourné et régularisé. Deux ans plus tard, le 29 octobre 1841, la mairie de Nantes, représentée par son premier magistrat Ferdinand Favre, et MM. Lemercier et Crucy trouvent enfin un terrain d'entente. On se félicite de « l'établissement d'un nouveau quartier à l'Entrepôt au moyen de transactions amiables entre des particuliers et l'administration ». Une ordonnance royale de 1844 avalisera cette transaction.

À partir de cette date, le vieux projet de valoriser la basse vallée de la Chézine va pouvoir prendre forme. L'aménagement du nord-ouest du lotissement sera fonction de l'urbanisation du parc de Launay et de la création de la place Canclaux : percement de la rue Alfred-Riom (anciennement rue Canclaux), aménagement à la fin des années 1850 de la place Catinat, qu'on appelait auparavant « la Queue de Morue »...

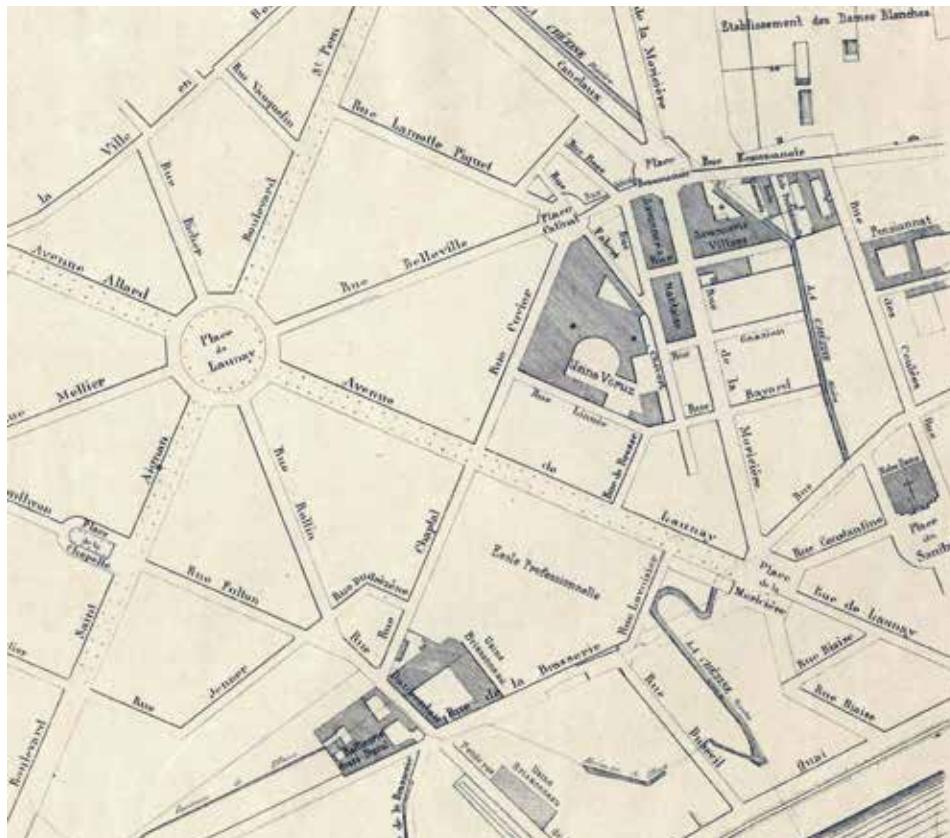
Malgré sa gestation laborieuse, il est frappant de constater que le quartier de l'Entrepôt s'est bon an mal an développé selon un plan assez proche de celui imaginé par Crucy à la fin de l'Ancien Régime.

## Un quartier d'industries

Dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, le quartier va prendre sa double caractéristique de quartier résidentiel et surtout industriel. Il va accueillir les entreprises de plusieurs grands capitaines d'industrie nantais : la fonderie Voruz, la savonnerie Serpette, la fabrique de machines agricoles Lotz, ou encore les Papeteries Léon Clergeau reprises par la suite par l'usine de vêtements féminins Tricosa. Une centrale électrique va s'y installer dans les premières années du 19<sup>e</sup> siècle, et, palais de l'industrie automobile, un grand garage Citroën dans les années 1920. Dernier symbole de cette imprégnation ouvrière, une grande centrale syndicale aura ses locaux pendant plusieurs décennies rue Lamoricière, à proximité de la bourse du travail.

### La « fonderie en grand » de Jean Simon Voruz

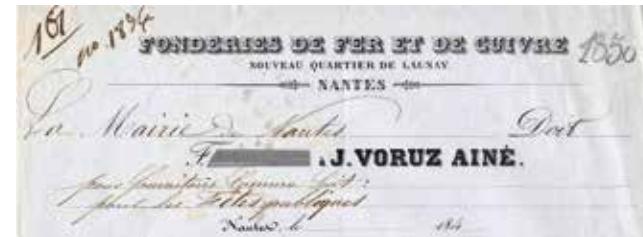
Descendant d'une famille protestante originaire de Suisse, Jean Simon Voruz (1810-1896), après de solides études, effectue un rapide « *tour de France* » pour se perfectionner dans le métier de fondeur et obtient le titre d'ingénieur mécanicien.



Extrait du plan de la ville de Nantes par l'architecte Demoget - 1877



Implantation du premier bâtiment de la fonderie Voruz - 1857



En 1829, la petite fonderie artisanale fondée par son oncle et exploitée par son père jusqu'à son décès en 1827, est autorisée à quitter la rue Royale (actuelle rue du Roi-Albert) pour le nouveau quartier en voie d'urbanisation de Launay, qui bénéficie de la double proximité de la Loire et de la rivière de Chézine.

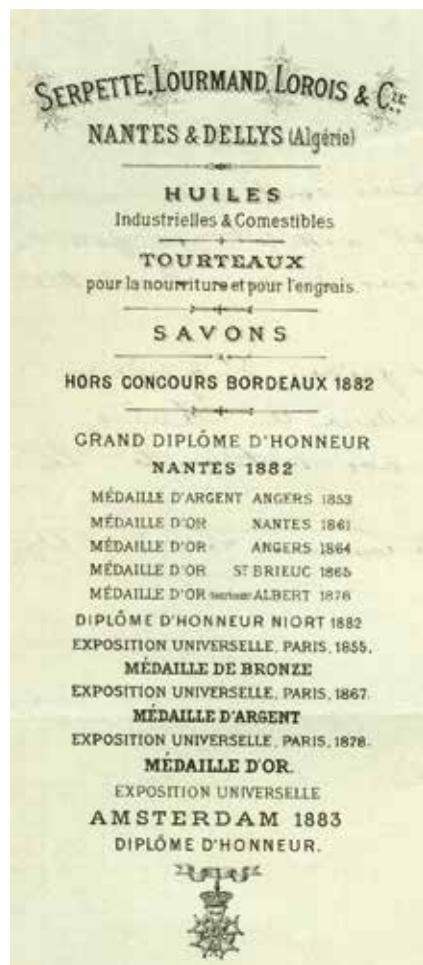
En 1830, Jean Simon participe à Nantes aux journées révolutionnaires de Juillet au cours desquelles son frère aîné Pierre Samuel est mortellement blessé. C'est donc avec son frère cadet Henri Léon, et sous la raison sociale de « *Voruz frères* », qu'il s'installe sur un terrain de plus de 4 000 m<sup>2</sup> près de la place Catinat pour y créer « *une fonderie en grand* ». Les ateliers devront contenir douze fourneaux. Est construite une vaste halle longeant la rue Cuvier avec porte cochère donnant sur la rue Linné. Dans les années qui suivent, d'autres ateliers attenants viennent s'ajouter. La formule industrielle adoptée est celle d'une fonderie « *à l'anglaise* » avec cycle complet de fabrication sous le même toit.

Les cloches et les fournitures pour la construction navale (clous, rivets, ferrures de gouvernail, etc) restent la base de la production, mais la fonderie fournit aussi des « *robinets de toute espèce* », des pompes, des chaudières et « *tous articles de ce genre concernant les colonies* ».

En 1840, Henri Léon se retire de l'affaire pour se consacrer à l'agriculture, la raison sociale devient « *Usines J. Voruz Aîné* ». C'est aussi l'année où une fonderie de fer s'adjoint à la fonderie de cuivre. Avec les constructions métalliques dans les villes modernes et le développement du rail, le fer va connaître un nouvel « *âge d'or* ». En dix ans, Jean Simon dépose de nombreux brevets d'invention et fait de son entreprise une des plus importantes fonderies françaises. Au début des années 1860, le patron est au sommet de sa gloire. Son usine couvre désormais plus d'un hectare, occupant l'ensemble du terrain délimité par les rues Cuvier, Linné, Chevert et Fabert. C'est là qu'il réalisera l'escalier monumental du passage Pommeraye en fonte de fer installé en 1843. Voruz ajoute régulièrement à son catalogue des objets d'art conçus en collaboration avec des artistes nantais. On lui doit à Nantes la statue de sainte Anne en haut des marches de la butte (1851) et les bronzes de la fontaine de la place Royale (1865).

En 1854, il franchit la Loire pour installer de nouveaux ateliers sur un terrain de 22 000 m<sup>2</sup> sur la Prairie-au-Duc. Les deux usines vont se compléter : Launay garde la production de bronze et autres alliages cuivreux, la nouvelle unité se spécialisant dans la fonte de fer. L'aventure industrielle de la fonderie Voruz se poursuit jusqu'en 1909, où ses activités sont reprises par les ACB, Ateliers et Chantiers de Bretagne.

Quant à l'usine de la place Catinat, après plusieurs ventes, ses bâtiments sont détruits le 1<sup>er</sup> janvier 1968 par un incendie – un énorme brasier de 4 000 m<sup>2</sup> – alors qu'ils servent d'entrepôt à la CGE (Compagnie générale d'électricité) et à la quincaillerie en gros Martineau-Raimbault.



### Henri Serpette, industriel savonnier et armateur

Originaire de la Somme, fils d'un officier de marine et père du compositeur Gaston Serpette, Henri Serpette (1821-1887) est le pionnier de l'industrie de la savonnerie à Nantes.

Il s'installe dans notre cité en 1844 et crée une usine de savon à base d'huile végétale rue de l'Entrepôt, à l'angle de la place Catinat, des rues Beaumanoir et Chevert, à proximité de la Chézine. Deux ans plus tard, il y adjoint une huilerie. En 1847, il s'associe avec Lourmaud qui lui apporte son concours financier. En 1851, il établit une fabrique de soude auprès de sa savonnerie. L'usine Serpette produit des savons marbrés façon Marseille. Les ateliers vont s'étendre de l'autre côté de la rue de l'Entrepôt, dans l'actuelle rue Évariste-Luminais.

Devant le peu d'empressement des armateurs nantais à participer à cette aventure industrielle, il arme ses propres navires pour s'approvisionner en huile de palme et en graines oléagineuses sur la côte occidentale africaine. Il fonde des comptoirs en Sierra Leone et en Algérie. Sa flotte compte huit bâtiments qui feront plus de 150 voyages au long cours entre 1861 et 1886. Contrairement aux savonneries marseillaises, il contrôle ainsi l'ensemble de la filière.

Par souci de diversification, la compagnie produit aussi des huiles pour les conserveries locales. Employant jusqu'à 250 salariés, cette importante savonnerie reçut de nombreuses récompenses aux expositions nationales, ébranlant Marseille au passage. L'industriel nantais pourra écrire : « *Serpette se hissa au rang des plus puissants savonneurs [sic] de France* ».

En 1873, l'industriel armateur fait construire un bel hôtel particulier à l'angle des rues de l'Entrepôt et de Gigant. Il fait appel à l'architecte Bourgerel, auteur des plans de son usine.

Après son décès en 1887, l'activité continue avec son fils Raoul et divers associés. L'année suivante, l'incendie de l'huilerie conduit à l'abandon de cette branche. En 1901, est créée la société anonyme Serpette et Cie, avec pour marque La Couronne. L'activité cesse en 1908 suite à l'incendie des locaux. C'est sur une partie du site de l'ancienne savonnerie Serpette que s'installera dans les années 1950 la fabrique de vêtements féminins Tricosa, d'une part et l'école maternelle Evariste Luminais d'autre part.

### La ZAC Gigant-Lamoricière

La cessation progressive des activités industrielles dans le quartier génère de nombreuses friches au tournant des années 80. Une zone d'aménagement concertée est alors créée en 1994 afin de les reconverter ou de les remplacer par des immeubles d'habitation. Dans le cadre de cette ZAC, l'ancienne usine électrique de la place Beaumanoir demeure un bel exemple de préservation et de reconversion du patrimoine industriel.



La place Beaumanoir, l'usine électrique désaffectée et les terrains de la ZAC- 1997

### La centrale électrique Lamoricière

La Fée électricité part à la conquête de Nantes à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Une première centrale électrique est inaugurée en 1891 quai Sully. Dix ans plus tard, elle arrive déjà à saturation et peine à satisfaire ses mille premiers abonnés du centre-ville.

Pour implanter sa deuxième usine, la SNE, Société nantaise d'éclairage et de force par l'électricité, fait l'acquisition en juillet 1901 d'une propriété bourgeoise rue Lamoricière, près de la place Beaumanoir. Elle est composée d'un petit hôtel particulier Second Empire, qui servira au logement du directeur et aux bureaux de l'administration, dans un parc magnifique de près de 6 000 m<sup>2</sup>. Un site à la fois proche du centre pour satisfaire aux exigences de la distribution urbaine en courant continu, et de l'eau pour les machines à vapeur. Construite en un temps record, la deuxième usine électrique nantaise y est inaugurée en septembre 1902. C'est un superbe ensemble de bâtiments de brique rouge, témoignant de la qualité de l'architecture industrielle de l'époque. La grande halle est équipée de deux générateurs de 1 750 chevaux au total. Les chaudières de la petite halle sont alimentées en charbon venu du port. L'eau de refroidissement des générateurs est pompée en Loire puis rejetée dans la Chézine qui coule sous l'établissement.



L'usine électrique en activité - années 70

Dans les années 1910, l'extension du réseau est telle que les limites de l'éloignement géographique par rapport à la source de production sont atteintes. C'est pourquoi dès 1913, une nouvelle centrale plus vaste, plus moderne et plus puissante est construite à Chantenay. Cette nouvelle unité doit permettre notamment de développer les usages industriels de l'électricité.



Intérieure de l'usine désaffectée - 1997



Réhabilitation de l'ancienne usine électrique - 2000

La centrale de production de Lamoricière a vécu mais l'activité demeure sur le site. Ce dernier devient une sous-station destinée à alimenter le réseau d'éclairage du centre et le tramway qui roule désormais à l'électricité. Cette activité ne disparaîtra qu'en 1958 avec l'arrêt de l'exploitation des trams, qui marquera la fin de l'appareil productif de Lamoricière.

Conjointement, le site accueille les autres services et la direction jusqu'en 1924, année où ils déménagent rue de Strasbourg. Restent sur place cent à cent cinquante techniciens chargés de la ville et de la banlieue. Le vieux parc y laissera ses arbres pour agrandir les bureaux et donner accès aux véhicules.

Transformée en Société nantaise d'électricité en 1941, la SNE est nationalisée en 1946 et intégrée dans EDF. Devenus atelier de réparation et garage à la veille des années 60 et à nouveau agrandis en 1963, les locaux de la place Beaumanoir perdent en 1977 les services d'exploitation des réseaux de Nantes ville, transférés à Orvault, et ne gardent plus que la subdivision EDF de Nantes banlieue. Celle-ci quittera à son tour Lamoricière en février 1989 pour s'installer à Rezé.

Incluse dans le périmètre d'étude de la ZAC Gigant-Lamoricière, l'ancienne centrale électrique y est repérée comme un « *bâtiment remarquable* » du patrimoine industriel nantais, qui doit à ce titre être sauvegardé et mis en valeur. Quelques années plus tôt, son voisin le garage Citroën de la rue Alfred-Riom n'avait pas eu cette chance...

Rachetée par la Ville, la centrale Lamoricière, réhabilitée en respectant l'harmonie de son architecture initiale, va donc connaître une nouvelle vie. En 2000, la petite halle réaménagée par un promoteur privé accueille au rez-de-chaussée une supérette et des locaux commerciaux, tandis que les étages en duplex sont consacrés à des bureaux. La grande halle est quant à elle reconvertie en complexe sportif de quartier doté de plusieurs salles. À l'étage, les usagers peuvent contempler le dôme de l'église du Sanitat.



Bâtiment de l'ancienne usine Tricosa, place Beaumanoir - 2015

## L'usine de vêtements féminins Tricosa

La société familiale Tricosa, fondée à Paris en 1948, est spécialisée dans la confection féminine haut de gamme. Au début des années 60, elle décide de décentraliser une partie de ses activités en province.

À la suite de sondages et de prises de contacts dans diverses régions françaises, la direction arrête son choix sur Nantes. « *La situation géographique de cette ville dans l'Ouest, sa large infrastructure commerciale, industrielle et financière* » ont pesé dans la balance, explique-t-elle, mais l'élément décisif a été « *l'importance numérique de la main-d'œuvre féminine inemployée* ». Un réservoir où elle compte bien puiser pour « *faire de Nantes* » un centre de création du « *Haut-Tricot de Mode* ».

L'implantation de Tricosa-Ouest se déroule de façon progressive. Elle débute par la création en 1961 boulevard Dalby d'un atelier-témoin de 100 m<sup>2</sup> avec une dizaine de machines et un effectif d'une trentaine de personnes. Cet atelier pilote va permettre à la société de sélectionner et de former sur place les monitrices dont elle a besoin pour l'encadrement et la formation du personnel à des métiers très variés : mécaniciennes, coupeuses, piqueuses, finisseuses, repasseuses, etc.

Trois ans plus tard, Tricosa implante son usine nantaise au n°15 de la rue Lamoricière dans le bâtiment occupé précédemment par les Papeteries Léon Clergeau. L'entreprise, spécialisée dans la fabrication de cartons ondulés, a transféré sa production en 1963 dans son usine flambant neuve de Nantes-Cheviré.

L'usine de textile investit alors les 4 000 m<sup>2</sup> libérés répartis sur quatre niveaux, auxquels il faut ajouter 1 100 m<sup>2</sup> rue Bayard d'aménagements sociaux et de dépôt. En avril 1964, l'effectif est de trois cent quatre-vingts personnes, en grande majorité des femmes.

La société Tricosa connaît son apogée dans les années 1970. Sa capacité de production est de 270 000 à 300 000 pièces par an, robes, tailleurs, manteaux, pantalons... fabriqués dans ses deux unités de production : Paris (six cents personnes) et Nantes (quatre cent vingt personnes). En 1977, la société familiale passe sous le contrôle d'un groupe britannique au terme d'une OPA. Mais Tricosa connaît de graves difficultés financières au début des années 1980. En 1983, soixante salariés sont licenciés, cent vingt l'année suivante. L'établissement nantais ne compte plus que cent soixante-dix salariés. Mais cette réduction progressive des effectifs ne suffira pas à maintenir l'entreprise à flot. L'actionnaire majoritaire anglais se désintéresse de la question. Début janvier 1985, la direction générale annonce le dépôt de bilan.

Les ouvrières défilent dans les rues de Nantes aux cris de « Non, Tricosa ce n'est pas fini ! » et dénoncent l'« incompétence » de la direction générale ainsi que l'attentisme des pouvoirs publics. Elles organisent des portes ouvertes dans l'usine avant qu'elles ne soient définitivement closes. Rien n'y fait, quelques jours plus tard, c'est la fermeture, le licenciement collectif, la cessation d'activité sans espoir de reprise. Ainsi disparaît un fleuron nantais des métiers de la mode avec tout le savoir-faire des filles de Tricosa.

Deux ans plus tard, en 1987, les bâtiments de l'ancienne usine sont en partie démolis pour être totalement rénovés et transformés en immeuble de bureaux.

### Nelly, ouvrière chez Tricosa

► « Je suis arrivée chez Tricosa en 1969. J'avais commencé à travailler à 16 ans. J'ai gardé des enfants pendant une année et en 1968, je suis passée à l'usine. La première entreprise où j'ai travaillé, c'était « Le plus beau pantalon », à Saint-Clément. C'était déjà dans le textile... Après je suis allée à « La Manufacture européenne de vêtements », quai de Versailles. C'étaient des vêtements militaires. Il y avait pas mal d'entreprises de textile sur Nantes. Maintenant, il n'y en a plus.

On était facilement embauchées à cette époque-là. On partait d'une usine le vendredi et le lundi, on entrait dans une autre ! On trouvait du travail comme ça, par le bouche à oreille. On était prises une semaine à l'essai et, si ça allait, ils nous gardaient. On apprenait sur le tas.

L'activité de Tricosa, c'était le tricot de luxe. Ils avaient un grand magasin sur Paris et l'usine était à Nantes. C'était assez moderne comme bâtiment. On faisait des pulls, des robes, des pantalons, des chemisiers, etc. C'était de la bonne maille. On avait du plaisir à travailler des beaux tissus. Il fallait que ça soit bien fait. Pas comme le manteau que j'ai acheté il n'y a pas longtemps ! Quand je vois ça... Ce n'est pas aligné... On se serait fait virer, nous !

Il y avait deux collections dans l'année mais elles n'étaient pas conçues sur place. Les modèles devaient venir de Paris. Les vêtements étaient vendus dans toute la France sous la marque « Tricosa luxe ». C'étaient des belles choses pour une clientèle au-dessus. Il n'y avait pas de vente sur place. De toute façon, ce n'était pas dans nos prix, ils ne nous ont pas proposé ! Pour nous, il y avait de la vente de coupons, de restes de pièces. On en faisait des vêtements pour les gamins.



Usine Tricosa, l'atelier de découpage - 1964



Usine Tricosa, l'atelier de couture - 1964

### Les ateliers et le travail

On était au moins trois cent cinquante, réparties sur trois étages. Quand je suis entrée, j'ai fait du matelassage. On était au dernier étage, celui de la coupe. Les machines à coudre étaient au deuxième et au premier, c'étaient le repassage et la finition. Au rez-de-chaussée, c'étaient les expéditions. Les camions arrivaient tous les jours avec le tissu et ils repartaient avec des vêtements.

Faire du matelassage, c'était mettre une centaine d'épaisseurs de tissu sur laquelle on collait un papier avec le patron dessiné dessus. Ensuite, on découpait autour avec des machines, des tronçonneuses. On avait aussi des scies circulaires pour couper les tout petits morceaux. Une fois le tissu coupé, il y avait au moins deux cents robes de faites d'un coup.

On était moins nombreuses à l'étage de la coupe parce qu'il fallait des grandes tables de trente ou quarante mètres pour étaler toutes les pièces de tissu. On avait quatre tables comme ça. Il y avait aussi des remailleuses avec nous. Dès qu'il y avait un trou dans le tissu, elles refaisaient les mailles à la main. Et puis, il y avait des filles qui étiquetaient tous les morceaux de la robe et ensuite ça descendait à l'étage en-dessous pour qu'ils soient cousus. Aux machines, il y en avait une qui faisait les cols, une autre qui faisait les manches. Elles ne faisaient jamais une robe entièrement.

On n'avait pas beaucoup de protections, juste un petit gant de mailles. Des filles se coupaient les doigts ou se cousaient les mains. Il y avait une infirmière sur place mais quand on y allait, il ne fallait pas rester longtemps.

C'étaient essentiellement des employées féminines. Il y avait quelques hommes à la manutention des rouleaux de tissus parce que c'était énorme. Ça devait faire dans les cinquante kilos. Il y avait des mécaniciens pour l'entretien des machines, et puis des chefs. Ça, les chefs, il y en avait !... Il y avait des contrôleuses aussi qui nous chronométraient.

Il y avait un rendement à faire par jour. À la coupe, moins, mais aux machines, c'était dur. Il fallait faire tant de pièces à la journée. Il y avait des primes, mais à notre étage, on ne courait pas après.

Les contrôleuses vérifiaient combien de temps on mettait pour une pièce. Si le temps n'était pas respecté, on avait droit au chef. Mais on était malignes, on faisait exprès d'aller doucement au tout début du vêtement, comme ça



Usine Tricosa, fabrique des bobines de fil - 1964

avec leurs calculs, ils nous disaient : « Vous ferez tant de pièces dans la journée ». Après, on allait plus vite si on voulait, on était tranquilles... Ils devaient bien le savoir, et nous on était contentes de nous.

Les journées de travail, c'était 8 heures le matin, 17 heures le soir avec une heure de coupure le midi. On travaillait cinq jours, quelquefois le samedi matin quand il y avait de grosses commandes, mais c'était rare. On n'avait droit qu'à un quart d'heure de pause dans la journée. Nous, à la coupe, on pouvait laisser notre poste quand on partait mais aux machines, bien souvent, elles ne prenaient pas leur quart d'heure parce que sinon les pièces s'accumulaient dans les bacs.

On avait une cantine. Le réfectoire était à l'extérieur dans la rue Lamoricière. D'autres entreprises venaient manger là aussi, comme EDF de la place Beaumanoir. Il y avait une bonne ambiance entre ouvrières. On avait le midi pour se retrouver. On allait à la cantine des fois, mais souvent on prenait un truc à grignoter et on restait sur place à discuter. On ne perdait pas de temps... Une fois par semaine, c'était le rituel, on allait se chercher un petit gâteau dans la boulangerie-pâtisserie à côté de l'usine. C'était la récompense ! Et des fois, on se faisait un petit resto ensemble, enfin, un sandwich plutôt !

### Les revendications, les luttes

Comme syndicats, il y avait FO et la CFDT qui était majoritaire. Les filles syndiquées avaient leurs réunions régulièrement, on les voyait souvent partir. Il y avait un petit local à l'usine ou alors pour celles qui étaient à la CFDT, elles allaient à côté puisque le siège était rue Lamoricière.

Il y a eu pas mal de grèves. On faisait le piquet sur le rond-point ou alors, on se mettait dans les escaliers de l'usine. C'est arrivé quelquefois que l'on enferme le patron dans son bureau ! On faisait grève soit pour les salaires, soit pour une diminution d'heures quand il faisait trop chaud. On avait des fois plus de 30° pour travailler. Les chefs installaient

un thermomètre pour vérifier qu'on avait bien 30° mais ils le mettaient dans un endroit bien aéré ! Ça arrivait qu'on ait gain de cause, pas tout le temps, mais ça arrivait. Des fois on lâchait et on n'aurait pas dû parce que si on avait continué un petit peu plus...

Nous, à notre étage, on était très solidaires. S'il y avait un souci avec une fille, ça se réglait aussitôt. On arrêtait tout ! On posait les ciseaux et on se mettait en grève. Les chefs allaient chercher la direction et on s'arrangeait. C'étaient des petites choses : ils embêtaient une fille pour son rendement ou ils la déplaçaient et ça ne lui plaisait pas, des trucs comme ça... Elle était soutenue par ses collègues et en un quart d'heure, c'était réglé ! Comme disait le patron, on était l'étage des « bêtes noires » parce qu'on ne voulait jamais leur céder.

### Les catherinettes

Tous les ans, on fêtait les catherinettes. Cette tradition a duré jusqu'au bout. C'était une institution parce que les catherinettes, c'est la fête des couturières. Donc, le 25 novembre, c'était le jour de fête chez Tricosa. Les patrons étaient là. Il n'y avait pas grève ce jour-là, tout le monde s'entendait bien ! On passait la journée au « Chalet Suisse » avec repas, danse... On était bien, ça nous sortait un peu de l'usine. Les filles de 25 ans qui n'étaient pas mariées avaient droit à un beau chapeau jaune et vert payé par le patron. Je crois qu'elles avaient aussi une petite enveloppe. Quand on se mariait, on avait droit à un coupon de tissu.

### Le départ de Tricosa et la fermeture de l'usine

Je me suis arrêtée en 1981 pour une grossesse et j'ai pris deux ans de congés sans solde. Quand j'ai donné mon compte en 1984, c'était quasiment la fin de l'entreprise. Et si j'avais su, j'aurais attendu un peu parce que six mois après, l'usine fermait et il y a eu de belles primes de licenciement. Quand

*l'usine a fermé en 1984, il y avait encore trois cent cinquante salariés.*

*Quelques filles ont retrouvé un boulot. Certaines sont parties chez Renault, route de Paris, pour la fabrication de sièges. Les années 80, ça commençait à être dur. Surtout que la plupart des filles avaient vingt ans de Tricosa alors c'était difficile. On n'avait pas forcément les qualifications ou on ne savait pas faire autre chose. Moi, comme j'avais trois enfants, j'ai arrêté de travailler quelques années. Et après, j'ai gardé des enfants à domicile.*

*C'est un travail qui m'a plu et j'aimais bien l'ambiance. Les gens restaient longtemps quand ils étaient embauchés à Tricosa. On était bien dans cette usine... malgré tout. Et puis, on était bien payées, c'était bien. On avait notre salaire en liquide tous les quinze jours. Des trois usines que j'ai faites, c'était la mieux. Il y avait plus de respect des ouvriers parce que dans les autres, on était un peu les larbins quand même. » Nelly*

► *« Tricosa, c'était vraiment une belle marque. Ce n'était que de la maille. La machine que j'ai pour surfiler, je l'ai achetée d'occasion chez eux il y a trente ans. Elle perdait de l'huile et moi, ça fait 30 ans que je ne mets pas d'huile et elle marche tout le temps.*

*C'était une grande usine. Ça apportait une richesse incroyable au quartier. Le midi et le soir, avec les filles de Tricosa, il y avait une foule immense dans la rue. Ça venait de partout, c'était vraiment animé. Les filles couraient de partout pour aller manger. Elles allaient à la charcuterie Courty, dans les brasseries ou à la boulangerie qui faisait crêperie au rez-de-chaussée. » Tony*

## La CFDT

En 1973, la CFDT quittait la rue de Bel-Air pour s'installer au 37, rue Lamoricière. Un déménagement longtemps attendu... En faisant ses adieux au quartier Talensac, l'organisation syndicale déménageait cinquante ans de son histoire.

C'est en 1906 qu'apparaissent les premières traces d'un syndicalisme chrétien à Nantes : il s'agit de syndicats de travailleurs du commerce et de l'habillement, dits aussi syndicats « de l'aiguille », regroupant en majorité des femmes. Ces organisations pionnières sont logées rue du Chapeau-Rouge.

En 1919 est constituée au plan national la CFTC, Confédération française des travailleurs chrétiens. L'union départementale de Loire-Inférieure voit le jour l'année suivante et loue dès 1921 l'immeuble du 6, rue de Bel-Air à une société civile immobilière également d'obédience chrétienne.

En 1964, la CFTC se déconfessionnalise et devient la CFDT, Confédération française démocratique du travail. À Nantes, le syndicat se sent de plus en plus à l'étroit dans les locaux vétustes de la rue de Bel-Air et demande à la municipalité une solution de relogement. L'union locale saisit l'occasion offerte par les élections municipales de 1971 pour revendiquer d'être logée par la Ville « dans des conditions équivalentes à celles des autres organisations syndicales représentatives ».

Il faut attendre deux années pour qu'une solution soit trouvée et en 1973, la CFDT est relogée dans les locaux libérés par le siège du Crédit agricole et rachetés par la municipalité. L'organisation syndicale trouvera rue Lamoricière un cadre moins étriqué et surtout elle pourra travailler dans des conditions bien meilleures

à proximité des bourses du travail CGT et FO. Ce qui, dans la période d' « unité d'action » des années 1970, favorise bien des contacts.

Le déménagement se fait fin 1973, entre Noël et le Jour de l'An. La CFDT 44 ouvre rue Lamoricière une nouvelle page de son histoire. Elle la tournera à nouveau au début des années 2000 quand elle partira rejoindre la Maison des syndicats implantée dans l'ancienne gare de l'État de l'île de Nantes.

### Bernard Henry, secrétaire de l'Union locale

► « Il n'y avait pas de tradition syndicale dans ma famille. Mon père exerçait la noble profession de gardien de la paix. Vers 17 ans, j'ai découvert l'action collective dans une association de mon quartier, la cité Beauséjour ou « cité des flics ». Je me suis investi dans cette association, l'AJLRV (Association des jeunes des lotissements de la route de Vannes) pour faire avancer le dossier de la Maison des jeunes et de la culture de Saint-Herblain, la MJC. Il y avait des personnes de la JOC, d'autres de la CGT... Cette expérience qui a duré quatre ou cinq ans m'a beaucoup apporté dans mon engagement syndical. J'y ai rencontré ma première femme qui était syndiquée. Elle m'a permis de transformer la révolte que l'on a à cet âge-là en quelque chose de plus construit.

À la fin de mes études à Livet en 1965, j'ai intégré directement un bureau d'études dans une entreprise de génie civil, travaux publics et installation électrique qui se trouvait rue du Locquidy. Cette boîte embauchait cinq mille personnes en France. Elle a été nationalisée en 1947 avec la création d'EDF. Ma première semaine d'embauche, je suis allé me syndiquer ! En 64, la CFTC s'est déconfessionnalisée et j'ai donc décidé d'adhérer à ce syndicat qui est devenu la CFDT. À ce moment-là, la CFTC avait déjà de l'aura avec les manifestations de 55.



Bernard Henry dans les locaux de la rue Lamoricière - années 80

### Le développement de la CFDT

Comme je travaillais dans une entreprise de travaux publics, j'étais donc au syndicat du bâtiment. J'avais un statut de cadre mais j'étais scandalisé par certaines inégalités avec les ouvriers. Par exemple, on avait droit à 80 francs de prime annuelle alors que les ouvriers avaient 20 francs.

J'ai travaillé pendant un an et en 1966, je suis parti faire l'armée. Je suis revenu en mars 1968. Avant de partir, j'avais commencé à voir quelques personnes pour monter une section syndicale au sein de l'entreprise. Je n'ai pas vraiment connu

l'effervescence de mai 68 mais on a quand même bénéficié de la loi de 68 sur la section syndicale d'entreprise. Cette loi a permis la reconnaissance du délégué syndical désigné par le syndicat à l'intérieur de l'entreprise. Il y avait des délégués du personnel mais pas de délégué syndical. Autant vous dire que les patrons regardaient ça de travers.

On a donc profité de 68 pour syndiquer les gars de la boîte. Ça a pris tout doucement et en 1970, 71, on a déclaré notre section syndicale. On a d'abord pris les élections de comité d'entreprise et après on a eu les élections des délégués du personnel. J'ai été élu au comité d'entreprise et désigné délégué syndical de l'entreprise. Ça posait un peu de problème parce qu'il fallait quand même que je fasse mon boulot. On s'astreignait à donner au syndicat cinquante heures pour l'entreprise. Ces cinquante heures servaient pour les réunions, pour aller voir les gens, etc. Et on en donnait vingt au syndicat, à l'extérieur de la boîte. On s'occupait aussi de la formation pour les petites entreprises qui n'avaient pas de délégué.

À Nantes, il y avait des sections syndicales chez Dubigeon, aux ACB, etc. Toutes ces sections étaient regroupées dans un syndicat professionnel comme le syndicat de la métallurgie et tous ces syndicats professionnels locaux étaient regroupés dans une union locale. Cette union locale rassemblait l'ensemble des secteurs professionnels : métallurgie, bâtiment, santé, commerce, etc.

En 1973, j'ai été embauché comme permanent par l'union locale. J'avais 28 ans. J'ai donc quitté mon entreprise et je suis devenu secrétaire de l'union en charge du bâtiment et du textile ! C'était le grand écart entre le machiste du bâtiment et les filles du textile. En même temps, je m'occupais de l'immigration. C'était très prenant comme fonctions. Mon bureau était rue de Bel-Air ! Les conditions de travail n'étaient pas terribles mais on était bien placés.

En 72 et en 73, on a eu un gros conflit avec trois semaines de grève. Le premier conflit portait sur les augmentations de salaire. L'année d'après, on a remis la sauce sur des questions de conditions de travail et de salaire aussi car tout n'avait pas été réglé l'année d'avant. On n'a rien obtenu mais ce conflit nous a permis de nous développer car nous avons gagné des adhérents. Dans le bâtiment, c'était la CGT qui était majoritaire. En 1974, on avait monté pas mal de sections et on s'est aperçus qu'on était pratiquement rendus à flot avec la CGT. En face de moi, j'avais Albert Labarre à la CGT et on était tous les deux convaincus de la nécessité de conduire des actions unitaires. Ce n'étaient pas des questions idéologiques mais une question d'efficacité. Quand les syndicats sont à peu près à égalité, c'est quand même plus malin d'agir ensemble. Dans les années 70 et jusqu'en 1982, les actions syndicales étaient très unitaires, surtout avec la CGT.

En 1976, je me suis retrouvé secrétaire de l'union départementale. Dans l'histoire de la CFDT, la Loire-Atlantique était une grosse union et on a eu toujours une place à part dans le débat avec la confédération. Ensuite, entre 1984 et 1992, j'ai pris la responsabilité de l'Union régionale CFDT des Pays de la Loire, c'est à dire de l'ensemble des unions des cinq départements. À la même époque, j'ai été élu au bureau national confédéral. Là, on évolue à un autre niveau. On est plus loin du terrain et des conflits, on est dans des débats plus généraux.

### Le déménagement des locaux rue Lamoricière

► En 1973, la CFDT a emménagé dans des nouveaux locaux rue Lamoricière. Ce déménagement était un enjeu politique pour nous car il s'agissait de faire valoir la reconnaissance de la CFDT. On voulait être reconnus autant que les autres syndicats. Au départ, on ne voulait pas être à Lamoricière, on voulait être à la Bourse du travail. Les bourses du travail étaient des lieux d'éducation, de formation et d'accueil. Ce mouvement avait démarré à Nantes avec Fernand Pelloutier et tous les syndicats de Loire-Atlantique en sont très imprégnés. Comme ce n'était pas possible d'y être, on a demandé des locaux à proximité car on voulait être près de la CGT. Après plusieurs négociations, nous avons obtenu de la Ville de Nantes le rachat des locaux du Crédit agricole de la rue Lamoricière pour nous loger dedans.



Préparation d'une manifestation dans la cour de la rue Lamoricière - années 70

Des travaux étaient nécessaires et on a déménagé entre Noël et le jour de l'An 1973. Plusieurs structures du syndicat se sont installées dans ces nouveaux locaux. Il y avait l'union locale avec trois permanents, l'union départementale avec un permanent et un secrétaire et l'union régionale avec Gilbert Declercq et un secrétaire. On avait en plus quinze syndicats professionnels qui tenaient des permanences régulières. Pour la section bâtiment, on faisait deux permanences par semaine, y compris le samedi matin, et il y avait toujours du monde. Les permanences permettaient de renseigner les gens sur leurs problèmes professionnels car beaucoup de gens syndiqués n'avaient pas de représentation syndicale sur leur lieu de travail comme dans le bâtiment, le commerce, les employés de maison... Ils venaient donc au siège pour avoir des renseignements.

La vie syndicale était très intense. Il y avait souvent des réunions, des conseils de syndicats. On faisait de la formation. C'était une ruche permanente, il y avait toujours du monde dans les escaliers. On avait aussi une annexe dans le quartier : le café du Boccage, chez Léone, qui était à l'angle de la rue Lamoricière et de la rue de Gigant. Toutes les réunions se terminaient là. Pour les repas, on allait manger dans le restaurant municipal de la rue Lamoricière ou dans le foyer des jeunes travailleuses de la rue de Gigant.

Quand je suis parti en 1992, ça commençait déjà à être un peu moins facile pour les permanences des syndicats. Du fait que l'on ait obtenu des droits syndicaux avec des sections dans les grosses entreprises, pas mal de choses se passaient sur le lieu de travail. Quand un conflit éclatait dans une boîte, la plupart du temps c'était réglé avec le délégué syndical

de la boîte. Quand ça bloquait et qu'il fallait aller voir les autorités, on intervenait. On avait aussi mis en place des organisations de zone. S'il y avait des problèmes spécifiques à régler dans ces zones, les actions se faisaient sur place.

Nos revendications portaient sur les salaires, les conditions de travail et les questions de santé. Il y a eu beaucoup de manifs sur la question de l'emploi aussi parce que la dégradation de l'emploi remonte à loin. Depuis que je suis syndiqué, j'ai toujours connu la lutte pour l'emploi. En 1963, il y avait déjà eu une vague de licenciements aux ACB. Après il y a eu toute la crise du textile avec toutes les boîtes qui ont fermé. Il y avait encore plein d'usines en ville dans les années 70.

Notre champ d'action, c'est bien sûr tout ce qui se passe dans les boîtes mais aussi tout ce qui est hors entreprise. Ici, on a été très marqué par une tradition qui considérait que l'important c'était l'action interprofessionnelle. L'idée, c'était de dire que ce qui se passe dans l'entreprise a forcément une corrélation avec l'extérieur. Si à l'extérieur, vous parlez de politique de santé sans tenir compte des conditions de travail, si à l'extérieur, vous parlez culture sans travailler avec les comités d'entreprises qui ont la charge de l'organiser, ça ne sert pas à grand-chose. L'emploi, c'était typique des actions interprofessionnelles. Quand vous avez une vague de licenciements dans une branche, ce n'est pas forcément la branche qui est en question. Ça peut être une lutte plus large. » **Bernard.**

## La médecine du travail, rue Linné

Depuis bientôt quarante ans, de nombreux artisans et salariés connaissent cette petite rue du quartier grâce à leur visite médicale annuelle... C'est en 1974, en effet, que l'Association d'hygiène industrielle et médecine du travail de la région nantaise à l'étroit dans ses locaux de la rue de Budapest dépose un permis de construire pour la construction de ses nouveaux locaux au 2, rue Linné. Le nouveau bâtiment, opérationnel en 1976, est implanté sur une partie de l'ancien site de la fonderie Voruz.

### Médecins du travail, au cœur de l'évolution socio-professionnelle nantaise

► « J'ai fait mes études de médecine à Nantes avec une spécialisation en médecine du travail. J'ai exercé au sein du service de médecine préventive au CHU pendant cinq ans et en 1974, j'ai intégré la médecine du travail qui était au 14 rue de Budapest à ce moment-là. Les locaux de la rue de Budapest n'étaient plus adaptés et le stationnement devenait de plus en plus compliqué. Le déménagement rue Linné a eu lieu en juillet 1976 et notre arrivée a mis une sacrée animation dans le coin qu'il n'y avait pas avant. Il y avait un défilé de gens permanent.

Rue Linné, il y avait dix-huit bureaux de médecins. Au rez-de-chaussée, c'étaient les locaux du gardien et pour le matériel en stockage. L'accueil se faisait au premier étage qui était celui des services spécialisés avec la cardiologie, la pneumologie, etc. Aux deuxième et troisième étages, c'étaient les médecins du travail avec leur secrétaire et au quatrième, c'était tout l'administratif. Ça doit être encore la même chose.

L'activité était séparée en deux secteurs : un secteur géographique et des secteurs professionnels. Pour les secteurs géographiques, des petits centres étaient dispersés sur différentes communes comme Orvault, Rezé, Carquefou... On couvrait toute une partie du département.

Le centre principal de la rue Linné était réparti en secteurs professionnels comme le secteur banque, assurance, commerce, services, etc. Chaque médecin était positionné soit sur un secteur géographique soit sur un secteur professionnel.

On avait une grande liberté d'organisation. Un médecin chef, qui est ensuite devenu médecin coordonnateur, s'occupait de l'administratif et faisait l'interface entre les différents



Locaux de la médecine du travail, rue Linné - 2015

services. C'est avec lui que l'on choisissait notre domaine d'activité. Ça se passait comme dans une entreprise c'est-à-dire que l'on avait intérêt à ce que le salarié soit bien dans son domaine d'activité pour que ça se passe bien. Je me souviens quand je m'occupais d'une nouvelle entreprise, rien qu'à voir les salariés en visite, je savais comment était le directeur et à qui j'allais avoir à faire...

La médecine du travail, c'est une médecine de prévention des risques professionnels, quels qu'ils soient. Ça pouvait être des risques chimiques, toxicologiques, auditifs, physiques, etc. Au départ, les risques de maladies professionnelles étaient liés au bruit. Il y avait également beaucoup de troubles musculo-squelettiques.

Pour la visite médicale, on voyait les gens en visite d'embauche. Ensuite, il y avait une surveillance annuelle. Il y avait aussi des surveillances médicales spéciales en fonction de l'environnement et des risques professionnels. On avait également la partie tiers temps, c'est-à-dire qu'un tiers du temps était consacré à la visite des entreprises. Ces visites nous permettaient d'évaluer les postes, la manière dont le système fonctionnait et de formuler des préconisations.

Chaque médecin avait un secteur particulier. Moi, j'étais en secteur services. Dans ce secteur, on avait beaucoup de petites entreprises réparties dans des domaines d'activités extrêmement variés. En tout, je surveillais un effectif de trois mille deux cents personnes en moyenne ce qui était quand même très important.

Je suivais quelques cliniques dont la clinique Saint-Jean du boulevard de Launay. C'était une maternité dirigée par le docteur Marchand, c'est pour cette raison qu'elle était

aussi appelée clinique Marchand. Cet établissement a intégré par la suite la polyclinique de l'Atlantique. J'avais aussi la clinique Jeanne-d'Arc qui existe encore mais qui est devenue clinique de la main.

En clinique, le personnel avait surtout des pathologies ostéo-musculaires dues aux manutentions. On a donc beaucoup travaillé sur l'amélioration du matériel comme l'installation de lits électriques par exemple. On a fait des formations gestes et postures.

J'avais aussi le syndicat de la charcuterie. Je connaissais bien toutes les charcuteries de Nantes ! C'est là que l'on se rend compte que beaucoup ont disparu. Je suivais la charcuterie de la rue Charles-Brunellière, celle de la rue Raspail et une autre rue de la Ville-en-Bois. Tout ça, c'est parti. Je revois encore les grands tableaux dans les boutiques avec marqué dessus un tel le roi du boudin ou un autre le roi de la saucisse ! Ils étaient fiers de leur savoir-faire.

En 1990, j'ai laissé la rue Linné parce qu'au bout d'un moment, j'avais envie de voir autre chose. Je suis donc partie au centre géographique de Rezé. Là, j'ai suivi des industries. Ce n'était plus du tout le même type de travail. Les industries que j'ai surveillées, comme les carrières par exemple, étaient en dehors de Nantes car les grosses structures ne pouvaient pas être en ville. Nantes, c'était surtout le secteur tertiaire. Il y avait beaucoup de petits commerces.

Je suis à la retraite depuis 2001. J'ai beaucoup aimé mon métier, c'était très intéressant et il y avait une très bonne ambiance. Je suis restée en lien avec une de mes secrétaires qui est arrivée rue de Budapest juste après son bac et qui est toujours rue Linné à deux ans de la retraite ! » **Anne R**

► « Je suis entrée dans l'association en 1972. J'ai choisi la médecine du travail parce que je voulais exercer dans une branche qui soit compatible avec la vie familiale. J'ai fait toute ma carrière rue Linné où j'ai exercé jusqu'en 2003.

J'étais dans le secteur services mais orienté vers le secteur santé puisque je m'occupais des cliniques, des maisons de retraite, de quelques cabinets médicaux... J'avais la clinique mutualiste, qui était place Mellinet en face de la clinique Saint-Jean. Cette clinique a rejoint la clinique Jules-Verne. Maintenant, ce sont des logements. J'avais toutes les maisons de retraite de la Mutualité ainsi que leur siège qui est au pied du pont Anne-de-Bretagne. Et puis, j'avais le syndicat de la coiffure. Là aussi, j'ai vu le nombre de salons sérieusement diminuer.

Mon premier rendez-vous de la journée était en général à 8 heures et demi. Le soir, c'était plus variable. Je savais quand je commençais mais je ne pouvais pas prévoir la fin de la journée. Il y avait les rendez-vous mais aussi les dossiers à traiter.

On a un rôle d'alerte au niveau sanitaire c'est-à-dire que les maladies à caractère professionnel que nous déclarons sont recensées sur le plan national. Un comité d'évaluation des risques liés à l'activité professionnelle établit un tableau des maladies professionnelles qui conditionne leur prise en charge. Ce tableau a bien évidemment évolué avec l'évolution des conditions de travail.

► Il y a eu une évolution dans l'esprit préventif. Avant, on avait affaire à une culture curative, thérapeutique. C'est d'ailleurs pour ça que le nom a changé puisque avant c'était la médecine du travail et aujourd'hui, c'est le service santé au travail. » **Anne M**

► « Rue Lamoricière, il y avait une charcuterie qui est aujourd'hui remplacée par une banque. En face, il y avait une boulangerie tenue par madame Graindorge. C'était donc tout à fait adapté ! Cette madame Graindorge faisait aussi crêperie dans le fond de la boutique. Les gens de la médecine du travail pouvaient aller manger des crêpes à cet endroit. À côté de la charcuterie, il y avait un boucher, monsieur Fréminet. Alors quand on passait devant, ça nous fendait le cœur parce qu'on avait l'impression que des chats avaient été dépiautés !

En 1976, les salariés de la médecine du travail pouvaient aller déjeuner dans la cantine de Tricosa, en haut de la rue Lamoricière. Un accord avait été passé. Et quand l'usine a fermé, il y a eu un accord avec la cantine de la Poste. Autrement, il y avait des petits restaurants. C'était un quartier où il y avait beaucoup d'activités et de nombreux petits commerces qui amenaient beaucoup de monde. »

**Anne R**

► « Le quartier était très industriel et quand on est arrivés, l'environnement commençait à changer. C'était le début de la fermeture des entreprises. Beaucoup de locaux sont restés non occupés pendant longtemps. Certains ont ensuite été reconvertis comme le bâtiment de l'EDF. » **Anne M**

## Une rue commerçante

Au cœur d'un quartier longtemps marqué par son caractère industriel, la rue Lamoricière en constitue l'axe commercial principal avec la place René-Bouhier.

## Tony Zampino, tailleur au 9, rue Lamoricière

### L'arrivée à Nantes et dans le quartier

► « Je suis originaire de Santa Croce di Magliano, un petit village de Molize situé à 600 mètres d'altitude. C'est entre Naples et Rome, mais du côté Adriatique. Je suis arrivé en France en 1957, le jour de la Chandeleur. Et pour la première fois de ma vie, j'ai goûté les crêpes et les galettes !

Ça fait soixante-huit ans que je fais le tailleur ! J'ai fait mon apprentissage dans mon village natal. J'avais 8 ans quand j'ai commencé. J'allais le matin à l'école et l'après-midi à l'atelier. Là-bas, après la guerre, il y avait beaucoup de mômes et nous, les garçons, on volait tout, on cassait tout. Quand quelqu'un mettait quelque chose dehors, on le volait. Surtout s'il mettait à sécher des tomates ou des fruits, on mangeait tout ! Alors on nous mettait chez les artisans pour nous retenir, pour qu'on ne commette pas de bêtises. On était pris en charge et en même temps, on nous apprenait à travailler.

En 1955, je suis parti de mon village pour aller travailler à Imola, à côté de Bologne. De là, je suis passé à Venise et après ça, je suis allé travailler à Rome. Ensuite, je suis venu directement à Nantes en 1957. Nantes, c'est arrivé par hasard parce que moi, j'étais prédestiné pour aller travailler à New-York chez ma tante. Mais je ne pouvais pas partir là-bas avant l'âge de 27 ans parce qu'ils ne voulaient que des ouvriers confirmés. Alors un jour, mon ex-maître d'apprentissage me dit : « Tony, il y a mon neveu qui cherche quelqu'un en France, tu veux y aller ? Tu y vas jusqu'à 27 ans

et après tu t'en vas à New York. » Alors, je suis venu ici. J'ai rencontré ma femme en 1963 et je ne suis jamais reparti.

Je suis arrivé à Nantes par l'intermédiaire d'un compatriote, Michel Zicardi, qui s'était installé comme tailleur rue de la Ville-en-Bois. C'est pour ça que je me suis retrouvé dans ce quartier et je suis toujours resté dans cette zone-là. Mon quartier, c'est vraiment ce quartier-là !

### L'atelier

J'ai commencé à travailler chez Michel Zicardi, rue de la Ville-en-Bois. Il s'occupait aussi de L'Eldo qui faisait salle de mariage et dancing l'après-midi. Je travaillais au premier étage et la salle de bal était en bas. Ensuite, en 1965, je me suis installé au 32, rue de Gigant où je travaillais en chambre. On avait un petit studio pour manger et dormir et moi, je travaillais dans ce petit studio. En 1974, j'ai ouvert mon premier magasin ici, au 9, rue Lamoricière dans une ancienne laverie. Et depuis, je n'ai pas bougé.

La journée de travail, c'est tu te lèves le matin et tu produis jusqu'au lendemain ! C'est ça la journée ! Il y avait beaucoup de travail manuel et il fallait beaucoup d'heures pour produire un costume. Quand j'arrivais à la maison, j'apportais mon travail.

Tony Zampino  
dans son atelier - 2014



## La clientèle

Ma clientèle venait de partout. J'ai eu pas mal de familles nantaises. Au début avec ma femme, quand on n'avait pas d'enfants, on sortait nuit et jour. On allait dans tous les restaurants, on allait danser. C'est comme ça que je me suis fait ma clientèle, en sortant à droite à gauche. J'ai eu pas mal de footballeurs du FC Nantes comme clients parce que j'ai côtoyé Raphaël Santos qui m'a fait connaître tout un tas de joueurs.

Sinon, j'avais des commandes de Nice, de Paris. J'ai travaillé pour une clientèle étrangère aussi avec des clients de Nouvelle-Zélande, du Canada, du Maroc, etc.

Nantes, c'est une ville fantastique pour le travail. C'est une ville où les gens ont beaucoup de vision pour faire des innovations. Et moi-même, je participe à cette chose-là parce que j'ai innové l'habillement. Par exemple, je suis en train de faire le costume le plus léger du moment, je pense. La veste fait 400 grammes et le pantalon 200. Il est infroissable ! » **Tony**

Le magasin de Tony Zampino au 9, rue Lamoricière - 2015



## Les commerces

« Quand je suis arrivé en 1957, c'était un quartier très commercial, vraiment. Beaucoup de commerces marchaient bien. C'étaient des petites boutiques mais il y avait une animation permanente. À l'entrée de la rue, en venant du quai de la Fosse, il y avait les deux brasseries qui existent encore. Après, il y avait deux pressings et un dépôt de blanchisserie. Ensuite, il y avait un grand magasin de pneus, de bottes, ils faisaient tout en caoutchouc. À côté, il y avait un garagiste et en face, c'était un marchand de télévisions. Juste avant mon atelier, il y avait deux cordonniers, une auto-école et trois restaurants. Ensuite, il y avait ma boutique et à suivre une coiffeuse dames, une coiffeuse hommes, un bijoutier et une épicerie. Il y avait un magasin de pièces détachées et un antiquaire juste en face. Et sur la droite, il y avait un grand garage qui louait une cinquantaine de places de parking. Plus loin, il y avait le garage Rover avec une quinzaine d'employés. Ça apportait de l'animation aussi. Il y avait pas mal de VIP. Les jeunes qui avaient des sous venaient acheter leur voiture là. Plus loin, sur la gauche, c'était l'usine Tricosa avec quatre cents personnes. Sur la droite, il y avait une très grande entreprise d'électricité et tout le bloc EDF. En montant vers la rue de Gigant, il y avait le Crédit Agricole, un boucher et un docteur.

On n'avait pas besoin d'aller ailleurs, on avait tout ! C'est à partir de 1968, quand les commerçants ont commencé à arrêter leur activité, qu'il y a eu les plus gros changements. Il y a eu un moment où la rue Lamoricière était presque totalement abandonnée. Aujourd'hui, c'est revenu un peu. »

**Tony**

« Rue Lamoricière, tout le monde travaillait. Il y avait le charcutier-traiteur Curty, le père du tenancier de La Cigale. Je me souviens du boulanger qui avait une vitrine toujours remplie de meringues... Toujours à côté des écoles. Les gosses mangeaient beaucoup ce genre de trucs. Il y avait aussi l'entreprise Nantex qui vendait des pneus et d'autres articles en caoutchouc comme des tuyaux. » **Jeannine**



La rue Lamoricière vue depuis le bas de la rue Dobrée - 1981

« La rue Lamoricière était une rue très commerçante, les magasins étaient à touche-touche tout le long. Il y avait une petite usine de savon aussi. Je passais devant quand j'allais à l'école, ça sentait mauvais. Elle a dû fermer dans les années 50 car à la fin de ma scolarité, elle n'existait plus. » **Jean - Claude R**

« Il y avait encore le bâtiment qui avait servi de séchoir à tabac quand je suis arrivé mais ce n'était plus en activité. Tout le toit était en bois, très aéré. Aujourd'hui, ce sont les appartements qui sont en face de la rue Maréchal-Gassion et du restaurant Côté jardin. » **Tony**

« En lieu et place de la clinique de la Croix-Rouge, il y avait les entrepôts Martini, l'apéro bien connu ! Les camions arrivaient par la petite ruelle derrière. Il y avait une petite porte à l'arrière où ils mettaient une échelle avec un tapis à rouleau et les gars mettaient les caisses de bouteilles dessus. Alors, nous gamins, on adorait aller voir ça. » **Alain P**

### 3 / L'école primaire André-Lermite et l'école maternelle Évariste-Luminais

#### Une des plus anciennes écoles primaires publiques nantaises

L'histoire de l'école primaire de la rue Évariste-Luminais commence le 1<sup>er</sup> octobre 1868 avec l'ouverture de trois classes destinées à recevoir trois cents élèves. Son développement pendant près d'un siècle s'effectue dans un quadrilatère délimité par les rues Arsène-Leloup, Évariste-Luminais, Lamoricière et Villars (anciennes rues des Coulées et Beaumanoir pour les deux premières).

Le 1<sup>er</sup> décembre 1866, le conseil municipal établissait le constat suivant : « Si l'on excepte l'école primaire du quartier des Ponts, installée dans un local provisoire, la Ville ne possède qu'une école appartenant à la Commune, c'est l'école professionnelle de la rue des Coulées, avec son annexe primaire. » L'assemblée municipale proposait alors de « transformer cette annexe en un établissement séparé beaucoup plus important qui serait construit sur une partie du terrain disponible à l'ouest des bâtiments de l'école professionnelle. La situation paraît bien choisie, attendu la proximité des quartiers populeux de la Fosse et de Launay. »

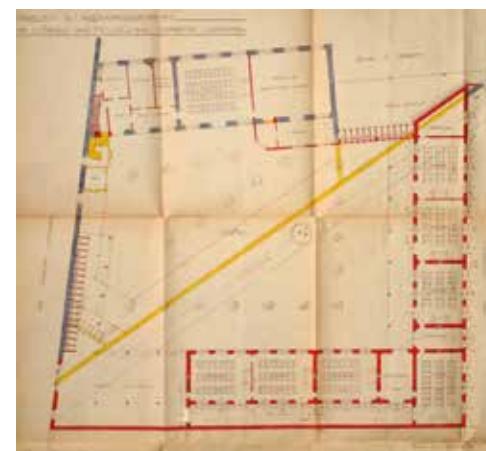
Voisin de la savonnerie Serpette, le premier bâtiment est construit au bord de la Chézine spécialement recouverte afin d'offrir des conditions de salubrité suffisante. Le rapport du premier directeur mentionne cent quarante-huit élèves inscrits et rappelle que « L'école communale Beaumanoir a pour but de donner aux enfants des classes les moins aisées de la société une bonne instruction primaire qui leur permettra dans l'avenir d'être des ouvriers honnêtes et intelligents. »



Entrée de l'école primaire André-Lermite, rue Évariste-Luminais - 2015



Plan de l'école professionnelle de la rue des Coulées - 1878



Projet d'agrandissement de l'école primaire de filles, sur l'autre rive de la Chézine... - 1908

Lorsqu'en 1877, le transfert de l'école professionnelle sur le boulevard de Launay est acté, la Ville décide d'affecter les locaux de la rue Arsène-Leloup à une école communale de jeunes filles, « école qui fait absolument défaut dans ce quartier. » La première rentrée est effective en 1882.

Vingt-sept ans après son ouverture, « l'école de garçons de la rue Beaumanoir reçoit une moyenne de quatre cent quatre élèves; elle n'a que cinq classes. (...) La réorganisaion de cette école, qui est la plus importante de nos écoles primaires, s'impose depuis déjà longtemps. » Pour remédier à cette situation, à moindre coût, la municipalité procède à un échange de locaux : l'école de garçons est transférée dans les locaux du 21, rue Arsène-Leloup occupés par l'école des filles et par une autre école qui reçoit « des garçons au nombre d'une cinquantaine et fait réellement double emploi avec l'école de la rue Beaumanoir » tandis que l'école des filles s'installe rue Beaumanoir.

Jusqu'aux années 30, les deux écoles sont progressivement agrandies. En 1900, l'école de garçons est toujours signalée comme étant la plus fréquentée de Nantes avec cinq cent quarante-et-un élèves. Deux nouvelles classes et un préau sont construits à ce moment et en 1931, on dénombre douze salles réparties sur deux niveaux.

Du côté des filles, la situation au début du siècle est similaire. En 1906, trois cent quatre élèves sont dénombrées et trente-sept de plus l'année suivante ; suite à la fermeture des écoles congréganistes dans le quartier, la directrice a dû refuser des enfants. En 1908, Francis Leray, architecte de la Ville dresse les plans d'agrandissement. Cette extension s'effectue au-dessus de la Chézine qui coule alors sous la cour de récréation et sur une partie du terrain de l'ancienne savonnerie Serpette entre la rue Villars et la rue Évariste-Luminais, actant la disparition des dernières traces de cette activité avec la démolition en 1910 d'une cheminée d'usine et de hangars.

Après la Seconde Guerre, l'ensemble scolaire est étendu jusqu'à la rue Lamoricière avec la construction d'une école maternelle.



Angle des rues Évariste-Luminais et Lamoricière, chantier de construction de l'école maternelle - 1953



Rue Évariste-Luminais, porche d'entrée de l'école de garçons sur lequel une plaque commémorative rappelle la déportation d'André-Lermite - 1952



L'école de garçons vue depuis la cour de l'école de filles - 1953



Classe de l'école maternelle - 1963

En 1911, une classe enfantine avait été ouverte dans l'école des filles. Au début des années 50, cent cinquante enfants sont reçus dans des baraquements provisoires attachés à l'école de la rue Évariste-Luminais. La Ville décide alors, dans le cadre de son programme de constructions scolaires, la création d'une école indépendante. Les travaux débutent en 1953 et au printemps 1954, le nouvel établissement avec sa « façade riante » et qui « compte cinq classes, deux salles de propreté, une salle de jeux et une salle de repos » ouvre ses portes « aux deux cents enfants qui y trouveront des locaux clairs, des installations modernes. »

C'est aussi après la guerre que l'école de garçons prend le nom d'André Lermite, rendant ainsi hommage à l'un de ses instituteurs arrêté dans sa classe et mort en déportation en 1942.

Avec la mixité dans les écoles à la fin des années 60, les locaux de l'ancienne école de garçons sont peu à peu abandonnés bien qu'une partie soit affectée aux activités de l'amicale laïque Évariste-Luminais - Lamoricière.

► « À partir de trois ans, en 1932, j'ai fait toute ma scolarité à Évariste-Luminais. C'était une école importante. C'était mélangé et il y avait une bonne ambiance. Je me souviens du professeur de couture avec qui on apprenait à faire de la broderie, des boutonniers, des surjets.

On passait notre certificat d'études et puis après, on allait soit en apprentissage dans une école professionnelle, soit au lycée. J'ai passé l'examen d'entrée du lycée Vial au moment du bombardement. Comme nous sommes partis à Vertou après, je n'ai pas pu y aller tout de suite. J'ai quand même pu faire la première année en comptabilité par correspondance et je suis allée à Vial après la guerre.

Mon mari aussi était à l'école Évariste-Luminais. Il habitait rue Desgrées-du-Lou. On était donc à l'école ensemble. Enfin pas dans le même bâtiment parce que ce n'était pas encore mixte. Nous, les filles, si on voulait aller voir les gars, il fallait aller à l'infirmerie !

Le jeudi, je restais à la maison mais pendant les vacances j'allais à la garderie de l'école. Après la guerre, j'ai fait des activités à l'amicale laïque. Je faisais du ping-pong et c'est comme ça que j'ai connu mon futur mari. » **Solange**

► « J'allais à Évariste-Luminais dans l'école de garçons. On était nombreux, on devait être une trentaine par classe. L'école des filles était en bas. Pour aller à l'école, c'était mixte mais une fois arrivé, chacun allait de son côté. C'était étanche !

Au moment du premier bombardement, j'étais en vacances dans la famille à Plessé. J'ai fini ma scolarité là-bas à treize ans. C'était une période mouvementée. Les écoles étaient réquisitionnées soit par les Allemands, soit pour mettre des malades. Alors on allait à droite, à gauche, là où on pouvait. À Plessé, j'ai retrouvé l'institut que j'avais à Nantes ! C'était le hasard.

Quand on est revenus à Nantes, il y a eu un passage creux parce qu'on était en âge de quitter l'école primaire et on n'a pas retrouvé les copains. Tout le monde partait dans des écoles différentes après. Ça a fait une coupure, tout était chamboulé. Surtout qu'à l'époque, la plupart partaient en apprentissage. » **Pierre**

« Évariste-Luminais, c'était une grosse école avec au moins six ou sept classes chez les filles. À chaque rentrée scolaire et à Pâques, on avait une tenue nouvelle et maman nous faisait des tabliers.

On y allait à pied avec d'autres enfants. De la rue Marcel-Schwob où nous habitions, on descendait Saint-Aignan, Mellinet, Belleville, Catinat, Beaumanoir, et on était rendus. C'était le plus simple et on n'avait pas le droit de passer par un autre chemin. Le midi, on rentrait et on faisait souvent le trajet avec une instit qui habitait un peu plus haut, rue Arago.

Après l'école primaire, mes deux sœurs sont allées à Vial et moi, j'ai fait un collège à Jean-Macé près de chez Armor. Comme on était quatre enfants à la maison, la directrice de l'école a dit qu'il fallait qu'on aille dans des écoles d'apprentissage pour travailler le plus vite possible. Je suis sortie de ce collège avec un CAP d'employée de collectivité. On nous faisait faire des stages tout à fait aberrants. On m'avait envoyée dans une usine route de Paris, les Batignolles. Dans la cuisine, j'avais des soupières, enfin des chaudrons, qui étaient plus lourdes que moi. Je n'arrivais même pas à les soulever ! Et la vaisselle... des kilomètres de vaisselle à faire ! C'était démoralisant. Quand j'ai eu mon CAP, une professeure m'a dit que je n'avais pas ma place dans ce domaine, que j'allais m'ennuyer. Elle m'a poussée à faire autre chose.



Classe de l'école de garçons - fin des années 60



Restaurant municipal à l'angle des rues Villars et Lamoricière - 1958



Fête de l'école, spectacle des enfants de l'école maternelle - juin 2012



Kermesse de l'école - années 80

J'ai donc passé un concours à l'école des Perrières à Saint-Jacques pour être jardinière d'enfants. Et ensuite, je me suis présentée au concours des auxiliaires de puériculture. J'ai eu mon diplôme et ça a bien marché. » **Marinette**

« À l'époque, dans les années 60, c'étaient encore les plumiers et les porte-plumes avec le petit bureau et l'encrier bien rempli. Ma première journée de CP, j'ai eu la bonne idée de souffler dans l'encrier et je me suis retrouvé le visage couvert d'encre bleue ! Ça a disparu au fur et à mesure de mon cursus du primaire parce qu'à la fin, c'étaient les stylos-bille, les bics quoi !

À partir du mois de mai, notre jeu à la récré, c'était de frotter des noyaux d'abricots sur le mur en béton de l'école. On les frottait jusqu'à ce que l'amande sorte pour que l'on puisse siffler dans le noyau. C'est comme ça qu'on passait nos récrés entre les matchs de foot ! » **Michel M**

« La cantine et la cuisine de l'école étaient dans le restaurant municipal qui était en face de l'école maternelle. On l'appelait « la patate électrique ». Je ne connais pas l'origine de ce nom mais j'ai toujours entendu dire ça. C'est vieux. » **Maurice**

« J'ai été enseignante et directrice à l'école maternelle Lamoricière de 1999 à 2011. L'école André-Lermite et l'école Lamoricière sont des écoles dites « à périmètre ouvert ». C'est-à-dire qu'on peut venir de n'importe où de Nantes, ce qui est le cas de très peu d'écoles maintenant puisqu'elles sont rattachées à un secteur. Donc il y a des enfants qui viennent de l'autre bout de la ville, de Bellevue ou de l'Île de Nantes. On en a même qui viennent de l'extérieur de Nantes avec des dérogations. Ce qui fait que la population est très mélangée. Dans les professions, il y a de tout. Ça va de la femme de ménage au médecin. On a donc les classes moyennes, les classes populaires mais aussi les classes très favorisées. » **Marie-Madeleine**

### L'amicale laïque

« Les activités de l'Amicale ont débuté en 1926 mais la déclaration en préfecture date du 6 mai 1928. Aujourd'hui, les activités proposées sont surtout en direction des enfants des deux écoles mais ça ne veut pas dire que l'on n'a pas d'enfants de l'extérieur. On prend tout le monde. Il fut même une époque où c'étaient les enfants de l'école privée qui étaient notre cœur de cible !

On propose de la danse pour les CP, CE1, CE2, du hip-hop et de la danse orientale pour tout l'âge élémentaire, des arts plastiques pour les CP-CE1, du piano en cours individuel et du baby-gym pour les petits de la maternelle. Pour les adultes, on a une grosse activité Pilates, un cours de zumba, de la danse orientale et du flamenco. L'Amicale a été jadis encore plus active. On a eu jusqu'à trois cent cinquante danseuses jusqu'en 2004.

L'amicale organisait la fête de l'école qui était très ambitieuse et très importante. De toute ma carrière, je n'avais jamais vu de fêtes d'école comme ça. Il y avait un

gros groupe de parents d'élèves qui venaient nous aider et qui en entraînaient d'autres. La fête se déroulait le vendredi soir. Chaque classe présentait un spectacle et tout autour il y avait une quantité de stands : pêche à la ligne, casse-boîte, une restauration et un bar importants, un stand de gâteaux, etc. Il y avait des gens du quartier, mais aussi de l'extérieur, des anciens élèves revenaient... C'était la fête du quartier ! » **Marie-Madeleine**



Affiche d'une fête de l'école - début des années 80

## 4 / La place René-Bouhier

Elle s'est d'abord appelée place de l'Entrepôt, du nom de l'entrepôt des cafés construit dans les années 1780, avant de se dénommer place Lamoricière après la mort du général en 1865 et enfin place René-Bouhier depuis 1922 en hommage à l'ancien directeur de l'école professionnelle.

Située à l'arrière du quai des Constructions, elle est depuis le 19<sup>e</sup> siècle un carrefour important, commandant l'entrée depuis la Loire des nouveaux quartiers résidentiels et industriels de Launay et de l'Entrepôt. Elle distribue aussi les accès, à l'est vers le quartier Graslin et à l'ouest, par la rue du Vieux chemin de Couëron, vers la Hautière et Sainte-Anne.

Entre 1886 et 1906, la couverture de la Chézine entre la place Canclaux et la Loire permet l'aménagement de la place ainsi que le prolongement des rues Lamoricière, de la Brasserie et Charles-Brunellière. Dans les années 1890, la place est agrandie pour accueillir un marché couvert, à l'emplacement du square actuel. À partir de 1905, le tramway reliant la gare d'Orléans à la place Mellinet la traverse. Les rails seront enlevés en 1958, permettant un réaménagement centré sur l'automobile. Mais le chantier le plus important – et le plus long – que la place ait subi, c'est celui du tunnel de chemin de fer. Les travaux, commencés en 1936, ne s'achèveront que dans les années 50.

### Quand la Chézine était un marécage

Autrefois la partie basse de la vallée de la Chézine, n'était qu'un vaste marécage. Depuis Procé, du fait de la pente très faible, son cours était sinueux et son lit était recouvert jusqu'au bas



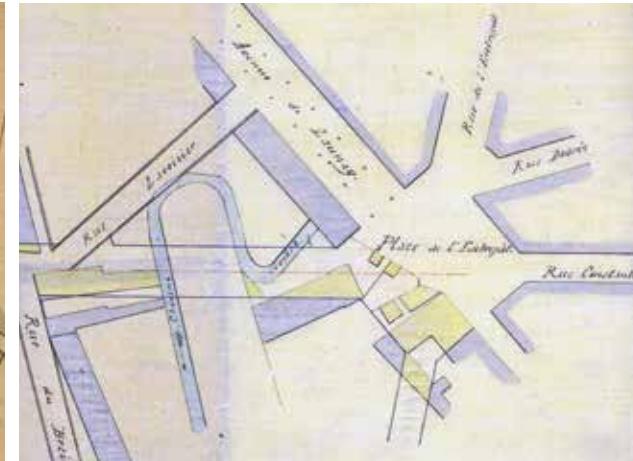
La place René-Bouhier vers les rues Lamoricière, Dobrée et Constantine - 2015



Extrait du plan Nantes par Lerouge représentant les terrains marécageux de la Chézine, futur emplacement du quartier de l'Entrepôt - 1766



Plan des terrains situés entre l'avenue de Launay et le quai de la Fosse - 1781



Prolongement de la rue de la Brasserie, extrait du plan d'alignement - 1870

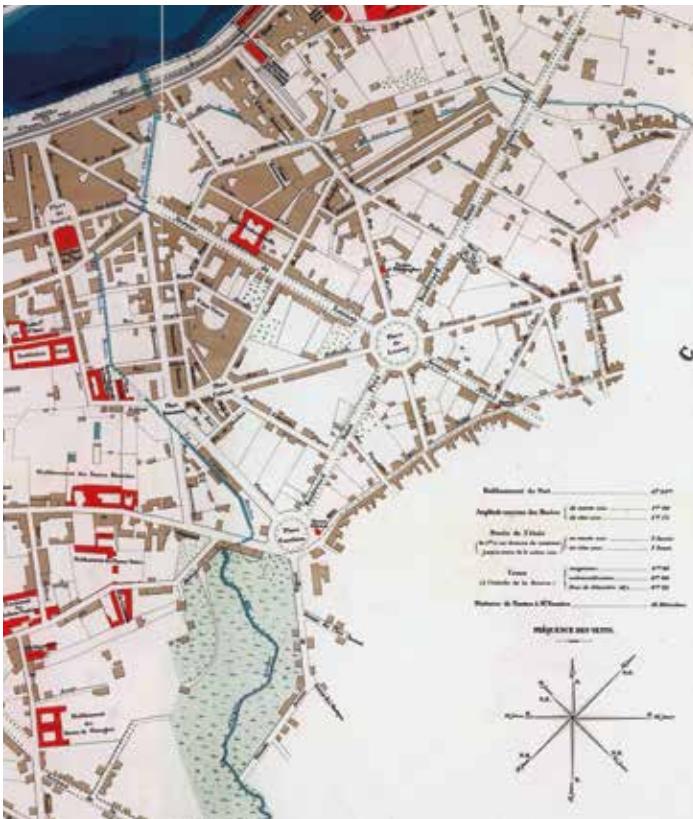


La place René-Bouhier vers le boulevard de Launay et la rue Lamoricière - début des années 60

de la rue de Gigant par les crues et les grandes marées. Son embouchure formait un immense marais qui s'étirait du Sanitat au coteau de l'Hermitage et que l'on dénommait « l'île de Chézine ».

Au début du 18<sup>e</sup> siècle, le maréchal d'Estrées, gouverneur de Nantes, et le maire Gérard Mellier font élever des remblais sur les rives du ruisseau, mais cette mesure s'avère vite inefficace. En 1779, l'avocat au parlement Guellard du Mesnil présente à la municipalité un projet consistant à creuser un nouveau lit à la Chézine et à la transformer en canal alimenté par les eaux de la Loire. Une initiative « *éconduite sans ménagement* », mais qui sera le déclic du futur projet du quartier de l'Entrepôt (*lire par ailleurs*).

Dans les premières années du 19<sup>e</sup> siècle, le marais de Chézine devient insalubre. La situation s'aggrave avec le développement du quartier de Launay et la création d'établissements industriels. Pour y remédier, la municipalité ordonne des curages qui se révéleront inopérants. Les plaintes de riverains se multiplient dans les années 1840 et 1850. Le marais est encombré d'herbes, de vases et de pierres qui entravent le cours de l'eau et le reflux de la marée. Le lavage du linge, pratiqué près du pont de la chaussée de l'Entrepôt et en amont du pont de Gigant, contribue à souiller la rivière. Les résidus de la savonnerie Serpette affluent à la rivière, ainsi que les rejets des conserveries de la Ville-en-Bois, véhiculés par le ruisseau de Launay. S'y ajoutent les eaux ménagères du coteau de Gigant et les trop-pleins des fosses d'aisance. Sans oublier, par temps d'inondations, les eaux chaudes de la raffinerie Cézard qui sont refoulées dans la Chézine... Bref, c'est le « *tout à l'égout* », mais à ciel ouvert et dans les pires conditions d'hygiène.



Extrait du plan du port de Nantes avec figuration du cheminement du cours de la Chézine 7 1889



Déviations de la voie ferrée: construction du tunnel place René Bouhier - 1938

En 1864, le conseil municipal propose un nouveau train de mesures : rectification du cours et augmentation de la pente, voûtements et établissement de regards, création de barrages. Mais ce n'est que vingt ans plus tard qu'un projet plus complet est adopté. Les travaux de recouvrement commencent en 1886 dans la partie aval et sont continués en 1890 jusqu'à la place Beaumanoir. Reste la section entre cette place et la rue de Gigant, qui sera réalisée à partir de 1906. En 1911, la question du recouvrement est définitivement réglée : la Chézine a disparu, réduite au rôle de grand égout collecteur des eaux usées de ce quartier très peuplé.

### Le cours voûté de la Chézine

Après son passage sous la rue de Gigant, un peu plus bas que l'intersection avec la rue du Boccage, la Chézine suit (côté est) la rue Alfred-Riom, tourne pour traverser la rue Lamoricière, passe sous les terrains de l'ancienne usine électrique, longe le coteau parcouru par la rue Arsène-Leloup, coupe la rue Dobrée qu'elle suit du côté sud. Ensuite elle passe sous la place René-Bouhier (côté nord), sous le square, suit la rue Le-Lou-du-Breil (côté ouest) et rejoint perpendiculairement la Loire.

### Une place animée

« Tout ce quartier était très commerçant. Sur la place René-Bouhier, il y avait le marché Lamoricière qui était ouvert tous les jours, la grande alimentation et la pharmacie qui est toujours là. » **Solange**



La place René-Bouhier et la rue Charles-Brunellières lors des inondations - janvier 1936



Entrée des garages de la SPIE, rue de la Brasserie - 1983

« À la place du square, il y avait le marché couvert où l'on trouvait de tout : boucherie, poissonnerie, légumes, etc. Sinon, il y avait plein de petites épiceries dans la rue Lamoricière et sur la place René-Bouhier. Le matin et le soir, il y avait de l'animation parce que beaucoup de gens du quartier partaient travailler à pied aux chantiers. Et quand ils rentraient du travail, ils s'arrêtaient pour faire leurs courses. » **Pierre**

« Je me souviens des pelotons de vélos et de mobylettes qui venaient de Zola et qui descendaient le boulevard de Launay. C'étaient des ouvriers qui descendaient pour aller aux chantiers. Ils passaient tous par la place René-Bouhier puis ils prenaient la rue Mathurin-Brissonneau pour aller travailler. C'était l'ambiance ouvrière quand même. » **Jean-Claude R**

« Mes parents sont venus vivre dans le quartier vers 1969 où mon père a installé une entreprise de transports et de déménagement à l'angle de la rue de la Brasserie et de la rue Mathurin-Brissonneau dans les hangars de Bafouin, un gros propriétaire du quartier. Il y avait une cour qui n'était pas fermée et des garages pour mettre la trentaine de camions. Une trentaine de conducteurs et de déménageurs travaillaient dans cette entreprise.

Il y avait d'autres transporteurs dans le quartier : Williamson dans la rue Babonneau et Lamoricière-Transport. Williamson était un des rares transporteurs à faire de l'internationale. Il ramenait des machines-outils d'Italie et de Yougoslavie. Ils ont été parmi les premiers à avoir des énormes camions. Après ils se sont diversifiés et ils ont fini par ne faire que de la location de véhicules. À l'origine, ils faisaient du transport de charbon. Ils allaient le chercher sur les quais et ils livraient les particuliers.

Les camions de la SPIE étaient aussi installés dans le quartier. C'était une grosse entreprise. Le matin, tous leurs camions étaient en double file pour l'embauche. Les transporteurs du quartier mettaient un sacré bazar sur la place René-Bouhier. Ça bouillait de camions, de klaxons, etc.

Avant l'ouverture de la pénétrante, une bonne partie de la circulation se faisait par le boulevard de Launay. Tous ceux qui venaient de la route de Vannes passaient par là pour rejoindre le MIN. C'était bruyant parce que c'était de jour comme de nuit. Il y avait aussi les trains qui passaient sous la place. Je les connaissais tous par cœur au bruit !

Aujourd'hui, à part la Poste, il n'y a plus rien des activités que j'ai connues. Ce n'est que de l'habitat et les gens qui travaillent dans le quartier, ce n'est que du travail de bureau. » **Nicolas**



### Du marché Lamoricière au square des Combattants d'Afrique du Nord

Les familles qui fréquentent aux beaux jours le square de la place René-Bouhier peuvent-elles s'imaginer qu'au même endroit s'élevait autrefois un marché couvert ? Une petite halle de Baltard à la nantaise...

En 1891, un ensemble de terrains et de constructions appartenant à la famille de Saint-Pern sur la place Lamoricière et aux abords sont mis aux enchères publiques. La Ville saisit l'occasion et se porte acquéreur. Ces terrains vont lui permettre de reprofiler la place en prolongeant les rues et d'établir, sur une large parcelle en forme de trapèze, un marché réclamé de longue date par les élus du secteur et les habitants de ce quartier proche du port.

On n'envisage pas pour autant une construction définitive, qui serait une « *grosse dépense* », mais une simple clôture et « *quelques auvents de bois* ». Deux ans plus tard, le nouveau maire, l'industriel Alfred Riom, voit plus grand et fait dresser les plans d'une construction métallique couvrant environ 572 m<sup>2</sup> et contenant soixante places. Le chantier débute en 1895 mais rencontre des difficultés techniques liées à la présence souterraine de la Chézine.



En 1907, après dix années de fonctionnement, le marché Lamoricière végète. Les clients sont rares et les étals peu nombreux malgré des droits de place moins élevés qu'ailleurs. Seuls les vendeurs installés à l'extérieur, bimboliers, merciers, marchands des quatre saisons et producteurs de la campagne, tirent leur épingle du jeu. La municipalité propose d'ouvrir deux nouvelles portes de part et d'autre de l'entrée principale. Mais l'insuccès se confirme. Il est même un temps question de transformer la halle en lavoir public.

Dans les décennies suivantes, le marché Lamoricière survit sans jamais vraiment sortir de sa torpeur. Entre les deux guerres, il devient chaque soir à la belle saison une sorte de criée à la sardine où les petits marchands ambulants viennent s'approvisionner. Le marché résiste aux bombardements de 1943, mais n'en a plus pour longtemps. Complètement délabré et toujours aussi peu fréquenté, il est abattu en 1945 dans une quasi-indifférence.

En 1949, la Ville commence à réfléchir au réaménagement de l'espace libéré en jardin d'enfants. Ce dernier ouvre en 1952. Jusqu'en 1978, ce jardin public sera d'abord banalement appelé « square (de la place) René-Bouhier ». Lorsque la municipalité Chénard décide de lui donner la dénomination de « square du 19 mars 1962 », date du cessez-le-feu en Algérie au lendemain des accords d'Évian, une vive polémique éclate au sein des associations d'anciens combattants, au point que la plaque sera en partie arrachée par « trois parachutistes offusqués ». La municipalité Chauty, élue en 1983, s'était engagée à « réparer l'outrage ». Le square est donc débaptisé et porte, depuis, le nom de « square des Combattants d'Afrique du Nord ».



Le square et sa patinoire - milieu des années 50

► « On allait tout le temps dans le square René-Bouhier. Beaucoup de gamins venaient jouer aux billes, au ballon. Ils venaient de toutes les rues autour pratiquement sauf de Mellinet. On n'a pas connu des gens de Mellinet, ils étaient plus bourgeois dans ce quartier-là.

À l'époque, dans le square, il y avait le bassin et c'est tout. Il attirait beaucoup de monde parce que c'était l'époque où chacun amenait ses petits bateaux. C'était à celui qui avait le plus beau bateau, c'était un peu une compétition. Il y avait aussi beaucoup d'arbres. On pouvait donc jouer à cache-cache et à des tas de jeux. On faisait même des cabanes, ce n'était pas interdit. C'était vraiment un terrain de jeu.

Il y avait les clochards aussi qui venaient. Ils amenaient leur cabane ou leur toile et ils couchaient là. Nous, ça ne nous dérangeait pas. » **Jean-Claude R**

► « Il y avait beaucoup de clochards place René-Bouhier. Ils étaient dans le square, dans la rue. Certains allaient dormir dans les camions de mon père ! Les employés les retrouvaient le matin et ils les ramenaient dans le parc avec une brouette. Il y avait pas mal d'anciens ouvriers agricoles ou des gens paumés. Ils n'avaient plus rien. » **Nicolas**



Employés de la société de transports reconduisant un clochard dans le square - 1977



La place Lamoricière entre les rues Dobrée et Constantine avant la construction du cinéma - début du 20<sup>e</sup> siècle



Le Grand cinéma Lamoricière - années 20



La rue Lamoricière et l'entrée du cinéma Le Majestic à l'angle de la rue Dobrée - 1936

### Du Grand cinéma Lamoricière au Majestic

En 1911, un capitaine de frégate en retraite suggère à la Ville de créer un square à la place de l'immeuble démoli place Lamoricière entre les rues Dobrée et de Constantine. L'administration ne donnant pas suite, le Grand cinéma Lamoricière est alors construit à cet emplacement.

Surfant sur la vague d'ouverture de salles de quartier après la Première Guerre mondiale, MM Brosseau et Fagot font édifier, en 1921, un cinématographe à l'angle de la place Lamoricière et des rues Dobrée et de Constantine. L'établissement ouvre le 7 décembre 1921 sous le nom de « Grand cinéma Lamoricière ». L'entrée donne sur la place, la cabine de projection est située côté rue Dobrée, l'écran côté rue de Constantine. De la salle on peut accéder à un petit jardin en triangle.

En 1929, le gérant du cinéma, M. Faudot-Pringault, fait agrandir la salle en la surélevant et en y construisant une galerie. Le cinéma compte alors plus de neuf cent cinquante places. Il change de nom dans la foulée : on ira désormais au « Majestic ».

Mis en liquidation judiciaire le 14 janvier 1932, le Majestic rouvre le 15 avril suivant avec un nouveau gérant, M. Pestel, qui demande à la Ville l'autorisation « de faire circuler en ville une voiture-réclame et de procéder à cette occasion à une distribution de prospectus sur la voie publique ». Le fin des années trente est marquée par les pétitions de voisins se plaignant des « bruits extérieurs provenant du haut-parleur de la cabine cinématographique ». Malgré de multiples mises en demeure, le directeur du cinéma, pestant contre « la tracasserie administrative », se refusera à baisser le son.

La fin des années soixante sera fatale à de nombreux cinémas de quartier : Le Vox, rue de la Bourdonnais, se transforme en bowling en 1966 puis en entrepôt dans les années soixante-dix ; en 1968 et 1969 vont fermer l'Olympic, le Rex, le Pax, le Ranzai et le Trianon. Le Majestic, lui, cesse son activité à la fin de l'année 1970 avec la projection du film « Le bourgeois gentil mec ».

Pendant plusieurs années, le vieux cinéma de la place René-Bouhier, que semblait surmonter le dôme de l'église Notre-Dame-de-Bon-Port, arborera sur sa façade la pancarte « À VENDRE ». Jusqu'à l'intervention des bulldozers à l'été 1978, pour faire place à un immeuble de quatre étages construit par la Compagnie immobilière parisienne.

► « Le Majestic, on l'appelait plutôt « Le Lamoricière ». J'ai vu Blanche-Neige dans ce cinéma. Je m'en souviens parce que j'avais eu peur de la sorcière ! Il y avait aussi le Vox en haut de la rue de la Bourdonnais. C'étaient des cinémas de quartier. Dans le centre-ville, il y en avait plein. L'Apollo était le plus réputé car il y avait un balcon, des spectacles avec orchestre... » **Madame Lavandier**

► « Dans le quartier, il y avait Le Vox, Le Majestic, Le Moderne, rue de la Convention qui est devenu Le Concorde et L'Olympic, place Jean Macé. Des fois, on allait au Royal du côté de la rue de Bréa mais ça nous paraissait déjà plus loin. Le dimanche, les gens allaient au cinéma. C'était le même film pour tout le monde puisqu'il n'y avait qu'une salle. Il y avait plusieurs séances mais c'était le même film. Avant, c'était long quand on allait au cinéma parce qu'il y avait un documentaire, les infos, l'entracte et le film. Pendant l'entracte, les dames venaient proposer des chocolats. J'y allais avec ma mère, c'était l'époque des films à grand spectacle sur l'Antiquité. » **Annie**

► « On allait au cinéma le soir en fin de week-end. Sur la place, on avait Le Majestic. Il a fermé dans les années 1970 et aujourd'hui, il y a une banque. J'y allais souvent, ce n'était pas cher. Il y avait des westerns et nous, les jeunes, à cette époque-là, on était attirés par cette mode « cow-boy ». Il y avait pas mal de trucs français aussi avec Jean Gabin. » **Tony**

### Les inondations

► « Quand il y avait des inondations, on allait à l'école ou faire les courses sur des pontons. La plus importante a été

celle de 1936 mais il y en avait régulièrement. L'hiver, le café de l'Industrie qui était un peu en contrebas était souvent inondé. Il a fallu attendre que la Chézine soit couverte pour qu'il n'y ait plus d'inondations dans le quartier. » **Pierre**

► « La Chézine passe au 6, rue Lamoricière. Je me souviens d'un monsieur qui pêchait chez lui parce que la Chézine passait dans sa cave ! Maintenant, c'est fermé. Ils l'ont totalement recouverte. » **Tony**

► « Jusque dans les années 80, la Chézine pouvait encore inonder le quartier quand il y avait de forts orages. J'ai le souvenir de la rue Alfred-Riom inondée dans les années 80. Depuis, un déversoir des eaux de pluie a été fait place René-Bouhier et il n'y a plus d'inondations. » **Madame Pichon**

► « À la place de l'ancien cinéma, ils ont fait un énorme siphon souterrain afin de réguler l'eau entre Zola et le quai de la Fosse. Autrefois, quand il y avait une grande marée de 100 à 120, l'eau montait et les caves étaient inondées. » **Nicolas**



### Vivre dans le quartier

► « Je suis arrivée en août ou septembre 1950 au 3, rue Mathurin-Brissonneau où j'ai tenu une épicerie jusqu'en 1962. Le commerce existait déjà et c'était le seul de la rue Brissonneau. Mon mari allait à son travail et je tenais l'épicerie seule. Fallait bien travailler à deux pour s'en sortir !

On vendait des produits d'épicerie comme du café, de la charcuterie et des légumes du jour. Pour la charcuterie, un charcutier de Vay venait me ravitailler deux fois par semaine. Et pour les légumes, j'allais au Champ de Mars à pied avec une remorque deux fois par semaine aussi. J'en revenais des fois avec un chargement assez lourd, surtout quand c'était le moment des pommes de terre nouvelles ! On n'a pas eu que du bon temps tout le temps. Aller à pied, revenir à pied, etc. Je vous assure que quand l'hiver était dur, ce n'était pas de la rigolade. Des fois un de mes fils venait avec moi pour m'aider et on prenait le jeunot avec nous. Il s'asseyait dans la remorque et on avait à le traîner en plus !

J'avais de bons clients que je connaissais bien. C'étaient des gens du quartier. Il y avait un peu de tout mais c'étaient surtout des ouvriers quand même. Je n'ai pas perdu trop d'argent quand j'ai quitté. Il y avait des commerces qui perdaient de l'argent parce que les gens n'avaient pas de sous et ils prenaient tout à crédit. Alors pour se faire payer, ce n'était pas de la rigolade.



J'ai arrêté l'épicerie au moment où les gros groupes commerçants ont commencé à ouvrir. Une supérette s'est installée dans le bout de la rue et elle a commencé à nous faire concurrence. Les petits commerces disparaissaient à tour de rôle. On était obligés de fermer parce qu'on ne travaillait plus assez. Après l'épicerie, j'ai fait des ménages et je gagnais mieux ma vie.

On habitait au-dessus de l'épicerie. On n'était pas trop bien logés ! Notre logement donnait sur la rue. Il y avait une petite cour à l'arrière avec des petits immeubles de deux étages. On avait une cuisine en bas et une chambre en haut. La chambre était très grande alors on avait mis les enfants d'un côté puis nous de l'autre, séparés par un grand rideau. Il n'y avait pas de salle de bains, même pas de lavabo. Il y avait juste la cuisine pour nous débarbouiller ! Les toilettes étaient sur le palier ou en bas dans la cour. Après, quand on a quitté l'épicerie, on a pris un autre logement sur le même étage mais qui donnait sur la cour. » **Anne-Marie**

► « Je suis né au 17, rue Dobrée où il y a actuellement la maison de retraite. Mes parents étaient ouvriers agricoles à Plessé. C'était la misère alors ils sont venus à Nantes en 1925 pour trouver du travail. C'était l'époque où l'on arrêta l'école à 12 ans, ils n'avaient donc aucune formation. Quand ils ont emménagé rue Dobrée, ma mère faisait des ménages



La place René-Bouhier et la rue Mathurin-Brissonneau lors des inondations - janvier 1936



La place Lamoricière entre les rues Dobrée et Constantine - années 50

et mon père travaillait dans une entreprise du bâtiment, rue de Bel-Air. Ensuite, il est entré aux Chantiers de Bretagne. Il y avait des emplois dans ce secteur à l'époque.

L'immeuble donnait sur la rue Dobrée et sur la rue de Constantine. Il était dans une cour d'usine avec des gens bien pauvres puisqu'on l'appelait « La cour des miracles ». L'usine, une entreprise de bâtiment, était dans le fond de la cour. Les ouvriers faisaient leur ciment à la pelle sur place et ils le portaient ensuite avec des charrettes à bras sur le chantier. Il y avait une autre usine en face où ils tapaient sur des tuyaux toute la journée. Il y avait un bruit infernal.

Mes parents ont toujours vécu à cette adresse. Et moi, j'y suis resté jusqu'en 1961 parce qu'après mon mariage, on a eu un petit logement. Ce n'étaient que des logements d'une pièce. En tout, il devait y en avoir vingt ou vingt-cinq. En 1961, nous avons acheté un appartement sur le boulevard de Launay en face du lycée Leloup-Bouhier. Je suis resté dans le

quartier parce que je travaillais aux ACB. Ensuite, on est partis dans une maison à la Bottière quand j'ai cessé mon activité professionnelle en 1987.

Globalement dans le quartier on trouvait des secteurs très bourgeois et d'autres plutôt pauvres et même très pauvres. Boulevard de Launay, c'était plutôt bourgeois mais quand on allait dans les rues à l'arrière c'était plutôt ouvrier. La rue Lamoricière était coupée en deux. D'un côté, entre la place René-Bouhier et la place Beaumanoir, c'était populaire et dans la partie qui remontait jusqu'à la rue de Gigant, c'était très bourgeois. La rue Dobrée, c'était pareil. Le haut était bourgeois et le bas était pauvre. Il n'y avait pas de mélange. De toute façon, il n'y avait pas beaucoup d'atomes crochus entre les deux catégories puisque de fait on n'a pas le même standing, ni la même éducation. Dans les milieux ouvriers, la plupart du temps, au moins les neuf-dixièmes, on s'arrêtait au certificat d'études et on partait en apprentissage. » **Pierre**

## 5 / Le lycée technique Leloup-Bouhier

**1834 - 2014 : deux dates et une école ; l'école Launay, appelée ainsi à partir de 1882 car située au 11, boulevard de Launay. Le nom Leloup-Bouhier lui est donné en 1935 en hommage à deux de ses anciens directeurs : Arsène Leloup et René Bouhier.**

L'histoire du lycée commence en 1834. S'intéressant aux besoins de l'industrie et posant les bases de l'enseignement technique, sa création sous forme d'école primaire supérieure (EPS) fut très novatrice. En application de la loi Guizot du 28 juin 1833, le principe de son ouverture est décidé par la municipalité de Ferdinand Favre le 3 septembre 1833. Ce projet est confirmé par une délibération du 6 janvier 1834 approuvant le financement par la Ville.

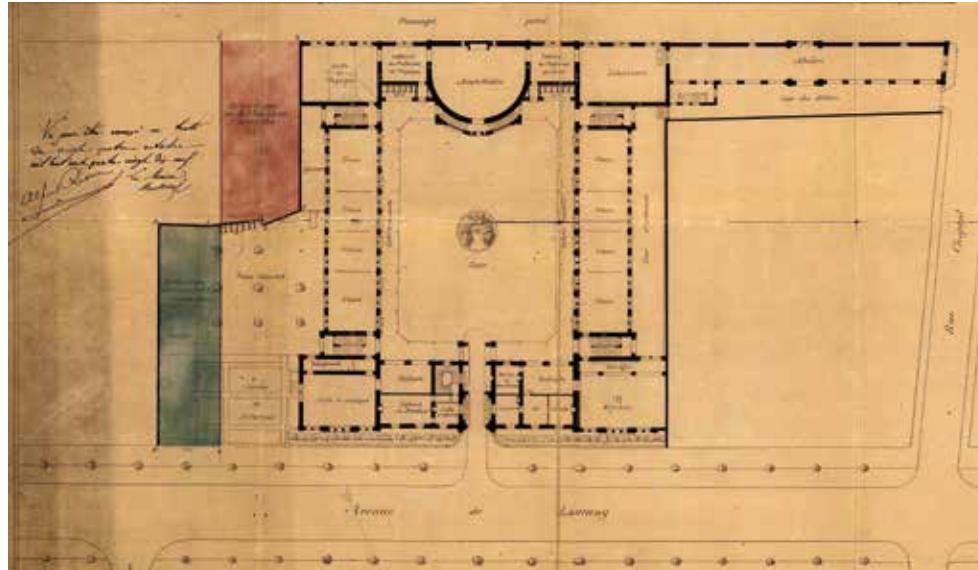
Organisant l'enseignement primaire, la loi Guizot distingue l'instruction primaire élémentaire qui « comprend nécessairement l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française et du calcul, le système légal des poids et mesures » et l'instruction primaire supérieure qui comprend des éléments de mathématiques, de sciences de la nature, d'histoire et de géographie. Les notions plus avancées seront étudiées « selon les besoins et les ressources des localités. » Obligatoire dans les villes de plus de six mille habitants, la création des EPS visait à offrir aux classes moyennes un enseignement au-delà du primaire mais en-deçà du secondaire classique.



Façade - 2015



Affiche présentant le programme des études pour les quatre années de scolarité - 1855



Plan du rez-de-chaussée de l'École professionnelle - 1899



Façade de l'École pratique de commerce et d'industrie, boulevard de Launay - début du 20<sup>e</sup> siècle



Façade de l'amphithéâtre vue depuis le porche d'entrée - années 30

L'école ouvre ses portes le 2 novembre 1834 dans un modeste local au 49, rue Saint-Léonard avec soixante élèves. Dès la fin de la première année, les effectifs atteignent quatre-vingt-dix élèves puis autour de cent cinquante les années suivantes. La scolarité est organisée sur trois ans. Arsène Leloup, pharmacien, est nommé directeur. Il le restera jusqu'en 1853.

L'EPS de Nantes, la première créée en France, se distingue des autres EPS par un financement généreux de la Ville permettant des salaires attractifs pour les professeurs mais également par une organisation pédagogique originale. L'enseignement est confié à cinq professeurs spécialisés. Également professeur, Arsène Leloup est chargé des éléments de physique, de chimie et d'histoire naturelle ; la chimie et ses applications industrielles étant une priorité dans la formation. La Ville s'intéressera de très près à l'école jusqu'en 1920, date de son rattachement au ministère de l'Instruction publique.

Le local de la rue Saint-Léonard devient très vite trop petit : la scolarité portée de trois à quatre ans, la création d'un laboratoire de chimie et d'un atelier de modelage et de coupe de pierre ainsi que les collections du Musée industriel annexé à l'école nécessitent de nouveaux locaux.

En 1840, l'école s'installe rue des Coulées qui deviendra la rue Arsène-Leloup en 1884 en hommage au fondateur de l'école. La volonté d'adapter l'enseignement de l'école aux besoins industriels locaux confirme sa vocation d'enseignement professionnel. C'est pourquoi, en 1852, l'EPS est rebaptisée École professionnelle communale.

En 1871, après une période parsemée de difficultés, René Bouhier est nommé directeur. Son action jusqu'en 1893 permet de le considérer comme le second créateur de l'école. C'est sous sa direction que l'école est reconstruite boulevard de Launay en 1881.

À partir de 1880, l'exiguïté des locaux de la rue des Coulées ne permet plus en effet d'accueillir dans des conditions décentes l'effectif de deux cent quatre-vingt-neuf élèves. La municipalité Lechat décide alors la reconstruction de l'école au 11, boulevard de Launay et confie sa réalisation à l'architecte en chef de la Ville, Antoine Demogot, auteur à ce titre de nombreux locaux scolaires. Ce dernier conçoit un bâtiment qui s'inscrit dans le courant de l'architecture scolaire de la III<sup>e</sup> République et dans l'éclectisme. Ainsi, son projet se présente comme un « *plan parfaitement symétrique et régulier composé d'un premier corps de bâtiment en façade sur l'avenue de Launay (...), d'un deuxième corps de bâtiment en façade sur la rue de la Raffinerie et relié au premier au moyen de deux ailes séparées par une vaste cour intérieure (...).* Au total, les corps de bâtiments principaux couvrent 1 750 m<sup>2</sup> et disposent de 2 550 m<sup>2</sup> de cours, l'aile des ateliers 270 m<sup>2</sup> avec une cour de 225 m<sup>2</sup>. »

Sur le boulevard de Launay, le porche monumental formant pavillon est voûté et surmonté d'une horloge. Il est encadré symétriquement de deux ailes abritant les locaux administratifs. Les façades présentent des assises alternées de briques, pierres blanches et ardoises. Le bâtiment en fond de cour rassemble les éléments essentiels de l'établissement : l'amphithéâtre, les cabinets de physique et de chimie et à l'étage les « musées » – consacrés à l'industrie, la technologie, l'histoire naturelle et l'agriculture – qui renferment les collections pédagogiques.

L'amphithéâtre de quatre cents places dont l'hémicycle débordé sur la cour est situé au centre de la composition. Le nouvel établissement reçoit les premiers élèves pour la rentrée de 1882.

À partir de 1887, dans le sillage de la réorganisation des programmes mise en œuvre par les lois sur la gratuité de l'enseignement, trois sections sont créées : section générale préparant aux concours de l'administration, section industrielle et section commerciale. Quelques années plus tard, en 1904, l'école professionnelle devient École pratique de commerce et d'industrie. Son effectif passe de 183 à 245 élèves entre 1904 et 1911. En 1907, la Ville avait acheté l'hôtel Bossis situé rue Chaptal afin de construire de nouveaux ateliers.



Élèves dans la cour de l'école - années 30

Après la difficile période de la Première Guerre mondiale, l'école qui pendant longtemps avait formé essentiellement des employés de l'administration et du commerce, s'oriente vers les emplois de l'industrie.

En 1934, l'école fête son centenaire. L'effectif s'élève alors à quatre cent soixante-et-un élèves. Mais, le tableau dressé par le directeur Perrin présente une école exigüe et en mauvais état : « Ce total (d'élèves) n'avait jamais été atteint jusqu'ici. Il est impossible de le dépasser si l'on ne construit pas d'abord de nouvelles salles, et si l'on n'augmente pas ensuite le personnel enseignant. (...) Les deux bâtiments situés à l'est et à l'ouest de la cour sont dans un état pitoyable. (...) La plus grande part du mobilier scolaire, vieux de plus de 50 ans ne tient plus... Les classes sont encore chauffées avec des poêles, ce qui est sale, dangereux... Bref, il y a nécessité urgente d'agrandir. » Ce vœu ne sera exaucé qu'après la guerre.

En 1942, l'école devient le Collège d'enseignement technique Leloup-Bouhier mais se heurte toujours au manque de place. En 1955, il est question d'abattre le bâtiment et de le remplacer par un bâtiment à trois étages. L'amphithéâtre existe toujours mais lui aussi va disparaître pour faire place à un bâtiment moderne d'un étage. Ces constructions qui permettront de créer des salles de classes, des préaux, interviendront au cours des années suivantes.

En 1963, les sections industrielles sont transférées dans le nouvel établissement de la Chauvinière. Le CET du boulevard de Launay est désormais consacré aux sections commerciales sous la tutelle du lycée Vial. Les locaux sont alors considérablement remaniés. L'école devient un établissement autonome en 1973. Son premier proviseur, Madeleine Gruet exercera ses fonctions avec dévouement jusqu'en 1990. Entre-temps, le collège est devenu Lycée d'enseignement professionnel en 1975 (la réforme Haby relative au collège unique ayant supprimé les CET).

Au cours des années 70 et 80, le lycée est marqué par la création d'une section pour handicapés moteurs et sensoriels en 1974, l'ouverture d'une cantine en 1981 et la création d'un gymnase qui prennent place avec le centre de soins de l'APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés) dans les anciens ateliers d'ajustage sur la rue Chaptal tandis qu'un CDI est ouvert dans l'ancien atelier de forge serrurerie de la rue Frédéric-Kuhlmann.

En 2014, l'établissement du boulevard de Launay ferme ses portes après le transfert de ses classes dans le nouveau Lycée international de L'Île de Nantes. Cent quatre-vingts ans après sa création, l'histoire de Leloup-Bouhier s'achève donc après avoir formé des générations de Nantais qui pendant longtemps ont pu se retrouver au sein de l'association de l'Amicale des anciens élèves de l'école Launay. Créée en 1876, cette dernière avait pour objectifs de « renouer et entretenir les relations de bonne amitié qui se sont formées à l'école », d'« exercer un patronage sur les élèves sortants, afin de leur rendre plus facile le choix d'une profession et de favoriser leurs débuts dans la carrière où ils désirent entrer », de « venir en aide aux anciens élèves malheureux, en leur procurant les ressources dont pourra disposer l'Association ». L'association comptait encore mille cinq cents membres en 1954.

### Élèves à Leloup-Bouhier

► « J'ai passé trois ans à Leloup-Bouhier entre 1945 à 1948. Avant, j'étais à l'école primaire du quai Hoche car j'habitais rue Grande-Biesse. Mon père était chauffeur-livreur chez Byrrh, quai Magellan.

J'avais passé le concours d'entrée à Livet. Je n'ai pas été reçu mais ça m'a donné le droit de rentrer à Launay. On y entrait après le certificat d'études à 14 ans mais à cause de la guerre, j'étais plus âgé. J'étais en section industrielle pour une formation d'ajusteur.



Élèves en cours de dessin - années 30

Il y avait trois sections industrielles et une section commerciale. Comme métiers, il y avait ajusteurs, tourneurs, fraiseurs, garagistes, chaudronniers, menuisiers, électriciens. On passait le CAP en même temps que le BEI, le Brevet d'enseignement industriel. On avait une formation générale plus poussée que ceux qui ne faisaient que de l'apprentissage. En CAP, les élèves ne faisaient que de l'ajustage alors que nous, en BEI, on faisait du mortaisage, du tour, du fraisage. On faisait un tas de choses. On touchait à tout et cela nous permettait d'évoluer après dans le travail.

Il n'y avait pas d'apprentissage en entreprise. La moitié des cours se passait dans les ateliers. Il y avait des courroies partout, des grosses machines. L'école avait beaucoup de matériel. Après, ces ateliers ont été transformés en gymnase, en cantine, en bibliothèque.

À mon époque, il n'y avait pas de cantine, ni d'internat et le gymnase donnait sur le boulevard. Il y avait un concierge qui vendait des petits pains à la récré du matin pour compléter son salaire. Un jour, il avait fait quelque chose qui n'avait pas plu aux élèves et il y avait eu une « grève des petits pains ». Il s'était retrouvé avec tout son stock non vendu!

EMPLOI DU TEMPS  
4<sup>ème</sup> Année - Section C

JOURS	8 <sup>h</sup> à 9 <sup>h</sup>	9 <sup>h</sup> à 10 <sup>h</sup>	10 <sup>h</sup> à 11 <sup>h</sup>	11 <sup>h</sup> à 12 <sup>h</sup>	12 <sup>h</sup> à 13 <sup>h</sup>	13 <sup>h</sup> à 14 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup> à 15 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup> à 16 <sup>h</sup>	16 <sup>h</sup> à 17 <sup>h</sup>	17 <sup>h</sup> à 18 <sup>h</sup>	Observations
Lundi	atelier	atelier	atelier	atelier	lect. expl.	Geom. Outils	études phy.	physique			
Mardi	neant	dessin d'art	dessin industriel	atelier	atelier	atelier	atelier				
Mercredi	chimie	atelier	atelier	atelier	arithmétique	géométrie	dessin industriel				
Jeudi	atelier	atelier	technob.	neant	neant	neant	neant	neant			
Vendredi	lect. expl.	Géographie	Arithmétique	géométrie	neant	plein air	plein air	neant			
Samedi	atelier	atelier	atelier	atelier	Comp. scis.	histoire	étude phys.	neant			

Emploi du temps extrait d'un carnet de correspondance - année scolaire 1945 - 1946



Élèves dans l'atelier de chaudronnerie - années 30

Les élèves venaient de tout Nantes et de la région. Il n'y avait que des garçons ! C'était interdit aux filles, surtout à l'époque ! Les filles étaient à Vial.

On avait un emploi du temps chargé. On travaillait du lundi au samedi, de 8 heures à 18 heures. On n'avait que le dimanche et le jeudi après-midi de libre. Et encore, le jeudi après-midi, on allait faire du sport au Petit-Breton.

Beaucoup de maîtres d'atelier étaient recrutés dans le secteur de l'industrie. Il y avait aussi des anciens élèves qui devenaient profs. Le professeur qui m'a le plus marqué était un professeur de français. Ce prof était méridional. Il avait été prisonnier pendant la guerre et il avait écrit un livre sur la vie de prisonniers qui s'appelait « Nous n'étions que des hommes ». Il s'appelait Michel-Aimé Baudouy. Il m'avait repris tout le français en première année. À l'école où j'étais avant, on mettait l'accent sur les maths, pas sur le français. Comme il y avait surtout des enfants d'ouvriers, on trouvait que c'était plus utile pour eux de savoir compter...

Après les trois ans de formation, on obtenait un BEI. Il y avait une remise de diplômes officielle qui se déroulait dans le fameux amphithéâtre. C'était un joli bâtiment. Il a été démoli depuis. Tous les trimestres, on était réunis dans cet

amphithéâtre pour le classement des élèves. On était soit félicités, soit rappelés à l'ordre.

Après le BEI, soit on allait travailler dans les usines nantaises, soit on allait ailleurs, soit on continuait. Moi, j'avais demandé à mes parents de faire une quatrième année, car en 1948, c'était la première fois qu'il y en avait une pour pouvoir passer un bac industriel. Mes parents n'avaient pas voulu, c'était une question de finances.

Il y avait une Amicale d'anciens élèves. J'en faisais partie. Il y avait un bulletin annuel pour garder le lien et un service de placement avec une permanence le premier et le troisième dimanche de chaque mois pour recevoir les offres et les demandes d'emploi. En 1958, ça fonctionnait encore.

À l'époque, après le lycée, ce n'était pas un souci pour trouver du travail, il y en avait partout. Par exemple, vous débauchiez à 18 heures et à 17 heures, vous alliez voir le chef: « Chef, demain, tu ne me revois plus ! » et le chef répondait: « D'accord ! »

Quand je suis sorti, j'ai trouvé du travail à la Nantaise de Fonderie où j'ai fait toute ma carrière. J'ai tout fait dans cette entreprise sauf ajusteur ! J'ai été traceur longtemps. Après, j'ai travaillé sur les hélices, le modelage. » **Robert Le**

### Jacques Demy

« J'ai bien connu Jacques Demy car nous étions dans la même classe. Nous étions ensemble en enseignement général. Il n'y avait qu'en atelier qu'on était séparés car lui faisait une formation de garagiste. Son père tenait un petit garage dans l'allée des Tanneurs et il voulait que son fils prenne sa suite.

Comme il n'y avait pas de cantine, je faisais une partie de trajet à vélo avec lui le midi avant de rentrer manger. On faisait tranquillement un bout de chemin, puis on se quittait. Il filait et moi, je traversais la Loire.



Classe avec Jacques Demy - 1947

Il était déjà mordu de cinéma. À l'époque, il recrutait ses copains d'école pour tourner des petits films. Son père lui avait offert une petite caméra et on faisait du cinéma avec lui le jeudi ou le samedi après-midi. Chacun avait son poste, on était soit derrière la caméra, soit devant. Il avait fait un petit film avec nous sur les marches de Saint-Anne.

En 1948, il a eu son CAP de mécanicien-garagiste et après, il est parti dans une école de cinématographie à Paris.

Je ne l'ai revu qu'une seule fois. Un gars avait fait un livre sur lui et il était venu le présenter à la librairie Vent d'Ouest. J'étais avec un copain qui me dit : « Tu connais Jacques Demy ? » Je dis : « Oui, on est allés à l'école ensemble. » On est donc allés le voir le soir. Je me suis fait connaître et je lui dis « Mais dis-donc, on était copains autrefois ! » Et lui me répond : « Ah, c'est vrai, c'est vrai ! » Il a donc mis un petit mot en signant le bouquin. C'est la dernière fois que je l'ai vu parce qu'après il est décédé. » **Robert Le**

► «Après le certificat d'études, je suis entré au collège technique Leloup-Bouhier en 1956 pour devenir dessinateur industriel. L'enseignement était réputé. C'est mon ancien instituteur qui m'a emmené avec sa voiture passer le concours d'entrée à Livet et à Launay.

Je me souviens de certains professeurs comme celui de mathématiques. Il avait une allure de garde-chasse avec ses bottes et sa baguette. Au tableau, on avait trente secondes pour répondre à je ne sais quelle formule. Avec lui, c'était 20 ou 0. On savait ou on ne savait pas. Mais quand le cahier était bien tenu, on avait droit à un 6 !

Il y avait aussi le professeur d'éducation physique qui était masseur au FC Nantes. Il était ceinture noire de judo. Dans la salle de sport on était en rang comme à l'armée et il passait entre nous. Gare à celui qui avait omis d'enlever sa montre ou autre chaîne... Un aller-retour de gifles chauffait nos joues. C'était expéditif !

Après mon diplôme, j'ai travaillé dans une usine, rue Lamotte-Piquet, où j'étais ajusteur. On faisait des pièces pour les sous-marins. J'étais souvent à la fraiseuse ou sur un tour. Le matin, on commençait à 7 heures. Comme j'étais aussi musicien, des fois, je rentrais des bals vers 4 heures et demi du matin et il fallait que je pointe à 7 heures pile ! Un jour où je n'avais dormi que deux heures, la fraiseuse qui était réglée au centième près a un petit peu dérapé. Le chef d'atelier vient pour voir ce qui se passe... La pièce avait bougé et le lendemain, j'étais viré. C'était expéditif ! »

**Jean-Paul**

« J'ai fait tout mon primaire à l'école de la rue Lamoricière. Pour le secondaire, je suis allé au lycée Leloup-Bouhier. À l'époque, on l'appelait le lycée Launay.

On suivait des cours techniques et on pratiquait en atelier. On avait deux jours d'atelier dans la semaine où on travaillait avec des tours, des fraiseuses, des scies, etc. On n'allait pas en entreprise, c'était sur place. Je suis sorti du lycée avec un CAP et un brevet de modeleur en mécanique. Après, j'ai fait un brevet de dessin.

J'ai quitté l'école en juillet 63 et au mois de septembre, j'ai trouvé du travail à deux cents mètres de chez moi ! J'ai été embauché comme dessinateur chez Lefort-Francheteau, rue Constantine. C'était une société de chauffage et de ventilation qui occupait tout le pâté de maisons où se trouve la maison de retraite aujourd'hui... On n'avait pas de CV. On allait voir le gars, on parlait un peu de soi, on faisait éventuellement voir ses résultats d'école et puis, il nous disait si c'était bon ou pas. Moi, je suis allé voir le patron un jeudi et il m'a dit : « Vous commencez lundi si ça vous intéresse. » J'ai dit oui et je suis resté dix ans. » **Jean-Claude R**

## Le lycée à partir des années 70

► « J'ai pris mes fonctions au lycée Leloup-Bouhier en septembre 68. À l'époque, ce n'était pas encore un lycée mais un CÉT, un collège d'enseignement technique. J'enseignais le secrétariat pour les élèves en BEP, le brevet d'enseignement professionnel.

L'année précédente, j'avais fait l'ENNA, l'École normale nationale d'apprentissage, à Paris. Il y avait quatre écoles en France : Paris, Lille, Lyon et Toulouse. La formation durait un an après un concours. Pour nous, l'année avait été amputée puisque c'était l'année scolaire 67-68... Les derniers mois, on n'a pas fait grand-chose puisqu'on a manifesté.

J'étais originaire de Nantes et j'avais choisi d'y revenir. Et comme c'était en 68, on a obtenu tout ce qu'on voulait ! C'était la bonne année ! Une fois nommés, on devait cinq ans d'enseignement. La première année, on était stagiaires. On avait une visite de l'inspecteur et on était titularisés presque automatiquement.

Quand je suis arrivée Leloup-Bouhier n'avait pas de direction propre et dépendait du lycée Vial. La première directrice, mademoiselle Gruet, est arrivée en 1973. Avant, on avait un surveillant général dont le travail consistait à passer dans les couloirs et à regarder ce qui se passait dans les classes. Il se prenait pour le directeur !

En 1968, il y avait une dizaine de classes : quatre de sténo-dactylo, quatre de comptabilité et deux classes d'agents administratifs. C'étaient encore des CAP à ce moment-là mais c'est très vite devenu des BEP. Il n'y avait plus de sections industrielles puisqu'elles avaient été transférées en 1963 dans le nouveau lycée de la Chauvinière.



COLLEGE LELOUP BOUHER  
Nantes 1956-1957



L'Atelier d'ajustage - 1934

Le lycée était mixte et il y avait environ trois cents élèves. La plupart étaient originaires de Nantes mais certains venaient de Couëron parce qu'ils pouvaient venir en train. Il y avait une majorité de garçons pour les sections de comptabilité et une majorité de filles pour le secrétariat. Au début, mes classes, c'étaient uniquement des filles. En général, les élèves trouvaient du travail en sortant avec leur BEP.

Les élèves arrivaient après la troisième. Ils ne choisissaient pas tous leur formation. J'ai eu des élèves qui auraient préféré être en lycée général mais comme ils avaient de moins bons résultats, ils se retrouvaient à Leloup-Bouhier ou dans d'autres lycées professionnels. Et puis en 1968, on venait en CET, on ne venait pas en lycée. Ça a changé après, dans les années 70, puisque nous sommes devenus lycée.

Pour mes cours, j'avais une salle avec des machines à écrire et j'apprenais aux élèves à taper le plus vite possible. Je leur apprenais aussi à prendre en sténo et la rédaction de la correspondance commerciale. Ils avaient des cours de droit du travail et d'économie ainsi qu'un enseignement général avec des cours de maths et de français. C'étaient des matières importantes pour le secrétariat et la comptabilité.

On devait être une quarantaine de professeurs. Quand j'ai pris mes fonctions, il y avait très peu de titulaires, la plupart des professeurs étaient des auxiliaires surtout dans les matières professionnelles.

### Les élèves handicapés et les autres

► À partir de 1974, j'ai donné des cours de duplication quand les élèves handicapés sont arrivés. C'est l'APAJH, l'Association pour adultes et jeunes handicapés, qui a pris l'initiative. Ils cherchaient un établissement d'accueil et la directrice, mademoiselle Gruet, a accepté. Les premiers élèves venaient d'un établissement qui se trouvait dans le nord de Nantes, à côté du Petit-Port. Cet établissement accueillait des élèves handicapés dans le secondaire. Ils

arrivaient à Leloup-Bouhier après la cinquième. C'étaient des handicapés moteurs et sensoriels.

Ils venaient des Pays de la Loire, de Bretagne, de Vendée et même des Deux-Sèvres. Comme il n'y avait pas d'internat, ils étaient logés dans des foyers ou dans un internat aux Bourdonnières. Il y avait des transports le soir pour les conduire dans les différents lieux d'accueil.

Les élèves étaient mélangés dans la vie du lycée mais pour l'enseignement, c'étaient des classes spécifiques. Il n'y a pas eu d'équipe pédagogique spécifique, ce sont les enseignants du lycée qui les ont pris en charge. C'était du volontariat. Moi, je me suis proposée dès le début parce que ça faisait cinq ans que j'enseignais en secrétariat et je me suis dit pourquoi pas ? On a appris sur le tas parce qu'on n'a pas eu de formation spécifique pour les accueillir.



Élèves de Marie-Paule devant le porche d'entrée lors d'un carnaval - 1998

Leur arrivée s'est faite progressivement. La section reprographie a été créée pour les accueillir. La prof de dessin s'est reconvertie en prof de reprographie et moi, je me suis occupée des cours de duplication. On reproduisait des documents en grande quantité avec une machine offset car on travaillait pour l'extérieur.

Au total, il y a eu jusqu'à une cinquantaine d'élèves accueillis, répartis en quatre ou cinq classes. Des salles ont été aménagées au rez-de-chaussée avec des normes de sécurité spécifiques. Il y avait un monte-charge pour l'accès à la cantine.

Ils pouvaient aussi préparer un BEP spécifique après la troisième c'est-à-dire qu'ils faisaient en trois ans ce que les autres faisaient en deux ans. C'était un aménagement qui tenait compte de leurs difficultés, qui étaient surtout la lenteur.

Dans la section reprographie, il fallait faire du rattrapage d'enseignement général car les élèves arrivaient de cinquième. Il fallait donc consolider les acquis. Les premiers stages à l'extérieur ont démarré avec eux car ils devaient faire deux jours par semaine en entreprise ou dans les administrations.

L'objectif avec ces élèves était de leur trouver un métier qui leur convienne le moins mal possible. Il fallait que ce soit un métier qui s'adapte à leur handicap. Alors, ça a réussi pour certains. Les premiers qui ont suivi une formation en reprographie ont trouvé du travail.

Avant mon départ en retraite en 1999, certains partaient dans d'autres établissements suivre une formation professionnelle qui n'existait pas à Nantes. Par exemple certains partaient à Bercq pour suivre une formation d'opticien. On faisait de notre mieux pour leur trouver des débouchés.



Carnaval dans la cour de l'établissement - 1998

J'ai fait énormément de sorties avec ma classe d'élèves handicapés. On avait la chance de travailler avec une équipe paramédicale composée d'orthophonistes, de kinés et d'ergothérapeutes. On organisait un voyage en tout début d'année pour que les élèves se connaissent mieux et que nous apprenions à les connaître aussi afin de nous rendre compte de ce qu'ils pouvaient faire. On avait dix élèves et nous étions trois accompagnateurs. On préparait les repas ensemble, on se promenait... On est allés dans la Brière, à la Bernerie... On a même fait un baptême de l'air. » **Marie-Paule Y**

► « L'arrivée des élèves handicapés a créé un climat particulier dans le lycée. C'était une ambiance très conviviale et chaleureuse. J'ai des souvenirs de fêtes extraordinaires avec tous les élèves. Cette ambiance s'est quand même effritée au fil des ans et ces élèves se sont sentis mis à part vers les dernières années.

Ces sections existaient encore à la fermeture du lycée en 2014. C'était le seul établissement qui accueillait des élèves handicapés en classes spécifiques à Nantes. En plus des classes, il y avait un centre de soins sur place. Les élèves étaient heureux à Leloup-Bouhier car c'était un établissement adapté à leurs problèmes. » **Marie-France L**

« Je suis arrivée à Leloup-Bouhier en 1981 pour enseigner la comptabilité et je suis partie en retraite en 2009. J'avais passé le concours en 1977 et j'avais suivi deux ans de formation à l'ENNA à Paris. Ce qui m'a frappée quand je suis arrivée à Nantes, c'est que la moitié des élèves étaient scolarisés dans le privé. C'est vraiment la marque nantaise ! Quand on faisait passer les examens, on était systématiquement un prof du public et un prof du privé.

En 1981, il y avait encore des CAP et en général, les élèves passaient le CAP et le BEP. Comme ça, s'ils en rataient un, ils pouvaient avoir l'autre. Le BEP permettait quand même plus d'ouvertures pour la poursuite des études car c'était un enseignement un peu plus généraliste.

Les sections sont toujours restées les mêmes, secrétariat et comptabilité, mais avec des noms différents. Aujourd'hui, les deux sections ont été regroupées. Et avec l'évolution informatique, il n'y a presque plus d'enseignement en compte à ce niveau puisqu'il y a les logiciels ! Dans le temps, la comptabilité, il fallait qu'une balance ça tombe d'aplomb ! C'était au centime près et c'était le cauchemar !

Je suis arrivée en 1981 en même temps que le premier ordinateur. On apprenait tout en basic. On faisait des algorithmes pour programmer les tâches comme des éditions de factures par exemple. Le traitement de texte est arrivé en même temps que le tableur entre 1981 et 1986. Nos élèves avaient un temps d'avance sur les employés des PME qui galéraient sur les nouveaux logiciels que leurs employeurs leur livraient ! Les entreprises étaient donc bien contentes de trouver un élève formé. Ça a été un sacré plus pour le lycée professionnel.

À Leloup-Bouhier, on avait toujours une petite longueur d'avance. On proposait aussi des formations pour des nouveaux métiers liés à l'arrivée de nouvelles technologies comme celle sur le traitement de l'image, par exemple. On a eu une directrice et un directeur qui ont su anticiper.

On dit beaucoup de mal des lycées professionnels ; pourtant il faut signaler aussi que nous avons fait, dès les années 80-90 de gros efforts d'achat de matériel, d'adaptation aux technologies nouvelles et de recherche pédagogique pour accueillir des populations d'élèves de plus en plus difficiles.

L'arrivée du bac pro en 1986 a ouvert une période plus valorisante pour les lycées professionnels. On a commencé à avoir plus de contacts avec l'extérieur parce que les élèves devaient effectuer seize semaines de stage sur les deux années. On avait de bons contacts avec les entreprises. Nos élèves étaient tout de même sérieux. En arrivant en lycée professionnel, ils arrivaient à avoir de bons résultats ce qui n'était pas le cas avant. Ça les remettait en confiance et ça pouvait être l'occasion d'un redémarrage. Surtout quand ils allaient en entreprise. Ils étaient valorisés et ça leur montrait les exigences de l'entreprise. Ils prenaient conscience des comportements qu'il fallait avoir ou ne pas avoir. Ils apprenaient tout un « savoir-être » pour se faire accepter dans l'entreprise, c'était très important.

On a aussi pu ouvrir une classe passerelle vers le BTS afin que les élèves puissent récupérer leurs insuffisances dans certaines matières d'enseignement général après un bac pro. Ça a bien marché, on faisait le plein, mais cette classe a quand même été supprimée. Je suppose que l'on ne jugeait pas les lycées professionnels capables de former les élèves de ces sections.

Tout ça a dégringolé petit à petit. Au cours des années 95, 2000, le contexte économique et social, le développement de la micro-informatique ont créé le chômage pour ces sections. À partir de ces années-là, on a reçu des élèves qui avaient moins de perspectives d'emploi et qui étaient défaitistes, difficiles et qui contestaient l'école, l'entreprise, la société. Les lycées professionnels sont un laboratoire social ! Au fil des ans, des sections tertiaires ont été fermées... puis le lycée. » **Marie-France L**

## 6 / Autour de la place Daubenton, un quartier industriel

### Le port et le développement industriel du quartier

À partir du 18<sup>e</sup> siècle, le déplacement progressif du port d'amont en aval stimule l'expansion urbaine vers l'ouest de la ville : « Cet étirement vers l'aval de toute la ville maritime et industrielle n'a pas besoin de longs commentaires : armements, chantiers précèdent et suggèrent le développement urbain », précise Pierre Lelièvre. Aussi, à la faveur de la création des nouveaux quartiers de l'Entrepôt à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et de Launay dans le premier tiers du 19<sup>e</sup> siècle, le secteur compris entre la rue de la Ville-en-Bois et le quai de la Fosse se pare t'il de nombreuses cheminées d'usines qui pendant plus d'un siècle et demi vont marquer son paysage.

Le développement industriel du quartier suit l'effet moteur du port. Les capitaines d'industrie y trouvent l'espace nécessaire pour développer leurs activités, à proximité de la Loire et des quais. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'ensemble des secteurs industriels, porteurs du développement économique nantais y est implanté. Le quartier de Launay devient un concentré du port industriel avec ses ateliers, ses usines et ses entrepôts. C'est ici que des grands noms de l'industrie vont naître : Brissonneau, Lotz, Voruz, Cossé, Riom ou encore Normand pour ne citer que les plus connus.

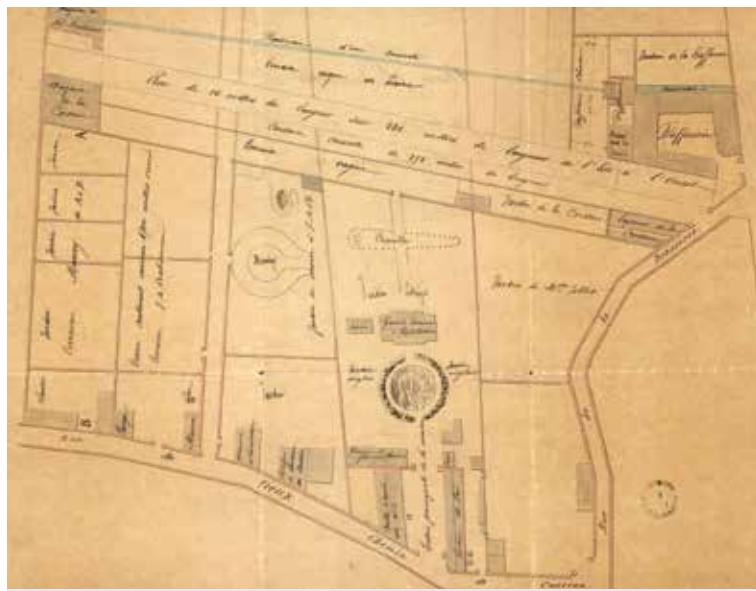
Chantiers navals et raffineries de sucre sont les deux premiers moteurs de l'implantation industrielle dans le quartier. Ces deux secteurs entraînant à leur tour le fleurissement de nombreuses industries sous-traitantes : corderies, entreprises métallurgiques et ateliers mécaniques.



La place Daubenton vers les rues Fulton et Rollin - 2015



Plan représentant l'environnement industriel du quartier avec figuration des cheminées des usines - 1872



Plan d'ensemble de la propriété de Jean-Baptiste Alexandre Baboneau - 1848

## L'effet moteur de la construction navale

### De l'empire Baboneau à l'empire Brissonneau

Premier port de France dès 1730, l'intense activité maritime fait les beaux jours des constructions navales. En 1738, le déplacement de trois chantiers à l'embouchure de la Chézine sur le quai des Constructions permet le développement des industries annexes dont les corderies sont, dans un premier temps, le fleuron.

Activité industrialisante, la construction navale est aussi le socle sur lequel les progrès technologiques vont trouver des applications multiples dans le domaine des équipements de bord et dans celui de la propulsion des navires. Jean-Baptiste Alexandre Baboneau puis les frères Brissonneau vont s'y employer dès les années 1840-1850.

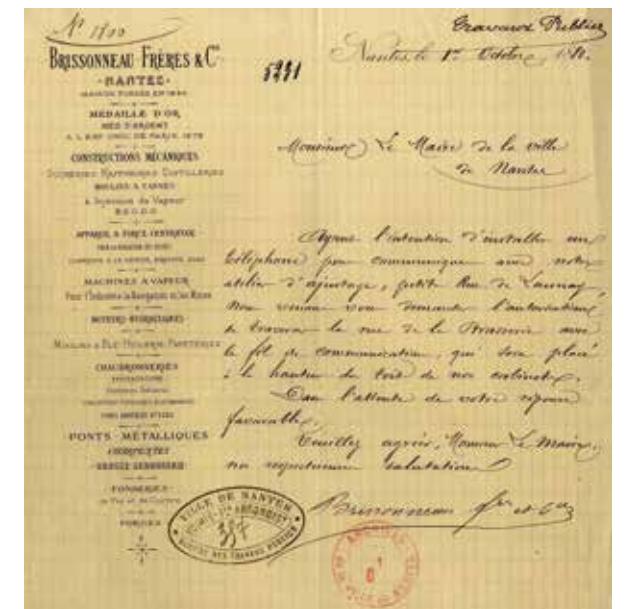
Jeune forgeron, né en 1790 dans le quartier de la Chézine alors bordée de chantiers navals, Jean-Baptiste Alexandre Baboneau bâtit une entreprise spécialisée dans les équipements de bord : ancres, instruments de marine, cordages, instruments particuliers pour la pêche à la baleine, etc. Sa forge et sa fonderie sont installées au 12, quai des Constructions. Il figure parmi les industriels payant les plus fortes patentes. À sa mort en 1869, ses héritiers procèdent à la vente en dix-neuf lots

de sa vaste propriété située entre la Loire et l'actuelle rue Baboneau. Cette dernière, détenue par un maître-cordier avait été acquise en 1841.

Bien qu'en déclin, l'activité du cordage perdure toutefois dans le quartier jusque dans les premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle avec la corderie implantée entre la rue Jenner et le ruisseau de Pilleux. Cette dernière figure dans les années 1820 sur un plan du domaine de Launay avant son lotissement. Un certain Besnier en est le propriétaire mais son exploitant le plus connu, à partir de 1878, est Hippolyte Murié, fils d'une famille de cordiers installée au 18<sup>e</sup> siècle sur le quai des Constructions. Après son décès en 1905 dans sa demeure du 7, place Daubenton, l'entreprise passe aux mains des cordiers Simon et Eon. Le numéro 9 de la place était également occupé par la « fabrique de cordages en tous genres » dirigés par les familles Leroux et Delhomme jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle.

À partir des années 1830, la machine à vapeur entraîne l'apparition d'un nouveau domaine industriel : la construction mécanique. Les frères Mathurin et Joseph Brissonneau sont les représentants de ce nouveau secteur dans le quartier à partir de 1846 lorsqu'ils implantent leur usine rue Meuris cinq ans après s'être lancés dans le métier.

Dans un premier temps, ils développent leur activité en répondant aux besoins de leurs commanditaires : les chantiers navals et les raffineries de sucre. Spécialisée à l'origine dans la construction de matériels de sucreries, l'entreprise s'oriente rapidement vers la construction de machines à vapeur, de matériel ferroviaire et maritime. L'usine est organisée en deux ateliers : l'un pour la mécanique et l'autre pour la chaudronnerie. En 1878, les Brissonneau associent à leur entreprise leur chef d'atelier, Victor Deroualle et l'ingénieur Alphonse Lotz, neveu du grand constructeur de machines pour l'agriculture (lire par ailleurs) et gendre de Mathurin. Quatre ans plus tard, ils se lancent dans la production du premier tramway à air comprimé.





Bâtiment réhabilité d'un ancien atelier de l'usine des frères Brissonneau à l'angle des rues de la Brasserie et Meuris - 2015



Représentation des ateliers de la raffinerie de Launay - 1864

Le développement de la production entraîne l'ouverture en 1912 d'un deuxième site près de la gare de Chantenay pour la fabrication de wagons. En 1922, les ateliers des rues Meuris et de la Brasserie sont déplacés à Doulon dans l'usine que les industriels viennent d'acquérir au 1, rue Bellier, site qu'ils occuperont jusqu'au début des années 70. Les locaux de la rue Meuris seront tour à tour occupés par les Papeteries de France puis, à partir de 1988 par le musée de la miniature Madeleine-Lilas et aujourd'hui par la société de bourse Portzamparc.



Plan des lots de l'ancienne raffinerie de Launay - 1872

### La saga du sucre

Au 19<sup>e</sup> siècle, le raffinage et le commerce du sucre est le principal facteur de développement économique et industriel nantais. Les origines de son commerce et de son traitement à Nantes remontent au 17<sup>e</sup> siècle. La vogue des produits coloniaux, comme le café, le chocolat et le thé entraîne un accroissement de la production sucrière. Simple élément du négoce au 18<sup>e</sup> siècle, il devient à partir de 1815, l'élément moteur de l'essor du port et, par effet d'entraînement, de l'industrialisation de la ville. En 1825, le sucre l'emporte sur le coton et en 1861, Nantes est le premier centre de raffinage français.

### La raffinerie de Launay

L'activité sucrière s'implante dans le quartier, rue de la Brasserie, avec la construction entre 1791 et 1793 de la raffinerie de Launay. Elle est achetée en 1795 par R. Rissel, gendre des raffineurs Provost de la rue de Richebourg. Ce dernier porte l'étendue de l'usine à 1 525 m<sup>2</sup> répartis en trois bâtiments et dans les années 1801-1805, avec un effectif de soixante-dix ouvriers, la moitié des sucres bruts arrivant à Nantes est traitée sur le site.

En 1812, une partie de la raffinerie est louée par L'État afin d'y établir la sucrerie impériale de betterave à Nantes. La direction est confiée à Rissel. Créée dans le but de faire face au blocus continental, l'activité est de courte durée puisqu'elle cesse en 1816.

En 1838, les fils Rissel reprennent l'affaire mais font faillite en 1841. La superficie de la raffinerie était alors de 2 315 m<sup>2</sup> et deux mille et trois mille tonnes de sucres raffinés étaient produites par an. Trois ans plus tard, la société Saint-Omer, Barré et Cie la rachète. Le site est étendu jusqu'à l'impasse Lavoisier (rue Frédéric-Kuhlmann). Lorsqu'en 1852, Nicolas Cézard prend possession des lieux, il achète une usine dont la surface a été portée à 5 500 m<sup>2</sup>. Afin de la développer, le raffineur acquiert 14 019 m<sup>2</sup> de terrain, repoussant les limites du domaine de l'usine jusqu'aux rues Chaptal et Daubenton et au boulevard de Launay. Au début des années 1860, quatre-vingts à quatre-vingt-dix tonnes de raffinés sont traitées quotidiennement. En 1864, l'activité est vendue aux Raffineries nantaises, société créée par la famille Cézard et dont elle est le principal actionnaire. La production cesse quelques années plus tard, en 1870. L'usine est alors progressivement démantelée, vendue par lots, jusqu'en 1878. Ces lots sont en partie rachetés par des industriels du quartier comme les frères Brissonneau qui récupèrent celui des rues de la Brasserie et Daubenton dans lequel ils installent leur atelier de chaudronnerie.

### La confiserie Cossé-Duval

À proximité de la raffinerie de Launay, le secteur sucrier est également représenté dans le quartier par la confiserie Cossé-Duval. Employé (et futur gendre) du confiseur Duval en 1825, André Cossé est le précurseur, à partir de 1837, de la fabrication à grande échelle du sucre candi (cristaux à facettes et angles nets utilisés au sucrage des vins de Champagne). En 1844, il s'installe dans les locaux de la raffinerie Gadeceau créée en 1836 à l'angle de la rue Daubenton et de la future rue Babonneau. Très attentif à toutes les évolutions techniques, André Cossé resta seul dans sa spécialité pendant presque vingt années et assura l'approvisionnement des grandes maisons de Champagne.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les confiseries assurent la survie du raffinage nantais et lui ont donné sa spécificité. En 1918, la Raffinerie de Chantenay devie



La confiserie Cossé-Duval vue depuis l'angle des rues Daubenton et Babonneau - années 30

qui continua à produire jusqu'en 1934. Elle s'étendait alors sur près d'un demi-hectare. Longtemps désaffectés, les locaux sont rasés à la fin des années 60. Resté en friche, le terrain est racheté en 1981 par France Telecom pour la construction du centre de calcul de sa délégation aux télécommunications.



La rue Richer vers la rue de la Ville-en-Bois : façade de la ferblanterie Pilard avant sa démolition - 1962

### Les fabricants de boîtes métalliques et les imprimeurs sur métaux

À l'instar de la confiserie, de nouvelles industries naissent à Nantes. La plus importante est sans conteste celle de la conserverie, principalement développée dans le secteur de la Ville-en-Bois, et ses industries complémentaires : fabrique de boîtes de conserve, imprimerie et vernissage sur métaux. Ces dernières s'implantent à proximité de leurs commanditaires (voir le livre « *Autour de la place Émile-Zola* »). Sur l'impulsion de la famille Riom, ces activités se développent également dans le quartier, contigu, de Launay.

C'est d'ailleurs au 2 bis, rue Richer que l'une des premières usines nantaises de boîtes métalliques s'implante en 1853, dix-sept ans après sa création par Joseph Riom et Charles Rapin dans des locaux de la rue Voltaire. Dirigée à partir de 1854 par Édouard Riom (le fils de Joseph), l'entreprise, fournisseur exclusif de la conserverie Philippe et Canaud (rue Appert), est le plus gros fabricant de boîtes de Nantes pendant une vingtaine d'années. En 1895, Édouard Riom s'associe à son gendre Maurice Pinard, futur président du syndicat des Fabricants de boîtes métalliques de Nantes. Spécialisée dans la fabrication de boîtes « *que l'on ouvre par enroulement d'une bande autour de la clé* », l'usine est rachetée en 1946 par J.J Carnaud qui la déménage sur son site de La Vallée en 1955. Les locaux industriels qui s'étendaient alors sur la quasi-totalité de la rue Richer sont rasés au début des années 60 pour laisser la place à un ensemble immobilier.

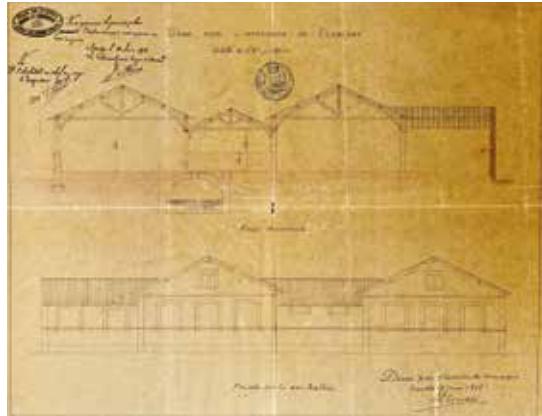
Un autre fils de Joseph Riom, Alfred, est lui aussi un illustre représentant de ce secteur dans le quartier. Formé à l'école professionnelle de Livet, Alfred Riom est en 1861 marchand de métaux. Il représente alors les forges d'Hennebont (Morbihan), principal fournisseur des fabricants de boîtes. En 1868, il fonde sa propre usine de métaux et d'impression sur fers-blancs et tôles au 3 et 5, rue Dubreil.



Extrait du plan de la ville de Nantes dressé par Justin Vincent - 1918

En 1882, il acquiert l'imprimerie sur métaux Trottier frères installée au 4, rue Lavoisier. En 1875, en effet, les frères Trottier avaient acquis pour le compte des Forges d'Hennebont, un des lots de l'ancienne Raffinerie nantaise sur lequel ils construisirent leur fabrique en 1879. Ils exercent à cette adresse jusqu'en 1885, date à laquelle La nouvelle société d'ouvriers-ferblantiers-boitiers de Nantes occupe les locaux appartenant dorénavant à Alfred Riom. En 1887, cette société coopérative est dirigée par l'un de ses membres : Charles Dauché. Un nouvel atelier est alors construit à cette date. Dix ans plus tard, « *la société Dauché et Cie qui se trouve rue Lavoisier est une des maisons les plus en vue et fabrique des millions de boîtes par an, depuis les plus simples et les plus usuelles, jusqu'aux plus artistiques, aux plus somptueuses, boîtes à biscuits, boîtes destinées à servir d'habitable aux bonbons et chocolats, etc.* » précise un article de La Presse Industrielle paru en 1897. À la mort de Charles Dauché, son neveu Auguste Bernier reprend l'affaire et déplace l'activité en 1903 au 1, rue Fulton où, sous la raison sociale Bernier, Janeau, Lechat et Cie, une nouvelle usine est construite. Cinq ans plus tard, Auguste Bernier s'associe avec un autre membre de la famille Riom, Charles. Négociant et importateur de vins, ce fils de ferblantier apporte des capitaux dans l'affaire Bernier. Cette dernière est transmise en 1926 à Auguste et Xavier Bernier, ses fils, qui poursuivent la fabrication de boîtes métalliques jusqu'en 1948.

À partir de 1899, Alfred Riom investit ses locaux de la rue Lavoisier. Il adjoint une imprimerie sur métaux à la ferblanterie. Son usine de métaux de la rue Dubreil est reprise par la société Lamarre et Mony pour le compte des Forges de Gueunon (Saône-et-Loire). À sa mort en 1908, son gendre Léon Chambon poursuit l'activité rue Lavoisier. L'usine se déploie alors jusqu'à la rue de la Brasserie dans un deuxième site à l'angle du passage Lavoisier (actuelle rue Frédéric-Kuhlmann). Après la Seconde Guerre, l'activité est reprise sous la raison sociale SARL Éts Léon Chambon au 3, rue Lavoisier. En 1960, l'ensemble comprenait, rue de la Brasserie, la ferblanterie où étaient fabriquées les boîtes par découpage ou emboutissage de tôles de fer blanc et noir, de laiton ou



Plan de l'imprimerie sur métaux d'Édouard Normand - 1876

d'aluminium et, rue Lavoisier, l'imprimerie par procédé offset, les bureaux et la conciergerie. L'atelier d'impression sur métaux fonctionne jusqu'à la fin des années 70 puis est repris après la liquidation judiciaire de l'entreprise Chambon par une société orléanaise, la S.E.F.D.I (Société d'études, de fabrication et de diffusion industrielle) qui poursuit l'activité quelques années. Le bâtiment est ensuite transformé en bureaux puis en logements. Avec l'arrêt de l'activité, la ferblanterie et l'imprimerie sur métaux disparaissent définitivement du quartier.

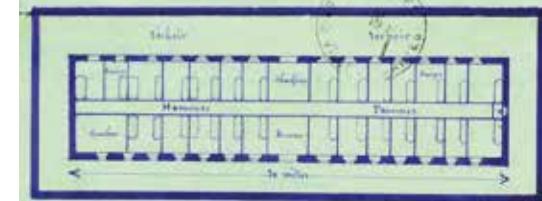
Aux côtés d'Alfred Riom, Édouard Normand, représentant lui aussi un grand fabricant de fer blanc sur le marché nantais, investit le quartier. Originaire de la Vienne, ce dernier est arrivé à Nantes en 1851 pour représenter les Forges de

Montataire (Oise), la première usine française à fabriquer du fer blanc à partir de 1818. Installé au 12, quai des Constructions, il fonde, en 1876, avec les Forges et Fonderies de Montataire, une usine d'impression et de vernissage des métaux à l'angle de la rue Rollin et de la rue Durdézène sur le site de l'ancienne fonderie Sébille. Cette dernière est démolie en 1878 pour laisser la place à une fabrique flambant neuve en 1880. « *Son système breveté consiste à appliquer préalablement sur les métaux une couche de papier de sa composition sur laquelle il imprime et vernit ensuite* », précise Yves Rochongar. Après le décès d'Édouard Normand en 1896, les Forges et Fonderies de Montataire poursuivent l'activité jusqu'en 1933, date à laquelle elles sont absorbées par la Société des Forges et des Aciéries du Nord et de l'Est. L'usine de la rue Durdézène demeure un site de production jusqu'à la fin des années 50 avant d'être cédée à la Société française des transports Gondrand frères.

### Un quartier de fondeurs

Avec la ferblanterie et ses activités connexes, le secteur de la métallurgie est également représenté dans le quartier par la présence de plusieurs fonderies. Jean-Baptiste-Alexandre Baboneau et Jean-Simon Voruz avaient ouvert la voie à l'implantation de cette activité. La création du nouveau quartier de Launay permet son développement autour de la place Daubenton.

Les manufacturiers David et Sébille sont les premiers à s'installer dans le secteur à partir de 1830. Les Étrennes nantaises de 1831 mentionnent la « *Manufacture de plomb laminé de toute dimension, de David aîné, petite rue de Launay* ». Ange Guépin précise que cette fonderie fait partie des industries créées à Nantes entre 1815 et 1825. À partir de 1816, Louis Sébille apparaît, en effet, comme ferblantier – lampiste établi au 15, rue de la Fosse. En 1832, il est cité comme « *ayant son dépôt rue de la Fosse et son laminoir quartier de Launay* ». Les deux associés vont exploiter sur le même terrain, situé à l'angle de la rue Durdézène et de la rue Rollin, une usine de plomb



N.B. La partie rouge représente un projet de construction  
 26 mètres  
 — L'établissement se compose de :  
 1. Salle de bains  
 1. Bureau d'attente  
 1. Salle de réfectif  
 — L'édifice qui se trouve sur le site que nous décrivons comprend  
 une machine à vapeur, un atelier de papier, deux de laiton, deux  
 bains, installation de bains, etc. de la compagnie N.  
 — Une colonne dans le jardin servait dans le passé à élever le niveau  
 constant de 25 mètres d'eau.

Représentation des Bains de Launay - 1878

laminé et un établissement de bains publics ; ce dernier desservant en eau les chaudières à vapeur de la fonderie. Charles Sébille, associé à Arsène Béatrix à partir de 1865, reprend l'affaire de son père et poursuit l'activité jusqu'en 1872. L'usine, rachetée par Édouard Normand, est démolie en 1878 tandis que l'établissement de bains publics du 4, rue Durdézène, ouvert en 1833 par Louis Sébille, est cédé à Jacques Bonjean. Après plusieurs tentatives, infructueuses, de vente à la Ville de Nantes, ce dernier exploite « Les bains de Launay » jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle avant de les céder au fabricant de boulons du 14, rue Mellier, Jules Dercelle. En activité pendant l'entre-deux-guerres, ils sont démolis en 1943.

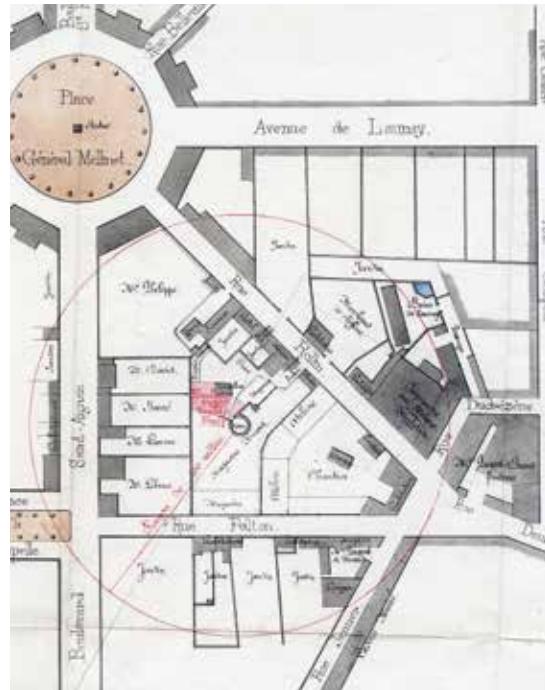
### La tour de Launay

La création du quartier de Launay a également permis l'implantation d'une seconde fonderie rue Rollin dont la tour domine longtemps le paysage du quartier.

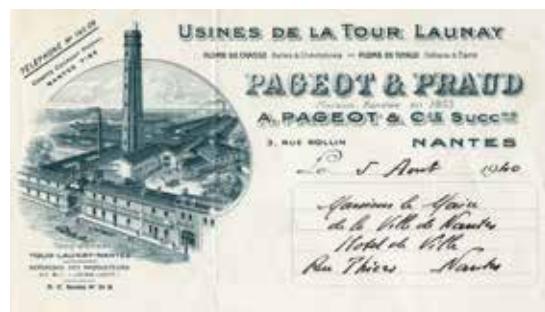
Édifiée en 1838 par les architectes Blon et Amouroux pour le compte de la fonderie Jamet, Vauloup et Cie, la tour de Launay « *à une époque où la production du plomb de chasse et des tuyaux de plomb devint une industrie véritable, était l'une des premières à dresser son I en France.* »

Dès 1839, F.J. Verger en fait une description détaillée dans son recueil « *Archives curieuses de la ville de Nantes et des départements de l'ouest* » et nous livre l'impact visuel que ce monument de l'industrialisation nantaise du 19<sup>e</sup> siècle a pu représenter pour ses contemporains : « *Les murs de cette tour vraiment monumentale sont construits, presque en totalité, avec du moellon de schiste et de granit, roches dominantes de notre pays et qui se délitent difficilement. Sa hauteur est de 56 mètres ce qui donne avec celle de murs de fondement, un total de 60 mètres 55. La lanterne qui forme le couronnement de la tour et qui est en tuf offre une décoration de douze arcades. Au sommet de la tour, on aperçoit les deux cheminées des fourneaux et un paratonnerre.* »

La tour se compose d'un rez-de-chaussée et de quinze étages. Chaque étage est éclairé par une baie cintrée. Au quinzième étage, qui est représenté par la lanterne, sont établis des fourneaux pour la fonte du plomb. Un escalier en bois, de deux cent cinquante-cinq marches, dessert le quinzième étage. (...) Pour la communication verbale entre les ouvriers, un tuyau métallique, d'un petit diamètre, qui sert de porte-voix, s'étend du rez-de-chaussée au laboratoire. Malgré la distance, la transmission de la voix est rapide comme la pensée.



Projet d'implantation de la fonderie Pageot et Praud entre les rue Rollin et Fulton - 1897



Inutile de dire que du sommet de la tour de MM. Jamet et Vauloup, on jouit de la vue d'un immense horizon. De là, les regards errant sur le cours sinueux de la Loire, portent l'esprit jusqu'à l'océan, ou, se rapprochant de ce qui les environne, ils examinent, avec détail, les jolies maisons élevées, en si grand nombre et depuis si peu de temps, sur l'emplacement du bois de Launay ; et leurs jardins symétriquement plantés, et les longs bâtiments de nos corderies, et ces nombreux établissements industriels qu'indiquent leurs hautes cheminées en briques, d'où s'élèvent leurs grands panaches de fumée. »

Située au centre du triangle formé par le boulevard Saint-Aignan et les rues Rollin et Fulton, la fonderie Jamet et Vauloup (beau-frère de Benjamin et Félix Allard, promoteurs du quartier de Launay) est reprise par Francis Russeil qui l'agrandit jusqu'à la place Daubenton en 1871. En 1897, les fondeurs Praud, Pageot et Aubert, établis dans le quartier depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, rachètent le site.

Fondeur en fer, Jean Pageot a ouvert sa première entreprise avec Auguste Praud et Claude Aubert en 1855 à l'angle des rues Chaptal et Dudrézène afin d'y « établir une fonderie de fer, un fourneau Wilkinson et un four à coke dans un local anciennement occupé par l'atelier de grosse chaudronnerie de M. Gibou », rapporte Yves Rochongar. Les associés développent leur affaire et en 1861, l'usine est déplacée sur un terrain cerné par les rues Chaptal, Daubenton et Dudrézène.

Ce sont leurs fils qui rachètent la fonderie Russeil et qui séparent le site en deux lieux de production distincts. La partie comprise entre la place Daubenton et la moitié des

rues Rollin et Fulton est désormais exploitée par Louis et Auguste Aubert tandis qu'Alfred Pageot et Auguste Praud fils investissent le périmètre situé au nord, à proximité de la place Mellinet. À partir de 1904, ces derniers forment une société sous le nom collectif « Pageot et Praud », pour l'exploitation d'une fonderie de fer, de cuivre, de plomb de chasse et de tuyaux « dans deux établissements situés l'un rues Daubenton, Chaptal et Dudrézène, l'autre rues Rollin et Fulton. » Leurs « usines de la tour Launay » sont exploitées jusqu'en 1961.

En 1964, « le plomb n'est plus une affaire d'or. En revanche, le problème du logement se fait plus aigu et sur le terrain arasé où M. Russeil, puis Pageot et Praud firent du plomb de chasse vont s'élever prochainement deux groupes d'habitation, soit 47 appartements, construits par la société de construction A. Greleaud et fils qui va ainsi disposer entre les rues Fulton et Rollin de 4 000 mètres carrés », rapporte un article paru le 18 février 1964 dans La Résistance de l'Ouest.

La tour de Launay qui a dominé le quartier pendant presque cent trente années disparaît définitivement de son paysage en mars 1964.

### Une activité industrielle qui perdure jusqu'aux années 80

Les années 60 amorcent la désertification industrielle du quartier mais l'activité perdure pour certains secteurs jusqu'aux années 80.

Ce processus de désindustrialisation se caractérise par une fermeture progressive des unités de production ; l'industrie tourne le dos au port et se déplace vers les grands axes routiers, notamment sur les routes de Vannes et de Paris. Les locaux libérés sont dans un premier temps investis par divers dépôts et plus particulièrement par des sociétés de transports routiers.



Immeubles construits dans les années 70, vus depuis l'angle des rues Lamoricière et Villars vers les rues Chevert et Fabert - 1981

En 1979, une étude sur la banlieue ouest de Nantes révèle l'existence de nombreux entrepôts et petites usines dans le quartier mais indique un développement des activités tertiaires (banques, cliniques, etc.) et un processus de densification de l'habitat depuis 1967 ; la proximité du centre-ville entraînant une forte pression immobilière. Les secteurs de la rue Lamoricière et du boulevard de Launay ont été les premiers concernés par ce processus (implantation de la médecine du travail et construction d'immeubles d'habitation dans les rues Linné, Fabert, Chevert et Cuvier à l'emplacement des entrepôts installés dans l'ancienne usine Voruz). Cet ancrage des activités tertiaires et cette reconquête de l'habitat n'ont « par contre pas touché les zones où



Au 12, rue de la Brasserie, cour intérieure et bâtiment de l'ancienne raffinerie de Launay transformé en logements - 2015



Angle des rues Frédéric-Kuhlmann et Lavoisier, bâtiment et cheminée de l'ancienne imprimerie sur métaux Alfred Riom et Léon Chambon - 2015

les entrepôts sont les plus nombreux au sud, on assistera dans les années à venir à cette mutation comme en témoigne le démarrage d'une tranche de 40 logements rue de la Brasserie », indique l'auteur de l'étude. En effet, la deuxième moitié des années 80 marque une accélération de la démolition ou de la reconversion des anciens locaux industriels qui s'étend jusqu'aux années 2000.

### Les traces du patrimoine industriel

Si le garage Citroën n'a pas échappé aux bulldozers, un certain nombre de sites a toutefois été préservé notamment dans le secteur compris entre la place Daubenton et la rue de la Brasserie ainsi que du côté de la rue Lamoricière (lire par ailleurs). Ces quelques traces laissent deviner l'ancien caractère industriel du quartier. Aussi, en passant par la rue Charles Brunellière, le promeneur d'aujourd'hui peut apercevoir au numéro 8, la façade de l'importante distillerie créée en 1873 par le marchand de vin en gros Théophile Guillon. Puis, en remontant vers la rue Lavoisier, l'ancienne usine d'Alfred Riom (transformée en bureaux dans les années 80 puis en logements) s'offre encore aux regards tout comme la façade du premier bâtiment de la raffinerie de Launay au 12, rue de la Brasserie. Dans la cour intérieure de ce bâtiment, une des façades est surmontée d'une fenêtre agrémentée de trois statues symbolisant entre autres l'industrie sucrière et son lien avec l'activité portuaire. Un peu plus loin, au numéro 13, à l'angle de la rue Meuris, le bâtiment qui abritait jusqu'en 1922 les ateliers des frères Brissonneau a été réhabilité en 1997 par les architectes Bureau et d'Achon en espaces de bureaux pour la société de bourse Portzamparc. Dans la perspective des rues Meuris et Daubenton apparaît la place Daubenton qui est quasiment restée dans son jus. Le bâtiment du numéro 2 qui a abrité une corderie puis une partie des activités de la fonderie de la tour de Launay domine encore les lieux. En face, l'imprimerie sur métaux d'Édouard Normand a conservé ses trois halles et sa cheminée qui a la particularité d'être la dernière à pans carrés en pierre encore visible à Nantes (les locaux sont aujourd'hui occupés par une entreprise d'impression et de signalétique, une école d'art et une salle de sports).

### Des noms de rues pour mémoire...

Aux traces matérielles s'ajoutent des noms de rues pour rappeler la mémoire de ce passé industriel. Babonneau est le nom donné dans les années 1880 à la voie traversant l'ancienne propriété de l'industriel Babonneau (un second « n » a été ajouté par les services de la topographie dès la dénomination de la rue...). En 1899, deux ans après sa mort, la Ville choisit de rendre hommage à Mathurin Brissonneau en attribuant son nom à la rue Biaisée située à proximité de son hôtel du 86, quai de la Fosse. Puis en 1922, le nom d'Alfred Riom est donné à la rue Canclaux. Cette dénomination avait été envisagée dès 1909, un an après le décès de l'industriel, mais pour l'attribuer à une nouvelle voie publique entre les rues Saint-André et Rogatien. La Ville entendait alors honorer la mémoire de ce « Nantais qui, après des études à l'Institution Livet, se créa une situation des plus en vue parmi les négociants et industriels notables de notre ville (...) ». Il s'agissait également de rendre hommage à un ancien maire de Nantes puisque Alfred Riom exerça ces fonctions entre 1892 et 1896, tout comme Mathurin Brissonneau en 1881 et Édouard Normand entre 1885 et 1888.

### Les entrepôts de la rue de la Brasserie

« Dans la rue de la Brasserie, ce n'étaient que des entrepôts, il n'y avait que ça. Les bateaux étaient déchargés sur le port et la marchandise était entreposée soit sur les quais soit dans les rues à l'arrière. Tous ces bâtiments ont été démolis et maintenant, il n'y a que des immeubles. »

#### Jacqueline

« Toute la rue de la Brasserie, ce n'étaient que des entrepôts, très longs, vitrés. Il y avait ceux des Papeteries de France et de Worms qui étaient assez importants. Le dépôt des cars de Citroën était en face. »

Mon père était responsable des Papeteries de France qui se trouvaient au 13, rue de la Brasserie. Tous les dimanches soir, on allait y faire un tour en famille. C'était uniquement un dépôt de papier. C'était un immense hangar avec que des vitres au-dessus. Il y en avait beaucoup à Nantes comme ça. Il y avait la concierge, les bureaux et puis après, ce n'était que du papier ! Je ne sais pas d'où il venait mais je me souviens qu'il arrivait tout emmaillotté, bien fermé. C'étaient des énormes pilots qui étaient vendus au fur et à mesure. Ça



Rue de la Brasserie, travaux pour le détournement de la voie ferrée le long des Ateliers de la Chambre de commerce, de l'entrepôt de machines agricoles de Lotz et des Papeteries de France - 1941



Vue aérienne des nombreux entrepôts et ateliers implantés dans le secteur compris entre La Loire et les rues de la Brasserie et Babonneau - 1956



La tour de launay dominant le paysage de la place Mellinet - années 50

partait à droite et à gauche en camionnette. Les Papeteries de France sont devenues les Papeteries Navarre puis OCD. L'entrepôt est resté rue de la Brasserie et les bureaux ont été installés rue Lamoricière. » **Madame Lavandier**

» « Rue de la Brasserie, il y avait le Comptoir nantais du caoutchouc. Ils faisaient toutes sortes de caoutchoucs dont beaucoup servaient à faire des tapis roulants pour le port. Ils fabriquaient des joints pour l'automobile aussi. À la place des immeubles ont été construits. » **Nicolas**

» « Pendant quelques années, le Fonds régional d'art contemporain a été installé dans des entrepôts de la rue Kuhlmann. Ils ont été rasés depuis pour faire des immeubles. Par contre, il reste des usines du 19<sup>e</sup> siècle autour du boulevard de Launay qui aujourd'hui paraissent de l'architecture d'habitation mais à l'origine c'étaient des petites usines. Rue de la Brasserie, il reste un immeuble très intéressant, celui avec l'enseigne « Antiquités » sur le porche. Il y a une cour intérieure et une structure de grands plateaux de bois. Ce sont les dernières traces de l'ancienne raffinerie Cézard. » **Gilles**

### La tour de Launay

» « Il y avait énormément d'entreprises dans le quartier Launay, Rollin. Tous ces ateliers et petites entreprises ont été démolis. Dans les années 60 et 70, on démolissait à tour de bras, personne ne s'en préoccupait. On cassait et ça ne choquait personne. » **Madame Pichon**

» « C'était plein de cheminées dans notre quartier ! J'ai connu la tour de la rue Rollin. Quand on était place Mellinet, on la voyait. Je me souviens de ce grand truc très haut qui me paraissait gigantesque évidemment. » **Madame Lavandier**

» « La tour à plomb était rue Rollin. Elle était constituée d'une grande tour en brique surmontée d'une cheminée entourée de petites fenêtres. Elle servait à fabriquer des plombs de chasse. Le principe était de faire couler du haut de la tour le plomb liquide qui passait à travers des tamis. Dans la descente, le plomb refroidissait et il arrivait en bas au calibre voulu. C'est très schématique mais c'était ça le principe.

La tour a été démolie parce qu'il y avait un projet immobilier sur le site. J'ai assisté à son démontage. La cheminée, qui devait faire dix mètres, a d'abord été détruite d'un seul coup. On a donc vu la chute et c'était vraiment spectaculaire ! Ensuite, la tour a été démontée par étapes. » **Alain P**

### L'usine Chambon

» « Impasse Lavoisier, il y avait une usine d'impression sur métal. Je l'ai connue en activité parce que j'allais charger chez eux quand j'étais chauffeur pour une entreprise du MIN. Ils imprimaient et ça repartait en Bretagne dans les usines qui fabriquaient les boîtes de conserve. On emmenait leurs bobines et on ramenait des choux fleurs. Ce n'était pas évident de rentrer dans cette usine car nous venions avec de gros véhicules de dix-huit mètres de long et les rues étaient très étroites.

Ça sentait bon l'encre à l'intérieur mais ça faisait un bruit infernal de métal. Il y avait une machine de quinze à vingt mètres de long avec un vieux système d'impression. Ils n'étaient pas plus d'une dizaine à travailler. Et à la fin, le gars était tout seul à l'impression. Ça a dû fermer il y a plus de vingt ans. » **Nicolas**

### L'atelier de modelage Allio

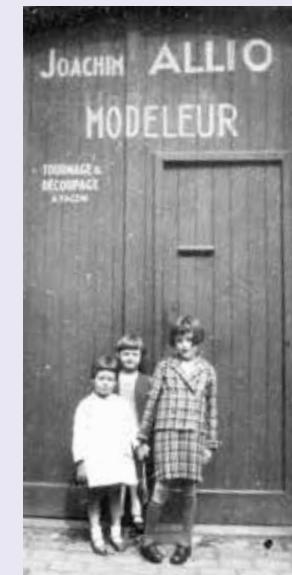
» « Mon beau-père avait un petit atelier de modelage industriel, rue Rollin, dans un local qu'il louait à la clinique mutualiste. Il était tout seul, c'était un petit artisan. Il avait fait l'école industrielle. Il allait à l'école à 6 heures du matin avant d'aller faire sa journée chez son patron, monsieur Chauvin. Ce monsieur n'avait pas d'enfant et mon beau-père a fait la connaissance de sa nièce, ma future belle-mère. À sa mort, mon beau-père a repris l'atelier parce qu'il s'est dit qu'il n'avait pas d'autre solution s'il voulait garder sa place. Mon mari disait que son père était un très bon ouvrier car en trois trucs, il savait comment il allait prendre sa pièce.

Mon mari était en technique à Livet et il avait l'intention de prendre la suite de son père. Après notre mariage, il est parti faire l'armée. Et quand il est revenu, l'entreprise n'était pas en bonne santé car mon beau-père était tout seul et ma belle-mère était malade. Mon mari a donc travaillé jour et nuit pour relancer l'entreprise. Je vous assure que ce n'était

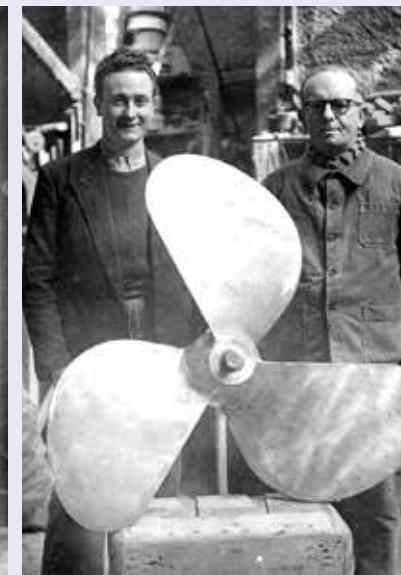
pas facile. J'allais lui porter une thermos de café la nuit et le matin, je partais travailler. Ce n'était pas de la tarte mais c'est comme ça qu'il a réussi à se refaire une clientèle. Ensuite il a pu prendre un ouvrier, puis deux, etc.

On faisait des pièces pour les raffineries Say. Il fallait qu'elles soient réalisées dans un délai de quinze jours maximum. Mon mari faisait le moulage d'une pièce qui partait ensuite en fonderie parce que dans la fabrication d'une pièce, il y avait le moulage, le coulage et l'usinage. On travaillait beaucoup pour les Fonderies Nantaises parce que mon beau-père était spécialiste des hélices. Les pales étaient faites entièrement à la main avec des rabots.

Un beau jour, la clinique Mellinet nous a donné congé pour faire des travaux d'agrandissement. Nous avons donc déménagé l'entreprise dans un bâtiment en fond de cour, avenue de la Fauvette, à côté de la mairie de Chantenay. Là, ils ont été trois, quatre, puis cinq et jusqu'à une dizaine à travailler. Ça marchait bien, on était content. Et un jour,



Rue Rollin, porche d'entrée de l'atelier de modelage Joachim Allio - années 30



Joachim Allio et son fils devant une de leurs réalisations - années 50

un confrère de la rue Ferdinand-Buisson, qui devait prendre sa retraite, a demandé à mon mari s'il était intéressé pour reprendre son atelier. Il a accepté et on a repris cette entreprise mais avec cinq ouvriers seulement. On avait donc deux ateliers. Ensuite, on est partis à Saint-Herblain dans

la zone industrielle pour les rassembler. L'entreprise s'est donc développée et on a eu jusqu'à soixante-dix ouvriers. Aujourd'hui, elle existe toujours mais sur Malville. Tout est informatisé maintenant, c'est une autre époque... » **Andrée**

### Le quartier des PTT

À partir des années 30, le quartier Daubenton dominé depuis un siècle par l'activité des fondeurs devient progressivement le quartier des PTT. Cet ancrage d'un secteur tertiaire amorce la mutation économique que l'ensemble du quartier de Launay va connaître après la Seconde Guerre mondiale : la transformation des anciens locaux industriels en entrepôts puis en commerces et services.

L'implantation des services postaux dans le quartier remonte à l'année 1885. À cette date, les habitants du quartier dispose d'un bureau de poste ouvert dans un local de la rue Rollin loué au fondeur Francis Russeil.

En 1931, l'administration des postes acquiert le site de la fonderie Aubert situé entre la place Daubenton et les rues Fulton et Rollin. Le bureau de la rue Rollin est maintenu et en 1937, un bâtiment destiné au service des chèques postaux est construit au 6, rue Fulton. Dans les années 40, un autre bloc est édifié en face, au n°5, pour héberger le service de la perception. Une passerelle est construite au-dessus de la rue afin de relier les deux bâtiments. L'ensemble devient le centre des « Postes et Télécommunications – Nantes-Rollin ».

En 1965, le service des chèques postaux, transféré depuis deux ans à la Recette principale, place de Bretagne, laisse la place au CRMT (Centre régional de mécanographie des télécommunications) auparavant installé rue Maurice Sibille. Abritant par la suite le Centre de calcul régional et le Centre de facturation et de recouvrement de France Telecom (les services de La Poste et ceux des Télécommunications étant séparés depuis 1990), les locaux se déployant entre le 6, rue Fulton et le 3, rue Rollin sont aujourd'hui toujours occupés par l'opérateur, dénommé Orange depuis 2013. Le bâtiment du 5, rue Fulton est quant à lui occupé par l'institut supérieur d'opticien.

Au début des années 70, les PTT développent leurs services sur un autre site, celui autrefois occupé par la fonderie Pageot et Praud entre les rues Chaptal et Duderzène et la place Daubenton. L'industrie avait été rachetée en 1929 par la société Les Bons produits qui trouvait là un emplacement non loin du port pour y édifier son magasin général. Trente ans plus tard, l'entrepôt est racheté par l'entreprise néerlandaise Philips qui ouvre sa succursale nantaise au 4, place Daubenton, en 1958, au moment du lancement de la « Haute-Fidélité » de la marque en France. Les locaux abritent alors un auditorium, une salle de démonstration du matériel et des

bureaux. En 1973, la direction des services postaux dépose un permis de construire afin de transformer « les anciens établissements Philips en un centre de distribution ». Toujours en fonctionnement, ce centre a conservé les murs de l'ancien magasin général des Bons produits.

► « Après la guerre, j'étais en seconde et à la fin de l'année scolaire, je devais remplir des papiers pour aller à l'école normale. Mais avec une copine, on s'est dit qu'on ferait mieux de travailler car on aurait un salaire.

Place Mellinet, il y avait toutes les administrations comme les Douanes, les Impôts. Alors avec ma copine, on est allées voir aux Impôts. Le directeur nous a dit : « Asseyez-vous, mesdemoiselles. » Et tout d'un coup, j'entends le fauteuil faire « tiouf » ! Nous voilà toutes les deux pliées de rire ! On n'a jamais eu de nouvelles... Il paraît que c'était pour déstabiliser.

Mon amie avait de la famille dans les PTT. On avait profité des vacances de Pâques pour s'inscrire en espérant avoir un emploi pour la rentrée de septembre mais, quand on a eu fini de remplir nos papiers, ils nous ont dit : « Vous commencez lundi ! ».

Je suis donc d'abord rentrée au central téléphonique de la rue Maurice-Sibille. On était une soixantaine à la queue-leu-leu. Ce n'étaient que des fiches à brancher. Tout était manuel à l'époque. Il y avait des lampes qui s'allumaient et quand une lampe scintillait, il fallait décrocher tout de suite. On avait une surveillante dans le dos qui disait : « Répondez ! ». J'ai travaillé là de 1947 à 1952. J'ai arrêté à la naissance de ma fille et j'ai pris une disponibilité.

Quand j'ai repris le travail en 1955, j'ai été nommée aux Chèques postaux, rue Fulton. Il fallait préparer et vérifier les chèques et ensuite taper les chiffres comptables. Le soir, il fallait que le compte soit bon, au centime près ! À l'époque, on passait des heures à rechercher des centimes.

Nous étions beaucoup à travailler car il y avait plusieurs services. Dans le mien, on était peut-être cinquante. Il n'y avait pas beaucoup d'hommes sauf chez les inspecteurs puisqu'en général, c'étaient des hommes.

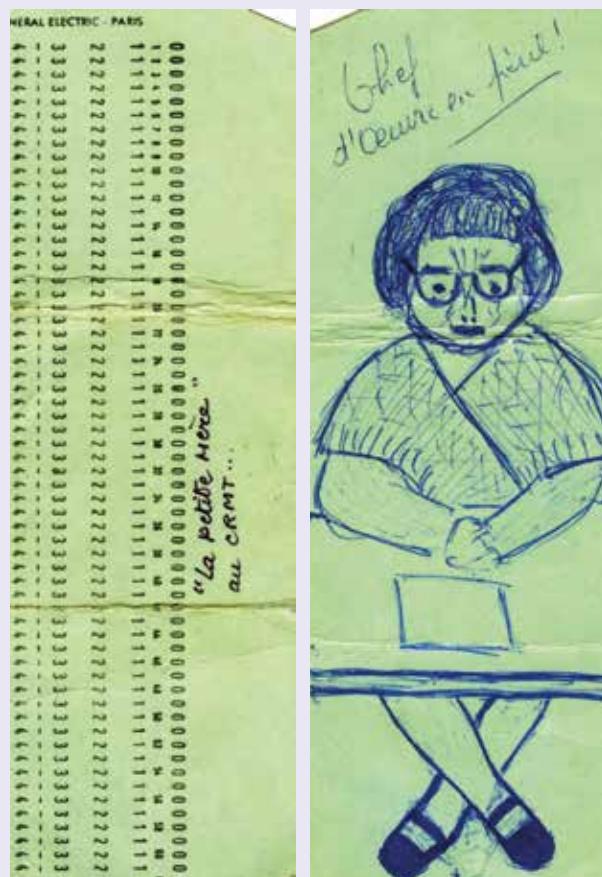
J'aimais bien mon travail et l'ambiance avec les collègues. Après on est parti place de Bretagne aux quatrième et cinquième étages du centre de la Poste. J'ai donc fait toute ma carrière professionnelle aux PTT. » **Andrée**

► « Je suis entrée aux PTT en 1963. Je travaillais au CRMT, le Centre régional de mécanographie téléphonique qui est devenu après le CRIT, le Centre régional informatique téléphonique. J'ai commencé rue Maurice-Sibille et après, en 1965-1966, on a déménagé rue Fulton.

J'ai trouvé ce travail en sortant de Vial où j'avais fait une formation de sténodactylo. Dans ma famille, on était cinq filles et trois garçons. Mes sœurs sont également entrées dans une administration et parmi mes frères, il y en a un qui a fait l'École normale d'apprentissage, cours Cambronne. C'était le parcours de beaucoup de Nantais : on allait dans les collèges et en sortant, on travaillait tout de suite, soit dans les administrations, soit dans les industries. Moi, j'avais écrit à toutes les administrations et la première qui

m'a répondu, c'était les PTT. J'ai commencé mon travail le lendemain de la mi-carême. On avait fait la fête jusqu'à 4 heures du matin et je suis entrée aux PTT ce jour-là ! Pas bien fraîche mais bon...

On travaillait sur des machines mécanographiques avec lesquelles on perforait les cartes. À l'époque, quand on téléphonait, on recevait des petits tickets avec la facture



Recto-verso d'un ticket de travail du CRMT... - début des années 70

de téléphone. Notre travail, c'était de perforer ces petits tickets et de les vérifier. Par exemple, quelqu'un passait par l'inter et demandait le 22 à Asnières. Nous, après, on perforait que tel numéro avait appelé le 22 à Asnières. Après pour compter, c'était horrible... C'était énorme car on avait tout le secteur Grand-Ouest. C'était toujours le même travail. On était sur les machines et il fallait y aller car on avait de sacrées boîtes de tickets à comptabiliser. Les filles avec le grade au-dessus venaient vérifier de temps en temps pour voir si on ne se trompait pas.

On était pas loin d'une centaine à travailler au CRMT. Dans mon bureau, on était environ vingt ou vingt-cinq filles. On travaillait dans une grande salle sans fenêtre mais avec un système de ventilation. À côté, il y avait le bureau des hommes mais on n'avait pas vraiment affaire à eux.

On devait faire 37 heures et demie par semaine. On les faisait en brigades, c'est-à-dire qu'un jour on faisait 7 heures - 13 heures et le lendemain, on faisait 13 heures - 20 heures. On avait le droit à une pause d'une demi-heure. J'aimais bien ce système parce qu'on avait une demi-journée libre tous les jours.

Comme hiérarchie, il y avait les auxiliaires, les titulaires, la surveillante et l'inspectrice. À l'époque, il n'y avait pas de concours, on rentrait comme ça. Il fallait plus d'un an avant d'être titularisée. Il y avait vraiment une différence entre les auxiliaires et les titulaires.

Au CRMT, il y avait deux syndicats : la CGT et FO. Moi, j'étais à la CGT car mon père voulait que j'y sois. Il était traceur de coque de navire aux Chantiers de Bretagne et il était syndiqué à la CGT. Alors nous, les enfants, il fallait qu'on suive. Quand je me suis inscrite en 1963 ou 1964, j'étais la millième adhérente ! J'ai eu un article dans le journal !



Équipe de travail dans la salle des visionneuses du CRMT - années 70

J'ai quitté le CRMT en 1970 quand nous avons déménagé à Paris. Pendant sept ans, j'ai travaillé avec les petites cartes et les petits trous et à Paris, je suis rentrée aux chèques postaux, boulevard Vaugirard. » **Marie-France B**

► « J'ai fait toute ma carrière aux PTT de Nantes. J'ai commencé le 2 mai 1967 à 19 ans au CRMT, rue Fulton, où j'ai travaillé jusqu'en 1999. Ensuite, je suis allée au 12, rue des Cadeniers près du cours Cambronne jusqu'en mai 2002. Je suis partie en préretraite avec un congé de fin de carrière.

On travaillait avec des cartes perforées et des tickets. J'aimais beaucoup taper les tickets : c'était routinier, ça permettait de s'évader... D'autres employées vérifiaient qu'il n'y avait pas d'erreurs. C'étaient les vérifieuses. Les hommes récupéraient les tickets et les cartes perforées et ils faisaient des calculs.

Des années plus tard, en 1974, on est passés à l'encodage informatique Philips avec de grandes visionneuses sur les tables. On nous a initiés en sept heures seulement. Ces visionneuses servaient à lire les compteurs sur films. Après, on a eu le système SAGEM avec des machines pas faciles d'utilisation.

Il y avait une surveillante pour chaque brigade c'est-à-dire une pour l'équipe du matin et une autre pour l'équipe de l'après-midi. Il y en a une que l'on surnommait « la petite mère ». Elle n'était pas facile. Il y en a eu une autre aussi qui ne tolérait pas qu'on fasse de différence entre les titulaires et les auxiliaires. Elle nous considérait toutes de la même façon.

Régulièrement, il y avait des pots organisés en fin d'après-midi, à l'occasion de fêtes, d'anniversaires ou d'événements tels que mariages, départ à la retraite, etc. » **Léna**

## 7 / L'École Nationale Supérieure Maritime

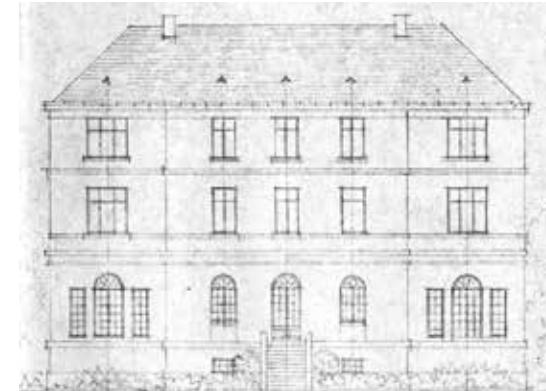
### De l'École d'Hydrographie à l'École nationale supérieure maritime

L'École nationale supérieure maritime est l'héritière d'une longue tradition de formation maritime à Nantes. Son histoire commence en 1671 avec l'acquisition de l'hôtel de Briord par la Société de Jésus. Louis XIV confie alors aux Jésuites le soin d'enseigner l'hydrographie ; enseignement qu'ils assureront jusqu'à leur expulsion en 1762. À partir de cette date, un professeur d'hydrographie est chargé d'enseigner la navigation, l'hydrographie et les mathématiques dans le cadre d'une école publique et gratuite. L'École d'Hydrographie quitte l'hôtel de Briord au début des années 1780 et les cours sont dispensés dans différents endroits.

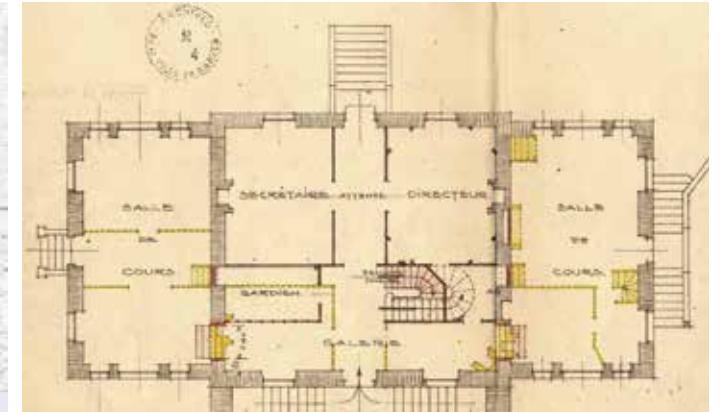
L'ordonnance du 7 août 1825, signée par Charles X, promulguant la réorganisation des écoles d'hydrographie françaises, institue une école de première classe à Nantes. La Ville est alors dans l'obligation de construire un établissement regroupant l'École d'hydrographie et un observatoire. Ces deux nouveaux équipements situés au 18, rue des Flandres et dont la construction a été prise en charge par l'architecte Étienne-Jean-Baptiste Blon, sont inaugurés le 14 août 1827. L'établissement fonctionne pendant soixante années et en 1887, ce dernier est transféré dans des locaux situés au 13, quai des Constructions avant d'être déplacé au 1, rue Chaptal dans un ancien hôtel particulier contigu au lycée de Launay.



Entrée de l'ENSM sur le boulevard Salvadore-Allende - 2015



Plan de la façade de l'ancien hôtel Musset, réalisé par l'architecte Henri Fleury - 1941



Aménagement de l'École d'hydrographie - plan du rez-de-chaussée - 1922

En 1919, une réforme des enseignements maritimes fait de l'école de Nantes une des trois grandes écoles nationales de navigation maritime. Ce nouveau statut implique un déménagement et un agrandissement des locaux. Le transfert est effectué en 1923 dans l'ancien hôtel Musset, au 38, rue Joseph-Blanchart (rue Gabriel-Péri aujourd'hui). Cette belle demeure de deux étages entourée d'un vaste parc est un vestige de l'ancienne propriété que le riche industriel Jean-Baptiste Baboneau avait acquise en 1824 et sur laquelle il avait édifié son hôtel particulier. Projétant d'y établir un institut de chimie, la Ville avait pris possession des lieux en 1918 après l'avoir acquise auprès du négociant de bois René Musset.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des étudiants et des professeurs s'illustrèrent dans la résistance. Le 11 novembre 1940, une trentaine d'élèves entonnent la Marseillaise. Dans l'école, une plaque commémorative rend hommage au directeur Sylvain Crosnier, aux professeurs Émile Lagarde, Pierre Collet et Pierre Marot ainsi qu'à l'étudiant Yvon Kerbrat, membres du réseau Cohors-Asturies. Après les bombardements de 1943, l'Hydro est déplacée dans une école maternelle de la place Dumoustier jusqu'en 1945.

À partir de 1950, plus de trois cents élèves sont accueillis ; la reconstitution de la flotte marchande ayant relancé l'embarquement. L'exiguïté des locaux ne permet plus de dispenser les enseignements dans des conditions matérielles correctes. Une extension avait toutefois été envisagée dès 1941 et à la fin des années 40, un nouveau bâtiment avait été construit pour abriter deux salles-machines, un laboratoire et une salle radio pour former les officiers mécaniciens et radio.

La construction d'une nouvelle école s'impose définitivement en 1953 lorsque André Morice, ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, institue dans le cadre d'une réforme de l'enseignement maritime neuf écoles nationales de la marine marchande. Celle de Nantes étant surtout dédiée à la formation des mécaniciens,



Plan de la nouvelle École de marine marchande, réalisé par l'architecte Yves Liberge - 1953

de nouveaux ateliers devront être construits. Roger Hummel, architecte en chef de la Marine marchande dresse les plans du futur établissement et nomme le Nantais Yves Liberge, architecte d'exécution.

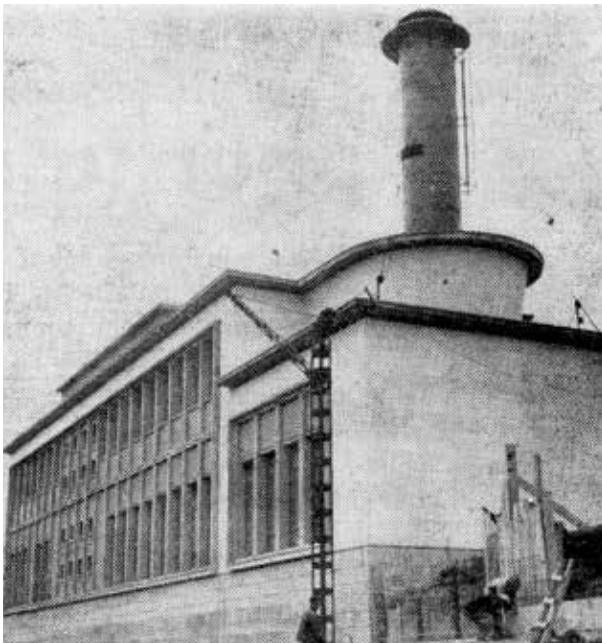
Le premier coup de pioche est donné en 1955 avec la destruction de l'hôtel Musset. Pendant les travaux, les cours sont transférés dans les combles du palais de la Bourse, siège de la Chambre de Commerce.

En octobre 1959, la promotion Pierre Gaborit de Fulgent essuie les plâtres de la nouvelle école qui est officiellement inaugurée le 15 novembre 1961 par le secrétaire général à la Marine marchande, Gilbert Granval et Robert Buron, ministre des Transports.

Le 15 mars 1961, un journaliste de La Résistance de l'Ouest qualifiait l'école comme l'une « des plus belles de France » et en donnait la description suivante : « La nouvelle école d'une conception aussi harmonieuse que fonctionnelle comporte six bâtiments principaux : l'administration, l'externat, l'internat, le foyer, l'infirmierie et l'atelier ». Cet atelier (ou salle des machines) « avec sa cheminée rutilante qui se dresse au-dessus d'un corps de bâtiment qui rappelle étrangement la passerelle de navigation d'un moderne cargo », ainsi décrit dans un article du 26 juin 1958, devient rapidement le symbole de l'école.

Jusqu'aux années 90, l'Hydro de Nantes connaît un fort développement. En 1987, elle est la première école à s'équiper de simulateurs. Un temps compromis, son avenir est toutefois garanti à partir de 2010 lorsqu'elle est retenue avec trois autres sites pour constituer l'École nationale supérieure maritime.

Aujourd'hui, l'ENSM prépare à tous les diplômes supérieurs de la marine marchande, de chef de quart à capitaine et chef mécanicien. Les enseignements sont délivrés au Havre, à Nantes, à Marseille et à Saint-Malo ; l'établissement nantais accueillant plus particulièrement les formations d'officiers de pont et de chefs mécaniciens.



Le bâtiment de la salle des machines flambant neuf et sa fameuse cheminée, vus depuis la rue Gabriel-Péri - 1958

## Devenir capitaine au long cours

« Je suis né en 1934 rue de Brosses chez ma grand-mère maternelle mais nous habitons Basse-Indre. J'étais pensionnaire à l'Externat des Enfants Nantais et en 1953, je suis entré à l'Hydro. J'avais fait une année de prépa à Clemenceau pour préparer le concours d'entrée.

Je ne venais pas d'un milieu marin, ce qui était assez rare. Mon père qui était ingénieur me regardait un peu curieusement mais j'étais très attiré par les métiers de la mer. J'avais envie de bouger, de voyager.

En 1953, l'Hydro était dans un délicieux hôtel particulier au milieu d'un parc. Cet hôtel a été démoli. J'ai fait ma troisième année tout en haut de la Chambre de commerce, place de la Bourse pendant que la nouvelle école était construite. Le parc existe toujours mais il a été mutilé, il ne reste plus grand chose.

Le recrutement des élèves se faisait sur tout l'Ouest. Ce n'était pas sur toute la France car à l'époque, il y avait six écoles de marine marchande en France. À Nantes, comme formation, il y avait Ponts et Machines. J'ai fait la filière capitaine au long cours. On était élève la première année et la deuxième, on était élève lieutenant. Ensuite, on naviguait et on revenait pour faire le brevet de capitaine au long cours.

On avait un temps d'élève obligatoire pendant lequel on allait sur les bateaux. On était sur la passerelle avec un officier. Les cours étaient validés par un diplôme mais ce n'était pas un brevet. C'était le diplôme plus un temps d'élève qui faisait le brevet. Le brevet était international et il autorisait la navigation avec une limite soit géographique, soit de puissance. Un capitaine au long cours peut aller dans le monde entier. » René-Jean



Panneau de présentation de l'École nationale de la marine marchande lors de l'exposition universitaire au palais du Champ de Mars - 1947

« J'ai fait trois années consécutives à l'Hydro de Nantes, de 1967 à 1970. Je n'ai pas vu passer ces trois années, c'est pratiquement les meilleures années de ma vie !

J'habitais en Meurthe-et-Moselle. Il n'y avait pas beaucoup d'étudiants qui venaient de cette région ! J'ai eu la vocation à l'âge de dix ans environ quand mon instituteur faisait les leçons de géographie avec les grandes cartes et les photos à côté. Dès qu'il nous parlait de pays lointains, je n'étais plus là. J'étais déjà parti et même arrivé là-bas. J'essayais d'imaginer comment ça pouvait être. À partir de ce moment-

là, je me suis toujours dit que je voulais voyager loin. Et puis après j'ai choisi la marine marchande parce qu'on pouvait aller dans le monde entier.

Je suis entré à l'Hydro par le biais de ce qu'on appelait la promotion sociale. Pendant une quinzaine d'années entre 1960 et 1975, ce système permettait d'intégrer des écoles dans lesquelles on n'aurait pas pu aller. Avant d'entrer à l'Hydro, j'avais fait une année d'école d'apprentissage maritime à Marseille et je suis venu à Nantes pour faire ma deuxième année de CAP mécanicien dans l'école d'apprentissage maritime à la Trémisnière. Après cette formation, j'ai embarqué comme novice à la machine. J'étais ouvrier mécanicien. Ensuite, j'ai fait mon service militaire et je me suis aperçu que j'avais fait une grosse bêtise et que j'aurais dû écouter mon père... Il voulait que je fasse des études et moi, je ne voulais pas ! Il n'était pas trop d'accord pour que je navigue car il avait peur que je devienne alcoolique ! Toujours est-il que j'ai fait ma forte tête et je suis parti. Ce sont des copains du service militaire qui m'ont appris que je pouvais faire la promotion sociale à l'École de marine marchande et que l'on pouvait avoir une sorte de solde pendant l'année scolaire. Comme ma situation correspondait, j'ai eu le droit d'être payé pendant mes études. J'ai donc passé le concours de l'Hydro pour entrer en formation d'officier mécanicien 3<sup>e</sup> classe. Si je n'avais pas eu ce tremplin, je n'aurais pas fait l'Hydro parce qu'il aurait bien fallu que je gagne ma vie pendant neuf mois.

J'ai fait toute la chaîne de la navigation. À Nantes, j'ai fait officier technicien et ensuite, je suis allé à Paimpol pour faire capitaine 2<sup>e</sup> classe. J'ai poursuivi encore trois années au Havre pour devenir capitaine 1<sup>e</sup> classe, ce qui correspond à capitaine au long cours. Je suis sorti en 1979. » **Étienne**

► « J'ai fait une année à l'Hydro de Nantes en 68-69 et une autre en 71 parce qu'on partait naviguer entre les deux. Je suis originaire du Havre. J'ai passé l'examen d'entrée et j'ai été pris. On n'était pas obligé d'avoir le bac pour passer l'examen d'entrée mais on obtenait ce niveau après la



Dans l'enceinte de l'ENSM, statue de Triton, dieu marin, portant sur sa tête la galère, allégorie de la grandeur du port de Nantes et de ses capitaines. Sculpture réalisée en 1960 par Séraphin Gilly - 2015

première année. Ça permettait plus d'ouverture et d'avoir des gens d'horizons plus variés.

À Nantes, j'ai obtenu le brevet d'officier technicien et ensuite, j'ai préparé le brevet de capitaine 2<sup>e</sup> classe à Paimpol pour faire le pont. » **Christian**

## La formation

► « Comme écoles de marine marchande, il y avait Paimpol, Nantes, Saint-Malo, le Havre et Marseille. Nous, on a toujours dit Hydro, jamais école de marine marchande.

Les étudiants venaient de partout. Il y en avait beaucoup de Bretagne mais l'ensemble de la France était représenté. Je n'ai pas connu la mixité au sein de l'école. J'ai côtoyé des femmes officiers quand j'ai navigué mais pas à l'école.

À ce moment-là, l'Hydro de Nantes n'était que machine et préparait au brevet d'officier radio et à celui d'officier mécanicien. Les officiers radio n'existent plus aujourd'hui

mais c'est à Nantes que le diplôme était préparé. Il y avait des Hydro qui ne faisaient que du pont.

Les ponts s'occupent de la navigation et les machines s'occupent de la conduite des moteurs, de l'entretien, de la frigo, etc. Avant on disait que ceux qui faisaient machine, c'étaient les bouchons gras et ceux qui faisaient le pont, on disait qu'ils étaient sur l'étagère. Aujourd'hui à Nantes, c'est la polyvalence, pont et machine. » **Christian**

## Les cours

► « On avait des cours théoriques et pratiques. On suivait des cours de mathématiques, de physique, de thermodynamique, de mécanique et d'électricité théorique. En cours machine, on faisait vapeur, diesel, électricité. Il y avait différents ateliers. Pour nous familiariser avec les machines qui nous paraissaient mystérieuses au départ, on nous faisait mettre un moteur, une chaudière en route... Il y avait une chaudière avec une grosse cheminée de bateau. Cette cheminée était considérée comme le symbole de l'école. Elle avait été récupérée sur un bateau de guerre saboté à Nantes pendant la guerre. C'était une chaudière au fioul et quand elle était mise en route, ça faisait une grosse fumée noire qui allait dans les appartements de la cité Babonneau à côté !

En deuxième année, pour faire le cours vapeur, il fallait avoir de bonnes bases de thermodynamique pour être capable de faire tous les calculs. On utilisait une règle à calcul graphoplex que l'on montre dans les musées aujourd'hui ! C'était l'ancêtre de la machine à calculer. On fonctionnait avec des logarithmes et ça, il fallait que tout le monde maîtrise. C'est comme pour la navigation au pont, on a connu le sextant. On a été dans les derniers à l'utiliser et à le montrer aux jeunes. Aujourd'hui, ils fonctionnent avec le GPS mais il y a trente ans, on était au sextant !

On avait trois années d'étude à l'Hydro. L'année se déroulait d'octobre à juin et on avait un examen à chaque fin d'année scolaire. À la sortie de l'école, on avait le diplôme mais pour avoir le brevet, il fallait un certain temps de navigation car c'est le brevet qui valide le diplôme. » **Christian**

## Le temps d'élève

► « Le temps d'élève, c'est une expression propre aux écoles de marine marchande. Pour passer de la première année à la deuxième année comme officier technicien, il fallait deux ans et demi à trois ans de navigation. On apprenait le métier comme ça, les anciens transmettaient aux nouveaux. Au bout d'un an ou d'un an et demi, on commençait à connaître pas mal de choses et on arrivait à avoir un temps dérogatoire pour faire différents travaux. Pour mon premier temps d'élève, j'ai fait quatre voyages en douze mois et demi.

Aujourd'hui les élèves apprennent avec des simulateurs. Ils ont tant d'heures de simulateurs qui comptent comme temps d'élèves. C'est bien mais ça ne remplace pas l'expérience que l'on pouvait acquérir sur un bateau. » **Christian**

## Le brevet

► « Avec le brevet de la marine marchande, on est apte à exercer sur tous les navires, apte à toutes les propulsions, à toutes les navigations. Aujourd'hui, les jeunes qui ont le brevet ont la formation de base à laquelle on ajoute toutes sortes de certificats comme le certificat pétrole pour les pétroliers, le certificat des navires à passagers, etc. En tout, il y a une dizaine de certificats qui s'ajoutent au brevet pour être apte à naviguer n'importe où. Ce changement est dû à des nouvelles réglementations internationales. Le siège de l'Organisation mondiale de la marine marchande est à Londres et tous les ans ou les deux ans, en fonction malheureusement des naufrages, cette organisation réajuste soit le temps d'études, soit le programme en créant des nouveaux certificats en plus du brevet initial. » **Étienne**

## La direction et les professeurs

► « L'école dépend du ministère des transports. Les professeurs de l'enseignement maritime sont des militaires aux ordres du directeur. Ils ont des grades de la marine nationale de deux à cinq galons, y compris les étoiles quand ils sont amiraux.

Le directeur, l'intendant, le concierge et le surveillant général habitaient dans l'école. Au début il y avait des pions pour l'internat. C'étaient des anciens militaires qui avaient fait quinze ans de marine nationale. » **Étienne**

► « Parmi les professeurs, il y avait ceux qui étaient rigoureux et dont on se rappelle parce que c'étaient de grands pédagogues. Ils arrivaient à amener des gens à un très bon niveau. Par exemple, on avait un prof en mécanique qui était à la pointe de ce qui se faisait. On pouvait travailler sur les mêmes machines que celles construites à Saint-Nazaire. » **Christian**

## Les locaux

► « Les salles de classes étaient dans l'immeuble de trois étages. Il y avait un bâtiment avec les ateliers et un autre pour la direction. On avait une grande salle où se déroulaient les conférences et dans laquelle nous passions les examens. L'internat se trouvait du côté de la ligne de chemin de fer avec les cuisines en sous-sol. Il y avait une infirmerie et une lingerie parce que quand on était interne, on ne rentrait que pendant les vacances de Noël et celles de Pâques. » **Étienne**

## L'internat

► « On devait être deux cent cinquante élèves à peu près. Les trois quarts étaient internes. Il n'y avait que les Nantais et les gens qui habitaient la banlieue proche qui n'étaient pas internes. Tout le matériel était fourni. On ne payait que notre nourriture à un prix défiant toute concurrence et l'internat était quasiment gratuit.

L'internat, c'était formidable ! C'était comme une famille. On était par chambres de quatre ce qui était beaucoup parce qu'elles n'étaient pas très grandes. On avait un lit, une table de chevet et un petit placard. L'internat nous préparait très bien à la navigation parce qu'on était habitués à vivre à plusieurs dans un petit espace comme sur un bateau. Il y avait une très bonne ambiance. Quand on avait des difficultés pour certains travaux, on se mettait à trois ou quatre pour trouver la solution. On pouvait utiliser les salles de classes jusqu'à une heure du matin si on avait besoin. » **Étienne**

► « On restait à Nantes tous les week-ends. La première année, on n'avait pas beaucoup d'argent et on ne sortait pas beaucoup. On faisait avec. On allait prendre un café et de temps en temps, on allait au cinéma. On ne faisait pas vraiment d'extra. Les cafés du quartier comme Le Meuris ou le Jean-François de Nantes étaient les lieux de ralliement de l'Hydro. Les élèves et pas mal de profs en technique allaient prendre leur petit coup dans ces cafés.

Ensuite, quand on a fait notre temps d'élève, on a commencé à gagner de l'argent. À notre retour, on s'est donc permis plus de sorties. On avait la caisse de muscadet dans la 2 CV, on allait au restaurant... On faisait aussi les tonus comme ceux des infirmières, des orthophonistes, de l'ENSM. On profitait tous ensemble de Nantes. » **Christian**

## Le bureau des élèves

► « Quand j'ai fait ma deuxième année d'officier-technicien, j'étais au bural, le bureau des élèves, qui était composé d'un président, le grand mât, d'un vice-président, le mât de misaine et d'un trésorier. J'étais le trésorier. Chaque classe était représentée au sein du bural.

Le bural n'avait pas un rôle officiel. Il servait d'interface

entre la direction et les élèves. Quand le directeur avait des informations non officielles à faire passer, il s'adressait au grand mât. Le grand mât réunissait le bureau et on délibérait pour savoir ce qu'on allait répondre à la direction.

À chaque rentrée, le bural organisait la sortie du pilot. On allait place Royale devant la fontaine et on faisait tout un parcours dans le centre. Le pilot traînait un bateau avec du monde dessus et on s'arrêtait de bar en bar.

Le bureau servait aussi à préparer les festivités comme les tonus et la nuit de l'Hydro. » **Étienne**

## La nuit de l'Hydro

► « Dans l'année, il y avait deux moments forts : la nuit de l'Hydro et la nuit de l'ENSM. Ça faisait partie des deux grandes soirées attendues par les Nantais. Aujourd'hui, l'Hydro s'appelle l'ENSM, l'École nationale supérieure maritime mais pour nous l'ENSM, c'était l'École supérieure de mécanique. Aujourd'hui, c'est Centrale.

C'est notre promotion qui a remis la nuit de l'Hydro au goût du jour car il n'y en avait pas eu depuis longtemps. La première a eu lieu en 1968 et ça a été phénoménal. C'était énorme ! C'était ouvert à tout le monde. Les gens venaient en grande tenue. Toutes les salles de l'Hydro étaient pleines à craquer. Il y avait deux orchestres dans une grande salle et dans la cantine. Il y avait une discothèque et une rhumerie avec au moins cinq cents bouteilles de rhum. C'était grandiose ! »

Avant les nuits qui commençaient début mars pour toutes les grandes écoles, il y avait les tonus en janvier, février. Il y avait les tonus des facs, ceux de l'Hydro, des infirmières, des orthophonistes, etc. Ça, c'était très festif, c'était la grande rigolade. » **Christian**



Baptême des pilotes sur les marches du théâtre Graslin - année scolaire 1971 - 1972



Baptême des pilotes, défilé sur la place Royale - année scolaire 1971 - 1972

« Le bural était jumelé avec le bureau des élèves de l'école d'infirmières. Chez les infirmières, la présidente s'appelait la grande seringue. On les aidait à préparer leurs nuits et beaucoup de tonus étaient organisés par les deux bureaux. C'est comme ça que j'ai connu ma future femme et je ne suis pas le seul à m'être marié avec une infirmière...

L'argent que l'on récupérait pendant la nuit de l'Hydro servait d'une année sur l'autre. On essayait d'équilibrer les finances parce qu'on faisait venir quatre orchestres assez connus, deux locaux et deux nationaux. Pour la rhumerie, on allait chercher le rhum chez Prou, le marchand de spiritueux de la rue de la Brasserie. Il avait des barriques de rhum magnifiques. Un mois avant la nuit de l'Hydro, le bural était convié chez lui pour venir goûter le rhum. On évitait d'y aller à midi parce qu'on n'aurait pas pu suivre les cours de l'après-midi ! » **Étienne**

## Mai 68

► « À l'Hydro, il y a eu un avant et un après mai 68. Avant, c'était une organisation quasiment militaire. La direction prenait toutes les décisions. Comme j'étais représentant des élèves de ma classe, j'ai participé aux discussions après 68. Les premières ont eu lieu en novembre parce qu'à l'époque on rentrait vers le 15 octobre. Ça s'est plutôt mal passé au début parce que le directeur disait non à tout. Et nous, on avait les textes que l'on avait eu le temps de lire.

Par exemple, on avait demandé que l'internat change de nom et qu'il soit appelé « Maison des étudiants ». Moi, j'avais demandé au sein du bural qu'il s'appelle « Maison du peuple », histoire de mettre l'ambiance ! On avait aussi vu dans les textes la possibilité d'accueillir les jeunes femmes. On a donc demandé que des filles puissent venir dans l'internat. C'était monstrueux pour des militaires de demander des choses pareilles ! Ils n'avaient jamais eu de

**HYDRO 70**  
De 22 heures à l'Aube

**4 ORCHESTRES**

**Gabriel MURAT**  
et son prestigieux orchestre composé de 13 éléments, interprète les tous derniers succès Français et Etrangers.

**Les SPHINX**  
Orchestre moderne, Formation Lorientaise bien connue.

**Philippe BINI**  
1<sup>er</sup> Prix de Conservatoire, passé maître dans l'animation des grandes nuits.

**Pierre JOLY**  
Sympathique Formation que l'on apprécie entre toute dans la région.

Programme musicale de la nuit de l'Hydro - 1970

telles demandes. Le directeur nous a répondu que c'était hors de question. Face à son refus, on lui a annoncé que l'on se mettait en grève dès le lendemain. Il nous a mis dehors et une heure après, il nous a rappelés pour nous dire que notre revendication était acceptée... Il avait dû appeler sa hiérarchie qui a sans doute eu peur que notre grève fasse boule de neige. Comme nous étions en relation avec les facs et les autres écoles, ils ont dû avoir peur que les grèves recommencent. L'internat s'est donc appelé « Maison des étudiants » pendant trois ans et on a pu inviter des filles. » **Étienne**

## Naviguer et voyager

► « À la sortie de l'école, j'ai fait trois lettres. Une à la Compagnie générale transatlantique, la Transat, une autre aux Messageries maritimes et la troisième aux Chargeurs réunis. J'étais pris dans les trois et j'ai choisi la Transat. L'armement était au Havre mais il y avait des bureaux dans tous les grands ports de France. À Nantes, il y avait un bureau sur le port de Nantes et un autre, place Graslin dans de magnifiques locaux. On peut encore voir l'emblème.

Les Messageries maritimes étaient à Marseille et les Chargeurs réunis étaient au Havre. À l'époque, chez les marins, on ne se mélangeait pas entre le sud et le nord. Il y avait les Bretons d'un côté et les Marseillais et les Corses de l'autre. Moi, comme j'étais de Meurthe-et-Moselle, j'étais au milieu et je ne prenais parti ni pour l'un ni pour l'autre. Ensuite, la Transat a fusionné avec les Messageries maritimes pour faire la CGM. Après la CGM est devenu CMA - CGM. Quand il y a eu la fusion, les marins du sud et ceux du nord ont été mélangés.

J'ai fait du long cours de 1965 à 1979. J'ai vécu des moments exceptionnels parce que, des fois, on pouvait faire des escales de dix jours à Los Angeles ou à San Francisco. Au début, on faisait quatre mois à bord. À un moment donné le long cours n'était plus conciliable avec la vie de famille. En 1979, j'ai demandé ma mutation pour la SNCM. Les bateaux étaient construits aux chantiers Dubigeon. J'ai fait vingt-et-un ans dans cette compagnie jusqu'à ma retraite. J'aurais bien aimé faire un ou deux voyages au long cours en fin de carrière, puisque j'étais capitaine. » **Étienne**

► « Quand on sortait de l'Hydro, on écrivait aux compagnies et là, on avait le choix. On était pris rapidement, le temps que le courrier fasse l'aller-retour. Il y avait aussi des

compagnies qui donnaient des bourses à certains étudiants le temps de leurs études et en échange, ils devaient aller travailler pendant trois ou quatre ans chez elles.

Ceux qui voulaient faire des voyages allaient à la Transat, aux Messageries ou aux Chargeurs, ces grandes compagnies qui faisaient du long courrier. Ceux qui étaient attirés par de bons salaires choisissaient plutôt les compagnies de pétrole.

L'emploi dans la marine marchande a été bon jusqu'en 1975. Après, c'était plus compliqué. Quand j'ai commencé à naviguer, il y avait huit cents navires au long cours, beaucoup plus petits que ceux d'aujourd'hui. Maintenant, il y en a quatre-vingts environ. Donc quand j'ai commencé, il y avait de l'emploi, beaucoup d'emplois. Il y avait jusqu'à quarante personnes sur un petit bateau car il y avait beaucoup de corps de métiers. Ensuite les bateaux sont devenus de plus en plus gros. Les containers sont arrivés et ont remplacé le vrac qui pouvait nécessiter une semaine de déchargement. En 1995, les plus gros navires du monde pouvaient transporter quatre mille containers et aujourd'hui, on est entre seize mille et dix-huit mille containers avec vingt personnes à bord.

J'ai navigué pendant trente-sept ans et j'ai fait du long cours toute ma carrière. J'ai terminé ma carrière avec la banane des Antilles sur des porte-containers. J'ai quasiment fait tous les pays du monde. Je regrette juste de ne pas avoir pu faire l'Australie et la Nouvelle-Zélande. » **Christian**

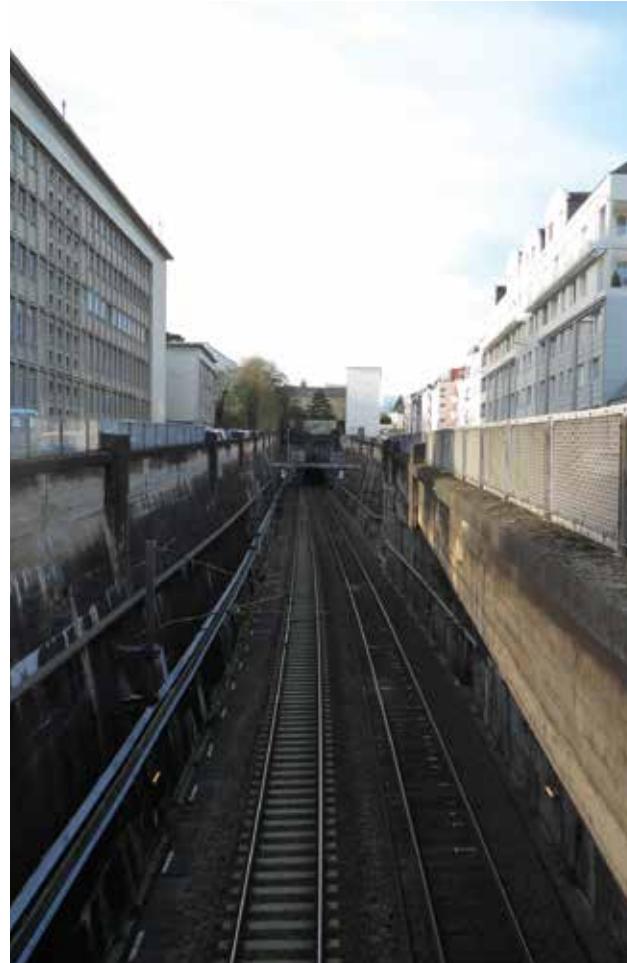
## 8 / Le tunnel ferroviaire

### Le chemin de fer à Nantes : de la Fosse au tunnel

Pendant plus d'un siècle, les trains ont circulé le long des quais de Nantes, au milieu des encombrements, avant de disparaître dans une succession de tunnels et de tranchées. Toute une histoire...

C'est en 1851 qu'est officiellement ouverte la ligne de chemin de fer Angers-Nantes. L'arrivée du train sur la prairie de Mauves donne lieu à deux jours de festivité. Mais déjà les autorités municipales et la chambre de commerce exigent de la C<sup>ie</sup> de Tours à Nantes, à qui la ligne a été concédée, que la voie soit prolongée jusqu'au port. Un port en déclin et qui doit faire face à la concurrence d'autres cités portuaires. Dans l'esprit des négociants et armateurs nantais, le train doit être au service des activités portuaires et de la navigation. Ils veulent le rail à côté de leurs navires et à la porte de leurs entrepôts.

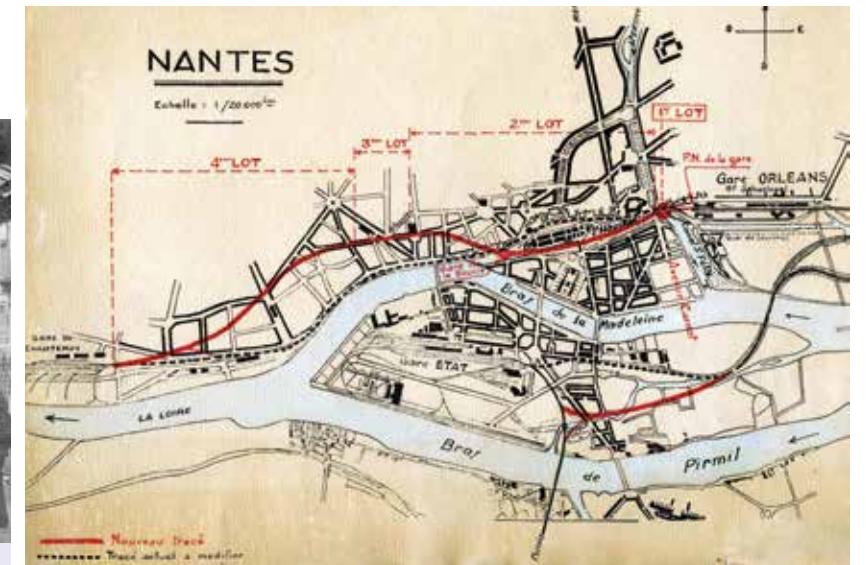
La C<sup>ie</sup> de Tours à Nantes vient d'être annexée à celle de Paris à Orléans, et cette dernière, plus que réticente, fait valoir « *les inconvénients graves et la gêne excessive* » de ce tracé de trois kilomètres joignant la gare de la prairie de Mauves à l'entrepôt des Salorges. Mais rien n'y fait. Au nom des « *intérêts maritimes* », la jonction avec le port se fait en 1853.



La tranchée ouverte de la voie ferrée Nantes - Saint-Nazaire, rue Babonneau - 2015



La gare de la Bourse sur le quai de la Fosse - début du 20<sup>e</sup> siècle



Plan indiquant le futur tracé de la voie ferrée - 1938

### Le train à quai

Une gare de marchandises, dite « gare maritime » est aménagée, située aux entrepôts des Salorges, à l'angle de la rue Meuris et du quai de la Fosse. Il ne s'agit pas d'une gare à proprement parler mais d'un ensemble de voies qui permettent le stationnement des wagons sur le quai au plus près des bateaux.

La question du prolongement de la ligne jusqu'à Saint-Nazaire est une nouvelle pomme de discorde. Tandis que la compagnie de chemin de fer préconise un contournement par le nord, le conseil municipal s'y oppose. Le ministre des Travaux publics tranche pour le tracé empruntant les quais jusqu'à Chantenay. À la demande des édiles nantais, on créera une nouvelle gare de voyageurs, dite « gare de la Bourse », au début du quai de la Fosse. Le prolongement de Saint-Nazaire est ouvert en 1857.

### Un viaduc sur la Fosse ?

Alors que de nouvelles lignes voient le jour et que le trafic ferroviaire s'accroît de façon considérable, Nantes se voit dotée pour longtemps d'une traversée à voie unique en pleine ville, longue de 4,7 kilomètres entre la gare d'Orléans et celle de Chantenay, agrémentée d'une trentaine de passages à niveau, où transitent tous les trains des lignes de Saint-Nazaire et de la Bretagne. La vitesse y est limitée à 16 km/h. Avec le développement de la circulation routière et la création d'un réseau de tramway à double voie, la situation va devenir quasi inextricable sur les quais. Trois cent quarante accidents sont à déplorer entre 1857 et 1912.

Dès avant la Première Guerre mondiale, la suppression des passages à niveau est réclamée. La C<sup>ie</sup> d'Orléans suggère à nouveau le contournement par le nord, on parle aussi d'un viaduc...



Déviation de la voie ferrée vers l'ancienne gare de la Bourse sur l'espace comblé de La Loire - 1941



Vue en plongée du chantier de construction du tunnel sous la place René-Bouhier - 1938

Le débarquement des troupes américaines en 1917 engendre un accroissement considérable du trafic avec Nantes et oblige à un doublement de la voie dans la traversée de la ville, causant une gêne supplémentaire. En 1928, le projet de viaduc, qui aurait fait passer les trains au niveau du premier étage des beaux immeubles du quai de la Fosse, est écarté par la municipalité.

### Le choix d'une voie en souterrain

Un accord est enfin trouvé en 1930. La traversée de Nantes se fera à partir de la gare d'Orléans en empruntant l'ancien bras de l'Hôpital (qui vient d'être comblé) par une tranchée à l'air libre jusqu'à l'Hôtel-Dieu, puis par une galerie couverte pour rejoindre le quai de la Fosse. Ensuite un tunnel, dit de l'Héronnière, ira du quai jusqu'à la rue d'Alger. Le trajet continuera par la galerie Saint-Louis, sous les rues de Constantine et de la Brasserie pour déboucher rue Babonneau, où sera réalisée une tranchée ouverte de 200 mètres pour assurer l'aération des parties souterraines. Enfin, un dernier tunnel, dit de Chantenay, passera sous la butte Sainte-Anne.

Les travaux commencent en 1934 ; ceux de la troisième tranche, la galerie souterraine entre Saint-Louis (Notre-Dame-de-Bon-Port) et la rue Babonneau en 1936. Il va falloir détourner la Chézine qui passera sous le tunnel de la voie ferrée au moyen d'un double siphon en U. De même pour le ruisseau de Pilleux. Opérations complétées par l'établissement de stations de pompage place René-Bouhier et rue Babonneau destinées à assurer l'étanchéité du tunnel et à le protéger des crues de la Loire.

Lorsque la SNCF succède aux anciens réseaux en 1938, le coût des travaux a doublé. Le programme est simplifié, la gare de la Bourse, qui devait être reconstruite, sera supprimée.

La mobilisation vient interrompre le chantier. Nantes est occupée en juin 1940. Après l'armistice, les travaux

reprennent pour remédier au chômage. La maçonnerie du tunnel de Chantenay et de la tranchée qui longe la rue Babonneau est achevée. Mais, sur ordre des Allemands, le chantier doit s'arrêter à nouveau en 1942 en raison de la pénurie de matériaux. Place René-Bouhier, les troupes d'occupation ont établi un plan incliné pour descendre leurs camions dans le tunnel dont ils ont fait un abri.

### Le bout du tunnel

Les travaux ne reprendront qu'en 1950. Dans la galerie déjà percée entre la place du Sanitat et la rue des Capucins on met en place la voûte de béton. Reste aussi à terminer le passage sous la place René-Bouhier. Un chantier particulièrement délicat. Les immeubles construits autour de la place reposent sur un fond de vase, il ne faut donc provoquer ni éboulements ni glissements... Il s'agit d'édifier un anneau de 51 mètres de long qui fera la soudure entre la galerie de la rue de Constantine et celle de la rue de la Brasserie. 200 pieux, de 16 à 18 mètres à travers l'argile jusqu'au rocher, seront nécessaires pour asseoir le radier. Il faudra aussi faire sauter un blockhaus édifié par les Allemands.

En 1955, les Nantais voient... le bout du tunnel. Entre l'ouverture des premiers chantiers et l'achèvement des travaux, il se sera écoulé vingt ans, marqués par de nombreuses interruptions. La presse peut titrer : « *En octobre au plus tard, les passages à niveau auront vécu !* »

Le 17 décembre 1955, la nouvelle ligne est officiellement inaugurée. Dès 1956, on procède à l'enlèvement des anciennes voies ferrées entre les gares de Chantenay et d'Orléans. Les travaux d'élargissement du quai de la Fosse ne sauraient tarder...



Construction du tunnel sous la rue de la Brasserie - 1941



Rue Babonneau, chantier du percement de la tranchée ouverte de la voie ferrée - 1941



Rue Babonneau, la tranchée ouverte bétonnée - 1941



Vue sur le débouché du tunnel côté Chantenay - 1941

## 9 / Le quartier pendant la guerre

► « Mon père a travaillé à la construction du tunnel. Il était chef d'équipe dans l'entreprise Dupeau. Il s'occupait du bois, des coffrages et des charpentes. Le chantier était dans le centre-ville, place de la Petite-Hollande où il y avait de grands tas de sable. » **Serge**

► « On a vu les travaux du tunnel ferroviaire parce que ça se passait juste devant chez nous puisqu'il passe sous la rue de Constantine. Il y avait beaucoup d'ouvriers. Ah les malheureux ! C'était dur ! Comme c'était de la roche, soit ils creusaient au marteau-piqueur, soit ils mettaient un coup de mine. Ils travaillaient dans des conditions de sécurité très limites. On a eu des cailloux dans notre cour... Et le bruit était infernal ! » **Pierre**

► « J'ai connu la construction du tunnel. Comme il n'était pas fini pendant la guerre, on allait s'y réfugier au moment des alertes. Je travaillais place Mellinet à la Direction des affaires maritimes à ce moment-là. Quand il y avait une alerte, je courais jusqu'à la rue Babonneau. Je me souviens des petits vieux qui avaient du mal à courir et qui n'arrivaient pas à se réfugier à temps. Quand l'alerte était finie, je repartais travailler. » **Simone**

► « Pendant les alertes, on allait à l'abri dans le tunnel. Le chantier avait débuté avant la guerre mais il n'était pas fini. La tranchée de la rue Babonneau était faite et la rue de la Brasserie était couverte. Ça allait jusqu'à l'église

Saint-Louis. L'entrée du tunnel de Chantenay était déjà commencée. Deux murs avaient été construits et à chaque alerte, on allait dedans. Il y avait beaucoup de gens qui y allaient.

Après la guerre, quand les travaux ont été finis, on entendait le train passer quand on habitait boulevard Saint-Aignan. Ça faisait comme quand on est à Paris et que l'on entend le métro. » **Jacqueline**

► « Quand j'étais gamine, avec les jeunes du quartier, on descendait dans le tunnel pour aller chercher du cresson. Il y avait une source et le cresson poussait là. C'était ouvert, les escaliers étaient faits et on pouvait descendre dans la tranchée. » **Marie-Paule D**

► « Quand je suis arrivée dans le quartier, rue Mathurin-Brissonneau, le train passait encore sur le quai de la Fosse. Ça faisait du bruit ! On les entendait aller et venir sans arrêt. Au départ, je n'étais pas habituée mais après on ne les entend plus.

Quand le tunnel a été mis en service, je me suis dit que je ne le prendrais jamais parce que j'avais peur que ça s'écroule ! Mais on était bien obligés de le prendre parce que pour aller en Bretagne, c'est tout ce qu'on avait. Au début, on avait la trouille. On disait que le tunnel allait s'écrouler sur le train ! Mais ça s'est bien passé et puis il existe toujours. » **Anne-Marie**

► « Mes parents habitaient rue du Bois-de-Barre dans le bas de Chantenay. Ils étaient originaires du Finistère sud. Là-bas, à part les marins, il n'y avait rien. Alors ceux qui ne l'étaient pas venaient tous en ville. Mon père a commencé comme maçon et ensuite, il a été embauché chez Talvende, les savonneries dans le bas de Chantenay. Il travaillait aux chaudières à charbon. Ma mère était couturière à domicile.

En septembre 1939, mon père a été mobilisé. J'avais 10 ans et j'étais dans la classe du certificat. Je revois encore l'écriteau à la porte de l'école annonçant la mobilisation générale. Il est parti à Lorient le troisième jour après l'annonce. En 1940, il était au camp de Mailly où il était convoyeur de permissionnaires. Du fait qu'il savait lire et écrire, il était sergent.

Ensuite avec ses hommes, ses gars comme il disait, ils ont été faits prisonniers à Dijon. Et alors là, on a été des mois et des mois sans nouvelles. Maman pleurait toute la journée. Il y avait une chanson à l'époque chantée par Rina Ketty qui s'appelait : « J'attendrai le jour et la nuit... ». Et quand maman l'entendait à la radio, c'étaient des pleurs, des pleurs...

Mais, pendant ce temps-là, il fallait manger et payer le loyer. Pour se chauffer, on allait récupérer des escarbilles qui étaient déposées dans un enclos près du chemin de fer parmi les usines du bas de Chantenay. J'y allais avec mes deux voisines et je n'étais pas peu fière de ramener mon sac rempli d'escarbilles. Mais le lendemain, quand on allait à l'école, ce n'était pas drôle car nos mains étaient noires. Ça passe sous la peau et ça ne s'enlève pas.



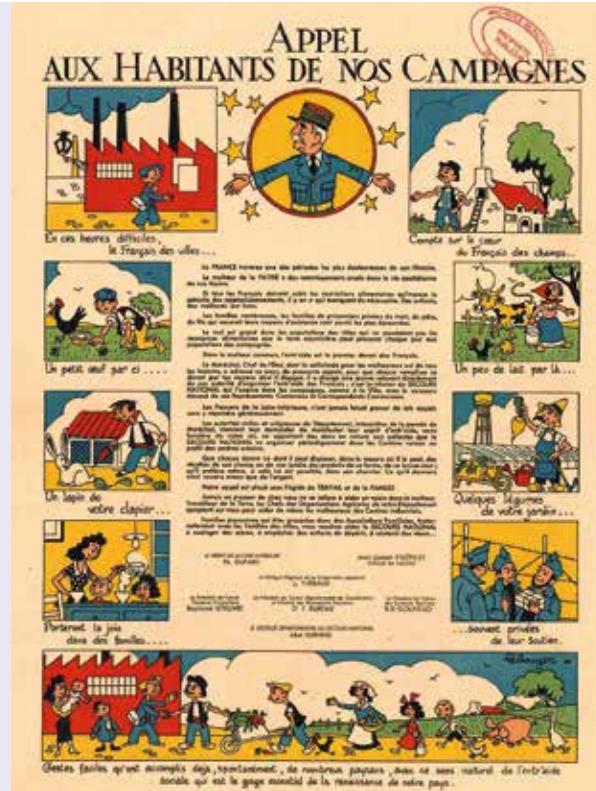
Affiche publiée par la municipalité le jour de l'ordre de mobilisation générale et relayant l'appel national à l'Union sacrée - 1er septembre 1939

Comme maman ne gagnait pas beaucoup avec la couture, elle est allée travailler chez Talvende qui embauchait les femmes des prisonniers. Comme c'était un travail à la chaîne, il fallait qu'elle reste debout. Elle n'a pas pu rester car elle était handicapée.

Papa est rentré pendant l'été 42 au moment de la Relève. J'étais chez ma tante à Plouhinec comme tous les étés. Maman m'avait prévenue de son retour et m'avait dit qu'ils viendraient tous les deux me voir. Ma cousine et moi avions pris les devants. Il y avait six kilomètres pour arriver à Plozévet. Quand on est arrivées, mes parents sortaient juste du bourg. Je me suis demandée avec qui ma mère était parce que je n'avais pas reconnu mon père. Avant il avait toujours une casquette bleu-marine de Breton avec la visière dure, mais là, il avait un béret basque et il avait perdu vingt-cinq kilos ! » **Andrée**

« Avec mon petit frère, on a vu les Allemands arriver à Nantes en 1940. On rentrait du patronage et on descendait le boulevard Saint-Aignan à pied. C'est là qu'on a vu tout un troupeau d'Allemands. Ils chantaient en tapant des pieds. On avait eu peur tous les deux ! Une dame nous avait dit : « Mais les petits enfants, marchez donc tranquillement ! Ils ne vont rien vous faire ! » Elle nous avait rassurés mais ça marque drôlement ! » **Monique**

« Nous habitions rue de la Verrerie pendant la guerre. Les Allemands avaient réquisitionné des chambres chez mes parents. Quand ils sont arrivés, ils ont fait le tour de la maison avec des accordéons pour nous embêter. Ils se sont installés dans la salle de séjour. Il y en avait un qui nous fixait pendant que nous mangions dans la salle à manger à côté. Un jour, je m'en souviendrai toute ma vie, ma sœur est allée fermer la porte qui séparait les deux pièces. Son fiancé était mobilisé et elle ne savait pas où il était. L'Allemand a rouvert la porte en hurlant : « Cette porte est ouverte ! Elle



Pour faire face à la pénurie alimentaire dans les villes de Loire-Inférieure, un appel à la solidarité nationale est lancé par le Secours National, organe placé sous la présidence d'honneur de Philippe Pétain et lui servant d'outil de propagande pendant l'Occupation

restera ouverte ! ». J'aime mieux vous dire qu'on est parties de table en pleurant. Ça nous a marquées. Mais ceux-là ne sont pas restés trop longtemps. On en a eu un plus correct après. Il venait seulement dormir. Lui, il nous apportait un seau de charbon.

Ensuite, nous sommes allés dans la propriété que mes parents avaient à Bouguenais. Nous étions entre les chantiers de la Loire et Château-Bougon, on était bien placés ! L'hiver, nous n'avions pas de chauffage et des



Avis de recensement pour le Service du Travail Obligatoire institué à partir du 16 février 1943

fois, il faisait six degrés. Alors, on mettait des pulls et on tricotait beaucoup. On détricotait des vieux chandails et on refaisait des pulls à rayure avec car on n'avait pas assez de laine d'une même couleur. » **Marie-Josèphe**

« Tout ce qu'on a subi pendant la guerre, ce n'était pas drôle. Le plus dur, c'était le manque de nourriture. Ma tante avait une sœur qui avait une ferme à la campagne, ça nous a bien aidés. Avec son mari, ils allaient en car jusqu'à Saint-Mars-la-Jaille. Après, ils avaient encore sept kilomètres à

faire avant d'arriver à la ferme. Ils rapportaient des tas de choses : du beurre, des morceaux de porc, etc. Quand ils revenaient à Nantes, ils devaient passer par l'octroi de la route de Paris. Je me rappelle qu'une fois ils avaient eu tellement peur de se faire prendre qu'ils ont laissé leur valise de marchandises là-bas. Ils avaient fait tous ces kilomètres pour rien ! Alors moi, je me suis dit que c'étaient les douaniers qui allaient en profiter ! J'étais en colère ! Je suis donc partie à l'octroi pour récupérer la valise. On fait des choses parfois ! J'avais 18 ans à l'époque... » **Jacqueline**

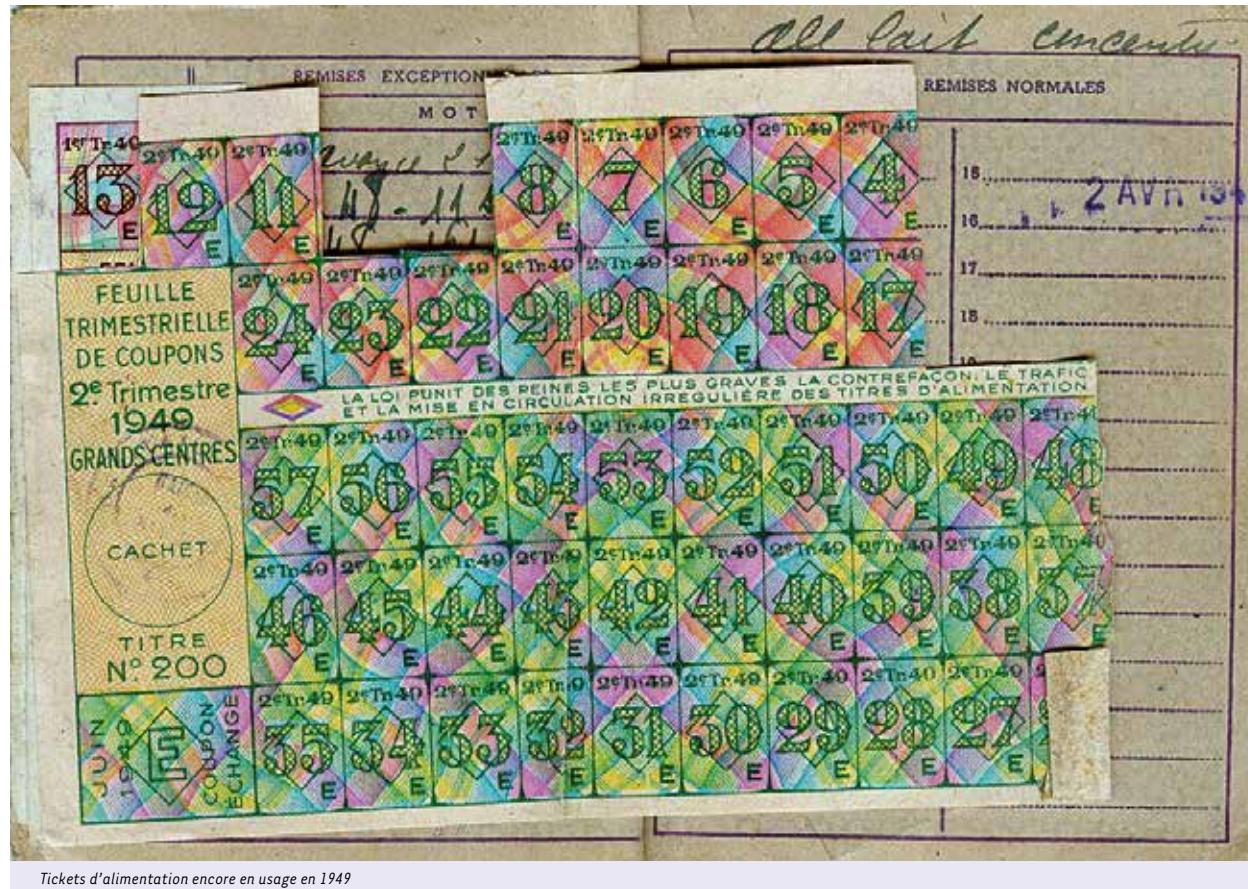
« Pendant la guerre, mon père a travaillé chez Dubigeon. Un jour, il s'est évanoui au travail car il ne mangeait pas assez. Comme mon frère était petit, il lui donnait sa ration de pain. Le chef de chantier lui avait demandé ce qui n'allait pas et lui avait proposé de l'accompagner le dimanche suivant à Notre-Dame-des-Landes car il avait de la famille là-bas. C'est comme ça que l'on a pu avoir des produits laitiers et de la viande. » **Simone**

« Mon frère Alphonse avait été ramassé pour le Service du travail obligatoire. On était venu nous prévenir qu'il fallait lui apporter une valise au château parce qu'ils allaient l'emmener directement à la gare. À ce moment-là, il travaillait chez Brandt à Saint-Joseph-de-Porterie. Maintenant, c'est Saunier-Duval. Donc, lui, il travaillait déjà pour les Allemands. Alors, je suis allée chez Brandt en tramway et j'ai demandé un certificat de travail. On avait quand même fait sa valise au cas où. Puis, on est allés au château. J'ai donné le certificat en disant qu'il travaillait déjà pour les Allemands et que ça ne servait pas à grand-chose de l'envoyer en Allemagne. C'est comme ça qu'il a pu rester à Nantes et il a continué à travailler chez Brandt. Tous les gars qui refusaient d'aller au STO étaient obligés de se cacher. Mon futur mari, lui, était parti dans le maquis. » **Jacqueline**

► « Pendant la guerre, j'ai suivi des cours ménagers, rue Malherbe. Tous les matins, on devait attendre une demi-heure pour que la salle soit un peu chauffée. Quand on faisait des cours de cuisine, il fallait emmener un petit morceau de beurre, un petit peu de farine. Ce n'était pas simple. C'était en 1943, avant les bombardements. Après, j'ai suivi des cours d'infirmière à la Croix-Rouge française. À ce moment-là, nous n'étions plus que cinq alors qu'avant elles étaient quatre-vingts. J'allais à Saint-Jacques faire mes stages. Quand il y a eu les bombardements, j'ai fait

partie des équipes d'urgence. Je suis allée faire la cuisine pour ceux qui s'occupaient de déblayer. Ils étaient dans un grand bâtiment à côté de la gare sud actuelle.

► Après la guerre, il a fallu attendre quatre ou cinq ans avant que ça reparte. On a eu des tickets de rationnement. Je me souviens que pour Noël, on avait eu des tickets de lentilles ! On avait bien ri. Heureusement que l'on mettait des petites choses de côté pour les grands jours ! » **Marie-Josèphe**



Tickets d'alimentation encore en usage en 1949

## Les bombardements

► « Pendant les alertes, on descendait dans les tranchées qui étaient place Canclaux. On y allait avec une bassine sur la tête parce qu'on craignait les éclats de bombes. Une fois, c'est tombé dans l'avenue Émile-Boissier et mon frère avait ramassé un éclat d'obus dans notre jardin. Après, on allait dans le garage d'un voisin. Il avait mis des grands sacs de sable devant l'entrée de son garage pour amortir la bombe. On allait chez lui parce que son toit était en béton armé. On était là autour de sa petite voiture et on se serrait les coudes. » **Monique**

► « Je suis née en 1929 au 6, rue Lamoricière et en 1939, on est partis habiter au 1, rue de Brosses dans une maison qui faisait l'angle avec la rue Bayard. Le 16 septembre 1943, on a subi les bombardements. Mes parents ont été sinistrés et moi, j'ai été blessée... mais j'ai quand même eu une sacrée chance.

Pendant la guerre, on avait des bons pour avoir de la nourriture. Le 16 septembre, j'ai dit à ma mère que je parlais les porter dans la grande alimentation de la place René-Bouhier. Et là, comme j'ai entendu des avions, je suis revenue à la maison. Quand ils sont passés, je suis repartie parce qu'on avait l'habitude des alertes. J'ai donc déposé mes bons et je suis rentrée à la maison en passant par la rue Bayard.

On avait une cave qui pouvait nous protéger. Avant de descendre, on prenait toujours une petite valise avec tous les papiers et tout ce qui était précieux. Je suis donc descendue avec ma mère et je lui ai demandé si elle avait pris la petite valise. Comme elle me répond non, je suis donc remontée mais je ne suis plus redescendue car la bombe est tombée à ce moment-là. Elle est tombée sur une voiture juste devant chez nous, rue Bayard où je venais de passer.



Organisme civil créé au début des années 30, la Défense Passive vient au secours des populations en temps de guerre. Avec 442 alertes, la ville de Nantes a subi 28 bombardements

Et place René-Bouhier, l'alimentation a été touchée et l'employée a été tuée. Alors c'est pour ça que je dis que j'ai eu de la chance, je suis quand même une miraculée.

Je me suis retrouvée au-dessus de l'armoire. Ma mère m'appelait partout mais je n'entendais rien. Et quand elle est arrivée dans la pièce et qu'elle m'a vue comme ça avec la robe toute déchirée... On n'a jamais retrouvé mes chaussons. On nous a dit que c'était une bombe soufflante alors j'ai été soufflée sur l'armoire. On dit que l'on voit les trente-six chandelles, eh bien moi, je les ai vues les trente-



Immeubles détruits par les bombardements au niveau 31, boulevard Saint-Aignan - septembre 1943



Rue du Calvaire, décombres des immeubles détruits par les bombardements - septembre 1943

six chandelles parce qu'on avait une cheminée en coin qui s'est écroulée et je me suis pris des morceaux sur la tête ! J'avais les cheveux dans un état ! On avait une voisine qui tenait un grand salon de coiffure sur le quai de la Fosse. Elle avait dit à mes parents de ne pas toucher à mes cheveux pendant trois semaines. Alors je suis restée avec du sang, du plâtre pendant tout ce temps. C'était affreux à voir. J'étais affreuse !

Je suis redescendue à la cave après. Et le médecin du boulevard de Launay qui faisait partie de la Défense passive est venu. Je ne voulais pas aller à l'hôpital. En même temps, je ne risquais pas d'y aller puisque l'hôpital avait été bombardé. On est quand même allés dans la clinique de la place Catinat pour me soigner. Quand je suis partie à l'hôpital, des voisins m'ont prêté des sabots en bois. Tout le monde arrivait comme ça, les gens étaient blessés. Je me souviens que c'est sœur Marie Saint-Jacques qui est venue

s'occuper de moi. J'ai été blessée au bras, à la tête, au cou. J'en avais un peu partout. J'ai donc été soignée et je suis rentrée à la maison. J'avais trois éclats de verre dans le bras et j'ai dû être opérée trois fois pour enlever les morceaux.

J'avais 14 ans et ça ne s'oublie pas. Encore aujourd'hui, j'ai peur des éclairs quand il y a de l'orage. C'est épouvantable, je me dis qu'il faut que je prenne sur moi mais j'en suis incapable. Et je ne vous raconte pas quand il y a des feux d'artifices, c'est pire !

Après le bombardement, on ne pouvait plus rester dans l'appartement. On est partis à Vertou jusqu'à la Libération. Après, on est revenus dans l'immeuble de la rue des Brosses. Au début, on avait un logement dans l'autre aile et ensuite, on a retrouvé notre appartement. » **Solange**

► « En septembre 1943, nous étions à Nantes. Le jour des premiers bombardements, j'aurais dû être chez mon amie

Paule qui habitait dans la cité Arthur-Benoist car le jeudi, sa maman nous faisait un chocolat. Ce jeudi-là, le 16 septembre, Paule me dit qu'elle ne serait pas là car elle devait aller à l'Hôtel-Dieu voir une parente avec sa mère. Je suis donc restée à la maison et tout d'un coup, voilà l'alerte ! Et nous, les alertes... À part dormir tout habillés... On restait à la maison.

Le 16 septembre, ça tombait, ça tombait ! Il y avait plein de choses qui volaient dans l'air : des papiers brûlés, du tissu brûlé. On se demandait ce qui se passait en ville ? C'était épouvantable. On a perdu des amis.

Mon amie Paule qui était à l'Hôtel-Dieu a eu plus de chance. Au moment où elle rentrait chez elle avec sa mère, les bombes ont commencé à tomber. Les gens disaient de rentrer dans les abris mais elles ont préféré s'avancer vers leur domicile. Quand elles sont arrivées vers la place du Commerce, il y avait plein de monde. Sa mère qui était un petit peu pieuse lui dit : « Viens, on va aller à l'église Saint-Nicolas ! » Elles n'ont pas eu le temps d'y aller car les bombes ont commencé à tomber tout autour. Elles sont entrées dans une porte cochère en bas des marches du Bon-Pasteur. Elles étaient du bon côté. De l'autre côté, ça tombait, ça tombait. Quand elles sont sorties, c'était tout noir parce que c'était plein de poussière. Aujourd'hui, quand on passe par là avec mon amie Paule, elle me dit : « Qu'est-ce qu'on a eu de la chance en nous abritant là-dessous ! » La porte est toujours là.

Après ce bombardement, nous avons été évacués. C'était obligatoire. Avec ma mère, on est allées à Plozévet dans le Finistère chez mon grand-père. On est revenues à Nantes en 1944. » **Andrée**

► « Le 16 septembre, au moment de l'alerte, j'étais rue des Trois-Croissants dans le magasin de tricot pour lequel je travaillais. On s'est réfugiés à l'arrière de la boutique et

## Avis à la Population Nantaise

### EVACUATION OBLIGATOIRE des Enfants de 6 à 14 ans

A la suite du récent bombardement, le Gouvernement a décidé de rendre obligatoire l'évacuation de tous les enfants de 6 à 14 ans résidant à NANTES.

Toutes les mesures sont prises par l'Administration pour que cette évacuation se déroule dans les meilleures conditions. Les parents peuvent avoir toute tranquillité. Les départements d'accueil ont prévu depuis longtemps les dispositions indispensables. J'ai, de mon côté, pris les précautions utiles pour que les départs aient lieu de façon à donner toute satisfaction aux familles.

La population est informée qu'à la suite de cette décision, dont l'exécution entre immédiatement en vigueur, les tickets de rationnement ne seront délivrés pour les enfants ayant 6 ans révolus et moins de 14 ans au 31 décembre 1943, que jusqu'au 15 octobre. Ils ne seront en aucune façon renouvelés.

Les parents doivent se présenter, d'urgence, dans les Centres d'Evacuation qui fonctionneront à partir du mercredi 22 septembre, de 8 h. 30 à 18 heures sans interruption, et où les inscriptions seront prises.

**Ces Centres fonctionneront aux adresses suivantes :**

**Pour les personnes domiciliées dans le 1<sup>er</sup> arrondissement :**

Ecole de Garçons Boulevard Eugène-Oriens.

**Pour les personnes domiciliées dans le 2<sup>e</sup> arrondissement :**

Ecole de Filles Boulevard des Poilus.

**Pour les personnes domiciliées dans les 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissement :**

Ecole de Filles rue du Port-Commissaire.

**Pour les personnes domiciliées dans le 4<sup>e</sup> arrondissement :**

Ecole rue Ledru-Rollin.

**Pour les personnes domiciliées dans le 7<sup>e</sup> arrondissement :**

Ecole de Garçons Boulevard de la Fraternité.

Toutes les indications nécessaires seront portées à la connaissance de la population dans la presse du mercredi 22 septembre.

Pour tous autres renseignements, le public est prié de s'adresser dans l'un des centres et dessus indiqués.

Le Préfet,  
Edmond BONNEFOY.

Avis annonçant la mise en place de centres d'évacuation à la suite du bombardement du 16 septembre 1943 - publication du 21 septembre 1943

là, on a entendu les boms, boms, boms. Et quand on est sorti, l'église Saint-Nicolas, la rue du Calvaire, tout était par terre. Alors je me suis dit qu'il fallait que je rentre à la maison. Ma mère était toute seule dans la maison à Chantenay et elle s'inquiétait parce que moi, ma sœur et mon père, nous étions à l'extérieur. Heureusement, nous nous sommes tous retrouvés le soir.

Le 23 septembre, avec mon mari, on était partis à bicyclette chercher de la nourriture à Notre-Dame-des-Landes. Quand



Angle de la rue Marcel-Schwob et du boulevard Saint-Aignan, immeubles détruits par les bombardements de septembre 1943

les bombes ont commencé à tomber, on était sur la route de Vannes. On s'est cachés sous une voiture car on a eu peur. On est quand même partis à Notre-Dame-des-Landes et en revenant le soir, nouvelle alerte ! Alors, dès le lendemain, je me suis dit que c'était fichu et qu'il ne fallait pas rester à Nantes. C'est là que l'on est partis dans le Maine-et-Loire. »

**Simone**

► « Le jour où des bombes sont tombées rue Marcel-Schwob, on a senti le souffle jusque dans le tunnel de la rue Babonneau où je m'étais réfugiée avec ma tante. Mon frère et mon oncle n'avaient pas voulu descendre. À ce moment-là, on était en train de manger de la soupe aux choux et des

morceaux de plâtre sont tombés sur la table. Alors quand ils ont vu ça, ils ont quand même eu peur et ils sont sortis de la maison. Il valait mieux sortir dans le jardin plutôt que se prendre la maison sur la tête.

Le 16 septembre 43, j'étais au travail. Je regardais par la fenêtre les bombes qui tombaient. Mon patron était dans le centre de Nantes. Personne ne s'était mis à l'abri. Il y avait les alertes mais personne ne bronchait. C'est pour ça qu'il y a eu tant de morts. Ce jour-là, je suis partie à l'heure. Je suis passée par la rue du Calvaire et alors là, quand j'ai vu toutes ces maisons démolies, tous les gens en panique... C'était épouvantable ! Je suis rentrée en vitesse à la maison. Le lendemain, je suis retournée à mon travail. Mon patron n'avait rien eu et moi non plus.

Huit jours après, le 23 Septembre, ça a recommencé. Alors là, tout Nantes avait été vidée. Les enfants avaient été évacués et toutes les écoles étaient parties. Il n'y avait plus personne sauf ceux qui travaillaient ou qui ne pouvaient pas faire autrement. Nous, on est partis pendant trois semaines chez un oncle au Pin à côté de Saint-Mars-la-Jaille. Quand on est revenus, mon patron m'a recontactée. Il avait une maison de campagne à Vertou et il m'a proposé d'aller travailler là-bas.

Je partais donc toute la semaine travailler à Vertou. J'avais une chambre là-bas. J'allais en car le lundi matin et je rentrais le samedi matin. Et puis, un jour, je suis tombée malade et j'ai été arrêtée pendant trois mois. Le médecin qui m'a soignée et guérie ne voulait pas que je continue tout le trafic pour aller travailler à Vertou. J'ai donc donné ma démission et c'est comme ça que je suis entrée à la Société générale. À ce moment-là, tous les services avaient été déplacés en dehors de Nantes car une bombe était tombée sur la banque. À Nantes, il ne restait que les services de la direction et le guichet pour chercher de l'argent. »

**Jacqueline**

## L'ARMISTICE

► « J'ai connu mon mari le 8 Mai 1945, le jour de l'Armistice ! J'étais à l'école ce jour-là et voilà les cloches qui sonnent ! Les profs nous ont dit : « Tout le monde dehors, c'est la fin de la guerre ! Tout le monde dans les rues ! » On est donc parties, toutes contentes.

Quand nous sommes arrivées place Royale, des étudiants faisaient des monômes et nous criaient : « Les filles, les filles ! ». Et nous voilà embarquées dans les monômes. Les monômes, c'est quand on met la main sur l'épaule de celui qui est devant, on est à la queue-leu-leu et on s'en va en chantant. Il y avait des gars et des filles de partout. On est donc restées et à midi, il a quand même fallu rentrer. Et puis des gars de Livet nous disent : « On revient tantôt, on va au Jardin des Plantes ! » Moi, je ne savais pas trop, ce n'était pas trop mon genre, mais ma copine m'a dit : « Oh, après tout, c'est la fin de la guerre ! C'est quand même important ! » Alors, on est reparties l'après-midi. On a fait tout le tour du Jardin des Plantes en chantant, on n'avait plus de voix. Et puis le soir, les garçons se sont dits, par politesse, chacun ramène les filles selon les quartiers. Ils nous ont donc demandé où on habitait. Et comme mon mari, enfin celui qui est devenu mon mari, habitait rue Rollin, il a été désigné avec un de ses copains pour nous ramener à Chantenay parce qu'on prenait le même tramway.

J'étais quand même drôlement embêtée d'arriver près de la maison avec un garçon ! En nous quittant, on s'est quand même demandé dans quel lycée on était. Alors, on leur a dit que nous étions à l'EPS de la place de la République et eux nous ont dit qu'ils étaient à Livet. On pouvait les reconnaître parce que les gars de Livet avaient une casquette... Seulement, après, à chaque fois qu'on revenait de l'école, ils étaient là tous les soirs. Ils étaient deux et nous étions deux copines. On marchait sur le pont Haudaudine et ils étaient à dix mètres derrière nous.



Ça a duré comme ça un certain temps et il m'écrivait sans arrêt. Et moi, comme c'était l'année de mon brevet, ça ne me plaisait pas. Alors je lui ai écrit que j'avais autre chose à faire que d'aller me promener avec des garçons ! Je ne m'occupais pas de lui mais il m'écrivait tout le temps. Le seul truc que ma mère savait, c'était qu'il mettait : « I love you » sur les lettres. Ça ne lui plaisait pas et elle me demandait : « Qu'est-ce que c'est que ce charabia ? »

Et puis, donc voilà, j'ai eu mon brevet et je suis partie en vacances. Et en septembre, maman me dit d'aller chercher ma liste pour entrer en seconde à l'EPS. Je prenais le tramway place Jean-Macé jusqu'à la place Mellinet. Et qui je vois à l'arrêt du boulevard de Launay ? Quand il m'a vue, il a sauté dans la baladeuse devant moi. Il m'a accompagnée et on est rentrés ensemble. Puis il m'a demandé si avant la rentrée, on pourrait aller au cinéma ? Alors voilà, c'est comme ça que cela a commencé. Et puis après, on ne s'est plus quittés. » **Andrée**

## 10 / La cité communale Babonneau

### Une cité d'habitations populaires édiflée pendant la reconstruction

Fortement touchée par les bombardements, Nantes est déclarée sinistrée le 4 novembre 1943. En mars 1945, Michel Roux-Spitz est nommé architecte en chef de la reconstruction du canton de Nantes par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (MRU) créé le 16 novembre 1944.

Réparer et édifier des baraquements permet dans un premier temps de parer à l'urgence (huit mille logements endommagés ou détruits sur plus de mille cinq cents hectares sont dénombrés en 1945) mais rapidement Roux-Spitz préconise la construction définitive en dur suivant des plans types standardisés avec des tracés orthogonaux.

Parmi les destructions, de nombreux immeubles communaux ont été entièrement touchés. Le 30 novembre 1950, le conseil municipal décide « de procéder à leur reconstruction à l'aide de la créance que la Ville possède au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme afin de procurer au plus grand nombre possible de nouveaux logements sains et aérés. Le sol de ces anciens immeubles disséminés sur le territoire de notre commune se trouvant dans la grande généralité des cas réservé au plan d'aménagement et d'urbanisme pour des réalisations édililaires ou des élargissements de voies, il nous a paru préférable de les reconstituer en les groupant autant que possible dans un même quartier.

Nous avons engagé des négociations avec le délégué départemental à la reconstruction et à l'urbanisme et obtenu l'inscription d'un crédit d'environ 100 millions au programme de reconstruction groupée par îlots prioritaires.



La cité Babonneau vue depuis le boulevard Salvadore-Allende - 2015

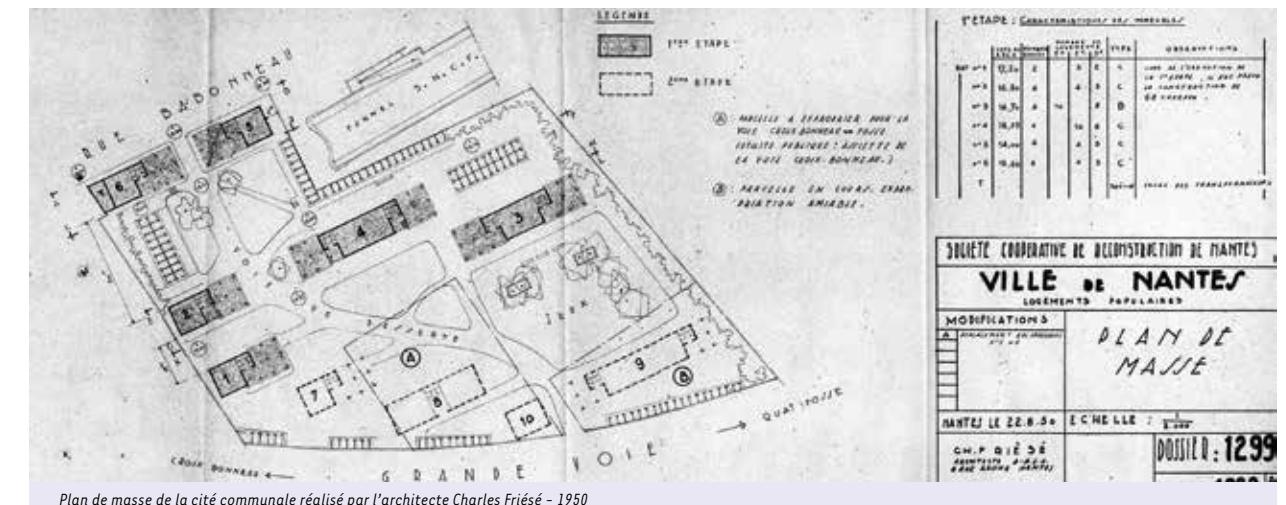


Vue aérienne des installations de la Société des anciens établissements Paul Grandjouan entre les rues Babonneau et Joseph-Blanchard - 1947

(...) Ceci sous réserve que l'îlot sera implanté dans un quartier populaire et que les études seront conduites de façon à conjuguer l'économie avec le souci de procurer le maximum de logements sains, aérés, bien exposés et commodes, s'intégrant dans un ensemble d'urbanisme bien conçu. Ces conditions nous ont paru pleinement remplies par la propriété communale sise entre la rue Joseph-Blanchard (n° 56 et 66 à 70) et la rue Babonneau où elle s'ouvre au n° 17. »

Sous l'égide de la Société coopérative de reconstruction, le projet est confié à l'architecte Charles Friésé, directeur des services d'architecture des bâtiments communaux et des plantations de la Ville entre 1948 et 1962. C'est toutefois au titre de son activité libérale qu'il conçoit une cité de quatre-vingt-neuf logements répartis en neuf blocs. La plupart des immeubles sont édiflés sur un terrain

communal occupé jusqu'en 1947 par la Société des anciens établissements Paul Grandjouan, concessionnaire de l'enlèvement des ordures ménagères jusqu'à cette date, et sur lequel étaient implantées les installations nécessaires à son activité : écuries, remises, magasins à fourrage, hangars pour les camions et matériels divers.



Plan de masse de la cité communale réalisé par l'architecte Charles Friésé - 1950

« La cité champignon pousse rapidement rue Babonneau ». Tel est le titre d'un article paru dans « La Résistance de l'Ouest » le 23 février 1951 pour qualifier le mode de construction adopté : une ossature métallique reposant sur des blocs de béton comblée dans un deuxième temps par un enrobement de brique et de ciment. Afin d'optimiser les coûts de construction, le nombre d'étages a été limité à quatre afin d'éviter la pose d'ascenseurs.

En juin 1951, la Ville prend officiellement possession du premier immeuble et les premiers locataires emménagent dans le bloc n° 1 au cours du mois de juillet. Cinq autres bâtiments sont progressivement livrés jusqu'au mois de décembre de la même année. La cité est définitivement achevée en avril 52 avec la livraison des trois derniers blocs.

L'ensemble est desservi par une artère centrale reliant la rue Babonneau à la future « grande voie » reliant la Croix-Bonneau au quai de la Fosse. Il faudra attendre le 8 juillet 1988 pour que cette rue soit dénommée. La municipalité choisit alors de rendre hommage à Ursule Chevalier, « bien connue pour son dévouement, notamment au cours des bombardements de 1943 ». Infirmière puis directrice de crèche, elle fut adjointe aux Affaires sociales au cours des trois municipalités Orrion entre 1947 et 1965.

### Jean, Marie-Paule et Annie, premiers habitants de la cité...

« On habitait au 77, rue Joseph-Blanchard dans un immeuble de quatre étages en face du terrain où la cité Babonneau a été construite. Nous étions cinq et on n'avait que deux pièces. Mes parents travaillaient à la Ville de Nantes. Alors quand ils ont vu la construction de la cité, ils ont fait une demande pour avoir un appartement parce que des logements étaient réservés pour les employés de la Mairie.

On est arrivés en mars 1952 dans le bâtiment 6. J'avais 13 ans. On était parmi les premiers locataires et aujourd'hui, on est les plus anciens. En arrivant dans la cité, on a gagné en confort. Rue Joseph Blanchard, on avait juste une chambre et il fallait que l'on marche sur les lits pour atteindre celui du fond. On avait un évier dans un coin de la cuisine et les toilettes à la turque étaient sur le palier.

La cité Babonneau était réservée aux employés de la Ville de Nantes, de Gaz de France, d'EDF et aux instituteurs qui avaient le quatrième étage de tous les bâtiments. C'étaient leurs logements de fonction.

Parmi les premiers locataires, il y avait beaucoup de familles avec de jeunes enfants. Il y en avait même une de onze enfants au rez-de-chaussée de notre bâtiment. Il y avait donc beaucoup d'enfants. C'est pour ça qu'à la place du parking actuel, il y avait un terrain de foot. Il y avait aussi un petit bout de jardin avec un toboggan mais il a été enlevé. On espère qu'il va être remis parce que maintenant les locataires sont plus âgés et ce sont les petits-enfants qui viennent. » **Marie-Paule D**

« Mes parents étaient originaires du Morbihan. Ils sont venus à Nantes pour le travail. Quand ils sont arrivés, ils ont habité dans la cour Leroux, rue Léon-Jamin, au Marchix. C'était une grande cour avec un grand bâtiment. C'était immense ! Tout le monde se connaissait mais ce n'était pas trop recommandé. Plusieurs familles originaires du Morbihan habitaient le Marchix. Quand ce quartier a été abattu, des logements de la cité Babonneau ont été réservés au relogement des habitants. Il y avait donc plusieurs familles du Marchix dans la cité et beaucoup étaient du Morbihan.

Mon père est décédé en 1944. Il était paveur à la Ville de Nantes. Quand ma mère est devenue veuve, elle est rentrée à la Ville de Nantes. Elle travaillait au service d'hygiène de la rue des Chambelles. Aujourd'hui, ça n'existe plus. La station d'hygiène, c'était le nettoyage du linge des écoles,

des colonies, de la mairie. Elle a travaillé dans ce service jusqu'à sa retraite.

Quand on est arrivés, la cité n'était pas finie. Nous habitons le numéro 5 et ma future femme était au numéro 6. Je ne suis pas allé la chercher bien loin ! » **Jean**

« On s'est rencontrés dans la cité. Nos parents se connaissaient vaguement puisque tout le monde se connaissait ici. Les gens se croisaient le matin en allant au travail, on se croisait dans le bus... Mon mari avait un scooter et quand il arrivait avec dans la cité, il faisait du bruit. Alors moi, je me mettais à la fenêtre et je le regardais!

Quand on s'est mariés, on est allés vivre pendant cinq ans à Pont-Rousseau. Ensuite, quand mes parents ont acheté une maison sur le boulevard Saint-Aignan, on a fait une



Aménagement de la voie desserte de la cité communale - 1952

demande pour avoir leur appartement du bâtiment 6. Nous n'avons pas pu l'avoir mais on nous a attribué un logement au quatrième étage du bâtiment 3. Nous sommes donc revenus dans la cité en janvier 1965. On avait une chambre et une salle de séjour. Après quand on a eu nos deux autres enfants, on a demandé un logement dans le bâtiment 4. Et pour finir, on a eu ce logement au numéro 9 dans lequel nous sommes toujours. C'est le seul bâtiment qui a des appartements avec trois chambres.



La cité Babonneau flambant neuve - 1957

Les bâtiments n'ont pas été numérotés au fur et à mesure de la construction si bien que les numéros ne sont pas forcément dans l'ordre de dispositions des immeubles. Au début, la rue qui traverse la cité n'avait pas de nom. Notre adresse, c'était cité Babonneau. Ursule Chevalier, c'est le nom d'une adjointe de la mairie. Elle habitait dans le bâtiment 8 et c'est elle qui nous a mariés en 1960. Je la vois encore descendre la rue avec son chapeau parce qu'elle avait toujours un chapeau. » **Marie-Paule D**

► « À part le nombre de chambres, les appartements sont tous faits pareil. Les cuisines sont identiques et les

chambres sont de la même grandeur. On a encore l'évier et le parquet d'origine. Jusqu'en 1982, c'était aux locataires de s'équiper pour le chauffage. Les gens avaient donc une cuisinière ou un poêle à charbon ou à mazout. C'était bien pratique la cuisinière parce qu'on faisait à manger en même temps que l'on se chauffait. Enfin, c'était bien pour chauffer autour mais pour les chambres, ce n'était pas suffisant. Et quand il faisait vraiment froid, le service d'eau gelait alors on n'avait pas d'eau le matin. » **Marie-Paule D**

► « La plupart des gens avaient un bac à charbon ou du fioul dans les caveaux. Ce sont les petits bâtiments à côté des immeubles. Chacun avait fait un bac à l'intérieur. C'est le marchand de charbon de la rue Joseph-Blanchard qui venait livrer. Enfant, on avait droit à la corvée du charbon ! Ma mère qui habitait au quatrième étage, je ne vous dis pas quand il fallait monter les quatre étages avec le seau de charbon ! On avait des grands seaux mais il fallait quand même les monter. » **Jean**

► « Avant, il y avait un concierge. Il habitait au rez-de-chaussée du bâtiment 9. Il mettait les poubelles. Par contre, les locataires s'occupaient des cages escaliers. À l'origine, les escaliers étaient en ciment teinté rouge. Alors, on nous avait fourni une espèce de cire à passer dessus. Après, il y a eu du carrelage. » **Marie-Paule D**

► « Au début, on avait une vue directe sur la Loire puisque les immeubles de la Chambre de Commerce n'existaient pas. Quand il y avait des lancements de bateaux, on n'avait pas besoin d'aller sur le quai parce que du quatrième étage, on voyait le port. Alors on se mettait à la fenêtre pour les voir. » **Marie-Paule D**

► « On a connu assez rapidement nos voisins, plus rapidement qu'aujourd'hui. Ici, ce ne sont que des logements en location. Avant, on connaissait tout le monde parce que les locataires restaient longtemps. Les gens qui partaient, c'étaient soit des gens qui avaient fait construire ailleurs, soit des décès.

► Nous, on n'a jamais voulu partir d'ici. Mais c'est vrai que l'on a un pied-à-terre sur la côte où l'on va entre juin et septembre. On a quand même cherché pour acheter et puis finalement on est restés. Ce sont de bons logements et on est tranquilles. Et puis le loyer n'a jamais été cher. Les murs de la cité sont encore à la Ville de Nantes mais maintenant c'est Nantes-Habitat qui gère les loyers et l'entretien. »

**Jean**

► « Nous sommes arrivés en 1951 ou 1952 au 5, rue Ursule Chevalier. J'avais 5 ou 6 ans. Mes parents étaient les premiers locataires du logement. Nous étions six. Ce sont mes grands-parents paternels et maternels qui sont venus à Nantes avec leurs enfants pour trouver du travail. Ma mère venait d'une famille de douze enfants. Son père avait trouvé du travail à la Raffinerie de Chantenay et toute la famille est venue s'installer à Nantes. Ils ont emménagé dans la cité des Bourderies. Ma mère nous racontait que le jour où ils sont arrivés à Nantes, une grand-tante les attendait à la gare de Chantenay. C'était important parce qu'ils n'étaient jamais venus à Nantes. Mais quand ils avaient voulu descendre du train, ils n'avaient pas réussi à ouvrir la porte ! Alors, le train est reparti et les a emmenés jusqu'à la gare d'Orléans. Ils ont donc dû prendre un taxi avec toute la famille ! C'était déjà tout un périple d'arriver à Nantes !

Mon père était rédacteur à la mairie. Avant d'arriver à Babonneau, mes parents louaient un logement dans la rue Paul-Grivaud. On avait juste une cuisine et deux chambres. Quand le propriétaire a voulu récupérer le logement, ils ont fait une demande auprès de la mairie et ils ont eu cet appartement. Au départ, il y avait beaucoup d'employés de la Ville comme locataires. Ensuite, ça s'est diversifié.

Quand on est arrivés, il y avait des enfants à tous les étages. Ils se retrouvaient devant les caveaux pour jouer. Je me souviens des lendemains de la mi-carême, il y avait des confettis partout dans la cage d'escalier. Vingt ans après, il

n'y en avait plus que deux, trois... Il n'y avait plus de jeunes. Avant la construction du boulevard, il y avait le hangar du comité des fêtes où les chars de la mi-carême étaient fabriqués. Quand on passait devant, on voyait les grosses têtes des chars en train de se faire.

Tous les bâtiments ont deux logements par niveau. Dans notre logement, on avait une cuisine, une salle à manger, deux chambres et une salle de bains. On avait même l'eau chaude. C'était le luxe. La seule chose que ma mère a regretté en venant à Babonneau, c'est le jardin. Elle nous a dit plus tard qu'elle avait l'impression de vivre en cage dans la cité.

De l'extérieur, la cité n'a pas changé depuis les années 50. C'est plutôt à l'intérieur des appartements qu'il y a eu des améliorations notamment avec l'installation du chauffage central. À l'origine, il y avait une cuisinière dans la cuisine et une salamandre dans le séjour mais on l'allumait seulement s'il faisait froid. Donc la plupart du temps, on n'avait que la cuisinière pour chauffer. Il faisait chaud dans la cuisine mais dans les autres pièces, il faisait frais. Des fois quand ça chauffait trop dur, on n'en menait pas large parce que le tuyau devenait rouge ! Ma mère prenait des guenilles mouillées qu'elle mettait autour du tuyau pour le refroidir.

On devait faire nos courses au jour le jour. Ma mère devait aller deux fois par jour. L'été, un marchand de glace passait dans la cité pour nous permettre de conserver l'alimentation puisqu'il n'y avait pas de frigos. On descendait avec nos seaux et ma mère mettait les choses qui devaient être rafraîchies dedans.

J'ai toujours vécu dans cet appartement car après le décès de mon père, je suis restée vivre avec ma mère. Et comme j'ai été longtemps institutrice à l'école des Garennes, j'étais à côté de mon travail. J'ai toujours apprécié de vivre ici. Il n'y a pas de problèmes de voisinage et il y a des commerces de proximité. Je n'ai jamais eu envie d'aller ailleurs. Et puis les loyers ne sont pas chers. » **Annie**

## 11 / Pilleux

**Pilleux, c'est ce quartier aujourd'hui délimité au sud par les boulevards René-Coty et Benoit-Frachon, à l'ouest par le boulevard de L'Égalité, au nord, par la rue de la Montagne et à l'est, par la rue de Plaisance et une partie du boulevard Saint-Aignan. La frontière est toutefois moins nette dans cette partie avec les quartiers résidentiels nés du lotissement de la propriété de Launay au début du 19<sup>e</sup> siècle.**

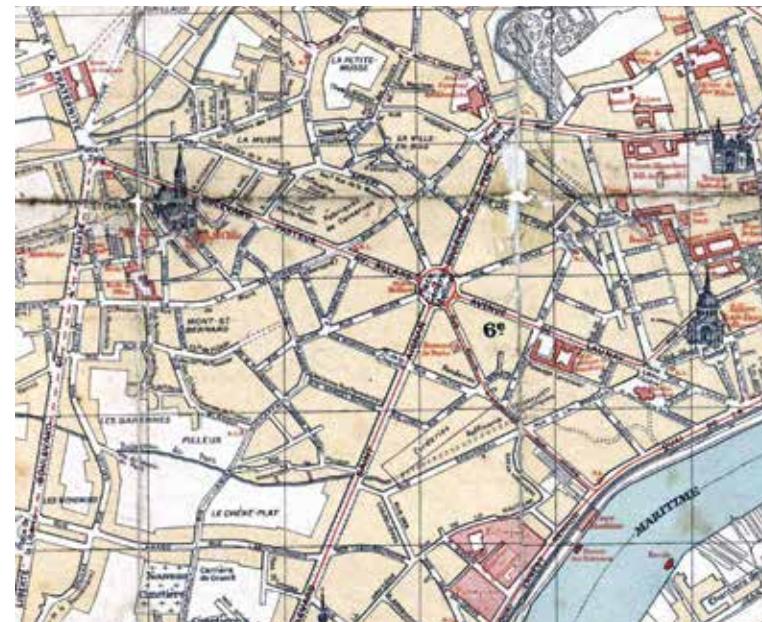
**Deux micro-quartiers forment ce territoire : l'un, ancien, rassemble la Hunaudais et l'ancien village des « Garennes de Pilleux » et l'autre, le Pilleux, développé au 19<sup>e</sup> siècle, est limité par les rues de Plaisance, Amiral-du-Chaffault et le boulevard Saint-Aignan.**

### L'ancien fief de la Hunaudais

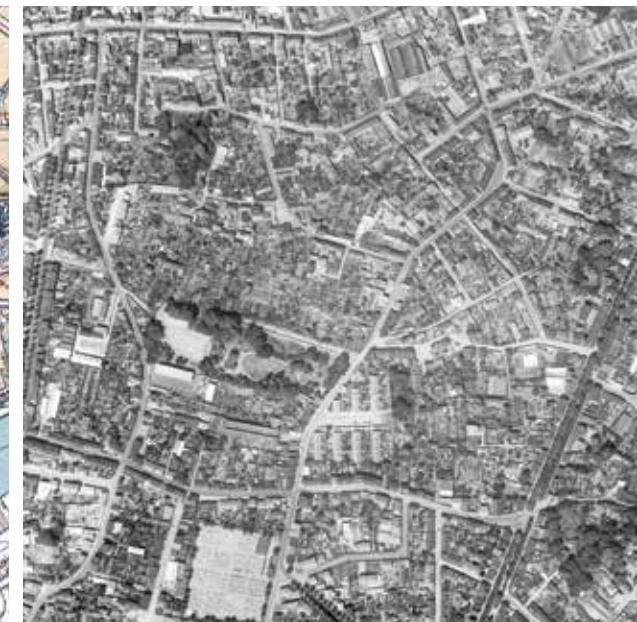
Seigneurie jusqu'à la Révolution, le domaine de la Hunaudais fut longtemps rattaché au marquisat de La Musse. Grand domaine étagé sur le versant sud du Sillon de Bretagne, ce dernier était traversé par une ancienne voie romaine : le chemin de Nantes à Couëron (les actuelles rues de la Montagne et de la Ville-en-Bois). La propriété était organisée autour d'un manoir agrémenté d'un étang, d'un moulin, d'écuries, d'une source et d'une métairie. Jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, le domaine était couvert de champs de blé et de seigle, de vignes et de prairies, entrecoupés de « garennes » et de bois. Trois moulins s'élevaient aux « Garennes de Pilleux ». Un seul subsiste de nos jours : le fameux « Pavillon chinois ». Acquis en 1817 par un capitaine armateur ayant voyagé en Orient, ce dernier fut transformé au goût de son nouveau propriétaire qui désirait voir le port à partir de sa demeure.



La rue Pierre-Joseph Colin vers la rue Blanqui - 2015



Extrait du plan monumental de Nantes - 1924



Vue aérienne du quartier entre les boulevards de l'Égalité et Saint-Aignan - 1956

Organisées autour de venelles et d'impasses séparées par de hauts murs de pierres, (impasses de la Confiserie, de la Conserverie, de la fonderie Balan, du Globe, rue du Pommier) les Garennes de Pilleux forment un tissu urbain plutôt anarchique de part et d'autre des rues Pierre-Joseph-Colin, Blanqui, Charles Laisant. Cet ancien village chantenaysien a conservé ses caractéristiques rurales jusqu'aux années 60. Sous la municipalité radicale-socialiste de Paul Grivaud (1900-1908), une partie de la toponymie locale est dédiée à la République, aux sciences et aux progrès techniques. Garennes de Pilleux, Bigotière disparaissent pour laisser la place à Blanqui, Pierre-Joseph Colin ou encore à l'amiral du Chaffault.

Au cours des années 1970, le manoir de la Hunaudais et ses dépendances sont démolis. Un ensemble immobilier de trente-six appartements, « Les Hauts de Nantes », est construit à leur emplacement. La place de la Hunaudais, plantée de paulownias, est créée. À proximité de celle-ci, la chapelle du père Fathome (ouverte en 1911 et dédiée au culte catholique dissident rattaché à l'église d'Utrecht) résistera jusqu'aux années 90.



Le Pavillon Chinois - 2011



La rue de Plaisance vers la rue Mellier - 1953



La rue Amiral-du-Chaffault au niveau du passage Saint-Aignan vers la rue Mellier - 1953

### Les rues de Plaisance et Amiral-du-Chaffault

Anciens chemins des Bêtes et de la Bigotière, ces deux voies formaient jusqu'en 1908 la frontière entre Nantes et Chantenay.

La rue de Plaisance tient son nom de sa proximité avec le Mont Saint-Bernard (actuelle rue de la Montagne) et la rue de la Ville-en-Bois, lieux réputés pour leurs cabarets (*voir le livre « Autour de la place Émile-Zola »*). Ce chemin rural desservant des prés est alors devenu rue des plaisirs, des excès, des bagarres, mais aussi de rébellion. Situé à proximité des usines et bénéficiant de la complicité des habitants, ce quartier était propice à la dissimulation des activités de luttes sociales au 19<sup>e</sup> siècle. En 1841, deux cabaretiers sont recensés : le célèbre Vahé au numéro 18 (ce cabaret est par la suite devenu la cour Volard) et une salle de danse à l'angle de la rue du Mont Saint-Bernard et de la rue du Pavillon chinois (actuelle rue André-Clément). Une dizaine d'années plus tard, dans le sillage de l'industrialisation du quartier de la Ville-en-Bois et de celui de Launay, une biscuiterie s'implante aux numéros 10 et 12 (*voir plus loin*).

Le caractère rural de l'ancien chemin de la Bigotière marque encore la rue actuelle avec son tracé sinueux et les derniers passages comme celui situé au n°33 (passage Bernard). « *Il en reste, aussi, le granite apparent – ultime trace du sillon de Bretagne, qui permet tout au long du 19<sup>e</sup> siècle l'exploitation de carrières à Pilleux – et ces maisons qu'il a fallu percher en haut d'un escalier* », précise Alain Croix dans le « Dictionnaire de Nantes ».

Rue populaire parsemée de nombreux petits commerces qui ont quasiment tous disparu aujourd'hui, la rue Amiral-du-Chaffault est depuis les années 60 coupée en deux par la percée des boulevards René-Coty et Benoît-Frachon. Dès lors, cette dernière ne peut plus être empruntée d'un bout à l'autre sans un large détour. Prenant acte de cette coupure, Alain Chénard attribue le nom de Maurice Thorez à la partie sud de la rue. Dénomination éphémère puisqu'en 1983, le nouveau maire, Michel Chauty, lui réaffecte son nom initial, attribué en 1897, celui du vice-amiral Louis Charles de Besné, comte du Chaffault.

Aujourd'hui, le nom de cette rue évoque encore pour beaucoup de Nantais « La Fraternité protestante » installée depuis 1907 au numéro 3 (*lire par ailleurs*).

### Le Pilleux

Plus au sud, entre le boulevard Saint-Aignan et la rue Amiral-du-Chaffault s'est développé le quartier pauvre et plutôt malfamé du Pilleux. C'est ici qu'au 19<sup>e</sup> siècle, s'installèrent tant bien que mal des Bretons immigrés venus travailler dans les usines de la Ville-en-Bois et du Bas-Chantenay.

À proximité du quartier bourgeois de Mellinet, cette petite enclave nantaise, sans égouts et sans service d'eau, où la population s'entassait dans des maisons trop petites et humides, a conservé pendant longtemps son caractère misérable et ses corollaires : alcoolisme, tuberculose, absence d'hygiène, problème d'eau. Ce quartier insalubre est durement touché par les épidémies de choléra qui frappèrent en 1859 (cinquante morts à Pilleux soit un huitième des victimes nantaises) et en 1884. Cette dernière fût à l'origine de la création de l'hôpital de Chantenay (l'ancien hôpital Laënnec de la rue Paul-Bert).

Bien que la rue de Pilleux ait été reliée en 1856 au boulevard Saint-Aignan, le quartier a longtemps conservé son caractère rural avec ses jardins, ses ruelles... Les dernières masures ne furent détruites qu'en 1974 et les journaux ont pu titrer « *fin de la misère et du pittoresque de Pilleux* ».

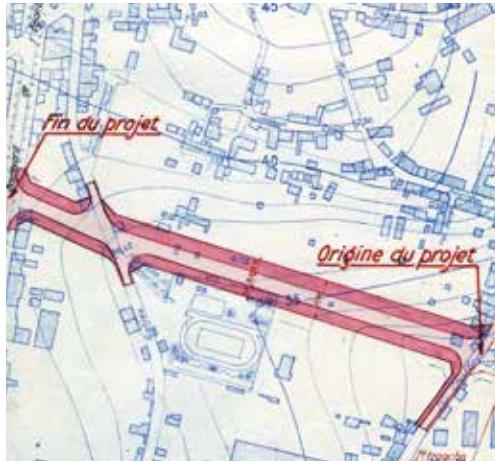
C'est en effet à cette époque que la percée de la pénétrante Croix-Bonneau–Gare-Maritime bouleverse profondément le tissu du quartier, ouvrant la voie à plusieurs décennies de transformation urbaine.



Travaux d'assainissement du ruisseau du Pilleux - 1955



Vue aérienne du quartier depuis le port vers Pilleux avant la percée de la pénétrante - 1952



Voie Croix-Bonneau - Gare maritime : tracé des futurs boulevards - 1950



Chantier de construction du tronçon entre le boulevard de l'égalité et la rue Amiral-du-Chaffault - 1961



Vue aérienne du quartier traversé par la pénétrante - 1981

## Une voie rapide à travers Pilleux

Le projet d'ouvrir une grande voie de pénétration reliant directement la Croix-Bonneau aux quais de la Loire est une idée ancienne. On en parle à Nantes dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, avant même l'annexion de Chantenay. Le principe en est repris dans les années 20 par Paul Bellamy. Il s'agira d'une large artère suivant la rive droite du ruisseau de Pilleux. Si le tracé dans l'ensemble ne touche que peu de constructions, il n'en est pas de même au raccordement avec les quais où le tracé coupe les dépendances de la gare maritime. « *Tant que cette gare subsistera, prophétise-t-il, on ne pourra réaliser le projet* ».

La Ville a d'autres urgences et le projet est peu ou prou abandonné au fil des années 30. Il réapparaît après-guerre : la liaison Croix-Bonneau - Gare maritime figure au plan d'aménagement de 1948. « *La construction d'un large boulevard modifiera l'aspect du quartier de Pilleux* », annonce la presse locale en 1951. Empruntant l'orientation du ruisseau de Pilleux, la nouvelle voie prendra une partie du parc Bellamy, traversera le boulevard Saint-Aignan, frôlera la cité Babonneau (alors en pleine construction), passera derrière les anciens entrepôts de la Chambre de commerce et devant l'École de navigation pour aboutir à la Loire, à la jonction des quais de la Fosse et Ernest-Renaud. Dans son ensemble, elle aura surtout à traverser des jardins, ce qui facilitera beaucoup la percée.

Profitant de la prochaine installation du petit lycée de Chantenay dans le parc Bellamy, la municipalité décide que la première tranche de ce grand chantier joindra le boulevard de l'Égalité à la rue Amiral-du-Chaffault. Les acquisitions de terrains sont lancées.

La Ville annonce dans le même temps la construction du collecteur du ruisseau de Pilleux qui permettra de desservir le futur lycée et d'assainir ce quartier très peuplé et encore totalement dépourvu d'égouts.

## Le temps des pénétrantes

Arrivent les années 60, la grande époque du « tout-bagnole » et des pénétrantes urbaines. C'est aussi le temps des ZUP (zones à urbaniser en priorité). Les premiers immeubles du grand ensemble de Bellevue sortent de terre. L'axe Croix-Bonneau - gare maritime connaît alors un coup d'accélérateur. « *Il devient urgent, déclare l'adjoint aux travaux de l'époque, de permettre un accès facile de cette cité à partir du centre de la ville* ».

Le premier tronçon, longeant d'un côté le lycée annexe et de l'autre la cité HLM des Garennes de Pilleux en cours de construction, est percé au début de la décennie. Il est baptisé en 1963 boulevard René-Coty.

La deuxième tranche, entre Croix-Bonneau et boulevard de l'Égalité (le futur boulevard Léon-Jouhaux) est réalisée à la fin des années 60. Presse-Océan titre : « *Demain : Saint-Herblain sera à moins de 5 minutes du quai de la Fosse* ».

Au milieu des années 70, le chantier se poursuit de chaque côté du boulevard Saint-Aignan. « *Les bulldozers ont attaqué le pittoresque et ancien quartier de Pilleux, avec ses maisonnettes plantées de guingois aux toits de tuile rouge. De nombreux immeubles et jardins de ce village ont été sacrifiés aux besoins impérieux de l'urbanisme* » regrette un journaliste.

La section entre boulevard René-Coty et boulevard Saint-Aignan est mise en circulation au printemps 1977 et prend l'année suivante le nom du syndicaliste Benoît Frachon.

Reste le dernier tronçon, le futur boulevard Salvador-Allende. La trémie sous le boulevard Saint-Aignan, qui permet aux automobilistes de passer directement de la Croix-Bonneau à la Loire est inaugurée en novembre 1979. Le dernier acte se joue à l'extrémité du quai de la Fosse, à l'angle de la rue Meuris, où deux immeubles anciens disposés autour d'une cour intérieure (*lire par ailleurs*) doivent être abattus pour assurer le raccordement. Ce sera chose faite en mai 1980.



Chantier de construction de la ligne 1 du tramway au centre du boulevard Benoît-Frachon - 1982



Vue aérienne de la partie nord de la ZAC du Pilleux - 1995



Le quartier du Pilleux avant la réalisation de la ZAC - 1979



Constructions en cours dans la partie nord de la ZAC - 1998

La voie rapide est enfin ouverte dans son intégralité. Mais les pénétrantes sont passées de mode, et la nouvelle municipalité a déjà en tête un projet de « transport en commun en site propre ». C'est l'acte de naissance du tramway moderne, dont la première ligne, mise en service le 7 janvier 1985, empruntera l'axe Gare maritime – Croix-Bonneau.

### La ZAC du Pilleux : dernier acte de la transformation urbaine du quartier

La percée des boulevards donnent l'occasion de repenser entièrement l'aménagement du secteur. En 1983, le périmètre d'une Zone d'aménagement concerté est approuvé, renforcé par le plan d'occupation des sols de 1991-93. Confié à la SELA (Société d'équipement de Loire-Atlantique en charge de la ZUP Bellevue dans les années 60 et 70), le projet est réparti sur deux zones de part et d'autre du boulevard Benoît-Frachon. La partie nord est la première à être aménagée.

Ce secteur d'un hectare et demi, orienté vers le centre-ville, est cerné par la rue Amiral-du-Chaffault, le passage Saint-Aignan, la rue de Pilleux et le boulevard Saint-Aignan. Un premier projet émanant de promoteurs privés est abandonné après avoir été jugé trop dense. Le projet d'aménagement est alors confié à l'architecte Jean-Pierre Logerais. À partir de 1998, les promoteurs Home Atlantique et le CIF engagent la construction d'ensembles résidentiels tandis qu'une maison de retraite « Les Hauts de Saint-Aignan » est achevée la même année au 5, rue de Pilleux peu de temps avant l'institut d'histo-pathologie situé à l'angle de la rue Amiral-du-Chaffault et du chemin des Aveneaux. Le foyer de jeunes travailleurs Adelis ouvert en 2000 au 1, rue de Pilleux complète le tableau. Greffé sur le tissu urbain traditionnel, l'aménagement de la partie nord est achevé en 2003 avec la construction d'un immeuble de quarante-huit logements. Au centre de ces constructions, un grand espace vert de 3 500 m<sup>2</sup> permet le transit des piétons du boulevard Saint-Aignan vers le tramway.

### Vivre dans le quartier

#### La rue des Petites-Chapelières

« En 1939, ma mère est décédée et je suis allée vivre avec mon frère chez un oncle et une tante qui habitaient le chemin des Petites-Chapelières dans le quartier de Pilleux. Ce chemin donnait sur le boulevard Saint-Aignan et rejoignait la rue de Pilleux. Ce quartier n'existe plus. Tout a été démoli et refait au moment de la construction du boulevard.

Mon oncle et ma tante étaient arrivés à Nantes en 1913. Ils venaient du Pin, à côté de Saint-Mars-la-Jaille. Mon oncle est venu à Nantes pour travailler dans les chemins de fer. Chez mon père, ils étaient sept enfants et il y en avait trois qui travaillaient dans les chemins de fer. Ils venaient tous en ville parce qu'il n'y avait pas de fermes. C'étaient deux ou trois champs autour de la maison et puis c'était tout. Il n'y avait donc pas de quoi faire vivre tout le monde.

Ma tante faisait des ménages chez les grandes familles du boulevard Saint-Aignan. Elle a vécu dans cette maison pendant soixante ans, jusqu'en 1973. Elle ne voulait pas s'en aller. C'était une jolie maison, une ancienne maison de campagne.

Quand je suis venue chez ma tante, je n'avais pas fini l'école. J'allais toujours à l'école Saint-Clair où je suis restée jusqu'à 16 ans. J'étais la seule du coin à aller à Saint-Clair car les autres filles du quartier allaient sur Sainte-Anne. Comme mon oncle et ma tante n'étaient pas très riches, il a été décidé que j'apprenne un métier qui me permettrait de gagner ma vie plus vite. Je n'ai pas eu trop voix au chapitre. Il se trouve que des cours commerciaux ont été ouverts à Saint-Clair à ce moment-là. J'ai donc suivi deux années de cours commerciaux. J'ai passé mes examens de sténo-dactylo et j'ai trouvé un travail jute après. J'ai commencé à travailler



Maison du chemin des Petites-Chapelières - 1973

pendant la guerre chez un représentant de vente alimentaire en gros qui revendait à des épiceries. Il était installé place Émile-Sarradin dans le quartier Monselet. J'avais 16 ans et je suis restée deux ans chez lui. J'étais la seule employée. Ensuite, je suis rentrée à la Société générale. J'ai fait rentrer mes deux belles-sœurs que je connaissais depuis longtemps car nous étions à l'école ensemble. C'est comme ça que j'ai rencontré mon mari.

Quand nous nous sommes mariés en 1947, nous sommes restés dans la même maison que ma tante mais à l'étage. Après la guerre, c'était la guerre pour les logements. Tout ne s'est pas remis en route comme ça. On avait encore des tickets d'alimentation. Mon mari était à ce moment-là chez Cosquer, une entreprise qui travaillait pour la marine. Il avait fait des draps pour le berceau avec de la toile de voile. C'est pour vous dire... On faisait avec les moyens du bord ! Et pour avoir un logement, ce n'était pas simple. Dès qu'il y en avait un de libre, les gens allaient réclamer. Donc quand la famille qui habitait au-dessus de chez ma tante est partie, on a récupéré leur logement. Mais alors vous aviez intérêt à mettre quelque chose dedans parce qu'il y avait la réquisition sans arrêt. Dès qu'on a vu que les voisins du dessus partaient, on a mis un lit !



Jacqueline avec son premier enfant dans la cour de la maison du chemin des Petites-Chapelières - 1948

On était trois locataires. Avec mon mari et nos quatre enfants, on avait deux pièces. Le dernier dormait encore dans son berceau et pour une de mes filles, on déplaçait un fauteuil qui se transformait en lit. Dans sa cuisine, il y avait juste un évier en granit. Les toilettes et l'eau étaient dans le jardin. Il n'y avait qu'un seul robinet d'eau à l'extérieur pour les trois logements. L'hiver, quand il gelait, c'était compliqué... En 1973, quand ma tante est partie, c'était encore comme ça. Il n'y a jamais eu l'eau courante dans cette maison. Elle a passé presque toute sa vie sans eau courante. En plus, elle faisait les lessives pour les gens chez qui elle travaillait. Il y avait une remise dans le fond du jardin à côté des toilettes. En plein hiver, elle avait ses baquets d'eau pour rincer le linge. Elle a fait ça jusqu'à 80 ans !

On avait un fourneau dans la cuisine mais ça ne chauffait pas les chambres. Alors des fois, l'hiver, on se levait avec moins deux ou moins trois degrés ! C'était à celui qui irait allumer le premier le chauffage... En plus, la pièce était sombre parce qu'il n'y avait qu'une toute petite ouverture.

Avant que les bains-douches de Prinquiau soient ouverts, on allait se laver tous les samedis dans ceux de la rue Duplex. Sauf l'été car on faisait chauffer l'eau et on se lavait dans la lessiveuse qui était dans le caveau. Quand on travaillait, le week-end était consacré aux corvées de la maison. Et encore moi, j'avais la chance d'avoir ma tante car c'est elle qui lavait mon linge ! Et avec quatre enfants, il y en avait beaucoup à laver.

On est restés jusqu'en 1957 et il était grand temps qu'on s'en aille. Et encore à ce moment-là, on ne trouvait rien du tout. Ils commençaient tout juste à construire les Dervallières. C'est pour ça que mes beaux-parents nous ont donné une partie de leur terrain rue Joncours pour que l'on puisse construire une maison.

On a eu le terrain en 1956 et nous avons pu emménager en 1957 puisqu'il a fallu un an pour la construction. Quand je suis arrivée rue Joncours, j'ai paniqué. Tout d'un coup, j'avais une grande maison mais on n'avait pas de meubles à mettre dedans parce qu'à Pilleux, on n'avait rien ! »

#### Jacqueline

► « La maison était une ancienne maison bourgeoise qui avait été séparée en trois logements. Ma grand'tante habitait au rez-de-chaussée avec une petite cuisine et une pièce. Nous, nous étions au-dessus avec deux pièces aussi. Et à côté, il y avait la famille Laurent dont un des fils, Yves, est devenu maire de Saint-Sébastien. C'est pour ça que l'allée où se trouvait la maison a été nommée en 2007, l'allée Yves-Laurent. Eux avaient une cuisine en bas et deux chambres en haut. Ils étaient quatre enfants.

Le propriétaire n'avait sans doute jamais voulu faire de travaux parce que le projet de pénétrante était quand même relativement ancien. Il savait qu'un jour ou l'autre, elle serait démolie. Il n'a donc fait aucune installation. Il n'y avait donc ni eau, ni chauffage, seulement l'électricité. On se chauffait avec le poêle qui servait également de cuisinière. On n'avait pas de frigo non plus. L'hiver, le bord de la fenêtre suffisait mais l'été, c'était la cave sous la maison qui faisait office de frigo. Le garde-manger avec des portes métalliques était à cet endroit. Il n'y avait pas de toilettes non plus. Les toilettes, c'était une fosse avec une planche trouée par-dessus dans le fond du jardin ! L'évacuation des eaux se faisait dans le jardin et ça partait ensuite dans le chemin.

Le jardin était partagé en trois. Chaque locataire avait une bande de terrain devant la maison qui suffisait à fournir chaque famille en légumes. Ça améliorait l'ordinaire. Monsieur Laurent était manœuvre chez Carnaud et dès qu'il rentrait de l'usine, il faisait son jardin.

Ma tante et la famille Laurent avaient chacun leurs clapiers à lapins et un poulailler. Ma tante ramassait les œufs et de temps en temps, il y avait une poule ou un lapin qui passait à la casserole. Régulièrement, un type venait ramasser les peaux de lapins. Il criait « Peaux de lapins ! » parce qu'on ne pouvait pas le voir à cause du mur. Ma tante mettait les peaux à sécher et quand il y avait un stock suffisant, elle les vendait. Il y avait encore des habitudes rurales mais c'était aussi la seule façon de s'en sortir.

Les maisons étaient entourées de grands murs de pierres qui devaient faire dans les deux mètres. Ceux qui habitaient derrière devaient passer par la maison de devant. Enfants, un de nos grands jeux, c'était justement de grimper sur ces murs en pierre pour aller de jardin en jardin. Derrière chez nous, il y avait une belle maison qui appartenait à la famille Villemin. J'étais copain avec un de leurs fils et quand on allait chez lui, ça faisait un peu chic. Il y avait des tapis partout. C'était une maison bourgeoise avec cuisine, arrière-cuisine, etc. Il y avait quelques maisons comme ça qui étaient relativement imposantes. Les Villemin allaient aux sports d'hiver et ils avaient des luges. Je me souviens qu'au cours d'un ou deux hivers, on avait pu faire de la luge dans le chemin qui descendait à côté de chez nous.



Ancienne maison entourée de hauts murs en pierre, entre le boulevard Benoît-Frachon et la rue de Pilleux - 1979

J'avais 9 ans quand on a quitté la maison de Pilleux mais j'y retournais régulièrement puisque la tante que je considérais comme ma grand-mère était restée vivre là. On savait dès le début que ça allait être démolie parce que le tracé du boulevard était prévu depuis un certain temps. La pénétrante suit le cours du ruisseau de Pilleux et la maison se trouvait exactement dans l'axe du boulevard Benoît-Frachon. » **Jacques**

« Nous n'avons pas vu la maison détruite parce que c'était tellement vétuste qu'on s'en fichait. Il y a quand même quelques belles maisons qui ont été démolies comme celle des Villemin. Notre souci était d'être sûr que ma tante soit bien relogée. Ce sont les Laurent qui sont partis en dernier, ils sont restés jusqu'à ce qu'ils soient relogés dans les HLM Don Bosco vers la route de Paris. » **Jacqueline**

« On habitait chemin des Petites-Chapelières mais l'adresse c'était le 82, boulevard Saint-Aignan. Au début comme adresse, on avait le 64, boulevard Saint-Aignan. En 1957, on avait le 82 car entre la place de la Chapelle et chez nous, plein de petits hôtels particuliers avaient été construits. Ils avaient donc été obligés de changer les numéros. Le boulevard Saint-Aignan était bourgeois, c'étaient des grandes familles. J'en ai connu pas mal parce que ma tante allait travailler chez eux. Les petites rues à l'arrière étaient ouvrières et même miséreuses dans certains coins comme dans le fond de la rue de Pilleux où il y avait des cabanes. On ne connaissait pas beaucoup parce qu'il y avait des chiens, ça criait... Alors, on n'allait pas trop dans ce coin-là. » **Jacqueline**

### La rue de Pilleux

« Rue de Pilleux, ce n'étaient que des baraquements, c'était pouilleux. On disait « Pilleux-pouilleux ! » Il y avait plein de petits chemins, de petites ruelles, de jardins avec des ruines, des maisons insalubres. On allait voir un clodo qui dormait dans une baraque en tôle. On n'avait pas le droit

mais on y allait quand même. Il nous donnait des bouquins, des bandes dessinées qu'il trouvait dans les poubelles. »

**Dominique**

« Il y avait un horticulteur dans la rue de Pilleux au bord du ruisseau qui n'était pas couvert. Mais ce n'était qu'un filet d'eau qui, en plus, servait de tout-à-l'égout. Alors on n'allait pas beaucoup de ce côté. C'était bien pour les chrysanthèmes ! Dans le fond de la rue en allant vers le ruisseau, c'étaient plutôt des taudis. Petits, on avait la trouille d'y aller car c'était plutôt la zone et même plutôt bidonville avec des cabanes en tôles. » **Jacques**

« La rue de Pilleux a été beaucoup modifiée. Avant, quand on passait par là pour aller chez mes tantes qui habitaient dans la cité des Bourderies et dans la rue du Bois-Hercé, on avait l'impression de remonter dans le temps. Ça faisait vraiment vieille rue, c'était pittoresque. Le caniveau était dans le milieu. Mon père louait un jardin dans cette rue. Il nous ramenait des fleurs et des légumes. On y allait de temps en temps mais c'était plutôt son domaine. » **Annie**

### L'impasse Marcel-Schwob

« Je suis originaire du Finistère sud et je suis venue à Nantes pour travailler. Quand je suis arrivée, je connaissais du monde parce que j'avais de la famille. Il y avait plein de Bretons à Nantes. Quand on allait au marché à Chantenay, ça parlait breton. Même des commerçants parlaient breton.

J'ai d'abord habité rue de l'Industrie parce que j'avais trouvé une place dans une clinique, rue de Bel-Air, grâce à des amis. Quand la clinique a déménagé sur le boulevard de Launay en 1947, je suis venue m'installer dans l'impasse Marcel-Schwob. » **Suzanne**

« C'était une location dans une petite maison. En 1953, quand mon père est mort, maman a acheté une maison dans l'impasse. Sa sœur qui habitait encore en Bretagne est venue vivre avec nous pour l'aider. C'était une maison avec

un petit jardin. On vivait à six là-dedans quand même. Il y avait une grande cuisine, une grande chambre et un sous-sol. Maman a fait des travaux d'agrandissement ensuite. Elle avait creusé pour faire une cuisine, une salle de bain et des WC en-dessous. Dans la journée, elle prenait la brouette et puis hop ! elle transportait le sable, le gravier. Quand on est veuve, il faut bien se débrouiller, on n'a pas trop le choix. Les gens du quartier l'aidaient quand même un peu le week-end ou le soir. » **Dominique**

« Il y avait neuf petites maisons dans l'impasse. Plus l'immeuble, mais l'immeuble c'était à part, on ne se mélangeait pas. On n'avait pas le droit d'aller dans la cour, peut-être parce qu'on était trop nombreux... Et puis, c'était peut-être une autre classe sociale.

C'était un quartier ouvrier, solidaire. Les enfants étaient surveillés par les voisins. On vivait en liberté mais surveillés. Quand les parents travaillaient, les enfants étaient gardés par ceux qui ne travaillaient pas ou qui étaient présents ou par les personnes âgées, parce qu'il y avait quand même des grands-mères. Enfants, on n'allait pas ailleurs. Nous, les filles, on restait dans notre impasse. On avait droit au haut de la rue pour aller chercher des bonbons dans l'épicerie du



Angle des rues Amiral-du-Chaffault et Blanqui, fresque réalisée en 2004 par l'artiste peintre Agnès Hubert évoquant la vie chantenaysienne au début du siècle dernier

coin mais pas plus loin. On ne dépassait pas la rue Amiral-du-Chaffault.

Chacun cultivait son bout de jardin. Il y avait des fleurs et beaucoup de potagers. Celui qui avait beaucoup de haricots verts en donnait une brassée aux voisins. Nous, on jouait à saute-mouton au-dessus des choux de Bruxelles... On se faisait rouspéter mais on avait de bonnes parties de fou rire. » **Marinette**

« Maman est restée dans cette maison jusqu'en 2006. C'est mon fils qui l'a reprise. Il retrouve un peu cette ambiance-là dans l'impasse. C'est différent mais ils essaient de garder un contact entre eux. Il a voulu reprendre la maison par attachement affectif, mais surtout pour maman. Ça nous a fait plaisir qu'il reprenne. Ça nous permet de retrouver régulièrement le quartier de notre enfance. » **Dominique**

« Tous les nouveaux habitants de l'impasse ont apporté un cachet nouveau. Une voisine a installé une chambre d'hôtes. Mon neveu a fait une avancée cubique, une extension en bois, moderne. C'est génial ! On connaît les voisins actuels et il y a des anciens qui sont encore là. C'est une page qui se tourne mais une histoire qui se prolonge. » **Marinette**

### La rue Blanqui

« On est né au 7, rue Blanqui. C'était un chemin avec des vieilles maisons de chaque côté qui se terminait par une cour. Actuellement, c'est l'impasse du Globe. Dans la cour, il y avait deux bâtiments avec six ou sept locataires et dans le fond, c'était la maison de la propriétaire. C'étaient des logements dans des vieilles bâtisses de deux ou trois étages. On vivait dans une maison que notre famille louait depuis quatre générations puisque maman, sa mère et sa grand-mère y habitaient déjà avant notre naissance.



Entrée de la rue Pierre-Joseph-Colin depuis la rue Blanqui - 2015



Vue aérienne des Garennes de Pilleux et de la Hunaudais au nord de l'ancienne propriété Bellamy et à l'ouest de la rue Amiral-du-Chaffault - 1958

C'étaient des logements de deux ou trois pièces. Nous, on avait deux pièces plus un débarras qui a été transformé en chambre après. On était cinq gosses, plus nos parents, plus mon oncle. On était huit là-dedans ! Et notre grand-mère maternelle habitait en dessous de chez nous.

Nos parents avaient leur chambre à part, un placard, qui faisait environ trois mètres sur deux. Il y avait de quoi mettre un lit et une armoire mais il y avait une fenêtre. Et nous, on était dans l'autre pièce, les cinq enfants dans la même chambre. Et le tonton, le frère de maman, dormait dans la cuisine sur son joli canapé en cuir qu'il déplaçait.

On n'avait pas d'eau, pas de salle de bains, pas de tout-à-l'égout, ni de toilettes. On habitait à l'étage et on devait descendre dans la cour. Pour avoir de l'eau, il fallait aller en chercher avec des seaux à la pompe municipale. C'était une pompe commune pour tout le quartier. Elle était sur la place où il y avait une maison bourgeoise qu'on appelait le château. Après, on a eu un robinet dans la cour.

Quand la propriétaire a fini par vendre tous ses logements, on a migré pas très loin : en face, dans les HLM du boulevard René-Coty. » **Manick**

### La rue Pierre-Joseph-Colin

► « Quand on est rue Pierre-Joseph-Colin, on est en plein Chantenay et en plein quartier de Pilleux. D'ailleurs, on ne disait pas qu'on habitait rue Pierre-Joseph-Colin mais plutôt à Pilleux. C'était très sympa comme coin parce que tout le monde connaissait tout le monde. Tous les petits passages faisaient partie de la rue, ils n'avaient pas de noms quand j'y habitais. Mais les facteurs arrivaient à trouver tout le monde. À côté du café Balan, il y avait une maison bourgeoise que l'on appelait le château. Elle existe encore. Les anciennes maisons sont restées mais ceux qui rachètent font beaucoup de travaux. » **Marie-Claire**

► « Mes grands-parents habitaient rue Pierre-Joseph-Colin dans une maison qui appartenait à l'épicerie-café Balan. C'était la même famille qui avait la fonderie Balan, rue Blanqui. À la place de cette fonderie, il y avait le marchand de charbon Dupé.

Moi, je suis arrivé en 1946, à l'âge de trois ans, parce qu'après les bombardements de 1943, mes parents sont allés dans la Vienne. Quand on est revenus, on a habité dans la maison de mes grands-parents.

J'ai vécu dans le quartier jusqu'à l'âge de 23 ans. Notre adresse c'était rue Pierre-Joseph-Colin, c'est tout. Il n'y avait pas de numéros. Maintenant, c'est la rue de la

Conserverie. On habitait dans une petite maison en face de la grande maison bourgeoise qui existe toujours à l'entrée de la rue. Au départ, on vivait à six personnes dans deux pièces. Après, quand les voisins sont partis, on a eu quatre pièces. Ma mère restait à la maison pour élever ses sept enfants, cinq garçons et deux filles.

Comme nous n'avions pas l'eau courante, on allait en chercher à la pompe sur la place de la rue Blanqui. Le dimanche, on partait avec deux seaux et on remplissait le baquet pour que ma mère fasse sa lessive le lundi.

On avait un très grand jardin qui devait faire entre 1 500 et 2 000 m<sup>2</sup>. C'est mon père qui s'en occupait. Nous, les cinq garçons, on était embauchés d'office pour l'aider. Il n'y avait pas les motoculteurs, c'était à la bêche. Le potager, c'était pour notre propre subsistance. On faisait les tomates, les haricots verts, l'ail, etc.

On avait des poules et des lapins aussi. Gamins, comme il y avait beaucoup de bateaux qui transportaient du blé, on allait sur les quais avec un sac et une balayette pour ramasser les grains de blé tombés par terre pour les donner aux poules. On vendait les peaux de lapins au marchand qui habitait dans le quartier. Il avait un grand hangar en bas, là où passe le tramway. On mettait de la paille dedans pour les bourrer et on les mettait à sécher sur un fil.

Notre secteur, c'était la rue Blanqui, la rue Amiral-du-Chaffault, la Hunaudais et la rue de la Montagne avec les incontournables cycles Bautru ! Quand on était jeunes, on était identifiés par notre quartier et même par notre micro-quartier. On nous appelait « les Garennes de Pilleux ». Quand on allait à Chantenay, on était mal vus. Pilleux, c'était encore autre chose. C'était un quartier malfamé mais quand on passait, gamins, on n'a jamais eu de problèmes. Tout ce quartier a été rénové. On a vécu tout le changement avec le boulevard, les HLM du boulevard René-Coty et le tramway. Avant, c'étaient beaucoup de petites ruelles, de petits jardins et des petites maisons en pierre comme à la Hunaudais. » **Serge**



Les Hauts de Nantes et la place de la Hunaudais - 2015

### La rue de la Hunaudais

► « Comme mon père, mon mari travaillait aux Chantiers. Il avait été embauché après sa sortie de Livet. Il a commencé comme électricien et il a terminé chef de chantier. En 1951, on s'est installés rue de la Hunaudais. On s'est mariés en septembre 50 et il nous a fallu plusieurs mois avant de trouver un logement car il n'y en avait pas. Au début, on habitait chez nos parents. Après notre mariage, on a trouvé deux chambres meublées rue Linné chez des particuliers. On avait deux chambres avec un grand lit dans chaque. On avait donc chacun son lit. C'était l'idéal pour des jeunes mariés ! On n'avait pas le droit de faire à manger, on y allait que pour coucher. On avait quand même camouflé un petit réchaud à alcool, comme ça mon mari pouvait faire chauffer son café le matin. Moi, comme mes parents habitaient encore rue de Brosses, j'allais prendre mon petit-déjeuner chez eux.

On a réussi à avoir un logement grâce à mon patron car sa mère avait cette maison rue de la Hunaudais. Comme un appartement se libérait au rez-de-chaussée, on a pu l'avoir. Mais là, ce n'était pas triste non plus parce qu'il n'y avait que deux petites pièces. On est restés jusqu'en 1965 mais entre-temps, on était passés au premier avec trois pièces. C'était mieux quand même mais on commençait à en avoir marre parce qu'on avait les toilettes en bas, dans le jardin et on n'avait pas de douche.

Nous habitons en face du « Pavillon chinois ». C'étaient des petites maisons ouvrières et ce n'était pas la joie. Il y avait des familles chez qui les assiettes passaient par la fenêtre des fois. On n'a jamais eu un seul problème, c'était entre eux, mais la « silencieuse » passait souvent dans le coin. En 65, c'était encore comme ça. Ça a changé quand le château en face de chez nous a été démoli. En fait, c'était une belle maison mais pour les gens du coin, c'était un château ! Il devait y avoir des gardiens qui vivaient là mais c'est tout. Il y avait aussi une petite chapelle, plus bas dans le chemin. Et là, ils ont construit des immeubles.

Après la rue de la Hunaudais, on est arrivés rue de la Bourdonnais où l'on est restés jusqu'en 76. En 65, c'était déjà plus facile de trouver un logement. On avait acheté un appartement dans un immeuble de la Maison familiale. On avait déjà plus de confort. On est partis parce que nous étions au quatrième et dernier étage et il n'y avait pas d'ascenseur. Avec l'âge et les problèmes de santé, on a préféré déménager. On est donc arrivés en 1976 au 45, boulevard Saint-Aignan dans un immeuble tout neuf puisque nous l'avons vu en construction. » **Solange**

» « J'ai connu la Hunaudais avant que l'immeuble « Les Hauts de Nantes » ne soit construit. Avant, c'était un parc avec de grands murs de 3,5 mètres de hauteur. Je n'ai jamais su ce qu'il y avait à l'intérieur car les murs étaient trop hauts. Il y avait l'église du père Fathome aussi. À la place du petit jardin, c'étaient des vieilles maisons à la limite de la ruine qui étaient habitées par des gens extrêmement pauvres. C'était folklorique là-dedans. Je passais par-là quand j'allais au petit lycée de Chantenay. C'était d'une propreté assez douteuse et il ne fallait pas avoir les oreilles trop chastes parce que les noms d'oiseaux, ça volait ! » **Michel L**

## Le boulevard René-Coty et les HLM Garennes-de-Pilleux

» « Je suis né rue Pierre-Joseph-Colin dans la petite impasse qui s'appelle aujourd'hui rue de la Confiserie. C'était au numéro 7. On traversait deux jardins pour arriver dans notre maison qui était dans le fond. J'y ai vécu pendant vingt ans. Les jardins étaient beaucoup plus profonds quand le boulevard et les HLM n'existaient pas. Il y avait un grand mur de pierre qui longeait le parc où le collège a été construit. Quand j'allais à l'école de la Mutualité, je passais par les petits chemins que le boulevard a fait disparaître. Le boulevard a coupé en deux la rue Amiral-du-Chaffault et toutes ces petites rues.

Entre la rue Galilée et le boulevard de L'Égalité, l'emprise du boulevard existait sous forme de terrains vagues clôturés par des ganivelles. J'étais au petit lycée de Chantenay mais



Chantiers de construction du futur boulevard Président-René-Coty et des HLM Garennes-de-Pilleux - 1961

on allait faire du sport dans le parc de l'actuel collège. Une piste d'athlétisme était tracée. Quand on y allait faire, on devait contourner ces terrains vagues car on ne pouvait pas les traverser. Le boulevard était prévu depuis longtemps, c'est pour cette raison que l'on trouvait ces terrains vagues clôturés. » **Michel L**

» « Quand on habitait la Hunaudais, mon fils pouvait se rendre au petit lycée Jules-Verne de la rue Arago par un petit chemin qui passait par la rue Pierre-Joseph-Colin. Avec le boulevard, le lycée s'est retrouvé de l'autre côté. » **Solange**

» « Ce qui m'a le plus marqué, c'est le boulevard René-Coty. Ça a tout changé et complètement chamboulé le quartier. Des commerces ont disparu, Sainte-Anne et Mellinet ont été complètement séparés. Avant on passait par des petits chemins, on gagnait du temps. Ça a fait une cassure. Ce qui a changé aussi ce sont toutes les belles maisons qui ont été remplacées par les immeubles. » **Dominique**

» « Le boulevard et les immeubles ont été construits en même temps. Je me souviens des constructions au moment des fondations car il y avait le ruisseau le Pilleux et on allait jouer dans l'eau. On faisait des radeaux.

Nos parents ont fait une demande aux HLM pour obtenir un logement dans les immeubles à côté de leur maison. Maman ne voulait pas changer de rue ni de quartier. Elle voulait rester dans ce quartier là parce que c'était celui où elle était née et où elle avait grandi. Il n'était pas question qu'elle aille ailleurs. Elle a eu du bol !

On a été les premiers locataires, tous les immeubles n'étaient pas finis. Le logement était plus grand. Il y avait trois chambres, une salle à manger, une cuisine, une salle de bain et des toilettes. On avait donc deux chambres pour les

enfants. Et miracle, le chauffage ! On n'avait plus la corvée des seaux à charbon à monter, plus à mettre le petit bois pour allumer le feu l'hiver. Dans l'autre logement, il faisait froid l'hiver. On n'avait que la cuisinière et pas de chauffage dans les chambres. » **Danielle**

» « Quand j'ai eu mon deuxième enfant, j'ai fait une demande aux HLM pour avoir un logement dans les immeubles de René-Coty puisque je travaillais en face. J'étais agent de lycée au collège de Chantenay depuis 1963. J'avais vu les immeubles sortir de terre. Un jour, les élèves n'avaient pas eu de récréation parce que les ouvriers du chantier devaient faire exploser des mines à cause du sol rocheux. Il y avait des pierres qui valsaient !

Nous avons eu l'appartement en 1967 et en 1974, on a fait construire une maison rue de la Fauvette. » **Alfreda**

» « En 1978, on a emménagé au cinquième étage de l'immeuble du boulevard René-Coty. L'appartement était traversant, on avait donc une façade sur le boulevard avec deux chambres et une autre à l'arrière avec une chambre. Ce qui nous gênait le plus, c'étaient les camions parce qu'il n'y avait pas de double-vitrage. Les camions allaient faire leurs déchargements en ville et ils repartaient à vide si bien que ça faisait un boucan pas possible. C'étaient des allées et venues toute la nuit. L'été, on ne pouvait pas laisser les fenêtres ouvertes. C'était infernal comme bruit. On a vu le chantier du tramway débiter parce que je suis partie en 1984. » **Marie-Claire**



Bureau de tabacs à l'angle des rues Amiral-du-Chaffault et Blanqui - 1953



Les Docks de l'Ouest au 68, rue Amiral-du-Chaffault - 1953



Boulangerie située à l'angle de la rue Amiral-du-Chaffault et du chemin des Avenaux, aujourd'hui remplacée par l'institut histo-pathologie - 1979



Angle des rues de Plaisance et Mellier, tournage du film d'Agnès Varda, « Jacquot de Nantes » - 1990

## Artisans et commerçants du quartier

► « Dans les années 50, il y avait plein de petits artisans dans le quartier. Ils étaient à touche-touche. En face du café-épicerie Balan, il y avait le menuisier Artus. Un peu plus loin, c'était le charpentier Vittel chez qui mon père avait fait son apprentissage. Et encore un tout petit peu plus loin, au niveau des « Hauts de Nantes » à la Hunaudais, il y avait le dépôt de la maçonnerie Douillard et Banada.

Comme commerce, il y avait le bureau de tabacs, à l'angle de la rue Amiral-du-Chaffault et de la rue Blanqui. Il existe toujours. À côté, il y avait le cordonnier. À Pilleux, il y avait le café de « La Coinchée » et en face du « Pavillon chinois », il y avait le café Les Marches. Il s'appelait comme ça parce qu'on montait des marches pour entrer. J'avais une tante qui avait tout le temps mal aux jambes et un grand-oncle qui boitait un peu mais ils arrivaient toujours à monter et à descendre ces marches parce qu'il y avait la rampe ! » **Serge**

► « Le quartier de la rue Amiral-du-Chaffault était très vivant, il y avait beaucoup de commerces. En face de la Fraternité, là où il y a les rochers, il y avait une épicerie. Au bout de la rue Marcel Schwob, il y avait une boucherie et une boulangerie à côté. Rue de Plaisance, il y avait un café et une épicerie. Ça n'était que ça ! Tous les cinq mètres, il y avait une épicerie. On n'avait pas de réfrigérateur alors il fallait aller tous les jours à l'épicerie. Rue Amiral-du-Chaffault, il y avait une épicerie et les Docks de l'Ouest plus

loin. Le bureau de tabacs à l'angle de la rue Blanqui existe toujours et c'est le seul commerce qui reste.

Avec tous les commerces, ça vivait. Je me souviens des marchands de rue. Il y avait les sardines : « À la fraîche ! À la sardine fraîche ! ». Ils passaient à 5 heures du soir. On descendait pour en prendre une ou deux douzaines. Ils passaient partout. Il y avait le laitier aussi qui s'arrêtait devant la Frat' avec son camion. Ils avaient leur chope et on avait un litre de lait, des petits crémets, des choses comme ça.

On avait aussi des chanteurs de rue comme Rezeda, une figure emblématique de la ville de Nantes. Il était tout petit. Il avait un chapeau haut-de-forme et une rose à son veston. Il était formidable ! Il n'avait plus beaucoup de dents mais il chantait toutes les chansons anciennes de Nantes. Il venait chanter dans les rues du quartier. Quand on l'entendait, on se mettait à la fenêtre et on lui jetait une pièce. » **Élise**

► « Quand mes parents sont arrivés dans la rue Mellier en 1962, il y avait quatre commerces au carrefour avec la rue de Plaisance et la rue Amiral-du-Chaffault. Il y avait un commerce à chaque angle : une boucherie, une boulangerie, un bistrot – cave et une épicerie. Un peu plus loin, il y avait une poissonnerie. C'est la boucherie qui est restée le plus longtemps. Aujourd'hui, ce n'est que résidentiel. » **Michel L**

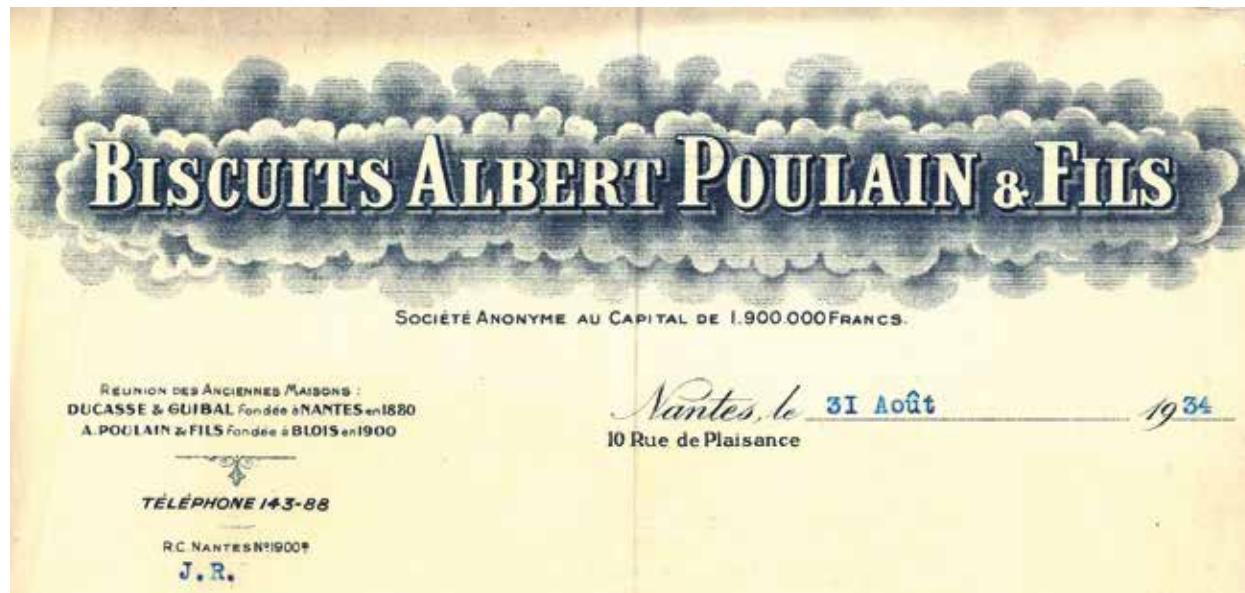
## L'entreprise d'encapsulage Boutin

► « Dès que j'ai quitté l'école, j'ai toujours trouvé des petits boulots parce qu'il y avait encore beaucoup d'usines à Nantes. À 18 ans, j'ai travaillé chez Boutin, un fabricant de bouchons installé rue Amiral-du-Chaffault, presque à côté du collège actuel. On faisait des bouchons pour les produits pharmaceutiques, des coupelles en plastique pour les bouteilles de laque... C'était une grosse entreprise. Elle existe toujours mais elle s'est installée dans la zone industrielle de Saint-Herblain. » **Éliane**

► « La plupart des habitants de la rue Marcel-Schwob travaillaient dans le quartier, soit sur le quai, soit dans les usines à côté. Certains faisaient des bouchons à domicile pour une usine de la rue Amiral-du-Chaffault. Ils allaient chercher des grandes caisses remplies de bouchons. On entendait le bruit de ferraille quand ils les vidaient chez eux. Ils avaient des cartons avec des rondelles de liège et un appareil pour rentrer le liège dans le bouchon. Quand ils avaient fini, ils rapportaient les bouchons à l'usine. » **Dominique**

► « Les femmes qui restaient chez elles faisaient des bouchons. Ça apportait un plus au revenu familial. Il y avait des bouchons, des boîtes de Cachou, etc. Nous, on l'a fait parce qu'on aidait une voisine. On y allait avec la brouette ou une petite remorque à deux roues. On se faisait une joie de pousser ça. On partait à plein et on revenait à plein avec de nouveaux bouchons à remplir. Je me souviens des après-midis chez la voisine. Elle mettait une grande couverture grise sur une grande table, un genre de feutrine. Elle prenait sa caisse et la vidait. Il y en avait plein la table. Elle nous montrait une fois, et hop on y allait. Pour des gamins, c'était sympa à faire. » **Marinette**





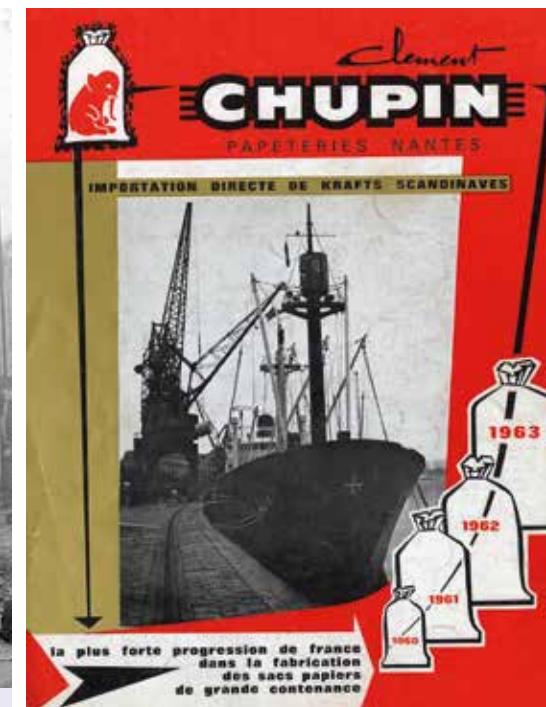
### Le 10, rue de Plaisance : du site industriel au programme immobilier

Pendant plus d'un siècle et demi, le 10, rue Plaisance a vécu au rythme de l'activité d'une biscuiterie puis d'une papeterie. Lorsqu'en 1891, les pâtisseries Ducasse et Guibal rachètent la fabrique de biscuits Bugard et C<sup>ie</sup> (ouverte vers 1885), ils vont faire de leur entreprise, créée en 1880, la troisième biscuiterie nantaise derrière LU et BN. En 1915, ils employaient cent vingt ouvriers. Cinq ans plus tard, la manufacture de biscuits de luxe, passée aux mains de l'industriel Henri Pilon, est entièrement détruite par un incendie. Reconstituée en 1922, l'usine s'étend alors sur un demi-hectare et le nombre d'ouvriers s'élève à deux cent cinquante. Au début des années 30, le célèbre chocolatier Poulain reprend les locaux pour y fabriquer les « Biscuits Albert Poulain et fils ».

À partir de 1941, le site connaît une deuxième histoire industrielle avec les Papeteries Chupin. L'entreprise fondée en 1919 par M. Chupin père débute dans le négoce du papier puis se spécialise dans la fabrication de sacs d'emballage. Importateur de bois scandinave, l'usine est installée non loin du port, rue de Plaisance. Son fils, Clément, développe la société et modernise la production. En 1966, les chaînes de fabrication sont déplacées dans une usine flambant neuve construite dans la zone industrielle de Saint-Herblain. Le site de Nantes reste en activité jusqu'aux années 90. Demeurés en friche jusqu'en 2007, les locaux sont rasés pour laisser la place depuis 2010 à un ensemble immobilier.



La rue de Plaisance vers la rue de la Montagne ; vue partielle à gauche de l'entrée des Papeteries Chupin au n°10 - 1953



Publicité des Papeteries Clément Chupin - 1964

### Ouvrières chez Chupin

► « J'ai travaillé chez Chupin, rue de Plaisance. C'était une entreprise qui fabriquait des sacs en papier pour l'alimentation des bêtes. C'étaient des grands sacs, ils étaient plus grands que moi ! On était sur les chaînes qui les faisaient défiler et il fallait les attraper pour les mettre bien droits et mettre de la colle. Des fois, la machine ne marchait pas bien alors on allait faire des petites retouches. On était assises devant de grandes tables et on regardait où il manquait de la colle. Quand on travaillait, les grandes portes étaient ouvertes. Qu'est-ce qu'on avait froid ! C'était l'hôtel des courants d'air ! Pour se réchauffer, on mettait nos jambes dans des sacs en papier ! » **Éliane**

► « Quand je suis venue vivre rue Pierre-Joseph-Colin, j'ai trouvé du travail chez Chupin, la papeterie qui était

rue de Plaisance. Beaucoup de personnes du quartier y travaillaient. L'épicière du coin savait qu'ils embauchaient. Je me suis donc présentée et j'ai été prise.

Je suis restée de 1963 à 1965, jusqu'à la naissance de mon fils. Dans ce temps-là, la femme ne pouvait pas travailler sans l'autorisation de son mari et on n'avait pas de compte en banque non plus. On nous payait en espèces.

Chupin, ce n'était que de la fabrication de sacs, de tous les formats. Ils fabriquaient des sacs pour l'alimentation des animaux, pour des engrais mais aussi de jolis petits sacs pour les emballages cadeaux par exemple. Il y avait donc des machines plus petites pour les fabriquer. Les derniers rentrés étaient mis aux sacs d'emballage pour les aliments, les engrais, le ciment... C'étaient les plus durs à faire.

Il y avait d'énormes machines. C'étaient des hommes qui les guidaient et qui surveillaient leur bon fonctionnement. Les conducteurs de machines vérifiaient les niveaux d'encre, si le papier passait bien parce qu'il fallait voir les rouleaux que c'était ! Je me souviens de celui qui s'occupait de l'encre parce que, le pauvre, il n'avait plus de couleur de peau. Il avait toujours les mains dans l'encre. On n'avait rien pour se laver sur place, on sortait « cracra ». Il y avait des gens qui s'occupaient des envois aussi, c'était plus agréable comme travail.

Toute la fabrication était faite par des femmes. À notre arrivée, on nous donnait une belle blouse rose en nylon. C'était bien, ça nous protégeait. Moi, j'étais au bout d'une machine avec une autre femme. On vérifiait si les sacs sortaient bien collés et on mettait de côté ceux qui ne l'étaient pas. C'étaient des sacs en papier kraft qui sortaient à toute vitesse, alors il fallait se dépêcher de retirer ceux qui étaient mal collés. C'était très lourd parce qu'il fallait en prendre plusieurs à la fois. On était huit heures à la chaîne. Les femmes les plus privilégiées recollaient les sacs. Il y avait des femmes chefs d'équipe aussi. Alors il y en avait des sympas et d'autres, pas du tout. Évidemment, c'était la moins sympa qui était bien vue de la direction !

Je me suis retrouvée enceinte à ce moment-là et ce n'était pas un travail qui convenait pour un début de grossesse, parce que c'était trop physique. Alors, ils m'ont mise avec les femmes qui recollaient. C'était beaucoup plus cool. Sauf que le matin, comme toutes les futures mamans, je n'arrivais pas à manger. Alors, j'apportais un petit casse-croûte en douce mais on n'avait pas le droit de s'arrêter pour manger. On n'avait pas de pause le matin. Alors, j'allais dans les waters manger mon casse-croûte. Et ce n'étaient pas les waters que l'on a aujourd'hui ! Quand on faisait une pause toilettes, il fallait que ce soit l'autre femme qui fasse le travail et vice versa parce que la machine ne s'arrêtait pas.

L'entreprise est ensuite partie à Saint-Herblain mais le site de Plaisance est resté longtemps en friche. Et aujourd'hui, ce sont des immeubles tout neufs. » **Marie-Claire**

### Un projet immobilier dans la tourmente d'une mobilisation citoyenne

► « En 1962, mes parents ont acheté une maison au 46 bis, rue Mellier et en 1972, avec ma femme, nous avons acheté celle au numéro 48. À l'époque, cette maison était frappée d'alignement, elle était donc quatre mètres en avant par rapport à aujourd'hui. On a démoli l'ancienne maison pour en construire une neuve.

En 1972, Chupin était encore en activité. Il y avait un accès par la rue de Plaisance et un autre avec un grand portail d'entrée dans la rue du Docteur-Touaille qui, à l'époque, s'appelait avenue de Plaisance. C'était une avenue privée. Il y avait souvent des confusions entre l'avenue et la rue. Les camions avaient mille difficultés pour prendre le virage. Cette entrée a, par la suite, été condamnée sauf pour les camionnettes, et l'entrée principale se faisait par la rue de Plaisance.

Chupin avait racheté l'ensemble des vieilles maisons le long de la rue Mellier qui formaient ce que les habitants appelaient « la cour des Miracles ». C'était l'ancienne cour Vahé. Il y a deux parties dans la rue Mellier. Une partie proche de la place Mellinet, donc plus bourgeoise, et une autre en montant plus populaire. Cette coupure est due au fait qu'autrefois, la rue de Plaisance servait de limite entre Nantes et Chantenay. Le haut de la rue était donc dans la commune de Chantenay. Chupin avait également acquis toute une partie de la rue de Plaisance, jusqu'au numéro 8. Avec ces acquisitions, l'emprise de l'entreprise était de 10 000 m<sup>2</sup>.

L'activité a perduré jusqu'en 1975. Ensuite, ils ont délocalisé la production dans la zone de Saint-Herblain, mais tous les services administratifs sont restés dans le quartier jusque dans les années 95. Le site est resté complètement inoccupé pendant une dizaine d'années et en 2005, un permis de construire pour un programme immobilier a été accordé. C'est donc resté en friche une dizaine d'années. Ça a été squatté, surtout les dernières années. Il y avait des squatteurs avec des chiens mais on n'a pas eu de soucis avec eux.

Le premier permis déposé et accepté conduisait à l'asphyxie du quartier. Quand on a su qu'un projet immobilier était en cours, j'ai tout de suite été vigilant. Ça fait cinquante ans que je vis dans le quartier et je vois bien comment les choses se passent. Notre but n'était pas d'empêcher le projet puisqu'il était évident qu'une friche industrielle dans un quartier comme le nôtre ne peut pas rester en l'état. C'était normal que des logements soient construits. Notre souci était que le quartier et ses spécificités soient pris en compte. Avec toutes les petites rues du secteur, on ne pouvait pas faire n'importe quoi.



Le haut de la rue Mellier, entre la rue de Plaisance et l'avenue du Docteur-Touaille - 1953

Le promoteur n'avait pas du tout tenu compte de l'environnement du quartier. C'était avant la crise et à l'époque, c'était du mètre carré à tout va... peu importe la qualité du projet. Je conçois bien que l'on ne peut pas demander l'avis de tout le monde mais, dans ce cas-là, un minimum de concertation avec les riverains aurait été intéressant.

Le promoteur avait acheté l'ensemble de la propriété Chupin ainsi que la propriété des époux d'Aboville, ce qui portait l'étendue du projet immobilier à plus de 11 000 m<sup>2</sup>. La propriété d'Aboville avait une façade de vingt mètres sur la rue du Docteur-Touaille avec un terrain derrière. Le tout faisait 1 000 m<sup>2</sup>. Il avait jugé intéressant de rajouter cette propriété de particulier afin de porter la hauteur constructible à dix mètres au lieu de sept mètres, c'est-à-dire un étage en plus puisque la hauteur constructible sur la rue du Docteur-Touaille est de dix mètres alors que celle sur la rue Charles-Laisant est de sept mètres.

Après avoir vu le premier permis, on a constitué une association de riverains. Dès qu'on a pris connaissance du dossier, nous avons tout de suite vu les horreurs qu'ils nous préparaient et nous l'avons tout de suite contesté auprès du maire. Le projet initial prévoyait cent quatre-vingt-six logements pour une surface de plancher de 13 689 m<sup>2</sup>. C'était assez considérable. Et le promoteur prévoyait de récupérer quatre mètres sur la chaussée c'est-à-dire les quatre mètres que nous avions dû libérer en 1972 ! Avec cet avancement les trottoirs ne faisaient plus que 90 centimètres de large. À l'intérieur, une voie d'opportunité était projetée c'est-à-dire une voie privée ouverte au public. Des escaliers étaient prévus sur cette voie. Ce qui veut dire, par exemple, qu'une mère de famille avec une poussette devait faire le tour par la voie publique. Et avec le trottoir réduit à 90 centimètres, elle était obligée d'aller sur la rue ! Même topo pour les personnes handicapées... Et surtout, le point noir, c'était le nombre de places de parking par rapport à la surface habitable.



Les anciennes Papeteries Clément Chupin avant leur démolition - 2010



Rue Andrée Chédid, programme immobilier réalisé sur le site Chupin - 2015

### Le tribunal administratif

Nous avons donc attaqué le premier permis au tribunal administratif. J'ai travaillé pendant trente-cinq ans dans les travaux publics, j'avais donc l'habitude des administrations. Comme je venais d'être en retraite, j'ai eu le temps d'éplucher le dossier et la réglementation. Et j'ai réussi à trouver une douzaine de points où le permis n'était pas conforme. À partir du moment où il y a une réglementation et que l'on est contraire à la réglementation, ça vaut tous les autres arguments !

Comme le promoteur ne pouvait pas contester, il y a eu un permis modificatif qui apportait une amélioration minime au projet. Mais ça ne réglait en rien l'asphyxie annoncée du quartier. Non seulement, les riverains allaient subir les nuisances d'un projet mal foutu mais les nouveaux arrivants aussi.

Nous avons donc attaqué et le point qui m'a permis d'obtenir gain de cause concernait la voie d'opportunité qui ouvrait sur la rue du Docteur -Touaille. Quand on construit une voie d'opportunité qui joint deux voies publiques existantes, le

règlement du PLU stipule que la hauteur de construction applicable aux bâtiments de cette voie d'opportunité est la plus faible des deux hauteurs des rues existantes. Il se trouve que dans deux rues la hauteur est de dix mètres, mais dans la rue Charles-Laisant, elle est de sept mètres. C'est ce point en particulier qui a fait que le tribunal administratif a annulé le permis de construire puisque la hauteur prévue dans le permis était de dix mètres.

Je me suis beaucoup investi à titre personnel dans ce dossier avec tout le soutien du quartier. J'étais donc très content d'avoir obtenu gain de cause. Nous avons travaillé avec une jeune avocate qui était installée dans la rue du Docteur-Touaille. Elle démarrait et elle était justement spécialisée dans ce créneau. On a donc constitué un binôme. Je me suis occupé de toute la partie technique du dossier et elle s'est occupée de la partie juridique. À nous deux, je dirais deux pauvres misérables, on a obtenu gain de cause contre la Ville de Nantes et contre le promoteur qui avait à sa disposition un cabinet d'avocats international !

Il a fallu trois ans entre le premier permis de construire et le jugement du tribunal administratif. Et au final, le promoteur a fini par admettre que le projet que nous avons travaillé ensemble était quand même beaucoup mieux que le projet initial...

### Le second projet

Avec le second projet, la surface habitable est tombée à 10 000 m<sup>2</sup> et le nombre de places de parking a été porté à deux cent quarante-quatre au lieu de deux cent vingt-deux, c'est-à-dire 40 % de plus que ce qu'imposait le règlement. Les escaliers de la voie d'opportunité ont été enlevés et un local pour les poubelles a été ajouté puisqu'à l'origine, il n'y en avait pas.

On a essayé de faire un projet intelligent. Par exemple, les sorties de parking étaient très mal pensées. Dans le premier projet, seulement dix voitures pouvaient sortir sur la rue Mellier qui est quand même la rue principale, cent dix-sept sortaient sur la rue de Plaisance et au coin de la petite rue,

il en sortait quatre-vingt-quinze. Alors que maintenant on a deux cent quarante-quatre places mais on fait sortir et rentrer cent dix voitures par la rue Mellier, ce qui est quand même plus intelligent.

Au début, la relation avec le promoteur était assez tendue mais je ne me suis pas laissé impressionner. Et ensuite, il s'est bien rendu compte que ce n'était pas de la malveillance de notre part. Nous, ce qu'on voulait, c'était qu'il propose un projet qui satisfasse tout le monde. Le promoteur a fait appel du jugement mais temps pendant tout le temps de la procédure d'appel, on a noué des contacts et c'est là qu'il nous a proposé de travailler avec l'architecte. C'est donc ce que nous avons fait et nous avons terminé en excellent terme. À tel point que j'ai servi d'intermédiaire avec les riverains afin d'apaiser les tensions que pouvaient provoquer les nuisances de la construction.

Le chantier a duré deux ans. Une fois l'opération terminée, il a fallu revoir le plan de circulation et de stationnement du quartier. Aujourd'hui, tout est en service depuis un an et demi et on s'aperçoit que la vie du quartier est, bien sûr, un peu modifiée mais pas fondamentalement. La cohabitation avec les nouveaux arrivants se passe bien. Ce nouveau petit quartier est plutôt réussi et agréable à vivre. L'architecte de l'opération que j'ai pu côtoyer faisait bien sûr de l'architecture mais n'a pas négligé l'aspect pratique des choses. Il a été très à l'écoute. Notre collaboration a été fructueuse.

Je pense que cette action pourrait servir de modèle aujourd'hui pour les futures opérations immobilières. Cent soixante-huit logements ont été construits ce qui veut dire quatre cents à cinq cents personnes en plus dans le quartier. Il faut donc bien en tenir compte et on ne peut pas imposer ce genre de projet aux habitants sans concertation et sans études d'impact. » **Michel L**

## 12 / La Fraternité protestante

**C'est un haut lieu de la mémoire nanto-chantenaysienne protestante et ouvrière. La « Frat' », située depuis plus d'un siècle rue Amiral-du-Chaffault, est un ensemble de bâtiments groupés autour d'une cour. On y entre par un porche surmonté d'une enseigne en mosaïque sur laquelle on peut lire : LA FRATERNITÉ - Foyer du Peuple**

La Fraternité de Nantes a été fondée à l'initiative d'un mouvement national d'origine protestante, la Mission populaire évangélique, créée en 1872 à Paris un an après la répression sanglante de la Commune. Son fondateur est un pasteur écossais, Robert Whitaker Mac All. Selon la légende, il a eu l'idée de cette œuvre après avoir été interpellé par un ouvrier de Belleville qui lui aurait affirmé que les ouvriers seraient sensibles à une religion de liberté et de réalité.

L'œuvre d'évangélisation en milieu populaire va essaimer en province. À Nantes, en 1884, la Mission construit une première salle dans le quartier des Ponts. De 1887 à 1897, d'autres salles sont ouvertes sur le quai de la Fosse, lieu de passage des ouvriers de Chantenay et des marins du port. Les réunions sont souvent houleuses, les ouvriers étant largement gagnés aux idées anticléricales. En 1904, la Mission s'implante rue Metzinger dans le quartier de Launay. La nouvelle salle reçoit le nom de « Fraternité ».

### Les initiatives hardies du pasteur Chastand

L'année 1907 constitue un tournant avec l'arrivée d'un jeune pasteur de 23 ans, Emmanuel Chastand. La Mission populaire évangélique achète des locaux rue Amiral-du-Chaffault. Un choix qui ne doit rien au hasard. La rue est située au cœur d'un quartier populaire proche du port, doté de nombreuses usines. Il est peuplé de familles où souvent hommes et femmes travaillent durement dans des métiers pénibles. Un quartier où de nombreux bistrotts « *boivent les payes* », et où les enfants, nombreux, mal nourris, sont souvent dans la rue, livrés à



Fronton au-dessus du porche d'entrée de la Fraternité protestante au 3, rue Amiral-du-Chaffault - 1998

eux-mêmes. Les nouveaux locaux sont inaugurés en 1908. La Fraternité de Nantes-Chantenay prend le nom de « foyer démocratique ».

Malgré le zèle missionnaire, les salles de réunion se sont peu à peu vidées. Pour Chastand, on a trop insisté sur la conversion. Il opte pour une nouvelle tactique. Pour attirer la foule, il utilise des moyens modernes comme le phonographe et les projections cinématographiques. Avec le coup de pouce financier d'un « *coreligionnaire gros industriel* », Hippolyte Durand-Gassel, fondateur de l'Asile protestant du Plessis-de-la-Musse (*lire par ailleurs*), il met en place une « école de garde » pour accueillir les enfants à la sortie de l'école. Les enfants les plus fragiles sont envoyés dans la colonie de la paroisse de Nantes, « Brise de Mer » à Saint-Michel-Chef-Chef sur la côte de Jade. Il crée une troupe d'éclaireurs unionistes – la première de Nantes – en 1911.

Pour Emmanuel Chastand, la lutte contre l'alcoolisme est une priorité. Afin d'alerter les enfants sur les méfaits de l'alcool et influencer par leur biais les comportements des adultes, il lance une section Espoir, branche cadette de la Croix-Bleue. En 1914, indigné par un projet municipal d'ouverture des cafés après minuit, il se présente aux législatives sous l'étiquette « Républicain antialcoolique » et met le député socialiste sortant en difficulté...

Autre initiative sociale, la création d'une entreprise de brosses, pinceaux et balais. Il s'agit d'enlever les mères de famille au milieu des grands ateliers « *malsains physiquement et moralement* ». Les horaires aménagés permettent aux femmes d'effectuer les tâches ménagères et de consacrer du temps à l'éducation de leurs enfants.

Parallèlement les conférences se multiplient et le jeune pasteur anime un « cercle ouvrier d'études sociales » où, entre socialisme et anarchisme, il prône une troisième voie : le christianisme social. Ses initiatives hardies et son orientation politique marquée à l'extrême-gauche sont regardées avec méfiance par l'église réformée de Nantes, bourgeoise et conservatrice.

### Les années d'après-guerre

Pendant la Première Guerre mondiale, les locaux de la Fraternité sont mis à la disposition de la mairie pour recevoir les blessés. À la demande du maire Paul Bellamy, Emmanuel Chastand prend la direction de l'« école des mutilés », un centre de rééducation pour mutilés de guerre préparant à diverses professions.



Locaux de la Fraternité protestante au début de son installation rue Amiral-du-Chaffault - 1910

Les années d'après-guerre sont marquées par la construction de locaux pour la jeunesse, d'un dispensaire et d'une chapelle et par l'acquisition d'une colonie de vacances à Villès-Martin (Saint-Nazaire). En effet, la colonie « Brise de Mer » n'est plus mise à la disposition de la Fraternité, ce qui illustre le fossé grandissant avec l'église de Nantes. En 1920, la colonie déménage à La Bernerie, suite aux problèmes rencontrés avec des vacanciers effrayés par l'origine sociale des enfants de la Mission populaire...

En 1921, nouvelle innovation : la « Société des Enfants de la Paix ». Inspirée de modèles existant en Grande-Bretagne et aux USA, elle est la première créée en France et a pour but de donner une éducation pacifiste aux jeunes.

En 1926, la Fraternité se transforme en maison d'accueil pour les chômeurs. Il s'agit d'assurer, avec l'aide des autorités civiles, abri et subsistance à tous les hommes qui affluent. Ils sont logés dans les locaux de la Fraternité, et même dans la salle du culte. « *Il ne saurait y avoir un lieu saint réservé face à la détresse des hommes* » estime le pasteur Chastand.

## La culture de l'engagement

C'est dans ces années fondatrices que s'est forgé l'ADN de la Frat' : un mouvement d'éducation populaire avec une forte culture de l'engagement, du militantisme, de la solidarité, de la réflexion sur le monde.

La Fraternité protestante a été de tous les combats du siècle dernier en faveur de la liberté, du progrès social, de la paix. Dénonciation de la torture en Algérie et engagement pour la décolonisation, appui aux grandes luttes sociales en 1955, Mouvement de la Paix, luttes pour les droits des femmes (le Mouvement des jeunes femmes de la Frat' a été co-fondateur du Planning familial), et bien d'autres.

Ce qui frappe également, c'est sa remarquable faculté d'adaptation aux besoins de la cité en matière sociale. Ainsi la Frat' abrite un foyer hommes de seize chambres. Créé en 1935, c'est au départ le « foyer du jeune homme », un FJT avant l'heure. En 1939, il devient centre d'hébergement des soldats anglais, puis en 1940 centre de relogement et de réconfort des réfugiés du Nord et de Belgique. En 1957, en pleine guerre d'Algérie, il héberge des travailleurs nord-africains



La Fraternité protestante transformée en centre d'accueil des réfugiés du Nord et de la Belgique ; vue sur la cour et la chapelle au fond à gauche - 1940

jusqu'alors entassés dans un bidonville quai Ernest-Renaud. Dans les années 1990, il fait face à l'afflux des demandeurs d'asile à qui il propose un accompagnement social. Rebaptisé « Un toit pour toi... », le foyer accueille aujourd'hui des gens en rupture sociale, qui se sont retrouvés à la rue.

Comme le déclarait l'ancien maire de Nantes Jean-Marc Ayrault lors de la célébration du centenaire de la Fraternité protestante en octobre 2005 : « *Vous avez toujours été du côté du mouvement du progrès, et vous l'avez fait sans demander aux uns et aux autres quelles étaient leurs convictions religieuses, s'ils croyaient au ciel ou s'ils ne croyaient pas. Vous avez su entraîner autour de vous des hommes et des femmes, vous avez su leur faire partager votre idéal, et vous avez su, de génération en génération, transmettre cet idéal.* »

## La Fraternité protestante pendant l'entre-deux guerres

► « *Mes parents habitaient au 12, rue Amiral-du-Chaffault. En 1924, ils sont devenus concierges à la Fraternité protestante. J'avais 3 mois. Comme ils habitaient en face, je pense qu'on a dû demander à ma mère si elle voulait venir travailler là. Et puis, il y avait des bonnes sœurs qui passaient et qui lui disaient toujours : « Il faut que vous veniez à la messe. » Elle en avait assez d'entendre ça ! Les bonnes sœurs faisaient tout le quartier comme ça. Elles disaient que si on n'allait pas à la messe, c'était un sacrilège, ça allait être l'enfer ! Ma mère en a eu marre et elle a décidé d'aller à la Fraternité protestante.*

*Mes parents étaient catholiques à l'origine. Et quand ils sont passés au protestantisme, ils se sont un peu fâchés avec leur famille. Ils ne se sont pas convertis parce qu'on ne le leur avait pas demandé. C'était plus souple. On adoptait ou on n'adoptait pas la religion protestante et c'était tout. Pour mes parents, c'était aussi une façon de s'en sortir parce que moi, j'étais la quatrième d'une famille de six enfants et on n'avait que trois pièces. Le logement était offert si bien qu'ils n'avaient pas de logement à payer. Ils ont été concierges pendant une dizaine d'années.*

*Quand on rentrait, la conciergerie était au rez-de-chaussée et les appartements des pasteurs aux premier et deuxième étages. Dans le fond, il y avait le téléphone. Ma mère répondait beaucoup. On avait aussi un dispensaire avec une infirmière où l'on soignait les gens qui n'avaient pas les moyens d'aller chez le docteur. Ma mère devait entretenir les locaux. Ce n'était pas rien parce qu'il y avait beaucoup de travail. Par exemple, elle faisait les chambres du bâtiment pour l'accueil des jeunes gens qui n'avaient pas les moyens de se loger.*

## Un mouvement protestant

*La Frat' dépendait de la Mission populaire évangélique qui était rattachée au protestantisme. C'était uniquement du bénévolat. Le but était de faire venir les gens pour leur apporter la bonne nouvelle, leur donner un peu de bien-être. Il n'y avait pas de politique.*

*Au fond de la cour, il y avait le petit foyer de l'âme où le culte était célébré tous les dimanches. Les réunions, les mouvements de jeunesse, c'était pour ceux qui voulaient. Il n'y avait pas d'attachement religieux.*

Nous n'étions pas rattachés au temple de Nantes parce qu'il y avait une distinction. À l'époque, ils étaient très bourgeois. C'étaient des « de » qui allaient au temple. Le pasteur, c'était le pasteur de Saint-Étienne. Il y avait les de Ferron, les Durand-Gassel, etc. toute la bourgeoisie nantaise. Ils considéraient la Fraternité comme l'endroit où l'on ramenait les buveurs. C'était pour les pauvres. Ce n'était pas très chrétien à l'époque pour eux. Ça a changé quand les pasteurs suisses sont venus à Nantes. Ils considéraient qu'il n'y avait pas de problème et qu'il fallait un rattachement au temple.

### Les activités de la Frat'

#### Les mouvements de jeunesse

Dans les années 20 et 30, il y avait une activité monstrueuse à la Fraternité. Tous les groupements de jeunesse ramenaient tous les jeunes du quartier Pilleux. Ça venait de Zola aussi, ça venait de partout. On était à la Frat pendant les vacances, le jeudi et tous les dimanches. Ça vivait vraiment. Après l'école, on accueillait tous les enfants pour ne pas les laisser dans la rue. Des gens s'occupaient de l'étude. La Frat', c'était ouvert à tous. Tout le monde pouvait participer. Et puis, ce n'était pas payant.



Un dimanche à la Frat', spectacle d'acrobates - 1908



Rassemblement des Éclaireurs sur les marches du théâtre Graslin - 1935

Avec mon mari, nous étions tous les deux dans les mouvements de jeunesse mais chacun le nôtre ! On avait chacun notre local sous le préau. Les filles avaient un uniforme avec une jupe bleu marine, un chemisier blanc et une cravate jaune et bleue tricotée. C'étaient les Abeilles. On était d'abord cadettes, ensuite éclaireuses et après jeunes aînées. Pour les garçons, c'étaient d'abord les louveteaux, puis les éclaireurs unionistes et ensuite les routiers qui avaient entre 18 et 20 ans. Il y avait des caisses pour payer un costume à ceux qui n'avaient pas d'argent. Pour les camps, c'était pareil. Il y avait beaucoup d'aide à l'époque.

Le dimanche, la Fraternité, c'était le rendez-vous de toute la jeunesse du quartier. On était peut-être deux cents ou trois cents, la cour était pleine. Les jeunes venaient aux mouvements de jeunesse parce qu'il n'y avait rien d'autre ailleurs. À la Frat', il y avait de tout. Il y avait des jeux, des chants et parfois des prières parce que c'était un peu religieux quand même. On jouait au ballon dans la cour, on faisait des jeux à la corde, etc. C'étaient des jeux enfantins.

Des fois, les filles jouaient à la « balle aux prisonniers » avec les garçons. Alors là, c'était dur parce qu'ils y allaient carrément !

À 17 heures, il y avait souvent des réunions. On se retrouvait dans la grande salle avec des missionnaires qui nous passaient des diapos de leurs voyages dans des pays africains, des choses comme ça. Ça nous intéressait parce qu'on ne connaissait pas, on était ignares à l'époque. C'est ma mère qui cirait le parquet de cette salle. Quand les gosses arrivaient, allez hop ! Tout le monde glissait là-dessus ! Quand elle revenait le lundi et qu'elle voyait tout ça, elle n'avait plus qu'à recommencer !

Il y avait quand même beaucoup d'interdits notamment sur la relation entre les garçons et les filles. Quand les pasteurs suisses sont venus, ils ont dit qu'il fallait quand même éveiller les jeunes à la sexualité. Alors quand ils ont dit ça, ça a fait un scandale avec le pasteur Durand parce qu'il ne fallait pas parler de ça. Au fond, ils n'avaient pas tort d'amener ce sujet sur le tapis parce qu'ils nous faisaient découvrir des choses que l'on ne savait pas. On était dans



Groupe de jeunes de la Frat' en colonie à Bellevue - 1935



Repas de fête du 40ème anniversaire de l'installation de la Frat' dans les locaux de la rue Amiral-du-Chauffault - 1947

*l'ignorance totale à l'époque. L'amour, on ne connaissait pas ! Le pasteur nous tirait les oreilles dès que l'on parlait à un garçon ! Il n'aimait pas ça, il était réfractaire à tout ça. Ce qui était un tort d'ailleurs puisque ça nous incitait à nous retrouver en cachette ! Beaucoup de couples se sont formés à la Fraternité et se sont mariés là parce qu'avec le pasteur, c'était strict. Il préférait fiancer les couples et les marier. Mon mari était éCLAIREUR à la Fraternité. On s'est mariés en 1943 et notre repas de mariage, c'était poulet et petit pois !*

### Les colonies de vacances

*L'été pour donner des vacances aux enfants, ce n'était pas évident. Alors on allait aux colonies de la Fraternité qui avait un terrain au lieu-dit Bellevue à la Bernerie. On y allait en car. C'est la première fois que j'ai vu la plage, c'était extraordinaire ! On n'avait jamais vu ça de notre vie !*

*À l'origine, c'était un hôpital américain qui avait été donné à la Frat'. C'était immense ! C'était un terrain « Fram », ce qui voulait dire France-Amérique. Beaucoup de moniteurs suisses venaient. C'était la belle vie ! On peut dire que l'on a passé de bonnes vacances parce que les congés payés n'existaient pas encore et il n'y avait pas beaucoup de monde au bord de la mer à l'époque.*

*Pour nous offrir des vacances, ma mère faisait la cuisine à la Bernerie avec la cuisinière de la Frat'. Et c'est ce que*

*j'ai fait après quand on a fait construire notre maison en 1956. J'emmenais mes enfants, comme ça ils avaient des vacances pendant que je faisais la cuisine. J'avais deux ou trois personnes sous mes ordres et on faisait à manger pour cent vingt personnes tous les jours. J'ai fait ça deux années pour pouvoir payer le notaire !*

### Les festivités

*Il y avait énormément de musique à la Frat' parce que nos pasteurs étaient tous musiciens. Le pasteur Durand jouait du piano, du violon et de l'orgue. Ses filles jouaient de l'orgue et de l'harmonium car il y en avait un au temple. Elles assuraient le service le dimanche. Comme mon mari est allé au conservatoire jusqu'au supérieur, le pasteur l'a relégué et ensemble, ils faisaient des petits orchestres de chant. J'étais fière de le voir dans l'orchestre.*

*Il y avait une grande salle des fêtes avec un hall à l'entrée et un théâtre avec une scène. On faisait des agapes dans cette salle. Il y avait un monde ! Ma mère faisait à manger et il fallait servir je ne sais pas combien de personnes. À Noël, les enfants de Pilleux venaient. C'étaient les enfants des familles pauvres qui n'avaient jamais de Noël. Il y avait des bougies partout pour décorer. On avait une petite brioche et une orange ou quelque chose comme ça. C'était le summum pour les enfants de Pilleux !*

### La Croix-Bleue

*Parmi les enfants de Pilleux qui venaient à la Frat', il y en avait beaucoup qui avaient des parents alcooliques. C'était la misère. J'ai vu des gens se battre sous nos fenêtres parce qu'ils étaient saouls. Il n'y avait pas de trottoirs à l'époque, le ruisseau coulait là et ils se battaient dedans. C'était l'horreur !*

*Il y avait donc la Croix-Bleue à la Fraternité pour relever tous les buveurs. C'était comme les alcooliques anonymes mais nous, c'était par la foi, par la croyance. Il y avait des*

*réunions où ils faisaient leur mea culpa en disant qu'ils avaient rendu leur famille malheureuse. Tout l'argent partait dans les cafés, il ne restait plus rien pour manger. C'était la misère. Il y en avait certains qui arrivaient à s'en sortir et qui ne voulaient plus toucher au vin après, parce que sinon ils n'arrivaient pas à s'arrêter.*

*J'ai fait partie de la Croix-Bleue parce que forcément les pasteurs nous enrôlaient. Au début, j'ai fait la section Espoir. C'étaient les enfants qui ne devaient pas boire de vin. Pour nous, ce n'était pas difficile parce que chez mes*



Noël des « gosses de la rue » dans la grande salle de la Frat' - 1935

parents il n'y avait que de l'eau. Après l'Espoir, j'ai signé à la Croix-Bleue. Si bien que pendant notre jeunesse, on ne buvait pas de vin. Même à notre mariage, on a trinqué avec de l'eau !

### Le foyer pour les travailleurs

Il y avait un foyer pour les travailleurs qui existe toujours. Le pasteur choisissait les personnes qui pouvaient loger dans les chambres. Il fallait que ce soient des personnes respectables qui ne fassent pas de bruit. Ils avaient une chambre mais il n'y avait pas de confort. Il y avait un WC pour tout le monde avec un lavabo à l'intérieur. C'étaient des jeunes de passage qui venaient travailler à Nantes.

### Le restaurant

Il y avait un restaurant aussi à la Fraternité. C'est madame Gigou qui le tenait. Il était au rez-de-chaussée. C'était un restaurant pour les gens qui travaillaient dans le quartier. Rue de Plaisance, il y avait une papeterie et les ouvriers pouvaient venir déjeuner à la Frat'. » **Élise**

### La Fraternité pendant la guerre

► « Au début de la guerre, il y a eu le foyer des Anglais. Ils étaient là parce qu'il y avait beaucoup de protestants chez les Anglais. Ils avaient un pasteur anglais et ils allaient au service religieux de la Fraternité. Je m'en souviens parce qu'ils chantaient tous ensemble. C'était émouvant de voir tous ces hommes chanter d'une seule voix. Je me rappelle être venue leur servir le thé. Il y avait un piano et un Anglais en jouait merveilleusement bien. Quand les Allemands sont arrivés, ils sont partis en quatrième vitesse.

Pendant la guerre, des Juifs ont été accueillis dans le foyer des travailleurs. Ils avaient très peur. Je me souviens que l'on avait un poste de radio dans le couloir de l'appartement. On mettait le son un peu fort pour que toutes les pièces puissent entendre. Et la femme du pasteur était venue nous dire de nous méfier parce que des personnes pouvaient nous dénoncer. » **Élise**

### Les bombardements

► « J'étais à Nantes au moment des bombardements de septembre 43. On a accueilli des réfugiés à la Frat'. La rue Marcel-Schwob a eu des dégâts et la Frat' a été soufflée quand même mais dans l'ensemble, le quartier n'a pas trop été touché. Par contre, le temple protestant en haut de la rue de Gigant a été détruit par les bombardements américains. Maintenant, il y a un petit square.

À ce moment-là, j'étais enceinte de mon fils. Au deuxième bombardement, celui du 23 septembre, le pasteur Privat m'a dit de partir parce que ce n'était pas prudent de rester à Nantes. Je suis partie au Pallet sans dire au revoir à mon mari mais il est venu me retrouver après.

Quand on est revenus, nous avons habité quelques mois rue des Renardières avant d'obtenir deux chambres à la Frat' qui étaient réservées pour le foyer des travailleurs. On nous a offert un logement parce que nous avons déjà deux enfants et j'en attendais un troisième. C'était dur là. Mes parents y étaient encore. Ils étaient au deuxième étage et nous, au troisième. Ma mère faisait les chambres et mon père travaillait aux Chantiers comme manœuvre.

Ma fille est née à la Fraternité et nous sommes partis juste après parce que c'était petit. On avait quand même réussi à avoir une troisième pièce mais ce n'était pas chauffé. On n'avait qu'une cuisinière. On a réussi à trouver un appartement à Doulon et en 1956, nous sommes arrivés rue Georges-Painvin où nous avons fait construire une maison.

Après la guerre, la Frat' n'était plus ce qu'elle était. Tout le monde était dispersé. Ça a tout changé. J'y retournais de temps en temps mais comme j'avais fondé un foyer, je n'avais plus le temps d'y aller. » **Élise**

### La Frat' à partir des années 70

► « Mes parents étaient investis dans la Fraternité protestante depuis toujours. J'ai été baignée là-dedans et c'est grâce à cette maison que je suis devenue militante syndicale et politique.

Ma grand-mère paternelle avait une cousine qui était concierge à la Fraternité. Elle a donc emmené ses enfants quand il y avait des activités de type « patronage » comme chez les catholiques.

Ma mère était inscrite au catéchisme. Elle faisait partie des mêmes groupes que mon père. C'est comme ça qu'ils se sont connus. Mon père qui était complètement athée a d'abord refusé que je fasse le catéchisme. Mais comme je lui demandais tous les huit jours, il a fini par accepter et il m'a dit : « Vas-y ma chérie, plus tu liras la Bible et moins tu y croiras ! » J'ai donc fait ma communion à 15 ans. Mes parents ne sont pas venus parce que, pour eux, c'était un engagement personnel.

Quand j'étais jeune, j'étais éclareuse. C'étaient les éclaireurs unionistes protestants qui n'avaient rien à voir avec les scouts de France ou les scouts d'Europe. J'ai été cheftaine de louveteaux. On apprenait aux jeunes à devenir adultes. On allait en forêt, on campait, on apprenait à faire du feu de bois, etc. On aidait un peu les autres aussi. Par exemple, à Noël, on allait frapper aux portes des grand-mères qui étaient toutes seules et on leur apportait du chocolat ou un gâteau qu'on avait fait.

Plus tard, je suis entrée dans l'équipe ouvrière. On travaillait avec les ouvriers pour leur dire : « Écoutez, les syndicats ça existe. Ne vous laissez pas bouffer par vos patrons ! ». Et les gens se syndiquaient souvent soit à la CGT, soit à la CFDT surtout s'ils étaient catholiques.

Après, je suis partie pour le travail et quand je suis revenue à Nantes en 1970, j'ai épousé le fils du pasteur. Il faisait partie du groupe de jeunes dans lequel j'étais.

Dans les années 70, la Frat' était un lieu d'effervescence. On était très marqués « cocos ». Avec mon mari, on était très engagés dans le Mouvement de la paix. Durant la guerre d'Algérie, on était du côté des Algériens. On avait fait des tags sur tous nos murs. Après, on a milité pour la libération du Vietnam. Je revois le pasteur de l'époque enchaîné avec mon mari devant l'église Saint-Luc. On a aussi été très investis dans le Mouvement des jeunes femmes. La Frat' est co-fondatrice du Planning familial.

Dans la même période, on a accueilli la bibliothèque Paul-Éluard qui était portée par des communistes. Comme ils n'avaient pas de lieu, on leur a donné une partie du resto de notre foyer qui était au rez-de-chaussée et qui avait une sortie sur la rue. Ils ont été là une bonne dizaine d'années. C'était une bibliothèque extrêmement riche. On faisait des conférences avec eux. C'était un engagement culturel, social, politique. Aujourd'hui, ils sont à Saint-Herblain.

La Frat' n'est plus engagée politiquement de cette façon-là. Les gens sont beaucoup moins politisés qu'on ne l'était. Aujourd'hui, on s'inscrit plus dans un mouvement écolo. Mais, peut-être que ça reviendra, on ne sait pas ce que sera la politique demain.

On était connotés cocos dans le quartier mais dans un quartier populaire, ça ne gênait pas plus que ça. On était bien vus parce qu'on faisait un travail social qui n'existait pas. Par exemple, dans les années 70, avec un pasteur, on avait remonté les centres aérés à la suite des patronages qui étaient devenus obsolètes. Les gens du quartier nous

envoyaient leurs enfants. Avec nos « 4 L », on allait chercher les enfants de Bellevue qui étaient dans les rues parce qu'il n'y avait rien pour les occuper. On y allait à trois voitures. On mettait huit à dix gosses dans chaque et on faisait plusieurs tours pour récupérer soixante gamins ! Et le soir, on faisait la même chose ! Après, on a obtenu un car de la mairie ce qui était plus confortable quand même...

Je travaillais à l'époque mais j'avais une vacation de 12 heures à 18 heures qui me permettait de m'occuper du centre aéré. J'ai passé mes diplômes de colonie de vacances. Cela m'a beaucoup servi puisque, à partir de là, l'administration pour laquelle je travaillais m'a formée pour diriger tout ce qui concernait le social.

Plus tard, j'ai été pendant un peu plus de vingt-cinq ans entre la présidence et la vice-présidence. Et les sept dernières années avant l'arrivée de mon fils, Mathieu, j'étais à la direction de façon bénévole. Je travaillais à la Frat' autant que si j'avais été salariée. » **Hélène**

### Un mouvement protestant et laïc

« Je suis directeur-pasteur de la Fraternité. Mes grands-parents et mes parents étaient très investis dans ce mouvement. J'ai donc eu une enfance baignée dans les valeurs de la Frat' dont j'ai gardé la culture de l'engagement qui tient aussi à l'éducation de mes parents. Je pense que c'est au plus près, dans sa ville, dans son quartier que l'on fait le mieux évoluer les choses et il me semble qu'aujourd'hui, l'éducation à la militance, à l'engagement, à être investi dans le monde, dans la vie de son quartier, dans la vie politique dans le sens du « vivre ensemble » manquent. Quand je vois les gens de la Frat' avec qui j'ai grandi, je constate que vingt ou trente ans après, ils sont restés imprégnés de toutes ces questions.

Je suis pasteur de l'Église réformée de France. Aujourd'hui, on s'appelle Église protestante unie de France. J'ai travaillé pendant quinze ans comme Don Camillo sur ma petite bicyclette à la campagne. Et puis, j'avais besoin de renouvellement. Il se trouve que la Frat' n'avait plus de pasteur depuis sept ans, j'ai donc posé ma candidature.

Pour devenir pasteur-directeur à la Frat' de Nantes, il a fallu que je demande un détachement à la Mission populaire évangélique. Je suis donc pasteur de l'Église et c'est L'Église qui m'envoie travailler dans l'association.

On reste attachés culturellement et symboliquement à nos racines protestantes, même si on est une association inscrite dans la laïcité et ses valeurs. C'est l'ambiguïté de la Frat' puisque nous sommes à cheval entre une église qui a donné naissance à une structure et une association qui ne développe que des actions laïques, sauf pour le culte du dimanche matin et l'aumônerie des prisons. Sur la centaine de bénévoles qui font vivre les différentes activités à la Frat', les protestants sont minoritaires. On a plus de catholiques ou d'athées.

On ne me présente toujours pas comme le directeur mais comme le pasteur. Mais je suis directeur, ce sont mes fonctions, c'est le boulot que je fais au quotidien. Et ma responsabilité en tant que directeur est de veiller avec le conseil d'administration à ce que chacune des activités que nous proposons reste bien cohérente avec le projet associatif. C'est un projet de mixité, de lien social au niveau du quartier et de la ville mais aussi un projet d'éducation populaire où chacun est invité à devenir acteur de sa propre vie et à partager ses compétences avec les autres.

Le protestantisme, de par sa génétique, est pétri de notions d'éducation populaire. Un des premiers efforts du protestantisme est d'apprendre à lire et à écrire aux gens.

Puisque l'idée des protestants, c'est que chacun doit être responsable de sa foi et de son engagement spirituel. Cette responsabilité passe par une lecture de la Bible. Du coup, l'éducation est un principe très fort.

Une deuxième chose inscrite dans la génétique des protestants, c'est la laïcité qui est un moyen trouvé par les protestants pour créer un système d'égalité entre eux et les catholiques. Les deux lois, la loi de 1901 sur les associations et celle de 1905 sur la séparation de L'Église et de l'État, ont été portées par des protestants historiques. Pendant des siècles et des siècles, ce sont les catholiques avec les écoles, les hôpitaux qui ont eu la mainmise sur les affaires sociales et culturelles. Et, inventer un système politique laïc en France, c'était remettre à niveau les protestants, les catholiques, les juifs. » **Matthieu**



Le magasin Véti-Bric - 2013

### Des activités au plus près de la demande sociale

« On est un peu comme un micro-village avec une église parce qu'il y a des protestants, une administration, une école avec l'alphabétisation, des magasins, des lieux d'habitation, des structures associatives et un resto ouvrier parce que les employés mangent dans la cuisine de la Frat'. On est étonné qu'à côté de Mellinet, il y ait une cour aussi énorme avec des bâtiments tout autour. Le grand porche d'entrée n'a jamais changé et on tient beaucoup à la mosaïque. » **Hélène**

« Les deux piliers de nos actions sont simples. Le premier, c'est le mouvement d'éducation populaire qui, si on devait le réduire à une définition un peu caricaturale, serait « le peuple enseigne au peuple ». Chacun a sa place et partage avec l'autre. Le deuxième pilier, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui, la mixité sociale et le lien social. Ces deux piliers marchent ensemble et portent toutes nos actions. » **Matthieu**

« La spécificité de cette maison, c'est de s'adapter aux besoins de la cité. Au fur et à mesure que les pouvoirs publics prennent en charge les manques sociaux, la Frat' laisse tomber, à l'exception de quelques activités, et cherche autre chose. » **Hélène**

### « Le Véti Bric »

« J'ai créé le « Véti Bric » avec un permanent de l'association. À la suite d'une émission que nous avons vue tous les deux sur la création du Relais à Lille, on s'est dit qu'il fallait arrêter ces vestiaires caritatifs où l'on donne les miettes aux pauvres. On a donc créé ce magasin dans lequel la mixité sociale est extraordinaire. On lutte contre le gaspillage et on s'engage bénévolement. Les gens viennent avec un bon de paiement pour qu'on ne voie pas marqué sur leur front : « Je n'ai pas de sous » ou « Je suis pauvre ». » **Hélène**

► « Le « Vêti Bric » reflète l'évolution de la Frat'. Dans les années 60, ma grand-mère a ouvert un vestiaire dans un esprit très dix-neuviémiste : c'étaient les gentils riches qui aidaient les pauvres pauvres. Les riches donnaient leurs vêtements qui étaient ensuite redistribués en vrac gratuitement. C'était la belle et bonne charité chrétienne... Ma grand-mère avait des qualités humaines extraordinaires mais elle était inscrite dans son temps. À l'époque, on vivait l'entraide de cette manière-là.

Dans les années 70, la question de la dignité des personnes s'est posée. Comment peut-on faire pour que les aidés n'aient pas le sentiment d'être dans une forme d'infériorité par rapport aux aidants ? Du coup, on a commencé à réfléchir pour mettre en place un véritable magasin où les vêtements étaient vendus, à prix sociaux certes, mais vendus quand même. C'était une vraie évolution.

Vingt ans après, les magasins ont encore évolué parce qu'à ce moment-là, on passait de la précarité au chômage. Est-ce qu'on ne peut pas utiliser nos magasins pour faire de la réinsertion sociale par le travail. On a donc mis en place des emplois aidés avec le conseil général. Pendant deux ans, on accompagne des personnes qui ont eu des accidents de la vie pour qu'ils puissent avoir, ou avoir à nouveau, accès au monde de l'emploi. On peut s'enorgueillir d'avoir au moins 70 % de réussite. Ce n'est pas de l'orgueil mais de la fierté bien placée. » **Matthieu**

### L'alphabétisation

► « L'alphabétisation aussi est significative de l'évolution de nos activités et de notre adaptation aux besoins de la société. Dans les années 50, l'alpha c'était bel et bien alphabétiser les gens. Aujourd'hui, les besoins ont énormément évolué. Il ne s'agit plus d'apprendre à lire et à écrire aux gens mais de leur apprendre à parler le français parce que le premier outil d'insertion, c'est la langue.

Aujourd'hui, l'alphabétisation à proprement parler ne représente plus que 30 % de notre activité. Il y a quelques dames, souvent issues du Maghreb, qui ont arrêté l'école à 8 ans. Elles savent à peine lire et écrire l'arabe. Elles sont en France depuis vingt ans et elles ne sont pas alphabétisées. Et pour aider leurs petits enfants à l'école, elles veulent apprendre à lire et à écrire le français. C'est impressionnant comme démarche car ce sont des gens qui passent d'une culture orale à une culture écrite.

Autour de l'alpha, nous avons fait du soutien scolaire. Ça n'existe plus depuis quinze ans environ parce que les collèges, les lycées et d'autres structures l'ont pris en charge. Mais cette action a été nécessaire pendant longtemps. Nous avons toujours la volonté d'évoluer et de progresser, de toujours coller aux besoins liés à l'évolution de la société. » **Matthieu**

### Le foyer

► « Le foyer aussi est très emblématique de notre évolution. Dans les années 60, quand mon grand-père paternelly était pasteur, le foyer recueillait les Maghrébins venus d'Algérie ou du Maroc qui venaient travailler en France.

Petit à petit, le foyer s'est transformé en un foyer d'accueil d'urgence. Il s'agit de sortir les gens de la rue, de les accompagner pendant six mois pour qu'ils puissent avoir un accès facilité au logement. On se donne six mois pour les accompagner. La notion d'accompagnement chez nous est fondamentale. On n'accueille pas les gens pour les accueillir. On les accueille pour cheminer avec eux. Cheminer avec quelqu'un cela veut dire l'aider à devenir acteur de sa situation et de son évolution sociale.

Nous avons un taux de réussite assez élevé parce qu'au moins 70 % des personnes qui quittent le foyer, le quittent parce qu'ils ont une solution. Quand on parle de réussite, on parle de gens qui partent avec le permis de conduire qu'ils n'auraient pas eu les moyens de se payer, de gens

qui partent mieux diplômés ou avec un vrai boulot, avec un stage, une formation qualifiante... » **Matthieu**

► « On a aussi mis en place un accueil de jour pour les gens de la rue en après-midi. Nous sommes très peu à le faire. Nous œuvrons de façon complémentaire avec les structures qui accueillent le matin ou le soir. » **Hélène**

### Les chorales

► « Nous avons aussi une activité chorale importante. Quand on a créé les chorales il y a trente-cinq ans environ, il n'y en avait pas. Parallèlement à la chorale pour les adultes, on a mis en place une chorale pour les enfants et une autre pour des enfants handicapés. On est les seuls en France à avoir une chorale de ce type. » **Hélène**

### La Croix-Bleue

► « On est partenaires de la Croix-Bleue depuis un siècle ! Dans mon enfance, c'était quelque chose d'énorme. C'étaient les gens du quartier, des sous-prolétaires qui buvaient. Les pasteurs allaient les chercher chez eux pour les sortir de l'alcoolisme.

Quand on s'engageait dans la Croix-Bleue, on signait pour un alcoolique. Par exemple, on voyait un voisin dont la famille était dans la misère. Il ne se rendait pas compte qu'il fallait qu'il arrête. Mais dans un moment de lucidité, il disait : « Bon, je signe pour une heure ! ». Il fallait vraiment qu'il tienne une heure sans boire d'alcool et puis un jour, deux jours, une semaine... Les militants de la Croix-Bleue, je n'ai jamais vu des gens pareils. Ils avaient deux ou trois personnes à s'occuper. Comme c'étaient pour la plupart d'anciens buveurs, ils ne lâchaient rien. Ils étaient avec la personne jusqu'au bout parce que quelqu'un qui a bu, si dix ans après il mange un bonbon alcoolisé, il peut replonger. L'alcoolisme, c'est une grande et sale maladie.

Aujourd'hui, la Croix Bleue s'est réduite à une peau de chagrin parce que plein d'autres associations ont pris en charge la lutte anti alcoolique. Jusqu'à ces dernières années, c'est-à-dire pendant cent ans, on ne buvait pas une goutte d'alcool à la Frat', même pas de cidre. C'est la chorale qui a introduit le cidre il y a environ cinq ans mais exclusivement le cidre et pour les pots exceptionnels !

Maintenant, on monte des partenariats avec toutes sortes d'associations qui n'ont pas de lieu comme par exemple la Cimade. C'est une association énorme qui a été la seule association française, jusqu'à maintenant, à avoir le droit d'entrer en centre de rétention. Ce sont des gens qui luttent pour la régularisation des sans-papiers et qui sont issus, eux aussi, du monde protestant et catholique. Comme ils n'avaient plus de locaux, on les a hébergés pendant six ou sept ans à partir de 1995.

Actuellement, nous accueillons « Benenova ». Cette association a pour but de prêter des bénévoles. Ils ont beaucoup de jeunes. C'est une réserve de bénévoles qui nous permet de lancer de nouvelles activités comme le jardin potager. » **Hélène**

### Les militants, les bénévoles, les adhérents

► « Tout ce travail est porté par une centaine de bénévoles qui donnent une demi-journée par semaine de leur temps. Pour certains, c'est un vrai plein temps. S'il n'y avait que le directeur et la petite équipe technique, rien de tout cela n'existerait puisque nous sommes trois salariés permanents : moi à la direction, la secrétaire comptable et le gestionnaire du foyer.

Toutes ces activités génèrent de la mixité sociale qui n'est pas toujours évidente à faire vivre. Je veux dire par là que quand on a le clochard qui sent mauvais et qui crie parce

qu'il est alcoolisé ou parce qu'il a froid le soir et qu'il faut faire fonctionner la Frat avec les gens du magasin qui sont pour un gros tiers des bourgeois bohèmes venus de partout ou avec les profs d'université qui viennent donner des conférences, avec les enfants handicapés de la chorale... Parfois, des publics en excluent d'autres. Parfois, je parle de petit miracle parce qu'on arrive bel et bien à vivre cette mixité sociale. » **Matthieu**

► « À l'origine, ce n'étaient que les gens du quartier qui venaient. C'était le sous-prolétariat qui devenait le prolétariat. L'évolution se passait comme ça. Il y avait les équipes ouvrières qui permettaient aux gens de commencer à réfléchir à leurs dépenses de travailleurs. Aujourd'hui, c'est complètement différent. La plupart des gens viennent de l'ensemble de l'agglomération nantaise. Ils choisissent de venir militer à la Frat' parce l'action leur semble unique. »

**Hélène**



La chorale Fratissimo en représentation lors d'un fête à la Frat' - années 2010

« La sociologie du quartier de Chantenay a extrêmement changé et la Frat' correspond moins à ce profil. Il y a des gens qui habitent au bout de la rue et qui ne nous connaissent pas. Au début des années 70, la question d'un déménagement pour se réinscrire dans un quartier populaire avait été posée. Cela aurait pu être les Dervallières, Bellevue ou Malakoff. La conclusion des débats consistait à penser qu'on pouvait bénéficier de notre histoire sur l'implantation locale et que c'était une bonne chose, pour travailler la mixité sociale, de faire sortir les gens de leur quartier dit populaire pour leur faire vivre autre chose.

On arrive à faire se croiser trois cents personnes de tous milieux, de toutes cultures dans la même journée et au même endroit. C'est un point important de la notoriété de la Frat' au niveau du quartier et surtout de la ville. Les magasins apportent cent cinquante personnes au minimum tous les jours. Un de mes grands projets aujourd'hui est de faire de la Frat' un « espace quartier » pour que les gens du quartier en profitent et s'investissent dans le projet associatif. » **Matthieu**

« Actuellement, c'est surtout grâce aux magasins que les gens du quartier viennent. Par exemple, c'est comme ça que la nouvelle présidente, qui habite dans la rue, a franchi le porche. Elle voyait passer devant chez elle des gens qui rentraient les mains vides et qui repartaient avec des gros sacs. Elle a donc fait la démarche de rentrer pour voir ce qui se passait... Il faut franchir ce porche et ce n'est pas forcément évident parce que les gens voient « La Fraternité » et se demandent ce que c'est. » **Hélène**

## 13 / Autour de la place Général Mellinet

### Le parc et le bois de Launay

La formation du quartier Mellinet, à partir de 1826, constitue une étape importante de l'extension urbaine de la ville à l'ouest. Ce nouveau quartier est né à l'emplacement de la propriété de Launay, ancienne terre qui s'étendait au 18<sup>e</sup> siècle de l'actuelle rue de la Ville-en-Bois au nord jusqu'aux prés Barbot et Lévesque situés le long des quais de la Loire. La Chézine et l'ancien village de Pilleux formaient ses limites est et ouest.

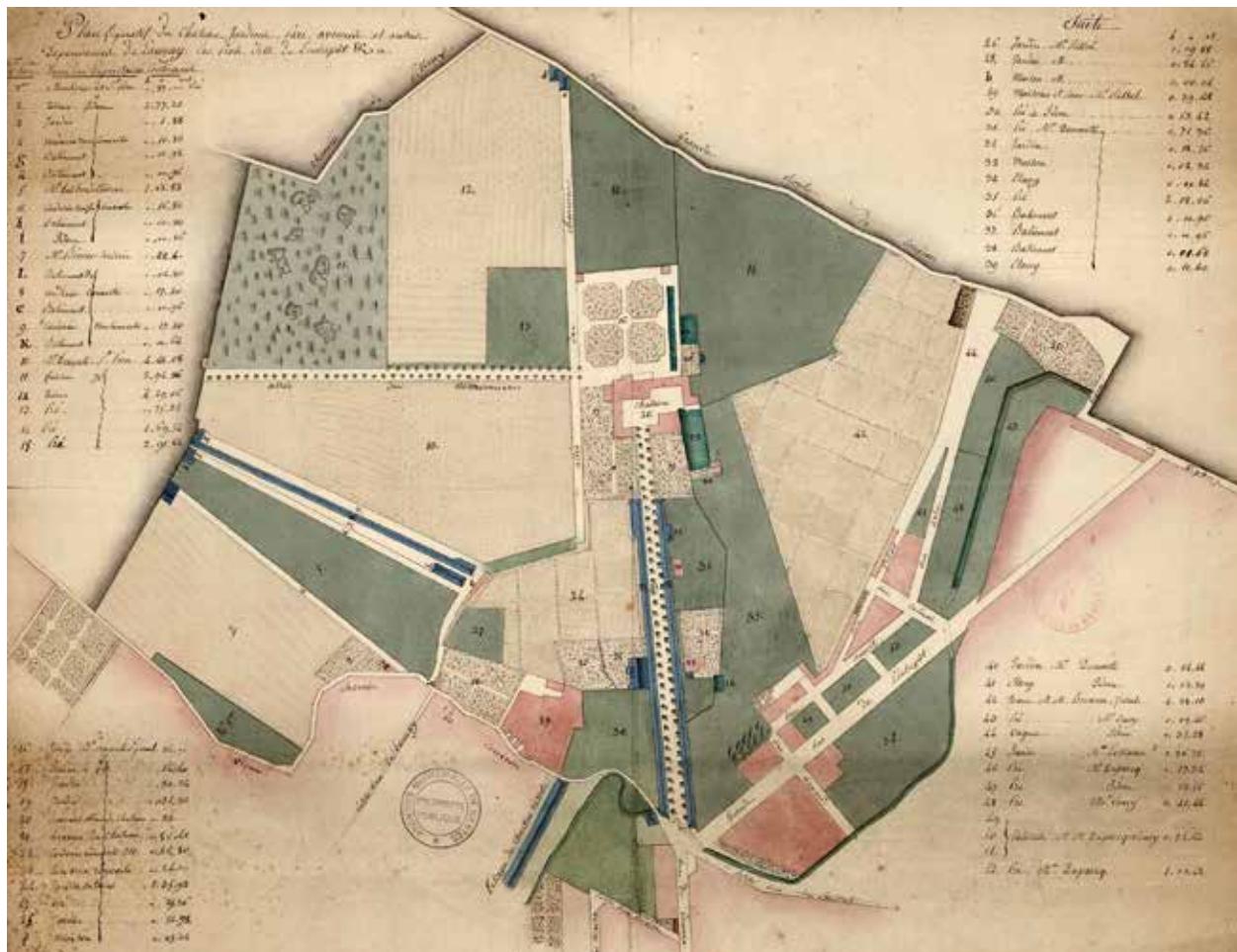
Au début du 19<sup>e</sup> siècle, des allées rectilignes bordées d'arbres conduisaient au château. Ensemble composite et lieu de promenade dominicale pour les Nantais, le parc de Launay était constitué d'une tenue, de quelques terres labourables mais surtout de jardins, de prés et d'un bois. Deux grandes corderies bordaient l'allée principale.



La place Général Mellinet vers le boulevard Allard et l'hôtel n°4 occupé par la Direction - 2015

### Le lotissement du domaine et la naissance d'un nouveau quartier

En 1822, les propriétaires de Saint-Pern et Monti cèdent leur domaine à Jean Allard, marchand de vin mais ce sont ses héritiers, Benjamin, Félix et Aimée, épouse du négociant Michel Vauloup, qui vont le lotir. « Cette acquisition se fit dans un but spéculatif : il s'agissait de lancer une vaste opération d'urbanisme qui ne peut être comprise qu'au regard des transformations opérées dans la ville depuis la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle », précise Claude Cosneau. À cette époque, en effet, la ville se modernise avec la restructuration du centre ancien et son extension à l'ouest vers le port et ses chantiers. La réussite de l'économiste Graslin fait des émules



Plan figuratif du château et des dépendances de Launay - début 19<sup>e</sup> siècle

et plusieurs « promoteurs » tentent une entreprise semblable à l'image de celle lancée en 1786 par François Duparcq, Mellinet et Mathurin Crucy donnant naissance au quartier de l'Entrepôt. Aussi, lorsque les héritiers Allard, après avoir déboisé complètement l'ancienne propriété de Launay, font établir les plans du nouveau quartier, ils ne font que reprendre une tradition de spéculation immobilière.



Plan original du nouveau quartier de Launay - 29 juin 1830

Le plan général de ce nouveau quartier, établi en 1827 par les architectes Étienne Blon et Louis Amouroux, est déterminé par la configuration de l'ancienne propriété : une place octogonale à l'emplacement du château, desservie par quatre avenues et quatre rues secondaires. Le boulevard de Launay reprend le tracé de l'allée principale du parc. Un système de voies annexes dessinées perpendiculairement aux quatre avenues complète le réseau viarie. L'implantation des corderies entre les rues Jenner et Babonneau ainsi que le tracé du chemin de Nantes à Couëron (actuelles rues de la Ville-en-Bois et de la Montagne) empêchèrent un tracé parfaitement symétrique.



Pour parfaire l'ensemble, l'établissement d'une paroisse au cœur de ce quartier en devenir est envisagé. Ce projet est abandonné lorsque la construction, plus à l'ouest, de l'église Sainte-Anne est décidée en 1845. N'en subsiste que l'appellation place de la Chapelle au bord du boulevard Saint-Aignan.

Pendant douze ans, le quartier prend forme, de nombreuses constructions voient le jour. Cette effervescence est néanmoins de courte durée puisqu'à partir de 1840, s'ouvre une période de léthargie qui conduit les habitants à se plaindre ainsi en 1860 : « *Depuis longtemps le quartier de Launay semble*

*être laissé dans l'oubli, non seulement sa place et ses avenues sont dans un état de parfait abandon, mais la surveillance en est tellement négligée que les chèvres et parfois même les chevaux y font tranquillement leur pâture* ».

Le développement urbain de Nantes étant marqué à cette date par la réalisation du quartier du Palais de Justice ou celui des Cours vers Saint-Donatien, le quartier Mellinet n'a plus le même attrait. Ce dernier semble isolé au milieu des industries qui le cernent : les fonderies Voruz à l'est, la candiserie Cossé et les établissements Brissonneau au sud et les industries de conserve alimentaire au nord dans le quartier de la Ville-en-Bois.

Il faut attendre les années 1870 pour que la construction reprenne. Immeubles de rapport et petits pavillons avec jardin sortent de terre, prenant la suite des hôtels particuliers édifiés autour de la place. Le développement des activités industrielles a en effet attiré une nouvelle population ouvrière et artisanale.

Le quartier présente donc un cadre bâti ancien, diversifié et caractérisé par trois types de constructions : les hôtels particuliers situés sur de grandes parcelles, généralement construits entre 1830 et 1840, les immeubles de rapports édifiés sur des parcelles moyennes et enfin de très nombreux petits pavillons individuels situés sur des parcelles longues et étroites de façades datant de la fin du 19<sup>e</sup> siècle ou du début du 20<sup>e</sup> siècle.

Au total, vingt nouvelles voies sont ouvertes et cent cinquante parcelles de terrain destinées à être loties sont vendues. Devenues publiques en 1830, ces rues sont dénommées en 1837. Le développement industriel du quartier inspira les édiles municipaux puisque un tiers d'entre elles rendent hommage aux hommes de science.



Vue aérienne du sud vers le nord de la place Général Mellinet - 1995



Statue du Général Mellinet dans la perspective du boulevard Allard - début 20<sup>e</sup> siècle

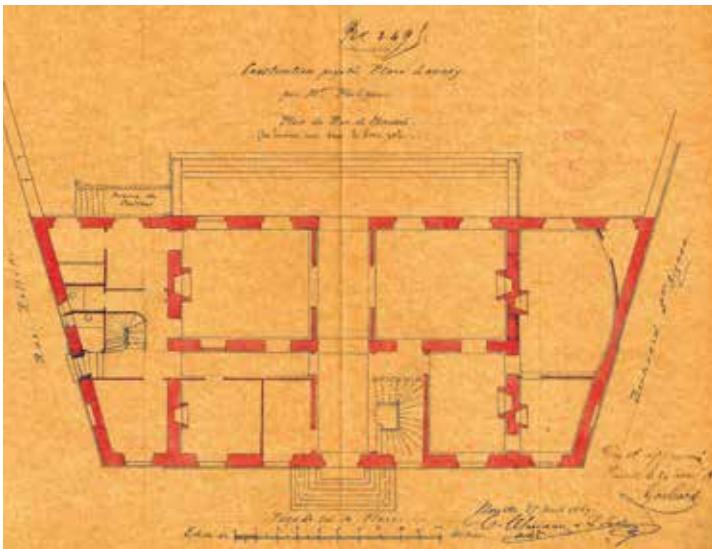
### La place et ses huit hôtels particuliers : cœur du nouveau quartier

Établi à l'emplacement du château et du jardin de l'ancien domaine de Launay, le parc est l'objet de plusieurs aménagements. Lors de sa création, parmi les divers projets proposés, seuls des bancs et des arbres furent disposés autour du terre-plein central. Ces arbres furent remplacés par des tilleuls en 1876. Ils seront abattus et remplacés presque un siècle plus tard, en 1966, lorsque le service des espaces verts de la Ville, s'inspirant du plan original du lotissement, transforme le parc en jardin avec pelouse fleurie.

En 1898, la statue du général Émile Mellinet (1798-1894) est dressée au centre de la place qui porte son nom. Cette dénomination avait été attribuée le 10 mai 1894, trois mois après sa mort.

Les huit voies qui desservent la place Launay sont séparées par huit hôtels particuliers bâtis entre 1828 et 1874 sur des terrains d'une superficie inégale mais comprenant un vaste espace vert, parfois agrémenté d'une pièce d'eau. Le dessin des façades identiques est l'œuvre des architectes Blon et Amouroux qui édifièrent eux-mêmes les hôtels numéros 1, 3, 4 et 5 à partir de 1828. Les autres parcelles cernant la place furent bâties entre 1839 et 1874 selon le même modèle : l'architecture des pavillons est conçue afin de les adapter à la forme trapézoïdale du terrain. Chaque hôtel possède un étage dans sa partie centrale flanqué de deux bas-côtés. Le rez-de-chaussée, légèrement surélevé présente des baies en plein cintre sur un mur à refends. Une cinquantaine d'années furent donc nécessaires à la réalisation de ce programme unique de l'architecture de la Restauration à Nantes. Protégé depuis 1988 au titre des Monuments historiques, l'ensemble constitue un exemple remarquable de l'architecture résidentielle bourgeoise du début de la révolution industrielle des années 1830. Les villas urbaines sont en effet investies d'emblée par la haute bourgeoisie nantaise.

Riches industriels et négociants, tels que les conserveurs Philippe, Lechat, les négociants Maës ou Hailaust sont parmi les occupants les plus notables. À partir des années 60, la place Mellinet devient le fief de diverses administrations (certaines sont présentes dès les années 40) : Douanes, Impôts, Marine ainsi que des services de l'EDF ou encore de la clinique mutualiste installée dans l'ancienne résidence du général Mellinet au numéro 8 à partir de 1951.



Plan du rez-de-chaussée du futur hôtel n°5, propriété du conservateur Charles Philippe - 1869



Georges Hailaust dans le salon de son hôtel particulier - années 20



Repas de famille chez Georges Hailaust - années 20

## La propriété de Georges Hailaust

Propriété de l'armateur Maës, passée entre les mains du raffineur Gustave Massion, le pavillon situé au 2, place Mellinet, entre la rue de Belleville et le boulevard Paul-Langevin, est acheté en 1919 par Georges Hailaust, fondateur en 1908 de la société des Bois du Nord et d'Amérique Hailaust et Gutzeit.

« Mes parents se sont rencontrés vers 1937 ou 1938 et juste après, mon père est parti au régiment. Quand il est revenu au bout de deux ans, c'était la déclaration de guerre. Ils ont donc décidé de se marier car ils ne savaient pas ce que l'avenir pouvait leur réserver. Leur mariage a donc été célébré le 20 janvier 1940 à l'église Saint-Clair. Après la Débâcle, mon père s'est retrouvé prisonnier. Il est resté en captivité pendant cinq ans dans un camp au-dessus de Hambourg.

Ma mère n'avait donc plus de mari. Elle a continué à travailler sur Nantes, elle faisait les nuits à l'hôpital. C'est à ce moment-là qu'elle a trouvé un logement au 22, rue de Belleville qui est ensuite devenu le 24. C'était une pièce unique, relativement grande, au rez-de-chaussée. Elle est restée dans ce logement pendant toute la guerre.

Mon père a été libéré en mai 1945. Quand il est revenu, il a été en invalidité quelques mois. Et puis, il a quand même fallu qu'il retrouve du travail. Il était ébéniste. Comme mon grand-père maternel était gardien aux Chantiers Dubigeon à Chantenay, il y a fait rentrer mon père.

À la naissance de mon frère aîné en 1947, mes parents occupaient toujours la pièce au rez-de-chaussée. Quand je suis arrivée en juillet 48, c'était devenu trop petit. Ils sont allés voir les propriétaires, monsieur et madame Hailaust, pour voir s'il était possible de changer d'appartement. Comme un appartement du deuxième étage se libérait, ils ont donc accepté de le louer à mes parents.

C'était un logement avec une grande chambre et une grande cuisine. Mais là, le carrelage était défoncé, il n'y avait pas de

service d'eau. Mon père est donc allé voir monsieur Hailaust pour lui demander d'avoir l'eau courante et de refaire le carrelage, ce qu'il a accepté sans difficulté. Par contre, les toilettes sont restées sur le palier et toujours sans eau.

Mon frère cadet est né en 1951. Dans la chambre, il y avait le grand lit de mes parents, un grand lit pour moi et mon frère aîné et un petit lit pour le troisième. On a vécu comme ça jusqu'à notre mariage et mes parents sont restés jusqu'aux années 80. Ils avaient leurs habitudes dans ce deux-pièces. Ma mère aurait bien voulu partir en HLM pour avoir plus de confort mais mon père était très attaché à ce logement. Il avait son caveau pour bricoler et ma mère son grenier pour son linge. Ils sont partis dans un appartement de la rue Richer quand les enfants Hailaust ont décidé de vendre l'immeuble.

Tout ce quartier, compris entre la place Mellinet, la rue de Belleville, la rue Lamotte-Picquet et le boulevard Paul-Langevin, était la propriété de madame Hailaust qui était veuve. Il y avait le grand parc et son hôtel particulier donnait sur la place.

L'immeuble du 22, rue de Belleville lui appartenait donc, tout comme le petit hôtel particulier qui se trouvait juste à côté et dans lequel une de ses filles habitait avec ses six enfants. Son autre fille vivait avec elle.

Nous avions la vue sur l'hôtel particulier et le parc. Enfants, nous allions y jouer avec les petites filles de madame Hailaust. Comme c'étaient nos voisines, nous nous connaissions bien. À chaque petites vacances, elles venaient nous chercher pour que l'on vienne avec elles dans le parc. Il y avait un plan d'eau avec un pont ainsi qu'une roseraie magnifique. Il y avait aussi des cerisiers énormes et on ne manquait pas à chaque saison de s'en gaver !

L'hôtel particulier avait plusieurs étages. Il y avait un rez-de-chaussée avec de grandes salles où résidait madame Hailaust. Un grand escalier magnifique menait à l'appartement de sa fille qui avait deux enfants. Il y avait une maison pour leur valet de chambre. C'est lui qui faisait le ménage et qui fermait les volets le soir. Il y avait un autre logement pour le chauffeur qui faisait également office de jardinier. Il s'occupait du potager et de l'entretien du parc. C'était la haute bourgeoisie nantaise !



Parc de la propriété de Georges Hailaust - années 20

Madame Hailaust est ensuite venue vivre dans l'hôtel de la rue de Belleville quand sa fille a quitté Nantes. C'est à ce moment-là qu'elle a vendu une partie de sa propriété aux Impôts.

Tout le haut de la rue de Belleville et les hôtels particuliers de la place Mellinet, c'étaient la bourgeoisie et les administrations. L'hôtel situé entre la rue Richer et le boulevard Paul-Langevin était séparé en deux. Il était occupé par la famille Montfort, des architectes et la famille Le Bihan. Entre la rue Richer et le boulevard Allard, c'était la marine marchande. Entre le boulevard Allard et la rue Mellier, c'étaient les Chambon et les Lancelot, qui étaient propriétaires de l'usine, impasse Lavoisier. Entre la rue Mellier et le boulevard Saint-Aignan, c'était EDF et celui d'après était occupé par les Douanes. La clinique chirurgicale était installée entre la rue Rollin et le boulevard de Launay. » **Alain P**

### La direction des affaires maritimes

► « Toute l'administration en lien avec le monde maritime était sur le quartier. L'Inscription maritime et les Affaires maritimes étaient place Mellinet tandis que les quartiers maritimes étaient avenue de Launay dans un très bel hôtel particulier. Le chef de quartier avait son logement au premier étage et les bureaux étaient au rez-de-chaussée. L'Inscription maritime, instituée par Colbert, signifiait que

le marin marchand devait un certain nombre d'années à L'État. On était inscrit maritime tout comme l'armée de terre avait ses réservistes. Les quartiers maritimes et l'inscription maritime ont disparu en 1965.

Les Affaires maritimes s'occupent de la marine marchande. L'administrateur général, qui avait le grade d'amiral, résidait dans un hôtel particulier de la place Mellinet. Cet hôtel va être vendu et tout le pôle maritime va se retrouver au bas de la rue Bâtonnier Guinaudeau.

La Marine nationale aussi a été installée pendant quelques années place Mellinet. La propriété a également été vendue. C'était le seul hôtel particulier qui avait encore son jardin d'origine. » **René-Jean**

► « Je suis rentrée comme auxiliaire à la direction des Affaires maritimes juste avant la guerre. Il y avait deux services : le service administratif et le secrétariat. Le secrétariat dépendait du directeur et le service administratif, d'un administrateur. On était deux secrétaires, une dans chaque service. Moi, je suis tombée au service administratif. Je faisais de la comptabilité, de la dactylo. On relevait les rôles d'équipages.

Nous étions dans un des hôtels de la place Mellinet. C'était magnifique. D'autres hôtels étaient occupés par des administrations. Les directeurs habitaient sur place car il y avait des logements de fonction.

J'ai rencontré mon mari aux Affaires maritimes. Je me rappelle du 1<sup>er</sup> mai 1945 car nous étions tous les deux de permanence. Il neigeait ce jour-là. Ensuite, à l'Ascension, on a fait la fête parce que c'était la période de la Libération. C'est à ce moment-là qu'on s'est déclarés la flamme ! Il était auxiliaire lui aussi. Il est rentré dans la marine par le biais des scouts car il connaissait une fille dont le père était administrateur aux Affaires maritimes. Il a passé son examen pour être titularisé et il est allé au quartier maritime, avenue de Launay. Moi, je suis restée à la direction. » **Simone**

### Les boulevards autour de la place Général Mellinet

Le lotissement du domaine de Launay se développe sur un carré de quatre cents mètres divisé par deux diagonales et des perpendiculaires à ses côtés : les boulevards de Launay, Allard, Sain-Pern (actuel boulevard Paul-Langevin) et Saint-Aignan. À l'instar des villas de la place Mellinet, leur urbanisation progressive est orientée vers l'habitat bourgeois. Les capitaines d'industries du quartier telles que les familles Brissonneau ou Lotz élisent domicile sur les boulevards de Launay et Saint-Aignan.



Vue aérienne du quartier Mellinet depuis le boulevard Paul-Langevin vers le boulevard Saint-Aignan - 1967



Extrait du plan de la ville de Nantes dressé par Louis Amouroux - 1849



Mettant en liaison la place de Launay et les quais de la Loire, seule issue du quartier dès le début de l'opération d'urbanisme, le boulevard de Launay est la première voie le long de laquelle s'élevèrent des immeubles dans le premier tiers du 19<sup>e</sup> siècle. Les architectes Blon et Amouroux en sont presque toujours les auteurs (immeubles aux numéros 2, 15, 19, 19 bis, 25, 29, 2 10, 22, 22bis, 22 ter). Ces hôtels particuliers n'ont qu'un étage, le plus souvent percé de fenêtres cintrées.

En 1829, le promoteur du quartier, Benjamin Allard, y fit édifier au numéro 2 une vaste demeure dominant encore aujourd'hui la place René-Bouhier. Cet immeuble de rapport est composé de deux étages d'appartements sur un rez-de-chaussée occupé par des boutiques.

Faisant suite au boulevard de Launay et se prolongeant jusqu'à la place Zola par le boulevard Pasteur, le boulevard Allard, ouvert en 1837, porte le nom des fondateurs du quartier. Ces trois voies se faisant suite constituent un des plus beaux tracés rectilignes de Nantes.

La percée des boulevards Paul-Langevin et Saint-Aignan, perpendiculaires à la place Mellinet, permet la jonction entre la place Canclaux et le quartier Sainte-Anne dans le dernier tiers du 19<sup>e</sup> siècle. Plusieurs étapes ont en effet été nécessaires à leur ouverture.

La percée complète du boulevard Saint-Aignan est étalée sur une période comprise entre 1837 et 1881. Dans les années 1830, la partie prévue dans le plan du lotissement est tracée entre la place Mellinet et celle de la Chapelle. Cette voie prend alors le nom de Saint-Aignan en 1837, en mémoire de Louis Rousseau de Saint-Aignan, ancien maire de Nantes, député de Loire-Inférieure sous la Restauration et la Monarchie de Juillet et membre de la Chambre des pairs, qui vient de décéder.

Le boulevard, qui doit se prolonger en ligne droite jusqu'à Luzançay reste longtemps un cul-de-sac. Il s'interrompt au niveau du ruisseau de Pilleux, bloqué par un profond ravin dans lequel des carrières sont exploitées. Un pont permet de le franchir à partir de 1848 mais il faut attendre les années 1880 pour que la jonction avec la place Charles Lechat soit réalisée malgré une pétition des « habitants des anciens bois de Launay » réclamant en 1868 « la prolongation du boulevard Saint-Aignan jusqu'à Sainte-Anne, comme l'indique le plan de la ville, à la grande bénédiction d'un pèlerinage si cher aux Bretons (...) en donnant ainsi un but au pont qui fut construit en 1848, et qui depuis vingt ans reste comme un point d'interrogation attendant sa réponse. » Parmi les signataires, de nombreux industriels et gros propriétaires du quartier, les Allard, Brissonneau, Baboneau, Brunellière, Riom, Cossé-Duval, Lotz fils aîné... qui se plaignent de n'avoir « à travers le plateau de la Petite Chapelière aucune communication avec

ce beau boulevard Saint-Aignan, qui est bordé dans tout son parcours de riches habitations jusqu'à sa jonction avec la place de Launay ».

Prolongeant la perspective du boulevard Saint-Aignan jusqu'à la future place Canclaux, le boulevard Saint-Pern est ouvert sur les terrains rocaillieux de l'ancienne tenue Bruneau. Sa percée est réalisée en deux temps : de la place Mellinet jusqu'à la rue Vauquelin en 1830, puis prolongé jusqu'à la place Canclaux en 1870.

► « Nous sommes arrivés au 16, boulevard de Launay en 1955. Nous avons d'abord occupé le logement du rez-de-chaussée où ma grand-mère habitait et qui donnait sur un grand jardin de ville. À l'arrivée de notre premier enfant, en 1958, on est monté au deuxième étage. Le troisième étage n'était pas encore construit. » **Maurice**

« J'ai vécu jusqu'à l'âge de 18 ans au 16, boulevard de Launay en face du lycée. Mon grand-père paternel possédait cet immeuble de trois étages qui datait de la création du boulevard. Mes parents habitaient au second. Il y avait quatre pièces plus une grande cuisine. C'était un grand

logement, avec des fenêtres assez hautes, des plafonds hauts. C'était de l'ancien.

Du deuxième étage, où nous étions, nous avons vue sur la rue Cuvier et la rue Linné. Avant les locaux de la Médecine du travail, il y avait une immense villa qui était magnifique. L'angle du boulevard avec la rue Chaptal était occupé par la salle de répétition de l'OPPL. C'est là que j'ai fait mes humanités en musique classique. Comme c'était ouvert, je m'asseyais sur les marches et j'écoutais leurs répétitions. »

**Jean-François**



► « Le boulevard de Launay, j'en ai perdu le sommeil car il y avait un trafic incessant. Un camion ne franchissait pas l'avenue avant qu'un autre ne passe. C'était sans arrêt, nuit et jour. À l'époque, il n'y avait pas de contournement. C'était la trajectoire la plus facile pour entrer en ville. C'était un vacarme pas possible. Je ne connais pas actuellement une rue à Nantes qui soit aussi bruyante que l'était le boulevard de Launay. Mais, quand on franchissait la porte qui donnait sous la voûte, alors là c'était incroyable parce qu'il y avait les jardins, les oiseaux... Il y avait une transition extraordinaire. Malheureusement, nous, on dormait du côté du boulevard. On laissait nos enfants dormir côté jardin. »  
**Jeannine**

► « Avant l'ouverture du boulevard René-Coty, le boulevard de Launay était la sortie ouest de Nantes. C'était un défilé continu de camions, jour et nuit. Et puis, il y avait beaucoup de mobylettes à l'époque. Ça faisait un boucan pas possible. En 1961, toute la circulation passait par là. Et nous notre logement donnait sur le boulevard... À partir du moment où le boulevard René-Coty est entré en circulation, ça allait déjà beaucoup mieux. »  
**Pierre**

► « Sur le boulevard, il y avait un boucher, un boulanger, un épicier et un herboriste. À l'angle de la rue Cuvier, il y avait une petite épicerie tenue par une petite dame. Elle vendait des laitages, quelques légumes, c'était tout petit. »  
**Jeannine**

► « En bas du boulevard de Launay, il y avait une boulangerie et une petite épicerie tenue par un Arabe qu'on appelait forcément « l'Arabe » car il y en avait peu à Nantes dans les années 70. Il s'appelait Moussa. Aujourd'hui, c'est un fleuriste qui fait l'angle. La vie de quartier n'était pas sur le boulevard. Le quotidien, c'était plutôt autour de la place René-Bouhier et de la rue Lamoricière. »  
**Jean-François**

► « J'habitais au 28, boulevard Paul-Langevin, juste au coin de la rue Vauquelin. Ma famille paternelle est originaire de Suisse. Mon père est venu à Nantes vers 1921. Il était responsable des Papeteries de France qui se trouvaient au 13, rue de la Brasserie.

Mes parents se sont installés dans le quartier pour ne pas être trop loin de la rue de la Brasserie. Ils ont d'abord été rue Émile-Boissier en logement meublé. Ensuite, ils ont habité

dans la rue Rodin et après, ils ont pris un appartement dans un immeuble de trois étages boulevard Paul-Langevin où ils sont restés jusqu'en 1953. Je suis donc née dans cet appartement et j'y ai vécu jusqu'à mes 16 ans.

Notre appartement était au premier étage. Nous avions un escalier qui donnait directement sur la rue. On avait la chance d'avoir un jardin superbe. Au deuxième et au troisième, il y avait deux appartements séparés par un couloir.

Le boulevard Langevin était bourgeois, c'étaient les grandes familles nantaises qui habitaient là comme la famille Bonduelle. L'ambiance était moins chaleureuse que dans des quartiers plus mélangés. Il n'y avait pas d'enfants qui descendaient pour jouer dans la rue. Moi, je jouais avec la fille de notre femme de ménage qui habitait au troisième étage. Je la voyais quand maman allait faire ses courses.

Sur le boulevard, ce n'étaient que des maisons, il n'y avait pas de commerces. Il y avait un foyer pour des jeunes femmes qui sortaient de prison. Je crois que c'est le foyer Jean de l'Alouette. »  
**Danielle**

### La clinique Saint-Jean et le docteur Marchand

Jusqu'aux années 1990, le quartier était parsemé de plusieurs petites cliniques spécialisées : la clinique Saint-Jean, maternité transférée en 1947 sur le boulevard de Launay, la clinique Texier-Levesque, place Canclaux, fondée pendant la Première Guerre mondiale et traitant essentiellement l'oto-rhino-laryngologie, la clinique mutualiste du 8, place Mellinet, inaugurée en 1951. En 1993, les deux premières sont transférées à Saint-Herblain et sont à la base de la création de la Polyclinique de l'Atlantique. La clinique mutualiste, agrandie en 1968, est elle aussi déplacée pour rejoindre les services de la nouvelle clinique Jules Verne ouverte en 2004.

Aujourd'hui, seules les cliniques de la Croix-Rouge, place Beaumanoir et Jeanne d'Arc, rue des Martyrs ont conservé leurs activités dans le quartier. Fondé en 1908 par la Croix-Rouge et confié aux Sœurs de la sagesse jusqu'en 1957, le premier établissement était composé à l'origine d'un dispensaire, place Catinat et de la clinique Saint-Michel, rue Guichen. En 1951, la clinique Saint-Henri complète l'ensemble après un don de madame de Ferronnays qui avait acquis tout le pâté de maisons entre la rue Guichen et la rue Rose. Quant au site de la rue des Martyrs, il est depuis 2007 un centre spécialisé dans la chirurgie de la main.

► « En haut du boulevard de Launay, il y avait deux cliniques : la clinique Saint-Jean et en face, la clinique mutualiste, dont l'entrée était place Mellinet. Nos deux enfants sont nés à la clinique Saint-Jean. Le premier en 1958 et le deuxième en 1963. Le médecin accoucheur était ravi parce qu'un de

mes fils s'appelait Jean. Le docteur Marchand, très connu sur la place de Nantes, m'a dit : « Je suis très content, voilà au moins un beau prénom. » Il s'appelait Jean Marchand. »  
**Jeannine**

► « La clinique Marchand occupait tout un emplacement entre le boulevard de Launay et la rue de Belleville. Aujourd'hui, c'est un cabinet d'avocat. La sortie de la clinique donnait sur la rue de Belleville à côté du garage en face de chez nous. Le gardien-jardinier avait une petite maison à cet endroit. Et régulièrement, jour et nuit, on entendait le portail s'ouvrir. C'était le docteur Marchand qui venait faire les accouchements. Jour et nuit ! Il a vécu pratiquement toute sa vie à la clinique. » **Alain P**

► « J'ai travaillé de 1944 à 1981 à la clinique Saint-Jean. Quand je suis arrivée, la clinique était rue de Bel-Air et en 1947, elle a été installée boulevard de Launay. J'ai été veilleuse de nuit jusqu'à ma retraite en 1981. Je m'occupais des malades. Mon travail, c'était d'apporter des soins aux patientes quand elles appelaient la nuit, quand elles sortaient des salles d'accouchement. Je les portais pour les accompagner dans leurs chambres... Au début, pendant quatre ou cinq ans, on a eu des bonnes sœurs. Après, elles sont parties dans leurs maisons. La mère supérieure disait :

« On a besoin de faire marcher nos maisons avant les cliniques privées. » **Suzanne**

► « La maternité donnait sur la rue de Belleville aussi. Maman travaillait cinq, six nuits par semaine et pas des petites nuits ! C'était de 20 heures à 8 heures. Moi, j'y ai fait mes premières armes car quand je suis sortie de l'école, la clinique proposait un poste d'auxiliaire de puériculture en pouponnière et en consultation.

On travaillait quarante-huit heures consécutives. Quand je travaillais de nuit, on se retrouvait ensemble avec maman. On aidait aux accouchements, aux césariennes et tout ce qui se présentait. On portait les femmes pour leur faire monter les escaliers. On en mettait même dans le grenier. C'était le cirque ! Dans la journée, on s'occupait des bébés, on faisait les biberons... On suivait les consultations l'après-midi avec le docteur, on préparait les dossiers... On bossait, on bossait. Je ne sais pas comment on faisait d'ailleurs. Je suis restée quatre ans. » **Marinette**

### Les rues adjacentes

Si la place et les quatre boulevards ont été investis par l'habitat bourgeois, les rues adjacentes présentent quant à elles un aspect plus populaire et ont servi d'écrin à l'implantation industrielle dès la création du lotissement (lire par ailleurs). Cette industrialisation s'est poursuivie jusque dans la première moitié du 20<sup>e</sup>.



La rue Abbé-de-l'épée vers le boulevard Allard - 1953

### « La Roche aux fées »

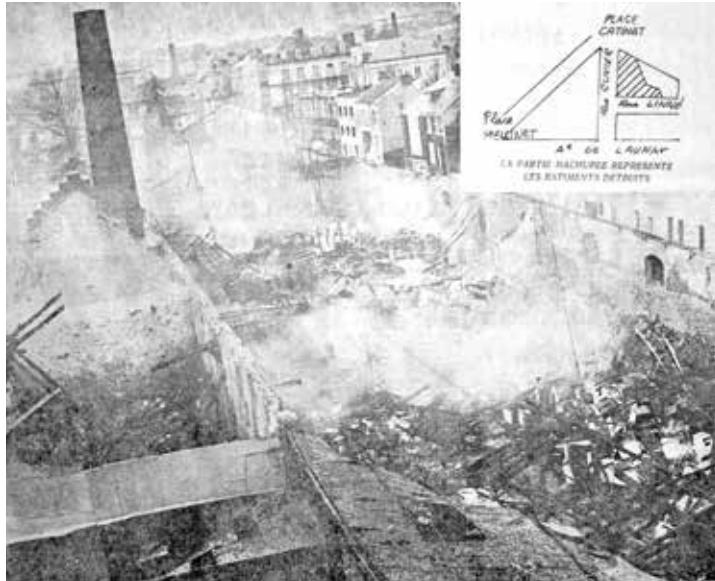
Créateur de la marque « La Roche aux fées », l'industriel Michel Saulais, résidant au 87, boulevard Saint-Aignan, installe sa fabrique de produits laitiers entre le 10, rue de Belleville et le 13, rue Lamotte-Piquet en 1936. Un autre site est ouvert après la guerre à Vallet. Première marque de produits laitiers frais en France dans les années 60, l'entreprise est rachetée en 1965 pour le groupe Unilever. La laiterie de la rue Belleville est transférée à Vallet dans les années 70. Le site est alors vendu à un promoteur en 1980 pour la construction d'un immeuble de vingt-six logements.



► « La grande industrie de la rue, c'était « La Roche aux Fées » qui se situait au numéro 10. C'était une laiterie importante qui appartenait à monsieur Saulais. L'entreprise s'étendait jusqu'à la rue Lamotte-Piquet où il y avait une sortie. Ils fabriquaient du beurre, du lait, des yaourts. On ne pouvait pas se fournir directement à l'usine. Ils avaient des fourgonnettes ondulées Citroën qui portaient tous les jours ravitailler les épiceries et d'autres lieux assez loin dans le département. Les allées et venues des camions se faisaient par la rue Lamotte-Piquet. La laiterie a été transférée à Vallet car les locaux de la rue de Belleville ne pouvaient pas être agrandis. Le site a été vendu et des immeubles ont été construits. » **Alain P**

### Le garage Vermillard

► « En face de chez nous, rue de Belleville, il y avait le garage Vermillard. Il existe encore mais il est fermé actuellement. On a passé de longues heures, pour ne pas dire de longues journées à la fenêtre à regarder les voitures et la petite station de réparation. On a vu arriver, les « Aronde », les « Versailles », toutes les nouvelles voitures de chez Simca parce que monsieur Vermillard était concessionnaire pour cette marque. Comme il y avait des pompes à essence, ce garage créait de l'activité dans la rue car c'étaient des allées et venues constantes. » **Alain P**



Les entrepôts de la rue Cuvier au lendemain de l'incendie - janvier 1968



Rue Cuvier, immeubles construits à la place des entrepôts incendiés - 2015

### La rue Cuvier et l'incendie du 1<sup>er</sup> janvier 1968

► « En 1968, le soir du réveillon du jour de l'An, il y a eu un incendie dans un entrepôt rue Cuvier. On était aux premières loges. Vu le brasier, c'était intenable au niveau chaleur jusque dans la rue de Belleville. Tous les volets de la rue Cuvier ont fondu. C'était un entrepôt d'électroménager de différentes marques et de pièces détachées. À côté, il y avait les entreprises Tudor. Et Tudor, c'était une fabrique de batteries ! Alors, ça a été un sinistre énorme ! » **Alain P**

► « Rue Cuvier, il y avait une grosse affaire commerciale qui s'appelait « Martineau et Rimbault ». Il y a eu un incendie et tout a été rasé ensuite parce qu'il ne restait que des ruines. Ils ont fait un immeuble et après, à côté, ils ont construit la Médecine du travail. » **Maurice**

► « L'incendie a eu lieu en pleine nuit. Nos vitres étaient très chaudes. On nous avait dit que c'était un feu à 1 200 degrés. Des bouteilles de gaz avaient explosé. » **Jeannine**

► « Je me souviens de l'incendie à l'arrière de la maison. Les vitres étaient chaudes et on entendait les bouteilles de gaz qui explosaient. Ça pétait de partout en pleine nuit. C'était assez flippant. Du coup, cette usine a été rasée et ils ont construit un grand immeuble où étaient logés des footballeurs du FC Nantes. » **Michel M**

## 14 / La rue Alfred-Riom

### Une nouvelle voie pour les implantations industrielles

Appelée rue Canclaux jusqu'en 1922, la rue Alfred Riom est ouverte en 1844 afin de relier la rue de l'Entrepôt à la rue de la Ville-en-Bois. Cette nouvelle voie favorise de nouvelles implantations industrielles dont la plus importante est l'usine de François-René Lotz, constructeur de « locomobiles pour l'agriculture ».

Fils d'un menuisier modeler, François-René Lotz, dit Lotz Aîné (1809-1891), fonde sa propre maison comme constructeur de machines agricoles en 1833. Il s'installe sur la Prairie-au-Duc que les industriels de la métallurgie et de la construction navale commencent à investir. En 1849, au moment où est imaginée l'application de la vapeur au battage des grains, il dépose un brevet de « machine à manège direct ». Son invention le sauve de la faillite. En vingt ans, Lotz fabrique trois mille cinq cents machines à manège et mille batteuses à vapeur.

En 1857, il quitte la Prairie-au-Duc pour la rive nord de la Loire. Il fait bâtir sur un terrain délimité par les rues Canclaux et Lamotte-Piquet deux immeubles destinés à des logements ouvriers et à des ateliers plus spacieux. Il se retire en 1868 et investit sa fortune personnelle – considérable – dans un domaine agricole à Savenay. Il cède l'entreprise à ses fils Alfred et Léon Lotz, qui poursuivent l'activité sous la raison sociale « Lotz fils de l'Aîné ». En 1886, ils décident de dissoudre la société. L'entreprise de mécanique agricole avait moissonné plus de deux cents médailles dans les concours et expositions. Un contemporain dira de François-René Lotz : « C'est à lui que revient l'honneur de la grande fabrication



La rue Alfred-Riom vers la place Canclaux - 2015



à Nantes de machines et outils pour l'agriculture... qui a fait sa fortune et rendu de sérieux services aux ouvriers de notre cité ».

En 1922, le conseil municipal choisit de rendre hommage à un autre capitaine d'industrie du quartier en renommant la rue Canclaux, rue Alfred-Riom.

### Une rue investie par « La Maisonnette »

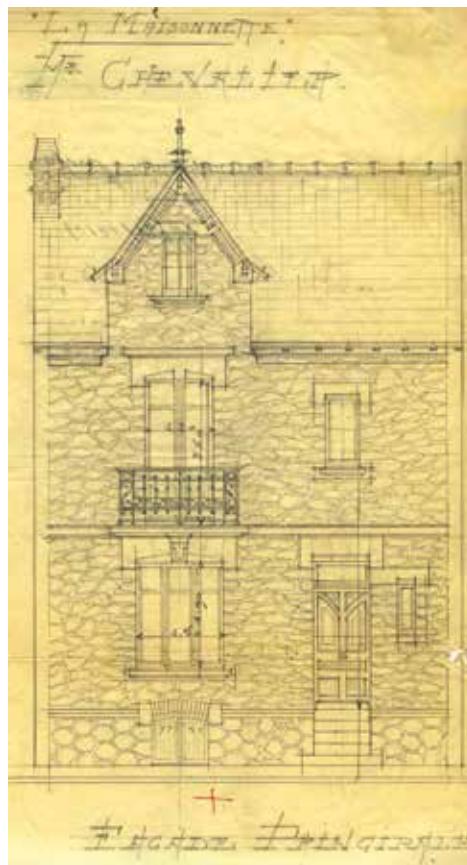
Au début du 20<sup>e</sup> siècle, les maisons édifiées par « La Maisonnette », Société anonyme coopérative d'habitations salubres et à bon marché contribuent à caractériser la rue Alfred-Riom et ses alentours.

Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, la lutte contre l'insalubrité de l'habitat ouvrier impose des mesures encourageant la construction « de logements salubres, commodes et bon marché pour les ouvriers ». En 1894, la loi Siegfried relative aux Habitations à bon marché, incitative et non coercitive, prône une action « de nature à provoquer l'initiative en faveur de la construction et de l'amélioration des maisons à bon marché ».

C'est dans ce contexte législatif qu'est créée en 1903 « La Maisonnette » par un groupe d'ouvriers et d'employés nantais. Son but est d'aider les sociétaires « vivant principalement de leur travail ou de leur salaire » à faire construire, après avoir fait preuve de leurs capacités à épargner, des maisons sur des terrains souvent achetés par la société : « La maisonnette avec jardin est l'habitation normale de l'homme et seule celle-ci, surtout si elle est appelée à lui appartenir, apporte au travailleur la joie et la santé dont il a besoin. » Selon les moyens financiers de chacun, les réalisations sont de minuscules maisons proches du logement minimum ou de tout petits hôtels particuliers comme ceux de la rue Alfred-Riom.

Trois cents maisons, réparties dans différents quartiers, sont ainsi construites à Nantes. D'abord réservé aux ouvriers, le dispositif des HBM est étendu à partir de 1906 avec la loi Strauss « à toute personne peu fortunée vivant principalement de son salaire. » Les employés et les artisans seront alors nombreux à utiliser ce système coopératif pour se loger.

« La Maisonnette » jouait le plus souvent le rôle de lotisseur coopératif et fournissait aux acquéreurs des terrains dimensionnés selon leurs besoins à des prix avantageux. C'est pourquoi on trouve à Nantes ces maisons



Plan de la façade principale d'une future « Maisonnette » de la rue Alfred-Riom, dressé par Victor Le Jallé - 1910

alignées par séquences le long des rues. Le jeu de symétrie / dissymétrie sur les volumes des maisons construites en contiguïté anime la rue en conservant l'homogénéité de l'ensemble.

Lorsque Francis Leray, concepteur des soixante premières maisons, intègre le service des travaux publics de la Ville, la société s'adresse à l'architecte Victor Le Jallé qui conçoit la presque totalité des autres. Leur conception se réfère à la filiation dissymétrique d'influence « néo-gothique » qui prend son origine dans les hôtels particuliers du milieu du 19<sup>e</sup> siècle et les maisons bourgeoises du début du 20<sup>e</sup> édifiées autour du quartier Monselet.

La plupart des maisons de la rue Alfred-Riom sont édifiées autour des années 1910. Conçues par Le Jallé, elles sont construites sur des plans similaires de dimensions légèrement différentes. Quelques modifications sont apportées en fonction des besoins et des possibilités financières des propriétaires.

### Habiter une « Maisonnette »

« Nous sommes arrivés au 25 bis de la rue de Gigant à la fin de l'année 1946. Mes parents étaient bien contents de trouver cette maison à la fin de la guerre. Nous sommes originaires du Limousin. Ça paraît désuet de dire ça aujourd'hui mais quand j'étais lycéen à l'Externat des Enfants nantais, on nous faisait quand même sentir qu'on n'était pas des Nantais avec un grand N... Mon père était inspecteur d'assurance. Il avait été nommé à Nantes vers 1934, je crois.

Pendant la guerre, nous sommes retournés dans le berceau familial à Limoges. Sauf mon père qui est resté travailler à Nantes. Quand nous sommes revenus en 1945, nous habitons dans un appartement rue Bonne-Louise. La difficulté à l'époque était de trouver à se loger. Avec les démolitions de Nantes, il y avait énormément de réquisitions. On ne trouvait pas de maisons à acheter facilement. Mes parents ont pris un risque car ils ont acheté cette maison alors qu'elle était encore louée. Ça aurait pu durer longtemps mais finalement ils ont eu beaucoup de chance car les locataires ont eu le



Alignement des maisons réalisées par la société coopérative « La Maisonnette » en vis-à-vis avec la façade monumentale du garage Citroën - 1979

bon goût d'être nommés à Paris... Et nous qui étions cinq enfants, on était tout contents de trouver une maison dans le centre-ville. Quand on est arrivés, notre plus grand plaisir a été de voir que nous avions un jardin. Il n'était pas grand mais pour nous, c'était très bien.

Les maisons de l'impasse étaient déjà construites quand nous avons emménagé. Dans l'acte de vente, on apprend que cette maison date du début du 20<sup>e</sup> et qu'elle a été construite par la société « La Maissonette ». L'impasse donne sur les rues Lamoricière et Alfred-Riom et l'entrée se fait par la rue de Gigant. On est vraiment dans un îlot tranquille car les immeubles de chacune de ces rues font écran. La nuit, on entend les chouettes. Entre la rue de Gigant, le haut de la rue Lamoricière et la rue Alfred-Riom, ce ne sont que des jardins avec de grands arbres. À notre arrivée, il n'y avait pas de végétation.

Les familles qui habitaient l'impasse étaient très modestes. Il y a une maison dans un creux car la Chézine, qui est recouverte, passe à cet endroit. Une des maisons était habitée par les personnes qui tenaient l'épicerie que se situait en face du 25 bis, là où se trouve la boulangerie aujourd'hui. La maison en face de chez nous, c'était un peu « la cour des Miracles ». Il y avait une cour avec des poules et de temps en temps, une vieille voiture démontée.

Aujourd'hui, notre maison compte neuf pièces, trois à chaque niveau. La maison a été construite par étapes successives. À l'origine, il y avait un salon et une cuisine au rez-de-chaussée et deux chambres à l'étage. Le second

étage a été fait ensuite. Il y avait une cave également qui nous permettait de stocker le charbon pour le chauffage. On le répartissait en trois parcs : le parc à coke, le parc à anthracite qui était le charbon noble avec lequel on allumait le feu et le parc à boulets de charbon. Ma mère avait l'art de mélanger les trois dans la chaudière selon les moments de la journée ou de la nuit.

J'ai habité cette maison jusqu'à mes études. Dans les années 70, quand j'ai commencé à travailler, j'ai acheté un appartement dans la rue Lamotte-Picquet où nous sommes restés jusqu'en 1986, date à laquelle nous avons repris la maison de mes parents.

À une certaine époque, tout ce quartier entre la rue Alfred-Riom et la rue Lamotte-Picquet, c'était très industriel. Il y avait beaucoup de petits ateliers. On entendait taper sur de la ferraille une bonne partie de la journée. Dans la rue Lamotte-Picquet, il y avait encore pas mal de petits bistrotts dans les années 70, où le soir après le travail, il y avait beaucoup de monde. Tous ces ateliers et petits bistrotts ont disparu progressivement et on a vu les immeubles se construire à leur emplacement. L'immeuble où nous étions, au 10 et 10 bis datait des années 70 et d'autres ont été construits ensuite. » **Jean-Claude H**

## Le garage Citroën

### Une démolition controversée

En 1985, l'annonce de la démolition du garage Citroën de la rue Alfred-Riom, fleuron du patrimoine industriel du 20<sup>e</sup> siècle, va provoquer un important mouvement de contestation. En vain. Chronique d'une disparition...

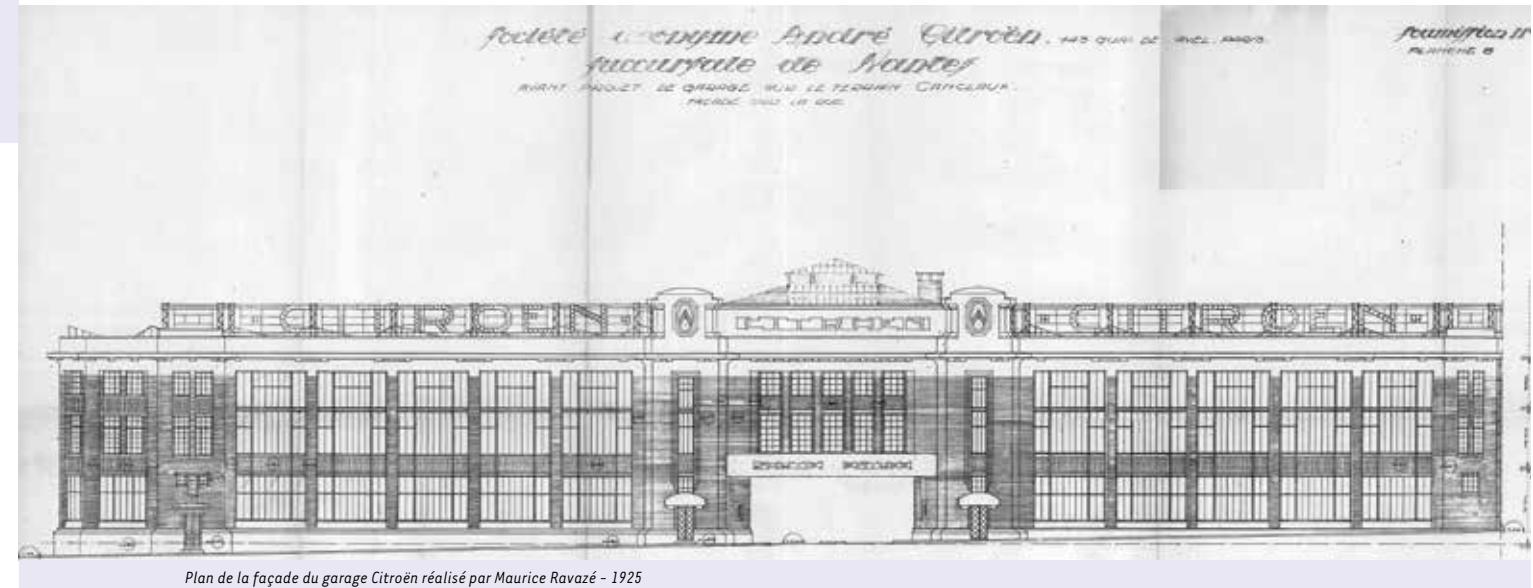
Quand André Citroën s'établit à Nantes en 1925, c'est l'âge d'or des voitures de luxe. La France est le pays le plus motorisé d'Europe. La grande industrie a profité de l'effort de guerre et Citroën, reconverti dans la construction d'obus, revient à l'automobile, adoptant les chaînes de montage en vogue outre-Atlantique. Lancée en 1919, la Citroën type A est la première voiture française conçue pour la série.

André Citroën porte une grande attention aux lieux de vente, qui doivent être des vitrines de la marque. Il dispose pour cela d'un service d'architecture intégré, dirigé par l'architecte d'origine nantaise Maurice Ravazé (1885-1945). Pour Citroën, il réalisera les établissements parisiens des Champs-Élysées et de la place de l'Europe, des succursales et magasins en province et en Afrique du Nord, une filiale à Bruxelles ou de simples stations-service.

### Une élégante façade « Art Déco »

Pour sa succursale – on dit aussi « concession » – de Nantes, la société fait le choix d'une double implantation. Le magasin central d'exposition est aménagé place Graslin, à l'angle de la rue Gresset, au rez-de-chaussée d'un immeuble fin 18<sup>e</sup> siècle entre la C<sup>ie</sup> générale transatlantique et les grands cafés animés, face au théâtre, « dans le quartier du luxe et de la représentation », note l'enseignant-chercheur en architecture Gilles Bienvenu. Pour son grand garage, Citroën opte pour un quartier un peu excentré, le quartier Lamoricière, décrit dans un rapport comme « habité bourgeoisement, ne disposant d'aucun garage et voisin d'un quartier riche et très commerçant ». De plus, « les artères avoisinantes » de la rue Alfred-Riom « sont des rues ou des boulevards très longs et extrêmement bien percés ».

Rue Alfred-Riom, sur l'emplacement de l'ancienne usine Lotz, Maurice Ravazé réalise en 1925 une façade d'esprit « Art Déco » qui fait office de tampon entre la rue et la vaste halle industrielle à structure métallique de 3 400 m<sup>2</sup> au sol qui forme l'essentiel du garage. Les cent cinq mètres de cette façade sont rythmés avec élégance par dix arcades monumentales réparties de part et d'autre du fronton de l'entrée principale. Au



Plan de la façade du garage Citroën réalisé par Maurice Ravazé - 1925

rez-de-chaussée, on trouve des salles d'exposition et de vente, le magasin de pièces détachées, des aires de stockage, de réparation rapide et de lavage. Au fond du hall public, le monte-voiture et des rampes de montée et de descente permettent d'accéder aux ateliers de mécanique et de carrosserie du premier étage.

Symbole de la modernité des années 1920, l'automobile affirme sa présence dans la ville et invente une nouvelle architecture combinant construction industrielle et recherche d'élégance.

### *Le garage joue son avenir devant les tribunaux*

Changement d'époque... Au milieu des années 1980, Citroën quitte les abords du centre-ville pour la route de Vannes. Un promoteur immobilier, la Socafim, obtient de la mairie le permis de démolir le vieux garage de la rue Alfred-Riom pour réaliser un programme de logements.

La municipalité est alors en pleine révision du Plan d'occupation des sols. « *Entre les deux derniers recensements, explique-t-elle, la ville a perdu 16 500 habitants. Il est temps de renverser la vapeur* ». Les élus entendent favoriser la réalisation d'opérations immobilières sur le territoire communal. En donnant son feu vert à la démolition, la nouvelle équipe remet en cause les choix de la municipalité précédente qui avait repéré le garage comme bâtiment d'intérêt architectural à préserver. « *Plus pour les promoteurs, moins pour le patrimoine* » résume Presse-Océan.

La mairie n'a pas non plus tenu compte de l'avis défavorable de l'Architecte des bâtiments de France. Si le garage Citroën n'est pas lui-même classé monument historique, il est mentionné dans l'Inventaire général comme « *palais de l'industrie et du commerce* » (au même titre que le Grand Palais et la Samaritaine) et il se situe dans les cinq cents mètres de protection d'un monument historique : l'église Notre-Dame-de-Bon-Port.

Le préfet saisit le tribunal administratif pour régler le litige, tandis que l'ARDEPA (Association régionale pour le développement de l'enseignement public de l'architecture), après avoir envoyé une lettre de protestation au maire de Nantes, Michel Chauty, dépose elle aussi un recours pour sauver le garage Citroën, « *seule œuvre nantaise d'un architecte international né à Nantes* » et bâtiment remarquable « *pour son importance dans l'histoire de l'architecture automobile, pour ses qualités urbaines et pour la place qu'il occupe dans le patrimoine d'architecture industrielle nantaise* ».

En avril 1986, les deux recours sont retoqués. L'ANDE (Association nantaise de défense de l'environnement) reprend alors le flambeau et demande à son tour le sursis à exécution du permis de démolir, « *une décision entachée d'illégalité destinée à satisfaire les intérêts particuliers d'un promoteur immobilier, qui tirerait le meilleur profit d'un terrain aussi bien placé, en bradant le patrimoine des Nantais* ». Cette fois, la demande est acceptée. L'affaire va pouvoir être jugée sur le fond.



*Le garage en cours de démolition - 1987*

### *Une boule de deux tonnes contre la façade*

En mars 1987, le tribunal administratif se réunit en assemblée plénière pour examiner la requête de l'ANDE. Les avocats de la mairie et de la Socafim rivalisent d'éloquence pour dénigrer le garage de Ravazé, « *vulgaire hangar métallique sur lequel on a plaqué une façade* » et « *bâtiment en très mauvais état qui ne s'intègre plus dans l'environnement d'un quartier résidentiel* ». La décision de la municipalité est finalement jugée légale et le recours est rejeté.

Début juin, c'est la mise à mort. Soixante-deux ans après sa construction, le garage Citroën est livré aux démolisseurs. Une boule de deux tonnes s'attaque à la façade. De ce fleuron de l'architecture industrielle ne reste qu'un amas de ferraille...

Ironie de l'histoire, en avril 1989, le Conseil d'État annulera la décision du maire de Nantes autorisant la démolition. Non motivée, cette décision était dès lors entachée d'illégalité. Le garage, détruit dans les faits, ne pouvait pas l'être au regard de la loi !

Amère victoire pour les associations. Triste épilogue pour les défenseurs du patrimoine et pour des générations de « *citroënistes* », tous ces amoureux de la marque aux chevrons qui ont admiré les tractions avant, deux chevaux et DS dans la succursale de la rue Alfred-Riom.



Premier étage du garage - 1986

► « Le garage Citroën, il était énorme. Il était vraiment fantastique et puis il était historique ! Je ne comprends pas qu'ils aient donné la permission de l'abattre pour faire de nouveaux immeubles. Il y avait un grand portail avec des colonnes. C'était un grand porche, très grand, très spacieux. J'y allais comme client et j'habillais des gars de chez eux parce qu'à cette époque-là, les représentants, ils s'habillaient encore sur mesure ! » **Tony**

► « Mon mari a été représentant pour des marques de voitures. Il a fait Citroën, Simca, Peugeot, Renault... mais c'est chez Simca qu'il est resté le plus longtemps et qu'il a eu le meilleur salaire. Pour Citroën, il travaillait dans le garage de la rue Alfred-Riom. C'est la première marque qu'il a faite. C'était l'époque où beaucoup de 2 CV étaient vendues. Et chez Citroën, on pouvait en vendre dix sans toucher un sou ! Il n'y avait pas de commissions alors que ça se vendait comme des petits pains. Alors, il est parti ! » **Jacqueline**

► « Gamins, nous étions très fêrus de tout ce qui était lié à la mécanique. On allait sur le port voir le déchargement des bateaux et on allait souvent voir le garage Citroën.

Il avait une particularité ce garage parce qu'il avait une rampe à l'intérieur qui montait les voitures à l'étage. C'était immense ! » **Alain P**

► « Le garage Citroën était énorme. Il allait depuis l'angle de la rue Guichen et occupait presque toute la rue Alfred-Riom. Ça faisait un petit peu comme un hall de gare. C'était très très étendu ! Et très profond aussi puisque ça allait presque jusqu'à la rue Lamotte-Picquet. À un moment, il y avait des gens qui voulaient qu'il soit classé. Moi, je ne trouvais pas qu'il avait quelque chose de très particulier mais bon... Ça a été des travaux absolument importants. Ils ont cogné là-dedans, ils ont tout rasé quoi, pour construire des immeubles. » **Alain J**

► « La démolition du garage Citroën a été assez spectaculaire. Il y avait des plans inclinés à l'intérieur, des pistes... comme le garage Peugeot à côté de l'hôpital mais celui de Citroën était plus grand. Je pense qu'aujourd'hui, ils l'auraient gardé comme ils ont fait avec l'usine électrique. » **Jean-Claude H**

## La mobilisation contre la démolition du garage

► « En 1977, quand la municipalité d'Union de la gauche conduite par Chénard s'est installée, il y a eu une volonté d'arrêter la politique de rénovation urbaine et de promouvoir la réhabilitation. Lorsque le Plan d'occupation des sols dit « POS Chénard » a été étudié, il y avait donc l'idée d'inscrire un certain nombre d'édifices à protéger sur le POS Centre, c'est-à-dire le secteur qui se trouve à l'intérieur des boulevards circulaires. Une liste de sept cents immeubles devait être dressée.

C'est dans le cadre de cette sélection qu'une étude avait été confiée au CERMA, le Centre de recherche de l'école d'architecture de Nantes pour laquelle quatre chercheurs ont travaillé : Jean-Pierre Péneau, le directeur du CERMA, Claude Cosneau qui à l'époque était conservateur au musée Dobrée, Philippe Dubreuil qui était enseignant d'histoire à l'école d'architecture et moi-même, qui étais jeune architecte et ancien étudiant de Philippe Dubreuil. La proposition de conserver le garage Citroën avait été faite au sein de l'équipe; proposition acceptée ensuite par la municipalité.

Au sein du CERMA, on considérait que c'était totalement absurde de faire une liste de bâtiments. C'est pourquoi notre rapport présentait des études historiques et typologiques par quartier afin de montrer comment des quartiers s'étaient formés et quelle architecture leur était liée. Et puis nous avons proposé une étude sur la réglementation urbaine qui mettait en avant ce qui influe sur l'architecture de la ville, comme modèle de ce qu'on pouvait faire avant de décider. On avait mis en place ce qu'on appelait à l'époque des « alignements » qui sont ressortis récemment sous le

nom de « séquences urbaines ». Ce n'est pas une liste de bâtiments qui nous intéresse, mais des cohérences de quartier avec des alignements. Avec ce raisonnement, la protection se faisait au titre d'un alignement.

La Ville n'a pas retenu nos propositions. Elle voulait une liste facile à gérer : « on dit oui, on dit non » et avoir la possibilité de laisser détruire un bâtiment si la mise en valeur du terrain était jugée préférable à la conservation du dit bâtiment. Donc cette liste d'édifices à protéger n'offrait qu'une protection très virtuelle... C'est pour cette raison que la municipalité Chauty a pu donner un permis de démolir sur le garage Citroën le 12 février 1986 au promoteur SOCAFIM.

On est en 1986, quatre ans après la décentralisation de 1982, et c'est le début des permis de construire et de démolir sous l'autorité totale des maires. Lorsque l'équipe Chauty est arrivée en 1983, sa position était de promouvoir un POS qui dynamise la construction pour contrer la baisse du nombre des permis de construire. Cette politique passait par des destructions de bâtiments pour faire du neuf.

En 1986, le POS était donc en cours de révision mais le bâtiment Citroën était toujours protégé. Quand le permis de démolir a été accordé, plusieurs associations et administrations se sont émues : l'ARDEPA dont je faisais partie, l'architecte des bâtiments de France, le préfet et l'Association nantaise de défense de l'environnement.

L'architecte des bâtiments de France avait émis un avis négatif à la démolition puisqu'on était dans les cinq cents mètres de l'église Notre-Dame-de-Bon-Port. C'était un avis simple que le maire n'était pas obligé de suivre.

L'ARDEPA avait déposé un recours au tribunal administratif qui a été rejeté le 2 juin 1986, l'association étant considérée comme n'ayant pas « d'intérêt à agir ». C'était une association essentiellement tournée vers la formation continue, la promotion des employés d'architectes, la diffusion culturelle aussi, mais ce n'était pas dans son intitulé. Dans son recours, l'argument était de dire que ce bâtiment était un exemple pour la formation des jeunes étudiants de l'école d'architecture. Mais le tribunal administratif n'a pas retenu. Ensuite, le recours de l'ANDE a également été rejeté.

Aussitôt ces jugements rendus, le promoteur s'est précipité pour détruire le bâtiment et il a fallu plusieurs années avant qu'il ne construise un bâtiment sans intérêt dessus. Mais le préfet avait fait appel au Conseil d'État qui a annulé le permis de démolir le 19 avril 1989, c'est-à-dire quasiment trois ans après la démolition. La Ville pouvait en effet passer outre la protection de l'immeuble au titre du POS mais elle devait motiver sa décision. Le Conseil d'État a considéré que le permis de démolir avait été délivré sans que soit motivée la décision de ne pas suivre la protection au titre du POS. Mais c'était trop tard !...

Le milieu des architectes s'est donc fortement mobilisé ainsi que l'Association nantaise de défense de l'environnement, qui était présidée par un géographe. On était plus sur l'idée d'un intérêt général. Ce garage nous intéressait pour un certain nombre de raisons. On était dans le début de l'intérêt pour l'architecture industrielle. Maurice Ravazé, l'architecte de ce bâtiment, était le directeur du service d'architecture de Citroën. Il était né à Nantes. Le fait que l'architecte de Citroën soit né à Nantes et qu'il y ait construit un bâtiment était aussi intéressant. Sa mère devait être une Lotz. Et Citroën a acheté le terrain de l'ancienne usine Lotz pour faire la succursale de la rue Alfred-Riom. Il est vraisemblable que Ravazé ait influencé Citroën sur le choix du terrain. Au moment où le permis de démolir a été accordé, Paul Smith, spécialiste du patrimoine industriel à l'Inventaire général, était en train de faire l'inventaire des archives du service d'architecture de Citroën. Il y avait donc, à ce moment-là, une dynamique autour de la connaissance de cet architecte, qui était en fait assez peu connu. Depuis, il fait partie des architectes reconnus de l'architecture automobile. » Gilles

## 15 / La place Canclaux

**La création de cette place est l'aboutissement d'un processus, celui de la poussée de la ville vers l'ouest au milieu du 19<sup>e</sup> siècle avec l'urbanisation des nouveaux quartiers de l'Entrepôt (Lamoricière) et de Launay (Mellinet) et l'industrialisation du faubourg de la Ville-en-Bois. La future place Canclaux sera le trait d'union entre ces différents quartiers, le centre-ville et la place Graslin.**

Construite dans le prolongement de la rue Canclaux (actuelle rue Alfred-Riom) percée vers 1844, elle prendra tout naturellement le nom de place Canclaux, en hommage à Jean Baptiste Camille de Canclaux (1740-1817), ce général de la Révolution qui défendit victorieusement Nantes le 29 juin 1793 contre l'attaque de l'armée vendéenne.

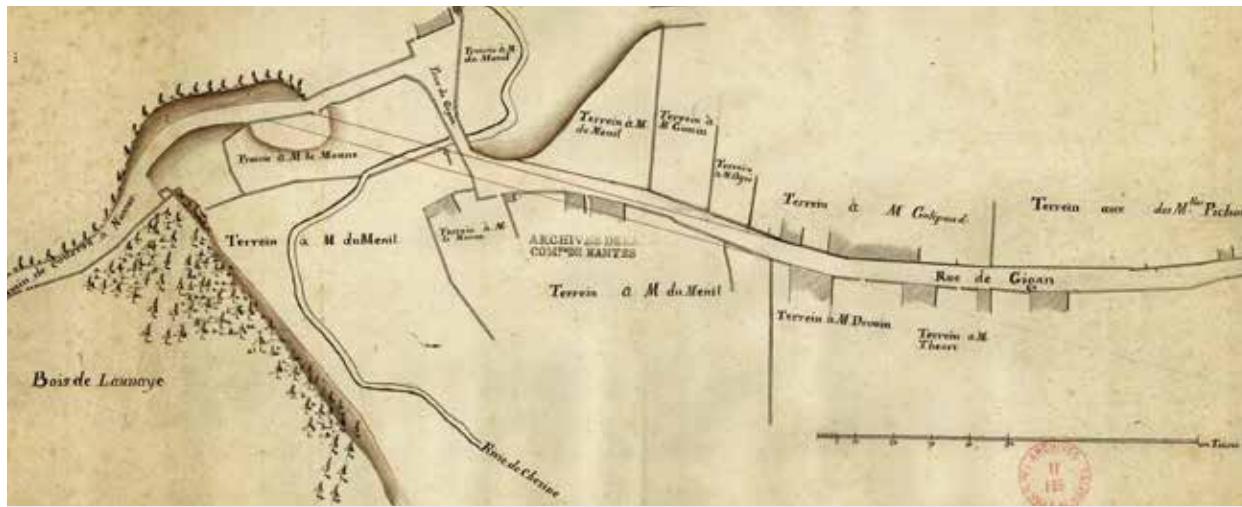
La place Canclaux a été aménagée presque entièrement à l'emplacement du jardin Le Masne dépendant du domaine de Chermont et délimité par la tenue Bruneau, le coteau de la Salle-Verte, la tenue Guilloré, le vieux pont de Gigant et les terrains marécageux de l'Entrepôt.

### *Un cheminement tortueux et malaisé*

Dans les années 1850-1860, l'urgence est de redresser le tracé de la partie inférieure de la rue de Gigant. À l'extrémité de cette rue, la voie se rétrécit et traverse la Chézine par un vieux pont de pierre à arche unique – il date de 1708 – en tournant à droite presque à angle droit avant de tourner brusquement à gauche pour se raccorder au chemin de Couëron (la rue de la Ville-en-Bois). « Dans cette double et inverse conversion, au bas de deux pentes énormes, deux voitures ne peuvent s'apercevoir et s'éviter, d'où résultent de fréquents et graves accidents. » se plaignent les élus de Saint-Herblain dans une délibération réclamant le redressement de la rue.



La place Canclaux vers la rue Colonel-Desgrées-du-Lou - 2015



« Plan d'alignement pour les terrains bordant la rue de Gigant » - 1779

Cette voie est, après la ligne des ponts, l'une des plus importantes qui conduisent à la ville. Au-delà des limites de l'octroi, elle traverse les quartiers neufs les plus peuplés, construits sur plus de deux kilomètres entre l'arche de Gigant et la Croix-Bonneau. Elle draine une population de plus en plus importante qui recherche dans cette partie suburbaine des communes de Nantes et de Chantenay la proximité des grandes usines et établissements industriels. Elle est aussi l'une des principales artères d'approvisionnement de la ville. La culture maraîchère s'est considérablement développée à Couëron, Saint-Herblain et Chantenay, et chaque jour cette voie est parcourue par de nombreuses charrettes conduisant au centre de Nantes le lait, le beurre, les œufs, les volailles, les légumes et les denrées de toute nature. Pour les cultivateurs, ce cheminement tortueux et malaisé est la seule voie d'accès.

### Rompre avec la tradition nantaise des petites places

Le plan général de la ville approuvé en 1859 indique le tracé de la nouvelle place entre la Chézine et le coteau de la Ville-en-Bois, ainsi que le prolongement rectiligne de la rue de Gigant. Des nivellements importants seront nécessaires. Le centre de la place est prévu à l'emplacement d'un ancien jardin (le jardin Le Masne) bordé à l'ouest de roches granitiques, qui s'étend jusqu'à la Chézine et se trouve en contrebas par rapport au chemin de Couëron et au ruisseau. Vers 1870, le jardin est à l'abandon et reçoit les déchets du quartier ainsi que les débris de fer blanc provenant des conserveries de la Ville-en-Bois qui vont servir de remblai. Juste à côté se situe la tenue Bruneau, qui forme un mamelon qu'il faudra araser pour prolonger le boulevard Saint-Pern (aujourd'hui Paul-Langevin) jusqu'à la future place.

En 1872, la Ville acquiert le jardin Le Masne. Après avoir examiné plusieurs projets, le conseil municipal approuve finalement en 1873 celui d'une place d'un peu plus de 4 000 m<sup>2</sup>, « marquant notre volonté arrêtée de rompre avec cette vieille tradition de la voirie nantaise de faire des petites places et des rues étroites, en rapport seulement avec les besoins actuels et sans prévision des nécessités ultérieures ».

Adopté en 1876, le plan définitif dessine une place circulaire. Les remblaiements et la construction du terre-plein central peuvent commencer et en 1892, le pourtour de la place Canclaux est planté de marronniers.

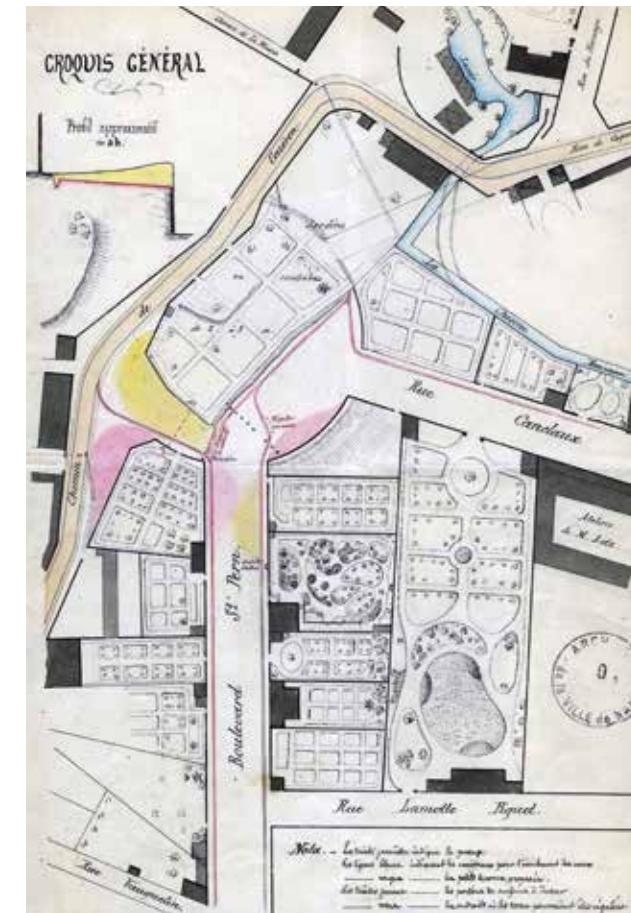
### L'octroi et le pont disparaissent

En parallèle sont menés les travaux de rectification de la partie inférieure de la rue de Gigant, entraînant le comblement des douves, le voûtement de la Chézine et par conséquent la démolition du vieux pont. Deux bâtiments, situés côte à côte en face du débouché de la rue du Boccage, sont également condamnés par le nouvel alignement : l'ancien octroi et le corps de garde, qui avait abrité un piquet de lanciers chargés de réprimer les exactions des fraudeurs. Le bureau d'octroi est alors déplacé à l'angle de la nouvelle place et de la rue de la Ville-en-Bois en 1877.

### Les tribulations du tramway

En 1898, le tramway arrive à Canclaux. Lors de la construction de la ligne, des ossements humains sont trouvés devant la pharmacie et l'ancienne clinique Texier-Levesque. Ils seront déposés à l'ossuaire de la rue des Martyrs (lire par ailleurs). Venant de Gigant, les rames Mékarski à air comprimé tournent autour de la place avant de filer par le boulevard Paul-Langevin. À partir de 1931, le tramway électrique va traverser la place Canclaux de part en part, coupant en deux le terre-plein central. C'est à cette époque que les architectes Étienne Coutan et Camille Robida conçoivent des bancs-abris circulaires en ciment armé recouverts de mosaïque jaune et bleue pour remplacer l'aubette de la place.

Après la disparition des voies de tram, la place reste nue avec ses deux édifices circulaires. En 1964, le service des plantations est chargé d'élaborer un plan d'embellissement. Le terre-plein est ceinturé pour apporter un peu d'isolement, des arbustes sur une plate-bande gazonnée donnent de la fraîcheur. Les marronniers sont conservés.



Croquis général des abords de la place Canclaux - 1865



Dessin des bancs-abris circulaires conçus spécifiquement pour la place Canclaux par les architectes Coutan et Robida - 1931

Un nouvel aménagement est entrepris en 1999, qui prévoit une aire de jeux pour les enfants et un espace paysager pour les piétons. Les aubettes circulaires de Coutan, protégées au titre du patrimoine nantais, sont réhabilitées sommairement.

Quant aux marronniers, plus que centaines, ils font toujours partie du paysage de la place Canclaux.

## L'avenue Mozart

En 1931, monsieur Giton demande l'autorisation de lotir le terrain qu'il possède à l'entrée de la rue de la Ville-en-Bois. La construction de dix petites maisons avec jardin et l'ouverture d'une nouvelle voie sont projetées. La plupart des futurs propriétaires bénéficient du dispositif offert à partir de 1928 par la loi Loucheur. Le 19 mars 1932, le syndicat des propriétaires propose de dénommer cette impasse « avenue Mozart ».

► « Je suis venue vivre à Canclaux en 1932, j'avais 5 ans. Mes parents étaient en location rue de la Hautière, près de la place Lechat. Après ma naissance, j'étais la quatrième, ils ont décidé de construire une maison car c'était un peu petit. Ils ont trouvé un terrain à Canclaux, avenue Mozart. Aujourd'hui, c'est une avenue privée avec une grande grille.

Ils ont fait construire grâce à la loi Loucheur. C'était une grande maison quand même, on était cinq enfants. Il y avait trois chambres en haut. En bas, il y avait la cuisine, une chambre qui donnait sur le petit jardin et un séjour qui donnait sur la rue.

Je suis restée vivre dans cette maison jusqu'en 1956. Je me suis mariée en 1951 et avec mon mari, on a habité chez ma mère pendant cinq ans. Ensuite, on a fait construire rue Claude-Bernard. Ma mère et ma sœur sont restées dans la maison mais à un moment, elles ont trouvé que c'était trop grand pour elles. Alors, elles ont acheté un appartement sur plan dans les immeubles de la rue de la Ferme-du-Rû. La maison a été vendue en 1965, je crois. Après, on n'y est plus jamais allés.

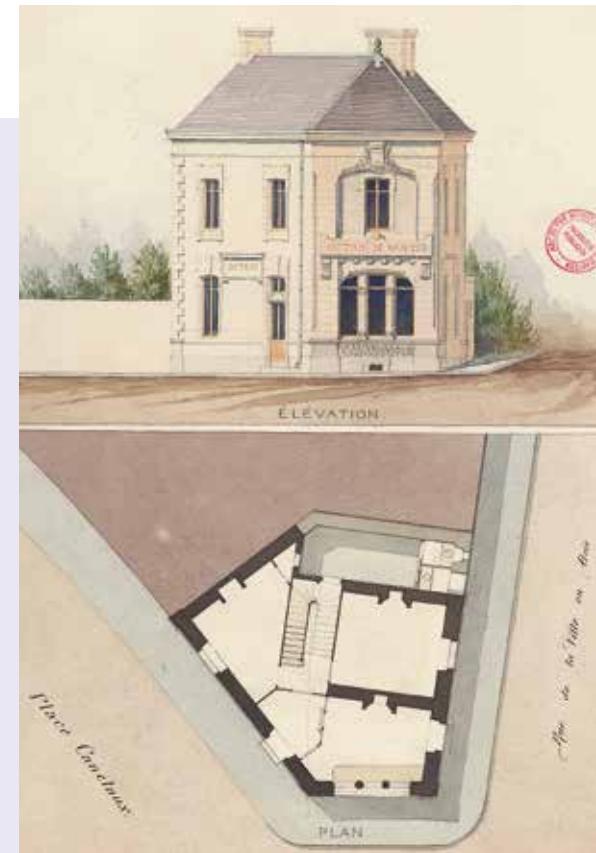
Mon mari qui était de Zola ne s'est jamais habitué à Canclaux. Ce n'était pas le même quartier, ça faisait plus

bourgeois. Et moi, j'ai eu du mal à m'habituer au quartier Zola. Je trouvais que c'était vieux comme quartier. J'étais tellement habituée avenue Mozart. L'environnement était différent. Et après, avec les enfants, j'ai connu le quartier, je me suis adaptée mais il m'a fallu un petit moment quand même. » **Monique**

## Médecin à Canclaux

► « J'ai ouvert mon cabinet de médecine, place Canclaux, en 1963 et j'ai pris ma retraite le 31 décembre 1996. Je suis originaire du Bordelais. Mon père était directeur du Crédit Foncier à Angers et nous sommes arrivés à Nantes quand j'entrais en seconde. J'ai fait toutes mes études de lycée et toute ma médecine à Nantes.

Mes beaux-parents habitaient au 2, boulevard Saint-Pern, devenu boulevard Paul-Langevin. C'est comme ça que j'ai connu le quartier dans les années 50 puisque ma fiancée y habitait. Nous nous sommes mariés en 1957 et nous nous sommes installés au 10, place Canclaux dans la maison que j'ai achetée à la tante de mon épouse. J'ai créé mon cabinet à cette adresse. Ensuite, deux ans après, j'ai acheté la partie qu'occupaient mes beaux-parents. Mon beau-père



Élévation du bureau d'octroi de la place Canclaux - 1878

était agent d'assurance. Quand il a pris sa retraite, ils sont partis rue Cassini.

J'avais donc cette très grande maison de quatorze pièces à l'angle du boulevard Paul-Langevin et de la place Canclaux. Il y avait aussi un accès par la rue de la Ville-en-Bois. C'était énorme ! Cette maison était l'ancien octroi entre Nantes et Chantenay. Maintenant, c'est une agence immobilière. Au début de mon exercice, j'ai soigné deux vieilles personnes qui se rappelaient très bien avoir vu sa construction en 1890 et avoir joué à la marelle dans ce qui était l'entrée.

J'ai ouvert mon cabinet le 2 janvier 1963 après avoir contacté un peu les confrères du coin. C'était l'époque

où, comme maintenant, on manquait de médecins. J'ai donc été accueilli à bras ouverts et très vite, ma clientèle s'est constituée. Mes patients étaient très dispersés et très mouvants. Bien sûr, il y avait un noyau dans le quartier Canclaux mais j'allais dans le centre, j'allais sur les Dervallières. J'avais beaucoup de petits retraités, des commerçants et la bourgeoisie du boulevard Saint-Pern. J'allais aussi très souvent à la clinique Texier-Lévesque qui faisait essentiellement de l'ortho-rhino. Elle se trouvait à l'angle de la place Canclaux et de la rue Desgrées-du-Lou. Elle a disparu aujourd'hui.

Le quartier était très convivial, les gens se connaissaient beaucoup. Il y avait beaucoup de personnes âgées. Tous les ans au mois de juillet, il y avait une petite manifestation avec un petit orchestre qui venait donner son aubade sur la place Canclaux. Mais à part ça, il n'y avait pas d'autres manifestations, c'était la vie tranquille des petits retraités, des petits bourgeois. » **Alain J**

## Les commerces

► « Il y avait beaucoup de commerces dans le bas de la rue de la Ville-en-Bois. Du côté droit, il y avait une petite poissonnerie à côté du coiffeur actuel. Après, il y avait une cave à vin. C'étaient deux petits vieux qui tenaient ça, ils ne vendaient pas autre chose que du vin et du cidre. Du côté gauche, il y avait une mercerie et à l'angle de Canclaux et de la Ville-en-Bois, il y avait Les Bons produits qui était une épicerie connue à l'époque.

Du côté de la place Canclaux, il y avait une charcuterie et deux cafés. Le café en bas du chemin Richeux se trouvait à la place de l'école de conduite. Après, c'est le coin des moines. De notre maison, quand on était à l'étage, on les entendait jouer au foot parce qu'il n'y avait que le chemin Richeux et un pâté de maisons qui nous séparaient.

Ensuite, à l'angle de la rue Desgrées-du-Lou, il y avait une clinique ORL et la pharmacie Naud à côté. Le photographe Massas était là où il est encore aujourd'hui. Avant de venir s'installer place Canclaux, leur magasin était sur le boulevard Saint-Aignan, à l'angle de la rue Marcel Schwob. Je m'en souviens parce c'est eux qui ont pris la photo de notre mariage en 1951. Ils ont dû s'installer peu de temps après place Canclaux, vers 1956 sans doute. » **Monique**

► « La vie commerçante était autour de Canclaux. Autour de Mellinet, on n'avait pratiquement rien. Les commerces étaient surtout dans la rue de la Ville-en-Bois. Il y avait un boucher, une épicerie, deux boulangeries et une poissonnerie. Tout ça a disparu au fil du temps. J'ai soigné l'épicière qui tenait une petite épicerie dans cette rue. C'était une femme absolument extraordinaire ! Tous les matins, hiver comme été, elle partait au Champ de Mars vers 4 ou 5 heures avec une petite remorque attelée à sa bicyclette. Elle allait faire ses emplettes et elle revenait.

À l'endroit où se trouve le vétérinaire, il y avait les chocolats Cémoi. Ce n'était pas une usine mais un lieu de stockage. On voyait arriver des gros camions une ou deux fois par semaine. Tous les clochards du coin venaient donner un coup de main



Vue de la place Canclaux, traversée par le tramway électrique, vers les rues de Gigant et Colonel-Desgrées-du-Lou - 1952

pour les décharger, moyennant quoi, ils avaient une petite rétribution. » **Alain J**

► « Au début de la rue Desgrées-du-Lou, il y avait un Docks de l'Ouest. On y allait souvent parce que le matin on partait à l'Externat des Enfants Nantais avec notre bidon de lait en métal de trois litres. On le laissait en passant et on le récupérait plein à midi quand on rentrait déjeuner à la maison. À l'époque, la dame qui tenait ce commerce mirait encore les œufs et nous, ça nous fascinait ! Elle prenait ses œufs et elle les mettait devant une espèce d'ampoule. On voyait si la poche d'air était importante et comme ça on savait si l'œuf était frais ou pas. Et elle faisait ça devant nous avec un geste auguste et nous, on trouvait ça extraordinaire de voir la petite poche ! » **Jean-Claude H**

### Du faubourg au centre-ville

► « Le plus grand changement dans le quartier, c'est la disparition progressive des petits commerces et l'augmentation du nombre de voitures avec la création d'un parking sur la place Canclaux ce qui a fait scandale à l'époque. On disait : « Mais on ne va tout de même pas laisser les voitures se mettre sur la place Canclaux ! » Mais il n'y avait pas d'autre solution. Quand je me suis installé dans le quartier en 1957, il y avait une seule voiture sur la place et c'était la mienne ! C'était très rigolo ! Il n'y avait rien et puis petit à petit c'est venu. Ce sont les deux évolutions marquantes, avec la construction de quelques immeubles sur le boulevard Paul-Langevin et dans la rue Alfred-Riom. » **Alain J**

► « Ce n'est pas un quartier qui a connu de gros bouleversements. La place Canclaux est restée quasiment intacte. Le plus gros changement, c'est la construction des immeubles qui ont remplacé soit des petites entreprises soit de belles maisons individuelles.

Pendant ma jeunesse, Canclaux c'était plus un faubourg de Nantes alors qu'aujourd'hui, on est centre-ville. À partir des années 80, la population du quartier a commencé à changer notamment avec l'arrivée de personnes de l'extérieur. C'était l'époque où il y a eu pas mal de décentralisation et

le tertiaire s'est développé à Nantes. Ce qui a finalement été précieux quand les grandes usines, comme les chantiers navals, ont fermé. Aujourd'hui, le prix de l'immobilier dans le quartier fait à nouveau évoluer la population. » **Jean-Claude H**

### Un quartier sillonné par le tramway

Au 19<sup>e</sup> siècle, le développement industriel et urbain impose un mode de transport collectif afin de répondre aux besoins en déplacements accrus. Pour faire face à cette demande, Nantes joue les pionnières.

Lorsque le 26 janvier 1958, les Nantais fêtent la fin de leurs tramways, c'est avec un plus de quatre-vingts ans de leur histoire qu'ils rompent. C'est en effet le 7 novembre 1876 que le conseil municipal autorise Louis Mékarski, inventeur du procédé des moteurs à air comprimé et dirigeant de la Société générale des moteurs à air comprimé, à exploiter une ligne de tramway le long des quais de la Loire. La Compagnie des tramways de Nantes (CTN) est alors créée. Cette première ligne du réseau nantais reliant le pont de Toutes Aides et la gare d'eau de la Grenouillère est inaugurée le 12 février 1879.

Deux autres lignes desservant l'axe nord-sud sont ouvertes en 1888 et 1890. Puis l'extension du réseau s'accélère à partir de 1896 avec la concession de nouvelles voies. Les constructions et mises en exploitation vont s'échelonner entre juillet 1897 et mai 1909. À partir de 1898, le quartier est desservi par la ligne B qui relie la route de Paris à la place de la Chénaie (Zola) en passant par la place Canclaux, le boulevard Paul-Langevin, la place Mellinet et le boulevard Allard. Un tronçon ouvert en 1903 le long du boulevard Saint-Aignan permet de faire la jonction vers la place Charles-Lechat tandis qu'une nouvelle ligne reliant la gare d'Orléans à la place Mellinet et desservant la place Lamoricière et le boulevard de Launay est décrétée en 1905.



Le tramway Mékarski descendant de la rue de Gigant avant de contourner la place Canclaux - début 20<sup>e</sup> siècle

En 1911, le maire Paul Bellamy décide l'électrification du réseau. Les premiers tramways électriques circulent à partir de 1913. La ligne des quais est équipée à partir de 1917 tandis que les autres lignes du quartier le seront au début des années 30 (plusieurs rosaces témoignant de l'électrification du réseau sont encore visibles dans la rue de Gigant comme celle ancrée dans la façade du numéro 46 par exemple).

Le 4 mars 1956, la CNTC (Compagnie nantaise de transports en commun) remplace définitivement les tramways de son secteur ouest par des autobus. Il faudra attendre l'année 1985 pour que la ligne longeant les quais de la Loire fasse à nouveau partie du quotidien des Nantais.

► « Pendant longtemps, j'ai fait le trajet Canclaux - Sainte-Anne pour aller à l'école Sainte-Anne. La ligne était directe de Canclaux à Lechat. Le tramway faisait le même trajet que le bus aujourd'hui sauf qu'il traversait la place Canclaux au milieu. Il y avait les deux « champignons ». C'étaient des sièges pour attendre. Je me rappelle quand ils les ont installés parce que c'était moderne. » **Monique**

► « Le tramway qui passait place Canclaux descendait par la rue de Gigant. Je m'en souviens d'autant plus que je faisais du vélo à l'époque et quand on montait la rue de Gigant sur les mauvais pavés tout ronds, il n'y avait pas assez de place entre les rails du tramway et le trottoir pour que le cycliste puisse passer. Soit on s'arrêtait et on montait sur le trottoir

soit le wattman attendait que le cycliste passe. C'était quand même assez dangereux, surtout quand il pleuvait. Mais cette rue de Gigant pavée avec le tramway, c'est vrai que ça avait du charme.

Intérieur d'un tramway électrique - années 30



Croisement de deux tramways électriques au milieu de la place Canclaux - 1954

Place Canclaux, il tournait à la perpendiculaire juste en face de l'ancienne pharmacie pour couper la place. Il prenait donc un angle aigu et parfois quand le wattman s'oubliait, le tramway finissait tout droit ! Alors, il fallait amener un camion avec une grue pour le remettre sur les rails. » **Jean-Claude H**

► « Le tramway déraillait très souvent. Place Canclaux, combien de fois a-t-il déraillé !? Il arrivait de la rue de Gigant un petit peu trop vite et au lieu de prendre le virage très serré pour traverser la place, il partait tout droit. Il y avait beaucoup de monde dans les tramways. C'était le seul moyen de transport et encore, on marchait beaucoup à pied. Il y avait des secteurs et on payait 2, 3 ou 4 sections. Le receveur tournait la manivelle de sa machine pour oblitérer le ticket et il criait « Tout le monde est servis ! ». » **Martine**

► « Le tramway coûtait cher. Il fallait deux tickets pour faire une station puis un ticket par station supplémentaire.

Le receveur était dans le fond en permanence. On avait des tickets en accordéon et il fallait en donner trois ou quatre selon la distance. » **Jacqueline**

► « Quand je suis venu à Nantes en 1946, le tramway existait. J'habitais rue Edgar-Quinet et je le prenais à Zola. Je me souviens du tram qui déraillait quand il arrivait en bas du boulevard Allard. Le chauffeur freinait à bloc et les roues étaient bloquées. Mais comme il y avait des feuilles sur les rails, le tramway continuait tout droit. Ça faisait des étincelles et c'est comme ça qu'il est arrivé plus d'une fois sur la place au lieu de tourner vers le boulevard Paul-Langevin ou vers le boulevard de Launay. C'étaient deux lignes qui se croisaient.

Quand le tramway était en bout de ligne, le wattman tirait sur une perche avec une roulette au bout et la mettait de l'autre côté pour partir dans l'autre sens. » **Frédéric**

## Les Franciscains

Ordre mendiant fondé en 1209 par François d'Assise, les Franciscains s'installent en France en 1226 et à Nantes vingt ans plus tard. Interdits et expulsés pendant la Révolution, l'ordre est rétabli en 1852. En 1872, une « Maison » est ouverte à Saint-Nazaire, point de départ du retour des moines à Nantes puisqu'en 1885, le frère Alexis Prou « gardien » du couvent de Saint-Nazaire obtient de l'évêque de Nantes Monseigneur Lecoq l'autorisation d'ériger un petit couvent au Champ des Martyrs, à l'angle de la place Canclaux et de l'avenue de Gigant (actuelle rue du Colonel-Desgrées-du-Lou).

En 1887, les premiers frères s'installent dans une maison particulière, « la maison rouge », toujours existante. Divers dons permettent, à partir de 1898, de construire le couvent et la chapelle. L'implantation est de courte durée puisqu'en 1903, les Franciscains sont à nouveau expulsés dans le contexte des lois anticléricales du début du 20e siècle. Le Grand Séminaire diocésain, puis la clinique des sœurs Franciscaines de Saint-Philibert de Granlieu occupent alors les lieux jusqu'au retour des frères en 1920.

Lieu de formation et maison de retraite des religieux ainsi que foyer pour les sans-abris, le couvent et la chapelle, cernés par de hauts murs entre les rues Richeux, Colonel-Desgrées-du-Lou et Lamartine, s'imposent toujours dans le paysage de la place Canclaux.

► « Le tramway était au vent, il n'y avait pas de porte. Il n'y avait qu'une chaîne pour fermer l'accès. Quand il n'y avait pas la chaîne, on pouvait monter dans le tram en marche parce que ça n'allait pas très vite. Il y avait la première voiture et une baladeuse derrière qui était en bois verni à l'intérieur. Alors, c'était d'un confort ! » **Madame Lavandier**

► « On appelait le tramway le péril jaune ! Ça bringuebalait beaucoup et ça faisait un bruit d'enfer ! On était secoués comme pas un ! Les gens qui avaient des calculs rénaux, souvent ils avaient des crises à cause du tramway tellement ils étaient secoués ! » **Alain J**

► « Le souvenir que j'ai du tramway, c'est quand il descendait la rue Dobrée. Il venait de Graslin pour remonter vers Mellinet jusqu'à Zola. Quand il descendait la rue Dobrée, on mettait des grosses pointes double-tête sur les rails en bas de la rue. Le tramway roulait sur les pointes et ça faisait des épées ! On était trois ou quatre copains et on faisait ça en revenant de l'école. C'était sur le passage. On les échangeait après pour avoir d'autres choses. » **Jean-Claude R**

► « Quand j'étais enfant, la confirmation se déroulait chez les Franciscains. C'était une énorme confirmation générale en présence de l'évêque. Mon frère avait été confirmé par monseigneur Villepelet. Pour une fois, ils avaient été œcuméniques parce qu'ils avaient mélangé les filles et les garçons de plusieurs écoles, libres et laïques ! La confirmation, c'était un événement. L'évêque arrivait avec une grosse voiture noire et son chauffeur. » **Madame Pichon**

► « J'étais le médecin principal des Franciscains. À un moment, ils recevaient les SDF, ce qui n'était pas toujours très bien vu dans le quartier parce qu'ils s'installaient sur la place et il y avait des bagarres, des choses comme ça. Les moines avaient un accueil dans leur enceinte où ils donnaient des repas. Ça a duré un certain temps et puis ils ont renoncé. » **Alain J**

► « Il y a des liens entre les Franciscains et la paroisse Saint-Clair-Sainte-Anne mais ils sont quand même indépendants. Comme à Saint-Clair, il manquait parfois des prêtres, les moines venaient donner un coup de main. Des fois, la messe est célébrée dans leur église. Il y en a une à 11 heures en semaine et une autre à 10 h 30 le dimanche. C'est aussi une maison de retraite pour les frères franciscains. » **Monique Q**

► « Je vais à la messe soit à l'église Saint-Clair soit dans la petite chapelle des Franciscains. Avec l'élargissement de la paroisse, le programme des messes change tous les quatre mois. Pendant quatre mois, la messe de 18 h 30 le samedi est à Saint-Clair et la messe de 10 h 30 le dimanche est à Sainte-Anne. Quatre mois plus tard, c'est le contraire. Ce n'est pas toujours pratique parce qu'il faut prendre la voiture pour aller à Sainte-Anne. Finalement chez les moines, c'est plus simple. C'est un arrangement entre les moines et les prêtres de la paroisse parce que de toute façon, la messe est la même pour tout le monde. » **Jacqueline D**

La chapelle des Franciscains le long de la rue Colonel-Desgrées-du-Lou - 2015



## 16 / Le Plessis de la Musse

En remontant le val de Chézine par la rive sud depuis la place Canclaux, on traverse le domaine du Plessis de la Musse. Le premier propriétaire dont les archives gardent la trace est Jean Tournemine au début du XV<sup>e</sup> siècle, auquel succèdent les seigneurs de la Muce-Ponthus, une famille noble originaire de Petit-Mars, puis les Chauvin, à la suite du mariage, en 1468, de Jean Chauvin, fils du chancelier du duc de Bretagne François II, et de Françoise de la Muce. Devenu chef de la maison, leur petit-fils, Bonaventure Chauvin, se convertit au protestantisme au début des années 1560. En 1565, lors du séjour de Charles IX et de la cour à Châteaubriant, il profite de la volonté royale de pacification pour obtenir l'autorisation d'accueillir le culte réformé sur ses terres de Chantenay, aux portes de Nantes. Cette tolérance ne dure que dix-huit mois, les protestants doivent fuir à Blain chez les Rohan. Pourtant, Bonaventure obtient de Charles IX une nouvelle faveur : par lettres patentes du 2 août 1572 – quelques semaines avant la Saint-Barthélemy ! – le roi érige en châtellenie les terres du Plessis et du Bois de la Musse, sises à Chantenay, Saint-Herblain et Couëron. La châtellenie deviendra baronnie, puis marquisat en 1651. C'est une des plus grandes seigneuries du pays nantais, avec droit de grande et petite justice ; le Plessis de la Musse n'est qu'un morceau de ce vaste domaine. Un manoir y est construit en 1634.

Au début du 18<sup>e</sup> siècle, le Plessis de la Musse appartient à un notaire royal, ancien échevin, M<sup>e</sup> Nicolas Du Teil, dont la fille unique épouse Julien Bouchaud de la Pignonnerie, trésorier général des finances de la Chambre des comptes de Bretagne et échevin, un « négociant à la Fosse » qui possède, comme beaucoup de riches Nantais à cette époque, des plantations à Saint-Domingue. Le Plessis de la Musse tombe dès lors dans l'escarcelle des Bouchaud.



La rue Bouchaud au niveau de la rue vers la rue des Dervallières - 2015



Rue du Château-de-la-Musse, vue sur la partie du manoir préservé une partie et l'immeuble du 46, rue Lamartine - 2015



Extrait du plan de la ville de Chantenay-sur-Loire dressé par l'architecte-voyer Chauvin - 1905

Le vieux logis devenu inhabitable est abandonné pour un nouveau manoir construit juste à côté en 1737. Contrairement à la légende, Julie Bouchaud des Hérettes (1784-1817), immortalisée sous le nom d'Élvire par le poète Lamartine, n'y résida jamais. Elle appartient à une autre branche de la famille et ne fit à Nantes qu'un bref passage en 1797.

Le manoir initial est restauré et agrandi vers 1856. Il tombera sous la pioche des démolisseurs en 1955, remplacé par un immeuble banal au n°46 de la rue Lamartine. Ne subsistent au n°42 que les vestiges du nouveau logis.

### Le temps des lotissements

À partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, à l'instar du parc de Launay en cours de lotissement depuis les années 1830, les vastes domaines voisins de la Musse et de Grillaud (voir le tome précédent de notre série « Quartiers à vos mémoires » : « Autour de la place Émile-Zola ») sont morcelés, donnant naissance au quartier résidentiel d'aujourd'hui. Les descendants des grandes familles se dessaisissent de parcelles que des investisseurs vendent par lots, ou se lancent eux-mêmes dans des opérations immobilières.

### La Tenue Bouchaud

Le 1<sup>er</sup> juillet 1846, Pierre Bouchaud de la Pignonnerie dresse devant notaire le cahier des charges d'un lotissement qu'il a l'intention de créer sur sa propriété « située en la commune de Chantenay, connue sous le nom du Plessis de la Musse » et délimitée « au nord par la rivière de Chézine ; à l'ouest par le ruisseau sortant de l'étang de Grillaud ; au sud par le chemin conduisant à Grillaud et à l'est par le chemin de séparation » avec la propriété mitoyenne, la tenue de Gigant. Ce lotissement, dit de la Tenue-Bouchaud, sera traversé par une avenue de dix mètres de largeur, partant du chemin des Dervallières, passant sur la Chézine et allant aboutir au chemin vicinal de la Petite Musse à la Contrie. Diverses autres avenues seront faites « afin que la communication puisse être établie entre chaque partie de la division de la propriété et l'avenue principale ».



Vue aérienne des quartiers Gigant et du Plessis-de-la-Musse au travers desquels sillonne la Chézine bordée d'arbres - 1968



À terme, le lotissement sera desservi par les rues Bouchaud (primitivement Grande avenue Bouchaud), du Coteau, du Plessis-de-la-Musse et du Château-de-la-Musse. Il sera fermé par des grilles, placées aux deux extrémités de la Grande avenue Bouchaud. Les terrains, couvrant une superficie totale de 45 000 m<sup>2</sup> environ, seront divisés en 89 lots. Au début des années 1960, on y dénombrera 340 habitants parmi lesquels de nombreux propriétaires retraités.

Plusieurs établissements vont également s'y implanter, comme la clinique Jeanne-d'Arc, spécialisée dans la chirurgie de la main, et deux institutions emblématiques du Plessis-de-la-Musse : l'asile protestant de Chantenay et le centre maternel Saint-Luc de la Croix-Rouge.

### L'asile protestant

L'histoire de la maison de retraite protestante commence en 1865 quand le conseil presbytéral décide de créer un asile pour les vieillards et malades sans ressources, leur liberté religieuse n'étant pas respectée dans les établissements hospitaliers sous influence catholique. Il s'agit de les « mettre à l'abri de toute tentative de prosélytisme ». Les pensionnaires devenant de plus en plus nombreux, il faut songer à s'agrandir. Suite au don d'un terrain situé près de Nantes au Plessis-de-la-Musse, une société civile anonyme par actions se constitue pour construire un nouvel établissement. Parmi les principaux souscripteurs, on trouve, outre le grand bourgeois philanthrope Hippolyte Durand-Gasselin, principal artisan de l'asile protestant, toutes les grandes figures de la communauté : le riche collectionneur Thomas Dobrée, le fondateur Voruz, le futur maire Paul Bellamy, le brasseur Burgelin, le conservateur Philippe... Inaugurée en 1878, la maison de la ferme Bouchaud accueille bientôt ses premiers résidents, au nombre d'une vingtaine.

En 1898, l'asile protestant est reconnu d'utilité publique, donc apte à recevoir dons et legs. Il est agrandi en 1907. Devenu par la suite maison de retraite protestante de Nantes, il poursuit sa vocation d'accueil de vieillards dans le besoin. En 1977 démarre la construction d'un nouveau bâtiment, situé à l'intersection des rues de la Chézine, Bouchaud et du Plessis-de-la-Musse. La maison de retraite est d'abord un foyer logement qui deviendra EHPAD en 2007. L'établissement compte alors 77 chambres.

La maison de retraite protestante a déménagé en 2013 pour rejoindre l'île de Nantes (près de la place Mangin), remplacée par un énième programme immobilier de standing, intitulé avec un rien d'emphase « Le Carré Bouchaud ».

### Le centre maternel de la Croix-Rouge

C'est en 1879 que des dames patronnesses de la bonne société nantaise fondent, sous la houlette de Sarah Lebreton, belle-sœur de l'illustre docteur Laennec, l'Œuvre du Travail réparateur destinée à recueillir les filles mères. Il s'agit de « *tendre la main aux victimes d'une première faute qui cherchent un abri sûr pour y cacher la honte de leur faiblesse ou de leur surprise* » (sic !) Elles s'installent avenue Bouchaud deux ans plus tard en 1881. Les sœurs de la Sagesse prennent la Maison en main en 1910. La Maison Sainte-Marguerite, ainsi nommée jusque dans les années 60, est brusquement désertée par les religieuses en 1957. Après deux ans de fermeture, le Département et la Ville proposent à la Croix-Rouge de reprendre l'institution. C'est ainsi que naît la Maison maternelle, transformée en centre maternel depuis 1977. Les jeunes femmes en grande difficulté enceintes ou accompagnées d'un enfant de moins de trois ans y sont accueillies. L'établissement, doté d'une crèche, est ouvert jour et nuit.



Cour et bâtiments du centre maternel de la Croix-Rouge - années 70

La nécessité de reconstruire le centre, frappé de vétusté, a amené récemment la Croix-Rouge à concevoir un nouveau projet, celui d'un « pôle social intergénérationnel ». Le chantier a démarré en 2014. Le pôle regroupera à terme le nouveau centre maternel de 48 logements mère-enfant, la crèche dont la capacité sera portée à 80 places (30 seront réservées aux enfants du centre, les 50 autres feront partie du réseau des crèches de la Ville de Nantes), le centre parental Envie de famille qui accompagne des couples avec jeunes enfants, ainsi qu'une résidence pour seniors de 39 logements, accessibles aux personnes seules ou aux couples sous condition de revenus. Tous les résidents du site entreront par un hall commun et accéderont au jardin collectif. Le pari du « vivre ensemble ».

### Les avenues de Gigant

Limitrophe de la tenue Bouchaud, la tenue de Gigant est à son tour ouverte à l'urbanisation quelques décennies plus tard. En 1874, profitant de l'aménagement de la place Canclaux, un pool d'investisseurs où l'on trouve un architecte, un agent voyer, un propriétaire et un entrepreneur de travaux de serrurerie, annonce la « *vente au détail de la propriété dite « tenue de Gigant » ou « tenue Guilloré » située en la commune de Chantenay, près le pont de Gigant, sur le bord de la Chézine* », acquise deux ans plus tôt d'une autre descendante des Bouchaud de la Pignonnerie, prénommée Cécile, veuve de Benoît Prosper Guilloré. Le lotissement sera sillonné par trois voies : l'avenue de Gigant (rebaptisée en 1922 rue Colonel-Desgrées-du-Lou, du nom de cet officier tombé héroïquement à la tête de son régiment en Champagne en 1915), l'avenue du Champ-des-Martyrs, actuelle rue des Martyrs et l'avenue de la Chézine.

Le cahier des charges du lotissement des avenues de Gigant interdit aux acquéreurs d'y établir « *aucune industrie pouvant être cause de bruit ou d'insalubrité* ». Pas question non plus d'y installer un cabaret ou une « *maison de débauche* » ni de « *vendre, louer, sous-louer à des femmes réputées de mauvaise vie et même à des femmes entretenues* » (On trouve d'ailleurs le même type de clauses dans les règlements intérieurs des lotissements voisins de Grillaud et de la Tenue-Bouchaud).

Mais les digues élevées par les lotisseurs ne vont pas tarder à se fissurer. Dès 1885, le cahier des charges est modifié : les usines y sont désormais autorisées. Sur un plan de l'avenue de Gigant daté de 1908, on dénombre depuis la place Canclaux un café, une fabrique de clés, un débit sur le comptoir – restaurant – buvette, la scierie mécanique et fabrique de caisses Bretesché, la manufacture de chaussures Peclet, un tonnelier et une industrie de vieux chiffons et guenilles.

Échappera-t-on au moins aux mauvaises mœurs ? Pas sûr. Dans un rapport de 1902, un fonctionnaire de la mairie de Chantenay note que l'avenue de Chézine « *se présente sous un aspect assez agréable. Bordée de jolies villas entourées de jardins, elle est habitée d'un personnel spécial de demi-mondaines ou femmes entretenues* »...

### Terreur nantaise, de l'entrepôt des cafés au Champ des Martyrs

Le quartier de Gigant a été la cadre d'un des épisodes les plus tragiques de la Révolution française à Nantes.

Hiver 1793-1794. La ville, que Canclaux a défendue victorieusement le 29 juin précédent contre l'attaque de l'armée vendéenne, doit faire face à l'afflux de militaires en grand nombre, parmi lesquels des blessés et des malades, de réfugiés venus des campagnes et de milliers de prisonniers. Une population en surnombre qui provoque une grave pénurie alimentaire. C'est dans ce contexte qu'arrive Jean-Baptiste Carrier, représentant en mission de la Convention nationale.

L'entrepôt des cafés, construit quelques années plus tôt par la société Duparq et Mellinet sur les marais desséchés de la Chézine (*lire par ailleurs*), est réquisitionné pour servir de prison à l'apogée de la Terreur nantaise. Dans ce bâtiment de vastes dimensions choisi pour sa fonctionnalité, va être enfermée la masse des prisonniers vendéens, restes de la Grande armée catholique et royale, capturés par les Républicains après la reprise de Cholet en octobre 1793, le désastre du Mans et l'écrasement dans les marais de Savenay en décembre. De 8 000 à 9 000 « Vendéens », d'Anjou, du pays nantais, du Poitou, hommes, femmes et enfants, y seront entassés dans des conditions effroyables. Surpeuplement, insalubrité, famine, épidémies... ce fut selon Carrier « l'antichambre de la mort ».

### Les carrières de Gigant

Ceux que la faim et le typhus avaient épargnés étaient noyés en Loire, dans les « bateaux à soupape » de sinistre mémoire, ou fusillés dans les proches carrières de Gigant.

Les Perrières ou carrières de Gigant étaient une sorte de cirque entouré de rochers abrupts situé entre la Musse et la rivière de Chézine. Les exécutions en masse qui y furent perpétrées de décembre 1793 au printemps 1794 ont fait plus de 3 000 morts.



Au 7, rue des Martyrs, stèle et plaques dressées en mémoire des victimes de la Terreur - 2015

Dans le sol de la partie de Gigant traversée par les rues Lamartine, Desgrées-du-Lou, des Martyrs, de la Chézine et des Roses, reposent non seulement les victimes des fusillades, mais également des prisonniers morts d'épuisement ou de maladie à l'Entrepôt et au Sanitat qui servit également de prison pendant la période révolutionnaire. Ce lieu qu'occupaient les carrières de Gigant fut appelé « Champ des Martyrs », nom qu'il conserve encore aujourd'hui à travers l'appellation « rue des Martyrs ».

Lors des travaux de lotissement de la fin du 19<sup>e</sup> siècle qui ont abouti à la constitution du quartier actuel, d'innombrables ossements humains ont été mis à jour. Ils ont été déposés dans un ossuaire aménagé dans une parcelle de terrain de la rue des Martyrs. Sur l'ossuaire restauré, un monument témoignant de cet épouvantable charnier a été élevé en 1910. Il est composé de deux plaques gravées et d'une stèle de granit en forme d'obélisque portant l'inscription : « 1793 – 1794 – Passants priez pour eux ». Le monument a été légué au

Souvenir vendéen en 1932. Recouvert d'un caisson de protection pendant la construction d'un immeuble HLM en 1985, le monument rénové est de nouveau visible depuis cette date.

Quant à l'entrepôt des cafés, une plaque commémorative y a été apposée en 1994 pour marquer le bicentenaire de ce drame de la Terreur.

### Vivre au Plessis de la Musse

« Ici, c'est le quartier de la Musse ou Bouchaud mais on dit toujours la Musse. Pour que les gens nous situent, on dit entre Canclaux et Procé. La rue Lamartine fait la frontière entre le côté Bouchaud et le côté place du Petit-Bois. »

**Martine**

« L'entrée de la rue Bouchaud était fermée par une grille qui se situait à l'intersection avec la rue Littré. À l'emplacement de la boîte aux lettres actuelle se trouvait la maison du gardien de la grande propriété dont on peut encore voir les murs. Le parc de la propriété rejoignait la rue des Dervallières et s'étendait jusqu'à la rue du Calvaire-de-Grillaud. »

**Louissette**

« À l'angle des rues Lamartine et du Château-de-la-Musse, il y a encore une belle demeure. Cette maison est une dépendance de l'ancien château de la Musse qui se trouvait en face de la pharmacie et du bureau de tabac de la rue Raspail. Ce château a été abattu après la guerre pour faire l'immeuble que l'on peut voir maintenant. »

**Robert Lo**

« À l'angle des rues Château-de-la-Musse et du Plessis-de-la-Musse, il y avait la ferme du château. Ça a été démolé très tard, en 68. Quand on partait de la place Canclaux pour se promener ici, on était à la campagne. C'était la campagne mais ça a très vite évolué. Quand on s'est installé ici, on allait se promener au château des Dervallières. On l'appelait le « Château de la Belle au Bois Dormant ». Ce n'était pas très bien entretenu mais il y avait un joli étang.



Ancienne entrée de la rue Bouchaud à l'angle des rues Lamartine et Linné actuelles - début du 20<sup>e</sup> siècle



La rue du Plessis-de-la-Musse - années 60



La rue du Coteau vers la rue Bouchaud - années 60

C'était chouette. On montait en haut de la rue Paul-Chabas jusqu'au pigeonnier qui a été conservé. On peut dire qu'il s'est créé une véritable ville à l'ouest alors qu'en 1954, entre ici et Saint-Herblain, il n'y avait rien, c'était la campagne. »

**Martine**

► « Nous sommes arrivés au 29, rue du Plessis-de-la-Musse en mars 1954. Mes arrière-grands-parents habitaient place Canclaux et c'est mon arrière-grand-père qui avait acheté cette maison pour sa fille, ma grand-mère. Mais la famille n'avait jamais pu l'habiter car il y avait quatorze locataires. »

► « Nous avons vu toute l'évolution du quartier. À côté de chez nous, il n'y avait pas de rue. La rue des Martyrs s'arrêtait au carrefour avec la rue du Plessis-de-la-Musse. Il y avait un grand mur qui existe toujours mais qui a été coupé pour que la rue soit tracée. C'était une rue privée en très mauvais état. Ce n'étaient que des trous. Elle en avait tellement que le personnel du garage Citroën de la rue Alfred-Riom venait tester les nouvelles DS avec leurs clients pour leur montrer la suspension remarquable de la voiture. »

► « Il y avait beaucoup de tenues maraîchères. Avant la construction de l'immeuble en face de chez nous, c'était un jardin plein de poiriers. C'était absolument magnifique. Le promoteur de l'immeuble n'était même pas au courant qu'il n'y avait pas d'égouts. Il existait une canalisation en maçonnerie qui conduisait les eaux usées et pluviales à la

Chézine mais la plupart des maisons évacuaient les eaux usées dans les puits perdus à proximité.

Le terrain de nos voisins était un dépôt de voirie de la Ville. Des panneaux, des pavés étaient entreposés dans un hangar. Quand ils ont décidé de faire la rue, les terrains ont été vendus et on a eu très peur que ce soit pour des immeubles. Mais ce sont des employés municipaux qui les ont achetés.

Il y avait peu de commerces dans le quartier car la famille Bouchaud avait accepté que ses tenues maraîchères soient construites à condition qu'il n'y ait pas de commerces. Il y avait des courts de tennis et un étang. Je ne sais pas quand ils ont été faits, ni quand ils ont disparu. Seul le petit commerce pour les tennis était accepté, à savoir une petite épicerie qui fait l'angle de l'avenue Bouchaud et de l'avenue du Coteau. Il y avait une autre épicerie, rue des Martyrs et encore une autre dans la rue Lamartine. Un boucher était installé rue du Colonel-Desgrées-du-Lou. L'essentiel des commerces était dans la rue Raspail.

La marchande de poisson passait deux fois par semaine tandis que le boulanger et la laitière passaient tous les matins. La laitière livrait le lait avec son cheval et sa charrette. On mettait un pot à lait à la porte le soir et quand elle passait, elle nous le remplissait. Ça a duré largement jusqu'aux années 60. Le lait étant ramassé dans les fermes, les paysans n'avaient plus besoin de le vendre à la ville.

On la payait une fois par semaine comme le boulanger. Le boucher passait aussi. Il prenait la commande et ensuite les commis nous livraient. »

**Martine**

► « Je suis originaire de Normandie et je suis arrivé à Nantes le 31 mai 1956 pour des raisons professionnelles. Le lendemain, je commençais mon travail d'avocat dans un cabinet de conseil. Je me suis installé dans le quartier sept mois après, quand ma femme, qui était dans l'enseignement, a pu me rejoindre. En attendant, je vivais dans une chambre. Quand mon épouse est arrivée avec nos deux enfants, nous avons acheté un appartement au 26, rue Bouchaud dans un immeuble qui venait d'être construit. C'était le premier du quartier et les voisins avaient fait circuler une pétition pour s'insurger contre le promoteur qui se permettait de construire un immeuble à la place d'une propriété.

Nous avons emménagé un 31 décembre 1956. On était au quatrième étage sans ascenseur ce qui n'était pas très pratique avec les enfants. On a donc rapidement cherché une maison dans le coin et nous en avons trouvé une dans la rue du Coteau qui donnait sur le parc du Châtelet.

Un mur séparait la maison de cette propriété mais il était complètement effondré. La maison était fermée et abandonnée depuis une année et le jardin était une véritable forêt vierge avec plein de débris et des gros rats qui couraient un peu partout ! Ce n'était pas présentable mais j'avais repéré que la maison était en bon état et qu'on pouvait en faire quelque chose. Je l'ai donc achetée en 1963.

Cette maison appartenait à un monsieur mutilé de la guerre 14. Il s'était pris un obus qui lui avait arraché une jambe et un bras. Ça paraît anodin de raconter ça mais il faut savoir qu'à l'époque, la rue n'était ni goudronnée, ni viabilisée et les poubelles passaient rue Raspail devant la pharmacie actuelle. Si bien que ce monsieur avec un bras et une jambe

en moins ne pouvait pas porter ses poubelles là-bas. Il laissait ses débris dans le jardin.

C'était une petite maison basse de plain-pied avec une salle à manger, une petite cuisine à côté et deux chambres. Quand nous avons eu notre troisième enfant, nous avons fait une surélévation. Les travaux ont duré un an parce que c'était au moment des événements de mai 68 et il n'y avait plus d'approvisionnement. Les quatre murs sont restés sans toit pendant un certain temps parce que les ouvriers n'avaient pas les matériaux pour la toiture ! En attendant, nous avons pris un logement dans la rue des Sept-Maires-Charettes.

Tout le coin était occupé par des maisons particulières qui faisaient partie de l'ancienne tenue Bouchaud. Cette propriété a été lotie dans les années 1848-1849. Il y avait des lots de mille mètres carrés avec des murs en pierres tout autour. Toutes ces maisons possédaient un jardin derrière. Quand, je suis arrivé, ça s'appelait encore Tenue Bouchaud. Après, ils ont mis une plaque indiquant la rue Bouchaud qui devait être l'allée principale de la tenue.

Quand on est arrivés, de nombreux commerces étaient implantés dans le quartier. En 1958, il y avait encore des paysans qui venaient tous les matins avec la voiture à cheval pour livrer les brocs de lait dans l'épicerie en haut de la rue du Coteau. Comme nous avons des enfants en bas-âge, ma femme allait chercher du lait de la ferme dans cette épicerie.

Aujourd'hui, le quartier est uniquement résidentiel et pour faire les courses, le commerce le plus proche, c'est le « Carrefour Market » de la rue du Calvaire-de-Grillaud qui rend service à tout le monde parce que c'est le seul dans une zone d'au moins un kilomètre à la ronde.

En 1963, il n'y avait aucun immeuble. Certaines maisons ont été rachetées et restaurées et d'autres ont été remplacées par des collectifs. Leur multiplication aujourd'hui pose des problèmes, notamment avec les voitures. Le nouvel immeuble en face de chez moi, à l'angle de la rue, est l'exemple type. Avant, il y avait une très belle maison avec un très beau jardin. Le propriétaire avait un garage et il ne laissait jamais sa voiture dehors. Aujourd'hui, c'est un ensemble de trente-deux appartements. Ils ont fait deux niveaux de sous-sol pour les garages mais personne ne descend !

C'est un quartier qui a bien changé, forcément. Avant, lorsqu'il y avait encore les petites maisons, on se connaissait plus ou moins. Maintenant, on ne connaît presque plus personne avec les immeubles parce que les résidents changent sans arrêt. Actuellement, il y a un important renouvellement des habitants. Peu d'anciens vivent encore dans le quartier. Moi-même, je ne pensais pas y rester toute ma vie ! Je suis arrivé à 34 ans et j'en ai 83 aujourd'hui ! Mais avec un aussi bel environnement, ça ne donne pas envie de partir même si j'ai régulièrement des propositions de promoteurs ou d'agents immobiliers ! J'ai d'ailleurs eu la peur de ma vie quand la maison d'à côté a été mise en vente, car si un promoteur avait été intéressé, la voisine de la maison suivante était prête à vendre aussi. Deux maisons à suivre, ça aurait fait un bel immeuble ! Et moi, je me retrouvais coincé, ils seraient venus me titiller pour me convaincre de vendre ! Dans le quartier, les terrains se vendent cher et on ne peut pas empêcher les particuliers de vendre leur maison. » **Robert Lo**

► « Mes grands-parents maternels ont acheté en 1923 une parcelle avec une maison à construire dessus dans une propriété qui appartenait à la famille Bouchaud. Avant de s'installer au 12, rue du Coteau, ils habitaient Nantes, rue

de Brosse. Mon grand-père était directeur technique d'une entreprise de mécanique, les Etablissements Reliquet.

Mon grand-père est mort en 1932. Après la guerre, pour un couple de la génération de mes parents, se loger à Nantes relevait du miracle ! Comme ma grand-mère était veuve, sa maison était suffisamment spacieuse pour que mes parents puissent venir y vivre. Comme beaucoup de personnes à l'époque, nous avons donc vécu à trois générations dans la même maison : mes parents, moi et mon frère et ma grand-mère.

En 1986, j'ai acheté la maison des voisins, au n°14, qui a été construite en 1903 par le chef de gare de la Bourse. Je dois être le quatrième occupant. Il y avait un règlement de lotissement à l'époque qui précisait que « l'acquéreur avait le droit de circuler avec des voiturettes et des charrettes. Il est formellement interdit à l'acquéreur d'établir sur le terrain tout café, salle de danse, débit de vin et de liqueur, fabriquer des chandelles, de noir animal, interdit d'établir des maisons de filles publiques et d'y introduire même passagèrement des personnes de mauvaise vie. »



Axe central de la rue du Coteau - années 60

On avait un puits dans le jardin. Mes parents s'en servaient pour conserver les denrées avant d'avoir un frigo. Mon père avait construit une grande caisse en aluminium pour mettre les denrées qui était descendue ou remontée avec une chaîne. C'était quand même moyennement commode parce qu'avec le temps la chaîne a rouillé et un jour, elle a cédé et la caisse est tombée dans le fond ! Mes parents ont donc acheté un frigo mais la caisse est toujours dans le fond du puits !

L'avenue du Coteau était une avenue en terre, sans trottoir, ni éclairage public et fermée à ses deux extrémités. Comme c'était une avenue privée, chaque propriétaire possédait un bout de la rue. En 1960, la Ville a acquis l'avenue. Les propriétaires ont cédé gratuitement leur droit à la propriété et en contrepartie, la rue a été aménagée avec du macadam, des trottoirs et le tout à l'égout. Tous les aménagements nécessaires pour une voie publique. Avant il y avait des ornières pas possibles ! Mon père était parfois obligé de mettre des planches pour pouvoir rentrer la voiture dans le garage. C'était un vrai bourbier surtout dès qu'il pleuvait, c'était de la gadoue. L'hiver, quand on rentrait de l'école avec mon frère, on chantait très fort pour se donner du courage parce qu'il n'y avait pas d'éclairage, ni trottoir. On marchait dans la gadoue.

J'ai connu les petits marchands ambulants comme la marchande de sardines avec sa trompette et sa poussette, le rémouleur, le marchand de peau de lapins. En 1964, la supérette à l'angle de la rue du Calvaire- de-Grillaud et de la rue des Sept-maires-Charette a été ouverte. Dans les années 70, on a vu disparaître la livraison à domicile du pain et du lait. C'était la boulangère de la rue Raspail qui passait, on l'entendait klaxonner et elle livrait le pain.

À part ma grand-mère qui allait au marché de Zola, nos habitudes n'étaient pas spécialement orientées vers Zola. Le samedi, on prenait la rue Bouchaud, l'avenue Camus ou la rue de Gigant pour aller dans le centre. Mes autres grands-parents habitaient du côté de la cathédrale et du château alors on allait plutôt de ce côté-là. On n'allait pas trop à Chantenay. Chantenay, Zola, c'était franchement plus populaire ! La rue Lamartine marque la coupure avec la partie Zola.

Mon attachement au quartier est lié au fait que c'est le quartier de mon enfance. Si j'étais né rue la Ville-en-Pierre, ça aurait été pareil. Le quartier ne se singularise pas par quoique ce soit de particulier, c'est juste un endroit que je connais par cœur et j'ai été le spectateur de toutes ses transformations. Les années 60, comme beaucoup d'endroits ont marqué le début d'une période de mutation urbaine profonde. Auparavant, le secteur n'avait pas beaucoup changé.

J'ai connu la rue quand il n'y avait que des maisons. C'étaient des petites maisons basses assez ordinaires avec deux pièces au rez-de-chaussée. La rue était assez populaire. Tout ça a été rasé à partir des années 60 et remplacé progressivement par des immeubles. Il y a eu un immeuble par décennie en moyenne.

Il y a de moins en moins de gens âgés dans la rue. Quasiment tous les quartiers se renouvellent. Les gens bougent de plus en plus. Soit ils changent à cause d'une mutation, soit parce que la famille s'agrandit. L'habitat n'est plus considéré comme jadis. Avant on se mariait, on faisait des enfants et on mourrait dans la même maison. Maintenant, on adapte l'habitat à l'événement du moment. On change de logement en fonction des besoins. » **Michel M**